



LUNDI 22 AOÛT 2022

PLUS VERT QUE VERT

La solution pour sauver la biosphère terrestre avec tous ses écosystèmes, ses animaux, ses plantes, ses insectes, etc. est très simple : il suffit d'éradiquer une seule espèce, l'espèce... humaine.

- ▶ Condamnation à mort par famine (Chris McIntosh) p.2
- ▶ La contemplation du jour : L'effondrement arrive LXV (Steve Bull) p.4
- ▶ L'objectif du système (Tim Watkins) p.9
- ▶ La disparition des rivières d'Europe illustre de multiples catastrophes convergentes (Kurt Cobb) p.15
- ▶ La décadence de la science (Simon Sheridan) p.17
- ▶ Pourquoi la science moderne est nulle (Simon Sheridan) p.21
- ▶ Les problèmes de la chaîne d'approvisionnement vont persister parce que le système est saboté (Brandon Smith) p.27
- ▶ La fausse solution de l'hydrogène (Michel Gay) p.29
- ▶ Le « jour du dépassement », une théorie mensongère (Michel Gay) p.31
- ▶ Quand le rationnement devient vertueux (Michel Gay) p.33
- ▶ Dérèglement climatique : "Il serait temps de se réveiller", dit Jean-Marc Jancovici p.35
- ▶ La rénovation d'une maison rendue compliquée (Dmitry Orlov) p.36
- ▶ Ernst Jünger contre le totalitarisme médical (Nicolas Bonnal) p.38
- ▶ Se noyer dans la magie. Comment nos dirigeants sont possédés par les mêmes démons qu'ils ont lâchés sur nous. (Ugo Bardi) p.40
- ▶ Vidéo: LA CROISSANCE N'EST PLUS POSSIBLE (Philippe Bihouix) p.45
- ▶ L'économie mondiale peut-elle survivre sans les combustibles fossiles ? (Larry Elliott) p.45
- ▶ Est-ce un grand pays ou...quoi !? (Tom Lewis) p.55
- ▶ Peuple, préparez-vous (James Howard Kunstler) p.56
- ▶ Venezuela - quand va-t-il s'effondrer ? (Alice Friedemann) p.58
- ▶ Y a-t-il volonté politique de réduction de la population ET des libertés? (LHK) p.92
- ▶ États-Unis - C'est au-delà de la sécheresse : les lacs Mead et Powell se muent en «bassins morts» p.109
- ▶ Comprendre l'extrême nullité de notre gouvernement en un seul graphique (Cyrus Farhangi) p.112
- ▶ Délire, la Chine en manque de bébés !!! (Biosphere) p.114
- ▶ PELE MELE DU 20/08/2022 (Patrick Reymond) p.117

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ Une crise alimentaire majeure à venir en 2023 ? - "Les prix seront sous stéroïdes après les élections" (Michael Snyder) p.119
- ▶ Combien de temps va durer cette récession ? (Mises.org) p.122
- ▶ L'Union européenne connaît-elle sa dernière année de vie ? (Eric Zuesse) p.127
- ▶ Editorial. La Fed produit un monde imaginaire et sa force réside dans sa connaissance parfaite de cet Imaginaire. (Bruno Bertez) p.129
- ▶ Bruno Le Maire <les ministres de l'économie> et l'argent des autres (Simone Wapler) p.132
- ▶ Caché à la vue de tous (Jeff Thomas) p.134

- ▶ Pas si vite ! (Joel Bowman) p.136
- ▶ Qu'y a-t-il dans un chiffre ? (Joel Bowman) p.139
- ▶ Ce que nous faisons avec notre PROPRE argent (Bill Bonner) p.143
- ▶ L'IRA : vouée à un échec cuisant (Bill Bonner) p.147
- ▶ Retour à l'USSA (Bill Bonner) p.150

▲ [RETOUR](#) ▲

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

Jean-Pierre : évidemment, personne n'explique jamais que « **diviser notre empreinte carbone par 4 = diviser nos salaires par 4** ». Qui voterait pour ce programme politique ?



.Condamnation à mort par famine

par Chris MacIntosh 19 août 2022



« Vous ne pouvez pas construire un monde pacifique sur des estomacs vides et la misère humaine »
Norman Borlaug

Justin Trudeau <premier ministre du Canada> va de l'avant avec la réduction des engrais.

L'argument de vente de Trudeau est qu'en réduisant les émissions d'oxyde nitreux, les planificateurs centraux sauveront la planète d'un anéantissement assuré. **Comme dans toute guerre ridicule, où l'objectif est défini de manière si large qu'il est impossible à gagner** (voir la guerre contre le « terrorisme » et la guerre contre les « discours haineux », qui en sont des exemples parfaits), celle-ci a également un aspect fugace. L'objectif est désormais de réduire de 30 % les « émissions provenant de sources agricoles » d'ici à 2030. Pour l'agriculture, cela signifie réduire les applications d'engrais azotés.

Permettez-moi d'être franc. **La conséquence inévitable est une famine de masse.**

Les agriculteurs verront leurs activités soumises à une pression intense, car ils devront essayer de joindre les deux bouts tout en réduisant leur **productivité**. Beaucoup vont échouer. Mais n'ayez crainte, leurs terres seront achetées par des gens comme Bill Gates, Blackrock et le gouvernement via divers « organismes collectifs » qui, par l'intermédiaire de médias complices, expliqueront que cela est nécessaire « pour le bien de tous », bien sûr. Le résultat net sera une baisse catastrophique de l'offre alimentaire globale, et les gens mourront de faim. On nous dira que « l'ancienne méthode n'était pas durable » et on nous proposera des produits synthétiques cultivés en laboratoire, que l'on appellera à tort nourriture et plus précisément viande. Ce n'est ni l'un ni l'autre et, comme

le sirop de maïs à haute teneur en fructose, cela affaiblira et rendra les gens encore plus malades. Un cycle perpétuel et sans fin d'une population dépendante, mentale et physiquement malade, qui dépend des **technocrates** pour sa survie.

L'azote est LE nutriment le plus important pour les cultures. L'invention de l'azote synthétique est ce qui a permis à l'humanité de passer d'une population de moins de 2 milliards à près de 8 milliards en un siècle.

Sans azote synthétique, pas de nourriture.

L'oxyde nitreux (N₂O) est généré dans le cadre des engrais azotés. Les chaussures pointues et leurs experts « autorisés » ont classé le N₂O parmi les gaz à effet de serre extrêmement puissants, au même titre que le méthane. Pourquoi le N₂O et le méthane ? Eh bien, le N₂O touche directement TOUTES les cultures et le méthane touche directement tous les animaux d'élevage. Chacun d'entre eux. L'épouvantail du changement climatique est utilisé pour obtenir un contrôle total sur l'ensemble de l'industrie alimentaire. Tout un exploit.

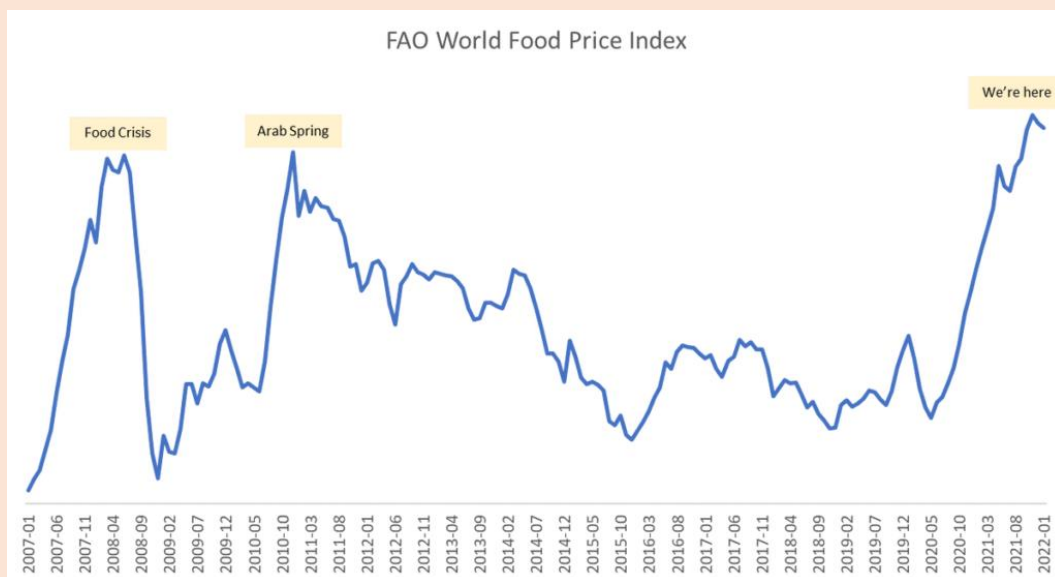
Le Canada est l'un des principaux acteurs agricoles au niveau mondial. Cela signifie que c'est une puissance d'exportation. Mais cela n'est pas possible sans engrais azotés.

Le Canada produit 8 % du blé commercialisable dans le monde, 10 % de l'orge commercialisable et bien plus de 50 % du canola commercialisable.

Réduisez l'utilisation de l'azote de 30 %, et vous ne verrez pas simplement une réduction conséquente de 30 % de l'approvisionnement alimentaire du Canada. Ce n'est pas comme ça que ça marche. Réduisez de 30 % l'utilisation de l'azote et vous aurez des faillites entières de fermes. Imaginez une entreprise où, à titre d'exemple, vos marges sont de 20 % (elles sont moindres en agriculture) et vous voyez une chute de 30 % de la production ou quelque chose du genre. Vous faites faillite. Une faillite à 100%. Pouf ! Fini ! Certains survivront évidemment, mais l'effondrement de la production est d'environ 30 %. Et tout cela a probablement disparu du marché mondial.

L'insécurité alimentaire mondiale augmente déjà rapidement.

Comme nous l'avons souligné avant le COVID, nous devons assister à un marché haussier des prix agricoles, simplement en raison de la composante énergétique. Maintenant, bien sûr, c'est beaucoup, beaucoup plus grave. Le monde est confronté à une catastrophe humanitaire imminente d'une ampleur sans précédent depuis le milieu du 20^e siècle.



La décision des élites canadiennes et néerlandaises de restreindre l'utilisation de l'azote n'est rien de moins qu'une

condamnation à mort de millions de personnes dans le monde qui mourront de faim. Cette posture moralisatrice des représentants canadiens et néerlandais du WEF est sur le point de créer une souffrance humaine indicible.

Le seul point positif de cette situation est qu'à chaque nouveau verrouillage et politique désastreuse, la population sera de plus en plus en colère.

Comme chaque empire avant lui, celui-ci succombera probablement sous le poids de ses propres dettes.

▲ [RETOUR](#) ▲

.La contemplation du jour : L'effondrement arrive LXV

Steve Bull (<https://olduvai.ca>) 20 août 2022



Tulum, Mexique (1986). Photo par l'auteur.

La contemplation d'aujourd'hui est motivée par un article publié récemment dans un groupe Facebook sur la décroissance dont je suis membre. L'auteur présente l'argument selon lequel le capitalisme et la cupidité qu'il inspire sont à l'origine de notre incapacité à faire face au changement climatique de manière appropriée. Bien que je ne sois pas entièrement d'accord avec le point de vue présenté, c'est un excellent article qui va bien au-delà des préoccupations climatiques et je recommande de le lire.

Les points sur lesquels j'ai réfléchi à son contenu sont les affirmations selon lesquelles le capitalisme est le principal, voire le seul responsable de notre crise existentielle du changement climatique, et la suggestion selon laquelle il est possible, grâce à des stratégies de décroissance, d'atteindre un monde utopique avec « ... une éducation et des soins de santé universels, et au moins 5 000 à 15 000 km de mobilité dans différents modes par personne et par an. Il offre des vies plus justes et meilleures à la grande majorité des gens... » (peut-être jusqu'à 10 milliards) si le monde a les moyens de s'assurer que les « bonnes » choses sont faites – en particulier l'idée que nous devons éviter la panique des élites dans la réponse à nos crises (qui conduit à tirer parti des situations pour protéger leur « butin ») et adopter la tendance des non-élites à se « sacrifier » pour leur communauté.

Bien que j'aie un grand respect pour le mouvement de la décroissance et sa philosophie sous-jacente, selon

laquelle l'humanité doit vivre dans les limites biophysiques d'une planète finie [1], le marchandage/le déni que je ressens chez beaucoup de ceux qui le soutiennent est le point où je diverge un peu dans ma réflexion sur notre situation critique et notre « potentiel » futur.

Bien que je sois fermement convaincu que notre élite dirigeante est principalement motivée par le désir de contrôler/étendre les systèmes de génération/extraction de richesse qui lui procurent des flux de revenus et donc la richesse/le pouvoir/le prestige/le privilège (ce qui les conduit à encourager/guider la poursuite de la croissance perpétuelle qui soutient les structures de pouvoir/de richesse inhérentes à toute société complexe, et certainement à tirer profit des crises pour satisfaire leur motivation), je ne suis pas convaincu que le rôle du capitalisme dans notre situation difficile (dépassement écologique) soit beaucoup plus qu'un levier (parmi d'autres) pour accélérer les processus préhistoriques et biologiques/écologiques qui finiront par mettre à genoux notre société industrielle mondiale.

Bien avant que le « capitalisme » ne s'empare de nos élites, il existait des sociétés complexes qui se sont « effondrées » en raison de ce que l'archéologue Joseph Tainter appelle des rendements décroissants sur les investissements dans la complexité [2]. La propension de nos sociétés humaines à résoudre les problèmes en exploitant/extrayant d'abord les ressources faciles à trouver et peu coûteuses d'accès conduit à une éventuelle augmentation des « coûts » (en particulier en termes d'énergie) qui nécessite l'utilisation des excédents/réserves de la société pour maintenir/soutenir les structures politiques, économiques et organisationnelles (ainsi que les technologies) qui servent de « solutions » aux « problèmes » perçus.

Une fois que ces excédents/réserves sont indisponibles en raison de leur épuisement et que la « société » ne peut plus fournir les avantages de la participation à celle-ci, les gens se retirent et retirent leur soutien – généralement en pliant bagage et en partant. Cet « abandon » par un nombre croissant de personnes sape les apports humains, et donc matériels, nécessaires au soutien des structures qui assurent la cohésion d'une société complexe, qui finit par « s'effondrer ».

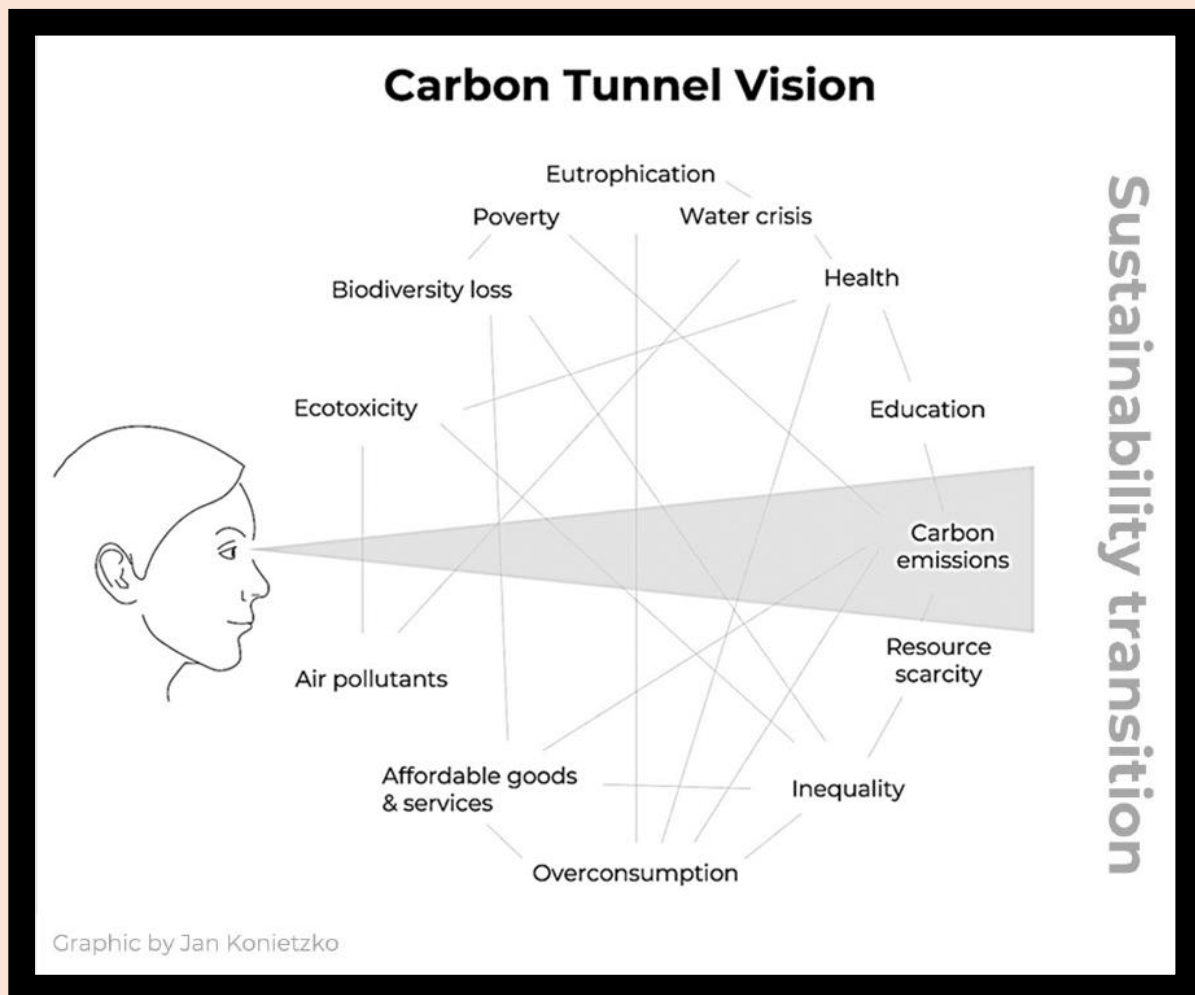
Il est évident qu'un tel retrait du soutien est pratiquement impossible dans le monde d'aujourd'hui pour diverses raisons, notamment l'impossibilité d'« échapper » à l'emprise de l'élite dans la plupart des États-nations – du moins pour le moment – et le manque de compétences/connaissances permettant de survivre très longtemps sans les esclaves énergétiques/convenances de la société « moderne », ce qui maintient les gens pratiquement piégés et incapables de se retirer. En outre, l'élite dirigeante a besoin de ses citoyens pour le travail et/ou les impôts et fera tout pour empêcher leur retrait des divers pièges du monde d'aujourd'hui.

Il ne s'agit pas d'ignorer les effets d'entraînement des moyens par lesquels le « soutien » est miné par les politiques politiques, sociales et économiques de l'élite dirigeante. De plus en plus de personnes remettent en question les directives émises d'en haut et les contestent.

Par exemple, il semble que l'on s'inquiète de plus en plus du fait que l'expansion gargantuesque du **crédit/de la dette** soit assez problématique. Pour certains, il s'agit d'une approche qui accélère l'épuisement des ressources fondamentales (en particulier l'énergie) – « **voler l'avenir** », faute d'un meilleur terme. On peut également soutenir qu'une grande partie (la plupart ?) de cette dette ou de ce crédit est créée pour financer la compétition géopolitique et siphonner les richesses des trésors nationaux pour les mettre dans les « mains » de l'élite. Cela ne veut pas dire qu'une partie est dirigée vers la population, mais je dirais que c'est pour aider à couvrir l'inégalité qui résulte de l'expansion massive de la monnaie fiduciaire – en particulier dans cette « **taxe cachée** » qu'est **l'inflation des prix** qui a toujours un impact disproportionné sur les défavorisés par rapport à l'élite riche – et pour soutenir le schéma de Ponzi que nos systèmes économiques/financiers/monétaires sont devenus.

J'ai le sentiment que nous allons probablement connaître (nous connaissons déjà ?) un redoublement des efforts de contrôle de la population par nos « dirigeants », alors que nos systèmes commencent à perdre leurs avantages perçus. La tyrannie se présente sous de nombreuses formes, de la gestion narrative à la surveillance de masse en passant par l'incarcération et la violence.

Notre situation fondamentale est malheureusement négligée dans l'approche quelque peu réductrice qui se concentre exclusivement sur le capitalisme et le changement climatique/les émissions de carbone. Le graphique suivant illustre cette perspective en ce qui concerne la simplification qui peut se produire lorsque l'on se concentre sur une seule variable, alors que les systèmes complexes se composent nécessairement de nombreuses variables entrelacées, avec des boucles de rétroaction non linéaires et des phénomènes émergents.



Vision en tunnel du carbone

L'élimination du capitalisme est devenue le cri d'alarme pour beaucoup, mais je considère de plus en plus que cela fait partie du déni/du marchandage qui se développe dans notre « espoir » de trouver une « solution » à nos différentes crises. En termes relativement simplistes, l'idée est que si nous éliminons l'avidité inhérente au capitalisme et le gaspillage qu'elle entraîne, l'humanité peut continuer à avoir une société technologique et globale où tout le monde peut vivre heureux pour toujours – par exemple, nous pourrions diriger notre « richesse » vers la « bonne » technologie (pensez à la production d'énergie « verte/propre » et aux gadgets électrifiés) et ainsi soutenir nos complexités sans le moindre accroc.

Malheureusement, je dirais qu'une telle rhétorique ne divise pas seulement certains groupes/individus très bien intentionnés, mais fait en sorte que notre situation difficile fondamentale soit négligée et que toute possibilité de l'atténuer soit rejetée – principalement parce que le problème est extrêmement complexe et qu'il n'y a vraisemblablement pas de « solution » simple et globale, mais plutôt un changement difficile et déconcertant dans la façon de penser et les approches où peut-être juste une poignée d'humains continuent à vivre de façon « durable » [3].

Il s'agit d'un problème –ncore plus grave qu'un "problème épineux" [4], car ces derniers gardent l' « espoir » d'une « solution » si toutes les variables s'alignent « correctement » pour aider à le « résoudre ». Cette possibilité, aussi lointaine qu'elle soit pour les wicked problems, ouvre la porte à toutes sortes de dénis et de marchandages – une forte tendance humaine pour aider à éviter les pensées anxiogènes.

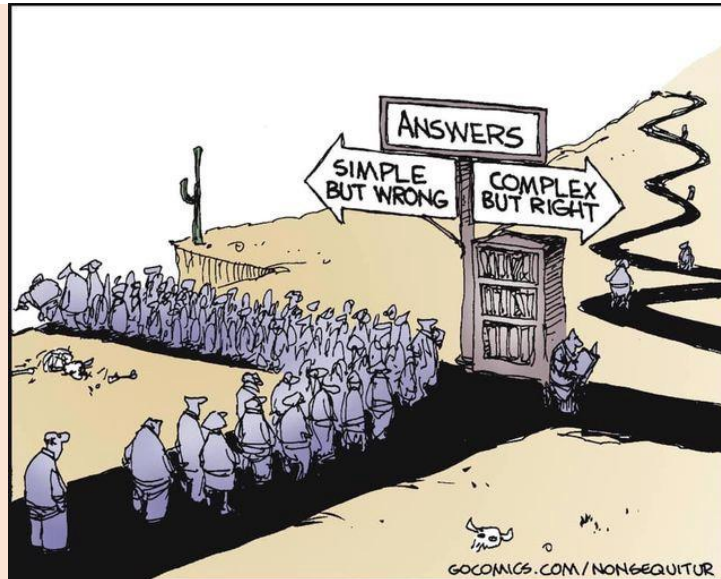
Je penche de plus en plus vers la conclusion que le goulot d'étranglement écologique que notre expérience humaine a créé en dépassant largement la capacité de charge naturelle de la planète est bien trop petit pour que le nombre croissant d'entre nous puisse le traverser. Aucun déni ou marchandage (élimination du capitalisme, redistribution des richesses, énergies « vertes » ou « propres ») n'y changera quoi que ce soit [5].

Et puis il y a la question du pic des ressources, le plus problématique étant celui du pétrole. Les idées promulguées dans l'article et par les partisans de la décroissance semblent être quelque peu aveugles à l'énergie/aux ressources [6]. On ne soulignera jamais assez le rôle important (et je dis bien TRÈS important) joué par le pétrole et les autres combustibles fossiles dans la création d'une explosion de l'exploitation des ressources humaines et de la population. Il nous a non seulement permis d'accéder à des ressources auparavant inaccessibles pour soutenir notre croissance, mais il l'a fait au point que beaucoup de ces matériaux de soutien ont maintenant rencontré des rendements décroissants significatifs et, pour certains, ont commencé à rencontrer une pénurie croissante plaçant l'utilisation continue plus dans le rétroviseur que dans un futur techno-cornucopique [7].

Je continue de croire que les tentatives per'onnelles ou collectives de relocaliser autant que possible les éléments fondamentaux de la vie peuvent augmenter la probabilité qu'une région passe de l'autre côté de la transition à venir. Il faut se concentrer sur l'eau potable, la production alimentaire et les besoins en abris pour le climat, et non sur les négociations avec nos systèmes sociopolitiques et socio-économiques, car cela peut inutilement détourner l'énergie et les ressources des actions qui favoriseront probablement une plus grande autosuffisance et une plus grande résilience, peut-être suffisante pour passer le goulot d'étranglement écologique imminent.

Je crois que nous n'avons jamais vécu dans un monde idéal, et que nous ne le vivrons jamais. L'ascension et la chute constantes et répétitives de sociétés complexes ont démontré que nos expérimentations ont échoué, bien que nous disposions des meilleures technologies et des meilleurs penseurs de l'époque. Il semblerait que nous ne puissions pas nous en empêcher. Nous continuons à faire les mêmes erreurs encore et encore et encore... sauf que cette fois-ci, nous avons exploité une cache unique d'énergie carbonée ancienne pour créer un monde globalisé et industriel et mettre l'espèce entière en dépassement écologique tout en détruisant de nombreuses espèces concurrentes et une grande partie de la planète dans le processus.

La probabilité que tout se passe « comme sur des roulettes » pour nous, comme l'espèrent les « négociateurs », est probablement encore plus faible que celle que ce senior canadien finisse par jouer dans la Ligue nationale de hockey (un fantasme d'enfance [8]) dans un avenir pas trop lointain.



Cet article a été porté à mon attention hier et vaut également la peine d'être lu. Il fait écho à bon nombre de mes propres réflexions sur notre situation critique.

Climate Change and the Mitigation Myth

It is not nice to be told that you have been diagnosed with a terminal condition. It is even worse to be given false...

markbrimblecombeblog.wordpress.com

NOTES :

[1] Voir : <https://degrowth.info/degrowth>

[2] **Tainter, J.** L'effondrement des sociétés complexes. Cambridge University Press, 1988. (ISBN 978-0-521-38673-9). Il existe des théories concurrentes sur le pourquoi et le comment du déclin/de l'effondrement des sociétés complexes, mais j'ai trouvé que celle de Tainter était la plus convaincante.

[3] Je ne préconise en aucun cas une « mort » soudaine pour y parvenir ; un tel événement semble de plus en plus se produire par le biais de l'effondrement « naturel » qui accompagne une espèce dépassant sa capacité de charge environnementale, indépendamment de nos souhaits contraires.

[4] https://en.wikipedia.org/wiki/Wicked_problem

[5] Je suis conscient que le fait de dire « probable » ouvre également la porte à de tels marchandages, mais j'essaie d'être prudent dans les déclarations qui suggèrent la certitude. Peu, voire aucune, de nos histoires sur notre compréhension du monde et de nos pronostics sur son avenir ne sont certaines – certaines sont simplement plus probables que d'autres.

[6] Voir la série animée de Nate Hagens :

<https://www.youtube.com/playlist?list=PLdc087VsWiC7xAS3YtykoRRi1gmNtGZVG>

[7] Voir notamment les travaux de Simon Michaux, de la Commission géologique de Finlande :

https://www.researchgate.net/publication/354067356_Assessment_of_the_Extra_Capacity_Required_of_Alternative_Energy_Electrical_Power_Systems_to_Completely_Replace_Fossil_Fuels

Discussion : La quantité de métaux nécessaires à la fabrication d'une seule génération d'énergies renouvelables...

Conférencier : Simon Michaux, professeur associé de géométallurgie, Geological Survey of Finland
Résumé : La...

<https://smi.uq.edu.au>

[8] En tant que Canadien né au début des années 1960 dans une ville relativement petite (182 000 habitants l'année de ma naissance), j'ai commencé à jouer au hockey à l'âge de quatre ans. J'ai joué presque chaque année depuis (j'ai pris quelques années de repos lorsque mes enfants étaient jeunes) et je continue à jouer régulièrement. J'ai joué aux côtés de personnes qui ont été repêchées par des équipes de la LNH mais qui n'ont jamais franchi l'étape suivante, et je peux témoigner du fait que, malgré mes souhaits, mes compétences n'ont jamais été aussi proches de celles d'un joueur professionnel. J'ai encore du mal à réussir une « passe soucoupe » ou un « toe drag » régulièrement et je continue à les pratiquer presque chaque fois que je joue.

▲ [RETOUR](#) ▲

L'objectif du système

Tim Watkins 21 août 2022

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP
The storm is breaking... Are you prepared?



Si je devais suggérer que nous ne connaissons pas de crise énergétique, vous vous demanderiez sans doute quel type de champignons j'ai mis dans mon risotto. Néanmoins, veuillez me suivre un instant pendant que je m'explique. S'il est vrai que le Royaume-Uni (et l'Europe) connaît actuellement des hausses vertigineuses des prix du gaz, de l'électricité, de l'essence et du diesel, il ne s'agit pas – du moins pas encore – de la crise énergétique dont je parle sur ce blog depuis près de dix ans. **Ce que nous vivons actuellement, c'est la crise économique finale du système néolibéral... l'énergie chère n'est que le némésis rocheux sur lequel le navire néolibéral se déchire.**

Le résultat de la crise immédiate est que nous voyons des gens se raccrocher à des explications faciles mais erronées pour expliquer pourquoi les choses vont si mal, apparemment si rapidement. « *Les pénuries d'énergie de Poutine* » semble être l'explication préférée des médias de l'establishment. Le « Brexit » est le bouc émissaire inévitable pour les quelque 10 % qui insistent pour tout mettre sur le compte de la décision de la Grande-Bretagne de quitter l'Union européenne. Le cri des « *patrons avides des compagnies d'énergie* » est de plus en plus fort à mesure que l'impact sur les plus pauvres devient plus évident. Mais ce ne sont là que des symptômes et des diagnostics erronés de l'effondrement du système économique et social actuel.

Pour le comprendre, il faut revenir un demi-siècle en arrière, à la crise des années 1970, à l'effondrement du consensus d'après-guerre et à la bataille d'idéologies qui s'en est suivie. La crise elle-même découle de la combinaison de l'échec du système monétaire de Bretton Woods de 1944, qui a créé une pénurie massive de dollars dans les économies occidentales, et de la fin de la position des États-Unis en tant que premier producteur mondial de pétrole. Les événements marquants ont été la décision de l'Allemagne et de la France, en 1969 et 1970, de régler les comptes de la balance des paiements en or plutôt qu'en dollars – un processus qui a créé de l'inflation aux États-Unis. La décision prise en août 1971 de retirer le dollar de l'étalon-or – exportant ainsi l'inflation vers l'Europe. Le pic de production de pétrole américain de 1970. L'embargo pétrolier de l'OPEP d'octobre 1973 – qui a fait grimper le prix du pétrole, augmentant ainsi le prix de tout ce qui est fabriqué ou transporté à partir du pétrole.

Les deux idéologies – erronées – qui s'affrontent à cette époque ont été développées en réponse à l'échec des monnaies fondées sur l'or au lendemain de la Première Guerre mondiale. **Ni l'une ni l'autre ne comprenaient le rôle clé de l'énergie dans l'économie.** Ils ne comprenaient pas non plus comment la monnaie est créée dans un système fiduciaire. Selon l'idéologie « keynésienne » en vigueur, pour maintenir la croissance économique et le plein emploi, les gouvernements devaient agir comme des investisseurs et des consommateurs de dernier recours, en imprimant et en investissant ou en dépensant de nouvelles devises dans l'économie afin d'augmenter la demande des consommateurs et d'améliorer la productivité de la base industrielle. Cette approche a semblé connaître un succès considérable au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, où l'impression massive de dollars dans le cadre du programme d'aide Marshall a contribué à inaugurer une période spectaculaire de croissance économique. Comme l'explique l'historien Paul Kennedy :

« La production industrielle mondiale accumulée entre 1953 et 1973 a été comparable en volume à celle de tout le siècle et demi qui sépare 1953 de 1800. Le redressement des économies endommagées par la guerre, le développement de nouvelles technologies, le passage continu de l'agriculture à l'industrie, l'exploitation des ressources nationales au sein d' »économies planifiées » et l'extension de l'industrialisation au tiers monde ont contribué à ce changement spectaculaire. De façon encore plus marquée, et pour à peu près les mêmes raisons, le volume du commerce mondial a également connu une croissance spectaculaire après 1945... »

Lorsque le même tour a été tenté au début des années 1970, le résultat a été la combinaison d'inflation et de chômage que l'on appelle aujourd'hui « stagflation ». La mythologie qui a émergé pour saper le consensus d'après-guerre était que trop de dépenses et d'interventions gouvernementales avaient créé des syndicats surpuissants qui avaient fait monter les salaires bien au-delà de ce que les employeurs et les investisseurs pouvaient se permettre. En réponse, les entreprises n'avaient d'autre choix que d'augmenter les prix. Il en est résulté une spirale salaires-prix. Et comme le gouvernement était toujours présent avec de la monnaie nouvellement imprimée, aucune des deux parties n'était incitée à restreindre les salaires ou les prix.

L'idéologie alternative vers laquelle les politiciens et les banquiers centraux se sont tournés pour trouver une réponse provenait d'un groupe d'Européens qui avaient fui les persécutions dans les années 1930. Ils avaient été les témoins directs des effets néfastes de l'impression monétaire excessive et de l'extrémisme politique qui en découlait. Ils ont développé un point de vue résolument anti-gouvernemental et pro-équilibre budgétaire. Dans la mesure où les gouvernements devaient avoir un rôle dans l'économie, celui-ci devait se limiter à établir les règles dans lesquelles un marché libre pouvait prospérer. Cela correspondait bien sûr à une nouvelle génération

de politiciens conservateurs qui ne considéraient plus le chômage comme le principal problème économique auquel ils étaient confrontés. En effet, un nombre croissant d'entre eux avaient déjà accepté que le chômage de masse était probablement le moyen le plus facile de restaurer la rentabilité des entreprises et de maîtriser les prix.

Le fait qu'elle ait – en quelque sorte – réussi a donné du crédit au mythe le plus pernicious qui ait émergé de la crise des années 1970, à savoir qu'une récession causée en réalité par un choc pétrolier – la révolution iranienne et la guerre interminable avec l'Irak – a été attribuée à la détermination sans faille de Saint Paul Volcker et de la toute-puissante Banque de la Réserve fédérale. Et de même que la récession n'avait pas grand-chose à voir avec la politique de la banque centrale – si ce n'est qu'elle a aggravé la situation –, la reprise du milieu des années 1980 a été principalement le résultat de l'ouverture de nouveaux champs pétrolifères hors OPEP en Alaska, en mer du Nord et dans le Golfe du Mexique, plutôt que de l'expertise technique des économistes et des banquiers centraux.

Ce mythe a produit deux résultats auxquels les conservateurs de l'époque ont adhéré. Le premier est que le gouvernement était généralement dépeint comme une force antidémocratique qui devait être limitée et réduite... oubliant que le gouvernement élu est le seul moyen par lequel la démocratie peut exister. Cela a fourni une couverture idéologique pour vendre les biens publics – y compris les infrastructures essentielles – au plus offrant. La deuxième conséquence, plus insidieuse, est que la technocratie – le pouvoir des « experts » – est devenue la forme de gouvernement préférée. En commençant par les banques centrales elles-mêmes, les gouvernements ont entamé un processus de réduction du nombre de fonctionnaires pour les remplacer par des technocrates détachés du secteur privé. La Grande-Bretagne, par exemple, s'est débarrassée de ses experts fiscaux employés par le gouvernement pour les remplacer par des détachés des « quatre grands » cabinets comptables. Après avoir rédigé les lois fiscales britanniques, ces détachés retournaient ensuite dans leurs cabinets, où ils aidaient leurs riches clients à éviter les lois fiscales qu'ils avaient rédigées.

Les cadres ont également participé à l'opération. Dans les années d'après-guerre, les cadres étaient souvent des personnes qui avaient gravi les échelons au sein d'une entreprise. Ils avaient donc une connaissance approfondie des processus qu'ils géraient. Cette situation a changé dans les années 1980 avec le développement des écoles de commerce, qui ont remplacé les anciens départements d'études de gestion dans les universités de premier plan. L'idée était alors que la gestion était une spécialité technique à part entière, distincte des processus gérés. Ainsi, une même personne pouvait passer sans problème de la gestion d'une société de télévision à celle d'un bureau de poste, ou d'une société de télécommunications à la gestion d'un programme gouvernemental de tests de santé.

Le système a été consolidé par le développement d'organismes extra-nationaux destinés à contrôler les gouvernements nationaux. C'est dans l'Union européenne que cela a été le plus évident, puisque c'est la Commission technocratique qui détient le pouvoir et que le Parlement, qui est une feuille de vigne, ne peut ni proposer ni modifier la législation. Les règles européennes en matière d'aides d'État ont été utilisées pour punir tout gouvernement qui cherchait à emprunter ou à imprimer de la monnaie afin de soutenir une industrie nationale... quelle que soit l'importance de cette industrie. De manière moins évidente, des mesures similaires ont été incluses dans des accords commerciaux tels que l'ALENA, le TPP et le TTIP afin de donner aux sociétés transnationales un pouvoir supérieur à celui des États-nations qui les ont signés. Des tribunaux internationaux spéciaux, par exemple, ordonnent régulièrement aux États de dédommager les sociétés qui prétendent avoir subi des pertes en raison d'une politique gouvernementale (un point, soit dit en passant, à prendre en considération lorsque l'on pense aux taxes exceptionnelles sur les sociétés énergétiques transnationales).

Mais le plus remarquable a été la cooptation de la gauche politique pour soutenir ce processus de déresponsabilisation démocratique par l'adoption de ce que l'on appelle désormais le « *capitalisme des parties prenantes* ». Au Royaume-Uni, au début des années 1990, la gauche politique a abandonné sa position anti-UE après que la technocratie européenne ait adopté des droits minimums du travail dans le cadre de la création d'un marché unique. La technocratie s'est montrée mercantile. Leur souci était d'empêcher les pays d'Europe du Sud et de l'Est d'utiliser des salaires plus bas et des conditions plus mauvaises pour saper les économies plus développées du Nord-Ouest de l'Europe. En pratique, cependant, les tribunaux européens ont régulièrement rejeté les décisions des gouvernements conservateurs britanniques sur les questions relatives aux droits des travailleurs.

Et cela, à son tour, était une mu'ique aux oreilles d'une nouvelle génération' de dirigeants trava'llistes néolibéraux qui pouvaient remplacer les syndicats et les conflits sur le lieu de travail par le baume apaisant des directives européennes pour garantir la plupart des droits exigés par les travailleurs.

Notez toutefois que, malgré tous les avantages supposés du chapitre social européen, celui-ci n'a rien fait pour inverser la désindustrialisation et l'appauvrissement des anciennes régions industrielles de la Grande-Bretagne. En effet, tandis que Londres prospérait grâce à ses liens étroits avec Bruxelles – et, grâce au tunnel sous la Manche, à des liaisons de transport plus faciles –, l'ancienne région industrielle, le bord de mer délabré et les petites villes britanniques semblaient dans un déclin toujours plus grand :



C'est sûrement cela, plutôt que des bots russes ou des mensonges sur le côté des bus, qui explique pourquoi la Grande-Bretagne (ou plus correctement, l'Angleterre et le Pays de Galles) a voté pour quitter l'Union européenne en juin 2016. Et, en effet, pourquoi cette décision a été confirmée lors des élections générales de décembre 2019. Cependant, à la déception de ces millions d'électeurs, le Brexit, sans mettre la technocratie sous contrôle démocratique – et surtout entre les mains des Tories – continuera à favoriser les technocrates des entreprises mondiales aux dépens des gens ordinaires.

C'est la technocratie qui continue à bénéficier le plus du capitalisme des parties prenantes, car il leur permet

d'échapper à la responsabilité. Et la principale raison pour laquelle la fausse gauche d'aujourd'hui ne parvient pas à les interpeller à ce sujet est qu'ils ont appris à prononcer les platitudes (politiquement) correctes tout en continuant à escroquer tout le monde. Que devons-nous penser, par exemple, des entreprises qui se targuent de s'opposer à l'esclavage du XVIIIe siècle tout en bénéficiant de conditions de travail proches de l'esclavage dans les pays en développement ? Quel sérieux devons-nous accorder aux revendications des droits des femmes de sociétés dont les employées du tiers-monde sont contraintes d'accoucher dans les toilettes de l'usine ?

C'est ici que la gauche ferait bien de poser à la technocratie **les cinq questions posées par feu Tony Benn :**

- Quel pouvoir avez-vous ?
- D'où l'avez-vous obtenu ?
- Dans l'intérêt de qui l'utilisez-vous ?
- À qui devez-vous rendre des comptes ?
- Comment se débarrasser de vous ?

Un technocrate honnête – à supposer qu'on puisse en trouver un – pourrait répondre :

- Le pouvoir d'ignorer, de contester et de renverser les politiques faites par le gouvernement élu.
- Nous avons utilisé notre prétention à l'expertise technique pour la voler au peuple.
- Nous l'utilisons pour servir les intérêts de la technocratie et des élites au pouvoir.
- Nous-mêmes, et
- Vous ne pouvez pas !

Avant l'adoption du capitalisme néolibéral à base de parties prenantes dans les années 1990 – qui, en l'absence d'aléa moral, n'est pas vraiment du capitalisme – les gestionnaires n'avaient qu'une seule norme par rapport à laquelle ils étaient évalués... le retour des bénéfices aux actionnaires. Dans la mesure où il y avait des questions sociales à traiter, c'était la tâche des gouvernements démocratiquement élus qui pouvaient être mis à la porte par leurs électeurs. Bien sûr, les partis politiques étaient influencés par les lobbyistes – généralement, les investisseurs donnaient de l'argent aux partis conservateurs et les syndicats aux partis sociaux-démocrates. Mais les PDG et le pouvoir qu'ils exercent sur les entreprises sont généralement exclus du discours politique quotidien.

L'affirmation néolibérale selon laquelle une entreprise n'est plus seulement responsable devant les actionnaires mais aussi devant une foule de « parties prenantes », y compris les employés de l'entreprise, divers groupes minoritaires et la biosphère elle-même, peut sembler correspondre aux exigences de la gauche contemporaine, mais son principal résultat est de permettre aux PDG d'échapper à tout contrôle... **un directeur qui est responsable devant tout le monde n'est responsable devant personne.** C'est pourquoi, par exemple, l'observation selon laquelle les entreprises qui « s'enflamment se ruinent » ne semble pas nuire aux carrières des PDG qui adoptent une approche aussi cavalière du capital des investisseurs qui leur est confié.

Le plus souvent, cependant, les prétentions des entreprises à prendre la tête des questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) ne sont guère plus qu'une couverture pour l'enrichissement et l'autonomisation de la technocratie elle-même. Comme l'écrit Vivek Ramaswamy, ancien PDG d'une entreprise pharmaceutique :

« Tous les grands magiciens maîtrisent l'art de la distraction – lumières clignotantes, fumée, belles femmes sur scène. Les capitaines d'industrie d'aujourd'hui le font en promouvant des valeurs sociales progressistes. Leurs tactiques sont bien plus dangereuses pour l'Amérique que celles des anciens barons voleurs : leur écran de fumée bienfaisant accroît non seulement leur pouvoir sur le marché, mais aussi leur pouvoir sur tous les autres aspects de nos vies... »

« Prenez l'exemple de Fearless Girl, la statue d'une jeune fille qui est soudainement apparue un jour à New York pour fixer la statue emblématique du taureau de Wall Street. Il s'agissait apparemment d'un défi lancé à Wall Street pour promouvoir la diversité des genres : la pancarte aux pieds de Fearless Girl »

disait : 'Connaissez le pouvoir des femmes dans le leadership. ELLE fait la différence ». Les féministes ont applaudi. L'astuce ? Le terme « SHE » faisait référence non seulement à Fearless Girl mais aussi au fonds négocié en bourse (ETF) coté au Nasdaq que ses commissaires, State Street Global Advisors, voulaient que les gens achètent. State Street se battait contre un procès intenté par des employées qui affirmaient être moins bien payées que leurs collègues masculins de la société. Fearless Girl était un poste de dépense dans un budget publicitaire. Mais il ne suffit pas de dépenser de l'argent pour une astuce de relations publiques. Aucun capitaliste n'applaudirait encore. Il faut ramener l'argent. Pour son dernier acte, son Prestige, State Street poursuit la créatrice de la statue, Kristen Visbal, en affirmant qu'en faisant trois reproductions non autorisées de Fearless Girl, Visbal a porté atteinte à la campagne mondiale de State Street en faveur du leadership féminin et de la diversité des genres. Un cours magistral sur le tour lui-même. Certaines féministes adorent toujours Fearless Girl. Je doute que beaucoup d'entre elles connaissent son ETF ou les frais que State Street facture dessus. Elle monte maintenant la garde en face de la bourse de New York. Oui, ELLE fait une différence... pour le résultat final.

En réponse à la crise environnementale croissante, les sociétés faussement vertes et les technocrates qui les servent n'ont promu que les « solutions » qui leur profitent. Les ouvrages publiés par des organismes tels que le Forum économique mondial ne demandent nulle part aux entreprises de réduire leurs activités d'accumulation de richesses afin de sauver la planète. Nos suzerains technocrates ne sont pas non plus sur le point de renoncer à leurs jets privés ou à leurs steaks de choix. Au lieu de cela, ce sont les petites gens qui se font dire que nous ne pouvons plus prendre de douches chaudes, mais que nous devons nous essuyer avec des gants de toilette (qui sentent de plus en plus mauvais), que nous devons abandonner la viande au profit des insectes, et que nous devons renoncer à nos maisons chaudes au profit d'espaces publics chauds (qui propageront probablement le covid et la variole du singe).

La seule lueur d'espoir dans ce processus autrement déprimant est que, dans le sillage de la réponse au covid et des sanctions imposées à la Russie, une grande partie de l'arrogance autoritaire intéressée a été exposée. Au Royaume-Uni, nous avons découvert cet été que le même processus de porte tournante qui a corrompu le système fiscal a également corrompu les monopoles privatisés de l'énergie, de l'eau et des chemins de fer. Les emplois à portes tournantes pour les technocrates qui se déplacent entre l'industrie, le régulateur et le gouvernement ne sont rien de moins qu'une conspiration contre le peuple, dans laquelle la technocratie s'est enrichie tout en ne tenant aucune des promesses faites au peuple lorsque ces monopoles ont été vendus. Dans chaque cas, les technocrates se sont contentés d'emprunter pour se payer eux-mêmes, alors même que les mesures essentielles pour assurer l'avenir étaient négligées. Ainsi, dans l'un des endroits les plus humides de la planète, nous avons des compagnies des eaux incapables d'empêcher une sécheresse généralisée ou, en fait, de répondre à l'exigence fondamentale d'empêcher les eaux usées de se déverser dans les rivières et les mers. Dans le même ordre d'idées, les patrons de l'énergie surcompensés et les ministres surpromus prétendent que personne n'aurait pu prévoir nos problèmes actuels de sécurité énergétique, malgré les nombreux avertissements des universitaires et des ingénieurs qui comprenaient parfaitement que la technocratie tentait de briser les lois de la physique. En 2004, la BBC a même diffusé un docudrame évoquant les causes de la crise qui se joue aujourd'hui. Pendant ce temps, l'orgueil démesuré des politiciens néolibéraux revient les hanter. Comme le rapportait cette semaine Henry Hill de UnHerd :

« Alors que des décennies de sous-investissement dans les infrastructures se retournent contre le Royaume-Uni, une nouvelle lumière est jetée sur les libéraux-démocrates.

Vous avez peut-être vu cette vidéo de Nick Clegg, alors chef du parti, rejetant l'énergie nucléaire en 2010 parce qu'elle ne serait pas mise en service « avant 2021, 2022 ».

« Ensuite, il y a Layla Moran, la députée d'Oxford Ouest et d'Abingdon, qui a la particularité d'avoir été une fière et très bruyante militante contre un nouveau réservoir dans une partie de l'Angleterre où les villages commencent à manquer d'eau courante....

« 'S'assurer que les robinets fonctionnent' se classe encore plus bas que 'faire rouler les trains à l'heure' ou 'attraper les cambrioleurs' dans la hiérarchie de Maslow des attentes des citoyens, que le gouvernement ne parvienne de plus en plus à satisfaire. Aucun volume de réductions d'impôts ne fera accepter au public un gouvernement qui préside à un pays qui ne fonctionne tout simplement pas ».

Justement, les crises de notre époque – la pandémie et les réponses qui y ont été apportées, l'invasion russe de l'Ukraine et les réponses qui y ont été apportées, et maintenant un désastre économique croissant qui risque d'être pire que le crash de 2008 – n'ont pas provoqué l'échec du système, elles ont simplement servi à exposer un système qui était corrompu et pourri dès le départ. La technocratie – depuis Paul Volcker – n'a jamais eu d'expertise ésotérique particulière... elle était juste bonne à nous faire croire que si nous lui donnions la richesse des nations, elle pourrait améliorer la vie (mais seulement pour elle-même, c'est ce qu'elle ne disait pas à voix haute).

Et le but du système ? Eh bien, comme l'expliquait Anthony Stafford Beer, un théoricien du management d'un autre âge :

« Le but d'un système est ce qu'il fait. Après tout, il est inutile de prétendre que le but d'un système est de faire ce qu'il échoue constamment à faire. »

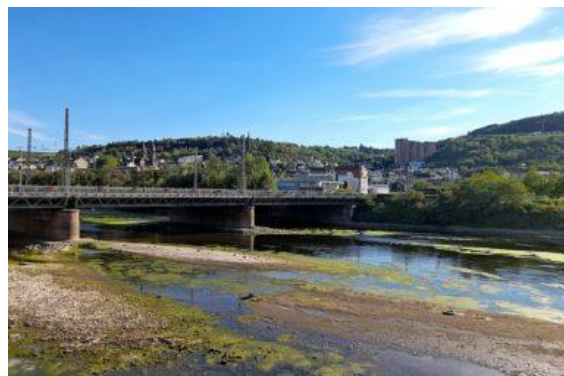
Si vous et moi sommes obligés d'avoir faim et froid cet hiver, ce n'est pas parce que nous avons une crise énergétique, c'est simplement parce que le système néolibéral – qui comprend des services publics tels que l'énergie, l'eau et la distribution équitable des richesses – fait ce pour quoi il a été mis en place... l'enrichissement d'une minorité technocratique à un coût énorme et durable pour le peuple.

▲ [RETOUR](#) ▲

La disparition des rivières d'Europe illustre de multiples catastrophes convergentes

Kurt Cobb Dimanche 21 août 2022

Resource Insights Independent Commentary on Environmental and Natural Resource News
By Kurt Cobb



Lorsque j'étais adolescent, j'ai fait une croisière d'une semaine avec ma famille en remontant le Rhin. Le voyage commençait à Amsterdam. Avec des arrêts dans différentes villes, le bateau a navigué jusqu'à Bâle, en Suisse, à des centaines de kilomètres à l'intérieur des terres et à environ 800 pieds plus haut qu'Amsterdam.

Ce voyage serait encore plus périlleux aujourd'hui, car le niveau des principaux fleuves d'Europe baisse en raison d'une sécheresse extrême qui s'est traduite par une absence quasi totale de pluie au cours des deux derniers mois dans une grande partie de l'Europe. Le Rhin, la Loire, le Danube et le Pô ont tous été durement

touchés. Le sort de ces fleuves est intimement lié à la sécurité énergétique, alimentaire et des transports de l'Europe. Et le sort des fleuves et des besoins quotidiens des Européens est intimement lié à la trajectoire du changement climatique et de l'épuisement des ressources, en particulier de l'eau et de l'énergie.

Dans le cas du Rhin, le transport de marchandises a été réduit, car les péniches ne peuvent plus transporter leur poids maximal sans racler le fond du fleuve à certains endroits. Le Rhin est une artère centrale pour le transport de nourriture et de carburant. Alors que l'Europe a besoin de plus de charbon aux bons endroits pour produire de l'électricité et que l'approvisionnement en gaz naturel russe a été réduit, le moyen le plus économique de transporter le charbon est désormais compromis. Les camions et les trains sont désormais contraints de transporter plus de marchandises que d'habitude, ce qui met à rude épreuve une chaîne d'approvisionnement déjà mise à rude épreuve.

Le Pô coule à un dixième de son volume normal. Cela permet à l'eau de mer de l'Adriatique de remonter le fleuve et d'endommager les cultures de riz qui dépendent de l'eau douce du Pô pour l'irrigation. Jusqu'à 40 % de la production agricole de l'Italie provient de la vallée du Pô.

Pour la Loire, le problème majeur est la chaleur. L'eau du fleuve est utilisée pour refroidir les réacteurs nucléaires le long de son cours. Mais cette eau est désormais si chaude qu'après avoir absorbé la chaleur des réacteurs, elle ne peut pas être suffisamment refroidie avant d'être renvoyée dans le fleuve pour ne pas nuire à la vie aquatique. En conséquence, les réacteurs ont été contraints de réduire leur production d'électricité. Récemment, cependant, l'autorité nucléaire française a assoupli les règles environnementales à la suite de la persistance de la canicule – un temps qui augmente la demande d'électricité, notamment pour le refroidissement, et qui rend difficile l'refroidissement suffisant des eaux de rejet. En outre, la moitié du parc de réacteurs nucléaires français est hors service et fait l'objet d'une maintenance de routine, alors que les besoins en électricité sont montés en flèche.

Le long du Danube, les dommages causés à l'habitat de la faune et de la flore deviennent évidents. La navigation s'est arrêtée sur la partie allemande et devrait s'arrêter sur la partie autrichienne du fleuve en raison du faible niveau des eaux.

Bien entendu, tout cela se déroule sur fond de guerre entre la Russie et l'Ukraine, qui a entraîné une réduction des flux de gaz naturel et de pétrole de la Russie vers l'Europe. Auparavant, la Russie était la principale source d'importation de gaz naturel de l'Europe. La guerre a également réduit les exportations de blé et d'huile de tournesol en provenance d'Ukraine. L'Ukraine était le premier exportateur mondial d'huile de tournesol et le cinquième exportateur de blé.

Dans le sillage de ce qui se passe, la Russie semble plus sûre que l'Europe, principalement parce que la Russie est riche en matières premières nécessaires à la société moderne, notamment en énergie fossile. L'économie allemande, en revanche, a subi un coup dur en raison de sa dépendance à l'égard des importations d'énergie, dont une grande partie était auparavant fournie par la Russie. C'est la preuve que toutes les compétences techniques, d'ingénierie et de gestion pour lesquelles l'industrie allemande est connue ne signifient pas grand-chose si les ressources nécessaires à l'application de ces compétences font défaut. De plus, le manque de pluie et les basses eaux du Rhin exacerbent une situation déjà mauvaise pour l'Allemagne.

Les engrais azotés essentiels aux rendements élevés des cultures sont (ou plutôt étaient) des exportations russes majeures avant que les sanctions liées à la guerre ne réduisent leur disponibilité.

Les prix des denrées alimentaires, de l'énergie et des produits connexes, comme les engrais, étaient déjà en hausse avant le déclenchement de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. La guerre et les sanctions qui en découlent ont accéléré cette tendance.

Outre les vulnérabilités interdépendantes du système alimentaire face au changement climatique et aux pénuries

d'intrants, en partie d'origine humaine et en partie d'origine naturelle, tels que les engrais et le carburant, l'effet du changement climatique sur le rendement des cultures et sur le transport des céréales en vrac via les principaux fleuves montre clairement que la société humaine est confrontée à plusieurs catastrophes à la fois.

Il ne faut pas non plus s'étonner que les conflits armés éclatent souvent en période de pénurie et qu'ils aggravent cette pénurie. Pour couronner le tout, le système logistique mondial, fondé sur des principes de livraison juste-à-temps douteux et dangereux, est de plus en plus mis à rude épreuve par la convergence des bouleversements et des incertitudes géopolitiques, les effets des limites naturelles de notre capacité à extraire du sol et de la croûte terrestre tout ce dont notre société a besoin et envie, et le changement climatique.

La société humaine pourrait être capable de répondre avec succès à une ou deux catastrophes majeures. Mais les catastrophes ne cessent de se multiplier et de se propager dans le système économique mondial. La cause sous-jacente de tous ces problèmes urgents est pourtant à peine évoquée, à savoir l'accent mis sur la croissance économique perpétuelle et donc sur la croissance de la consommation. C'est ce qui entraîne le changement climatique, car les combustibles fossiles restent les principaux combustibles de notre combinaison énergétique totale. C'est ce qui entraîne l'épuisement des ressources, notamment l'énergie, le sol et l'eau. Les conséquences de cette focalisation sur la croissance ne sont que trop évidentes.

On continue de croire qu'après une période de bouleversements et de multiples défis convergents, la société humaine reviendra finalement à un avenir relativement calme et prospère. Les dirigeants du monde entier n'ont guère envisagé la possibilité que la multiplication des défis auxquels nous sommes confrontés soit désormais une caractéristique permanente d'un monde géré selon une philosophie de croissance perpétuelle, mais qui se rapproche rapidement de ses multiples limites.

▲ [RETOUR](#) ▲

.La décadence de la science

Simon Sheridan 17 février 2022



Lorsque je faisais mes études de linguistique, il y a eu un échange entre un de nos professeurs et les étudiants de la classe dont je me souviens encore aujourd'hui. Le professeur a posé une question à la classe, à laquelle l'étudiant a répondu correctement, mais le professeur lui a dit que c'était une mauvaise réponse. Elle cherchait une réponse en un seul mot, le nom de l'un des concepts que nous avions appris. L'étudiant a objecté qu'il avait expliqué le concept correctement et que sa réponse n'était donc pas fausse. Le professeur l'a informé qu'une partie de ce qu'il apprenait était une langue savante et que son incapacité à se souvenir du bon mot rendait sa réponse incorrecte.

La linguistique a un terme technique pour désigner ce à quoi le professeur faisait référence. Il s'agit d'une communauté de langage. Être étudiant en linguistique, c'est en partie entrer dans la communauté linguistique, qui possède son propre vocabulaire (que l'étudiant n'a pas appris correctement), ses modèles syntaxiques préférés, la

hiérarchie des locuteurs, etc. D'un point de vue sociolinguistique, le professeur réprimandant l'étudiant pour son utilisation de la langue n'était pas différent d'un groupe d'adolescents se moquant d'un ami qui ne comprend pas la signification d'un terme d'argot à la mode. Le contexte est très différent mais le mécanisme est le même.

Les communautés de parole se développent naturellement parce que les humains sont des créatures sociales. Mais les communautés de parole présentent un certain nombre de faiblesses qui doivent être atténuées. L'étudiant de l'histoire ci-dessus avait raison de dire qu'il était plus important de connaître le concept que de connaître le bon mot qui le désigne. Le contraire de cela est de connaître le bon mot sans comprendre le concept. Cela arrive tout le temps. Il est possible d'apprendre les bons mots uniquement par mimétisme et par des indices sociaux. Les communautés d'expression formelles, telles que les institutions éducatives, professionnelles et techniques, ont le devoir de garantir un niveau minimum de compétence à leurs membres, ce qui implique notamment de s'assurer qu'ils sont capables de passer de la parole aux actes. Notre système éducatif repose sur des tests écrits sous forme de dissertations et d'examens, ce qui est sans doute la pire façon de traiter le problème, car ces formes de tests ne sont rien d'autre que des exercices de régurgitation faciles à manipuler. Une communauté linguistique qui fonctionne bien applique des normes rigoureuses pour s'assurer que ses membres comprennent les concepts et pas seulement les mots. Ce n'est pas le cas d'une communauté linguistique décadente.

Un problème lié aux communautés de parole est qu'elles peuvent stagner. Par définition, une communauté établit un groupe d'appartenance et un groupe d'exclusion. Comme tout autre organisme, il doit y avoir juste ce qu'il faut d'interface avec l'environnement pour que la communauté de la parole reste saine. Elle doit être capable d'accepter de nouveaux membres afin de renforcer ses réserves d'énergie et d'enthousiasme, mais l'afflux ne doit pas être trop rapide ou trop important, sinon les structures internes sont dépassées. En revanche, s'il n'y a pas d'afflux, la communauté de la parole s'atrophie et perd le contact avec le monde extérieur.

Le grand physicien **Richard Feynman** a proposé deux règles relatives à la science qui sont également pertinentes pour toutes les communautés de parole. Premièrement, il a dit que **la science est la croyance en l'ignorance des experts**. En d'autres termes, ce n'est pas parce que quelqu'un est membre d'une communauté de parole et connaît les bons mots à utiliser qu'il sait nécessairement de quoi il parle. En tant que membre du grand public, toute communauté linguistique donnée est une boîte noire pour nous. Nous ne pouvons pas savoir sans enquête si elle est décadente ou non. Comme rien n'est pur dans ce monde, nous pouvons supposer qu'il y a toujours un certain niveau de décadence. Par conséquent, nous devons faire preuve d'une certaine dose de scepticisme dans toute interaction avec une communauté de parole et ses membres. Nous devons faire confiance mais vérifier. Souvent, cette vérification se résume à poser des questions afin de comprendre ce qui est dit. Dans le discours public, ces questions sont confiées à des journalistes dont le rôle est de traduire la position d'une communauté de parole particulière en termes compréhensibles par le grand public.

La deuxième remarque de Feynman s'adresse spécifiquement aux scientifiques. Il a dit que **si vous ne pouvez pas expliquer votre travail en des termes qu'un enfant de douze ans peut comprendre, vous ne le comprenez pas vous-même**. Un membre d'une communauté de parole doit être capable de traduire le langage interne en langage général et en bon sens. Le scientifique doit le faire pour lui-même, car sinon son propre langage et sa propre pensée deviennent si byzantins et obscurs qu'il ne les comprend plus lui-même. Il doit également le faire dans la mesure où le grand public a besoin de comprendre ses travaux. Cette règle ne s'applique pas nécessairement à une organisation privée qui ne souhaite pas du tout avoir d'interface avec la communauté. Elle s'applique à d'autres communautés de parole, en particulier celles qui ont un quelconque pouvoir dans la vie publique. Cela est vrai en politique, en médecine, en science, en religion et dans tout autre domaine.

Si nous joignons ces deux considérations, nous obtenons des directives sur l'interface correcte entre la communauté de la parole et le grand public. Le grand public doit poser des questions à la communauté de la parole pour faciliter sa propre compréhension. Les membres de la communauté de la parole doivent expliquer au grand public en des termes que celui-ci peut comprendre, c'est-à-dire en utilisant **le langage de tous les jours** et le bon sens. C'est à cela que ressemble une relation saine.

Que se passe-t-il lorsque cela ne se produit pas ? Que se passe-t-il lorsqu'une communauté de la parole a du pouvoir mais qu'on n'attend pas d'elle qu'elle traduise son langage interne en un langage que la personne moyenne peut comprendre ? Il suffit de regarder l'histoire de l'église pour le savoir. Les peuples européens ont passé la majeure partie de deux millénaires à écouter la parole de Dieu dans une langue qu'ils ne comprenaient pas. Une grande partie de la Réforme et des bouleversements qui ont suivi ont consisté à rendre la Bible disponible dans les langues nationales. Ce processus s'est poursuivi jusqu'à ce que, finalement, même la messe catholique soit célébrée en langue vernaculaire à la suite des réformes de Vatican II au milieu du Xxe siècle. En contrepoint à ces réformes de plus en plus libérales, il y a eu les diverses inquisitions, qui portaient elles aussi essentiellement sur l'utilisation des langues. Qui pouvait dire quoi ? Qui avait accès à l'information ? Qui était autorisé à contester et à remettre en question la communauté linguistique de l'Église ? Il s'est avéré que l'Église ne voulait pas s'expliquer et ne se gênait pas pour utiliser des méthodes très peu chrétiennes lorsqu'elle était mise au défi de le faire.

Les objectifs de la science peuvent être différents de ceux de la religion, mais la science reste une communauté de parole et est donc soumise aux mêmes dynamiques que toute autre communauté de parole. La « science » en tant qu'institution détient aujourd'hui plus de pouvoir que l'église n'en a jamais eu. Mais l'interface avec l'institution de la science n'est plus saine. L'une des conséquences de cette situation est une méfiance et un ressentiment croissants de la part du grand public. Mais l'attitude complètement opposée émerge également : révérence, crainte, adulation et culte du héros. C'est l'attitude d'une personne qui n'a aucun désir de comprendre mais simplement de se soumettre. Nous pouvons voir cette dynamique très clairement dans **le débat sur le changement climatique**. D'un côté, il y a ceux qui le rejettent entièrement en disant que les institutions sont corrompues et de l'autre, il y a ceux qui y croient entièrement et sans question comme si c'était la parole de Dieu transmise sur une tablette de pierre. Ces deux positions sont dues à un dysfonctionnement du discours.

Le culte religieux de la science est d'autant plus étrange que la science elle-même se fonde sur une prédilection exactement inverse : curiosité, iconoclasme, rejet des appels à l'autorité. Mais c'est un autre phénomène que nous observons à travers l'histoire. L'Église, pendant la majeure partie de son histoire, s'est comportée d'une manière qui n'avait pas grand-chose à voir avec le véritable enseignement chrétien. De toute façon, peu importe ce qu'est l'institution ou ce qu'elle proclame croire. Le problème est générique à toutes les communautés de parole et à toutes les structures de pouvoir.

Récemment, sur un forum en ligne, j'ai assisté à l'échange suivant :

Personne 1 : « Si le gouvernement disait aux Australiens de se mettre devant un bus qui arrive, ils le feraient. »

Personne 2 : « Si la science disait que se tenir devant un bus pourrait potentiellement sauver ma vie et celle d'autres personnes, je le ferais. »

Ce genre d'échange n'est pas inhabituel de nos jours, mais cette formation particulière a attiré mon attention parce qu'elle est absurde d'une manière qui est presque identique au problème moral posé par **Soren Kierkegaard** dans son grand ouvrage *Fear and Trembling*. Dans ce livre, Kierkegaard explore la question de ce qui se passe si Dieu vous donne un ordre qui va à l'encontre de toute raison, logique et moralité, comme ce qui s'est passé lorsque Dieu a dit à Abraham de tuer son fils. Affirmer que vous vous placeriez devant un bus si la « science » vous le disait est analogue à cela.

Qui ou quoi est la « science » dont cette personne parle ? La confiance qu'il proclame dans la « science » est exactement la même que celle qu'Abraham avait dans l'histoire biblique. C'est la confiance qui consiste à croire la « parole de la science » même si elle va à l'encontre de tous vos instincts et de votre bon sens. C'est, comme le savait Kierkegaard, une confiance absurde. Kierkegaard a affirmé que ce type de confiance (un acte de foi) est fondamental pour l'enseignement religieux du christianisme. C'est peut-être vrai, mais ce n'est absolument pas le cas pour la science, et la plupart des gens qui proclament croire en la science ridiculiserait l'histoire

d'Abraham. Pourquoi une telle attitude de vénération aveugle envers la « science » commencerait-elle à prévaloir maintenant ?

Cela s'explique au moins en partie par le fait que la science, en tant que communauté de parole, se trouve aujourd'hui dans une situation très similaire à celle de l'église. La science a toujours produit des « miracles », mais elle s'est transformée en une communauté linguistique fermée qui ne ressent plus le besoin de s'expliquer au public. Une grande partie du public ne s'attend pas non plus à ce que la science s'explique elle-même. La dynamique est presque identique à celle qu'un paysan médiéval aurait pu ressentir en regardant le plafond d'une grande cathédrale gothique tout en écoutant la messe dans une langue qu'il ne comprend pas. De plus, il croit qu'il ne comprendra jamais ces choses et se contente de les admirer, voire de ressentir de la crainte à leur égard. Telle est l'attitude de nombreuses personnes à l'égard de la « science » aujourd'hui. Parallèlement, le langage de la science ressemble désormais à la parole de Dieu de l'Ancien Testament. Il est souvent arbitraire et même vindicatif. Ce n'est pas la voix de la raison mais celle de l'autorité.

Pourquoi une grande partie de l'opinion publique accepte-t-elle, voire se réjouit-elle, de cet état de fait ? Je crois que le déclin du bon sens y est pour beaucoup. Le paysan médiéval pouvait s'asseoir avec admiration devant une cathédrale gothique, mais il devait tout de même cultiver sa propre nourriture et s'occuper de sa propre survie. Il devait toujours faire preuve de bon sens. Il pouvait écouter le prêtre sur des questions spirituelles obscures, mais si le prêtre commençait à lui dire comment faire pousser ses cultures, il y aurait eu un problème.

Le bon sens du paysan n'existe plus pour la simple raison que la société moderne n'en a plus besoin. Pour le commun des mortels, le changement des saisons n'est plus un élément crucial à comprendre pour la culture des récoltes, c'est un désagrément à améliorer par des climatiseurs et des chauffages. De même, il n'est plus nécessaire d'observer la nature pour planter les graines au bon moment, protéger les cultures des parasites ou se procurer des engrais pour obtenir les meilleurs résultats. Tout ce bon sens du paysan était fondé sur l'empirisme quotidien. Le paysan se servait d'abstractions comme d'un outil et si les abstractions ne fonctionnaient pas, elles étaient rapidement écartées au profit de celles qui fonctionnaient. Si elles ne fonctionnaient pas, la famine s'ensuivait rapidement. En revanche, l'individu moyen va aujourd'hui à l'école pendant douze ans, où il n'apprend rien d'autre que des abstractions. Souvent, ces abstractions vont directement à l'encontre du sens commun.

Le fait que la terre soit ronde va à l'encontre de notre expérience quotidienne de bon sens. Dès que nous apprenons aux enfants à croire cela, nous leur apprenons à faire confiance à quelque chose qui va à l'encontre du bon sens. Bien entendu, une éducation appropriée apprend à l'enfant à parvenir à la conclusion par lui-même afin qu'il comprenne le concept et ne se contente pas de répéter les bons mots. C'est une autre règle que Feynman a proposée pour la science : **il faut toujours reproduire le travail des autres**. Notre système éducatif ne le fait pas. Comme l'étudiant ne comprend pas comment arriver à la conclusion par lui-même, les mots deviennent abstraits et dénués de sens ; il faut faire confiance à quelque chose plutôt que de le prouver.

Le résultat est une personne qui n'a aucune base, ni dans le bon sens, ni dans les méthodes de la science. Une telle personne se promène avec un ensemble d'abstractions dans sa tête qu'elle n'a jamais testé contre la réalité. C'est ainsi que l'on obtient des personnes qui affirment qu'elles se jetteraient sous un bus si la « science » leur disait que c'était une bonne idée. C'est également ainsi que l'on obtient des personnes qui acceptent de prendre un médicament expérimental sans poser les questions les plus élémentaires à son sujet parce que la « science » leur a dit de le faire. Vous obtenez une société où l'expérience de pensée absurde de Kierkegaard est une réalité quotidienne.

Bien sûr, l'« église de la science » a également enlevé à l'individu moyen les domaines de la vie qui étaient autrefois régis par le bon sens. Aujourd'hui, la « science » cultive la nourriture, s'occupe du bétail et même prépare les repas. La science prédit le temps qu'il fera et promet même de pouvoir le changer si seulement le petit paysan fait ce qu'on lui dit.

Ce n'est pas une coïncidence s'il a fallu un groupe de camionneurs pour finalement tracer une ligne dans le sable

contre cette dynamique. Ce qu'ils ont, c'est du bon sens. Le bon sens donne presque toujours à la personne l'assurance nécessaire pour exiger que la science (et les politiciens qui prétendent la suivre) s'explique en termes compréhensibles pour le commun des mortels. C'est la bonne façon d'assurer la médiation entre la communauté d'experts et le grand public. Il est particulièrement révélateur que l'affaire Corona ait concerné le sujet de la médecine, car le cabinet d'un médecin était autrefois l'exemple idéal de la manière dont ce processus devrait fonctionner. Il s'agit d'une interaction individuelle où le médecin, en tant qu'expert, traduit la science directement pour le patient individuel en fonction de sa compréhension du monde. Les sociétés occidentales ont longtemps été caractérisées par une société civile solide, avec une classe professionnelle qui traduit pour la personne moyenne, mais elle a été vidée de sa substance et remplacée par d'énormes sociétés et des intérêts particuliers qui fournissent l'exact opposé de la consultation individuelle. Comme l'église décadente du passé, ils sont trop gros pour faire le travail correctement.

La relation dysfonctionnelle entre le public et la « science » conduit de plus en plus de membres du public à devenir cyniques à force de voir leurs doléances légitimes ignorées. Pendant ce temps, les vrais croyants s'endurcissent dans une position de fondamentalisme religieux qui est encouragée par les institutions scientifiques qui ont un intérêt naturel à préserver leur réputation et leur pouvoir. Il n'y a plus aucune tentative d'expliquer la science en termes compréhensibles par le public. Au lieu de cela, les vérités sont transmises sur des tablettes de pierre que les fidèles vénèrent consciencieusement.

En réalité, tout cela n'a plus rien à voir avec la science, tout comme l'Église, à diverses époques, n'a jamais rien eu à voir avec le christianisme. Il s'agit maintenant d'un exercice du pouvoir politique. Nous l'avons vu avec **le gouvernement australien qui a expulsé Novak Djokovic sans raison**, ou dans les rues de Paris le week-end dernier, ou avec **la déclaration de l'état d'urgence par Trudeau**, ou d'innombrables autres incidents au cours des deux dernières années. De même que l'Église a trahi ses principes pour obtenir le pouvoir, de même la science trahit aujourd'hui ses propres principes pour régner sur un public désarmé, à la recherche d'une certitude que le bon sens devrait fournir, sauf qu'il n'est plus là non plus.

Nous avons besoin d'une Réforme. Une partie de celle-ci consistera à exiger que la science s'explique à nouveau au public. Une partie de cette réforme doit consister en un retour au bon sens comme base contre le pouvoir institutionnel. Une partie de cette réforme doit consister en un système éducatif qui enseigne réellement la science. Cela se produira-t-il ou les inquisitions se poursuivront-elles comme elles l'ont fait au cours des deux dernières années ?

▲ [RETOUR](#) ▲

.Pourquoi la science moderne est nulle

Simon Sheridan 14 mai 2022

« N'attribuez jamais à la malice ce qui s'explique par la stupidité ».

Le rasoir de Hanlon



Ceux qui cherchent une explication à l'état absurdement dysfonctionnel de la société occidentale moderne se

tournent généralement vers l'une des deux explications suivantes. Soit les problèmes sont causés par des dirigeants individuels et leurs défaillances, par exemple **un Biden sénile, un Trudeau narcissique ou un Boris Johnson clownesque**, soit il s'agit d'une tentative délibérée de la part d'un groupe de cerveaux d'instaurer un nouvel ordre mondial ; en d'autres termes, *une théorie du complot*.

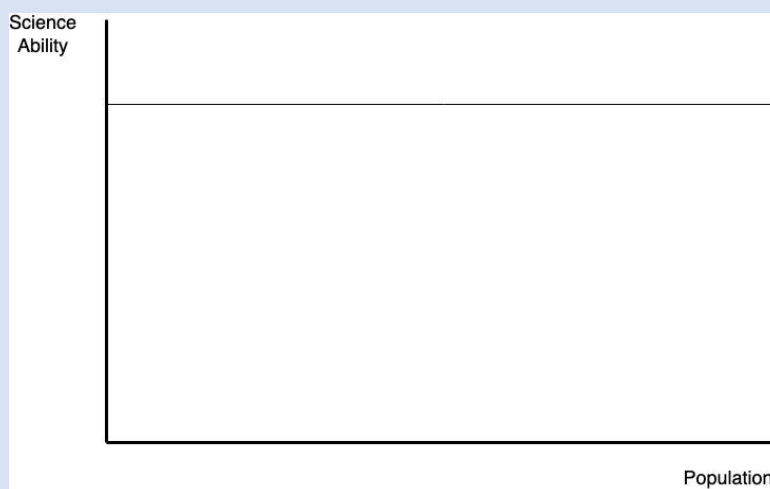
Si ces explications sont privilégiées, c'est en partie parce qu'elles offrent une possibilité de recours. Vous pouvez chasser un dirigeant idiot et en obtenir un meilleur. Et une théorie de la conspiration peut être déterrée et traduite en justice.

La théorie de la conspiration à grande échelle est également assez flatteuse pour l'ego humain. Elle implique une équipe de super génies maléfiques si intelligents qu'ils sont capables de tirer les ficelles de tous les États-nations, transformant simultanément les dirigeants des pays en marionnettes tout en cachant leurs intentions néfastes au grand public. Il est agréable de penser que nous sommes capables de ce niveau d'intelligence et de compétence. C'est aussi une pensée réconfortante car les méchants peuvent être traduits en justice. Tout ce que nous devons faire, c'est découvrir leur odieux complot et les traduire devant les tribunaux. L'avocat allemand, Reiner Füllmich, a joué sur cette idée dès le début de l'affaire Corona en promettant des condamnations contre ceux qui ont poussé les mesures de « santé publique ». A moins que j'aie manqué les nouvelles, aucune de ses tentatives n'a abouti.

Dans ce billet, nous allons esquisser une explication alternative qui est que **le système lui-même est le problème**. Lorsque le système est le problème, il devient très difficile, voire impossible, pour les individus de faire la différence. J'ai vu de mes propres yeux une telle dynamique sous la forme d'organisations dysfonctionnelles où une nouvelle direction a été mise en place pour réparer les choses. Il s'agissait de personnes intelligentes qui savaient ce qui n'allait pas et avaient un plan pour y remédier. **Mais les organisations sont des systèmes et les systèmes ont leur propre dynamique, indépendante des individus impliqués**. Un système a également un contexte externe qui l'affecte. Une organisation dans un secteur en voie de disparition ne peut être sauvée, quelle que soit l'intelligence des personnes qui tentent de la sauver. Pour ces raisons et d'autres, l'explication basée sur le système est moins gratifiante et donc moins populaire. Mais cela ne la rend pas moins véridique.

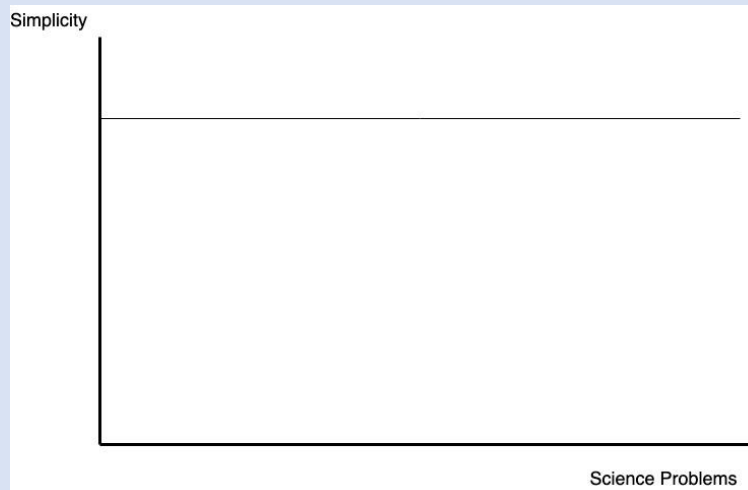
Nous allons utiliser l'exemple de la science moderne pour explorer ce concept, car la question de savoir si la science est corrompue ou incompétente est devenue très urgente ces deux dernières années, alors que nous avons assisté à la débâcle de l'effet [couronne].

Il existe au moins deux hypothèses sous-jacentes dans notre culture générale en ce qui concerne la science. **La première hypothèse** est l'idée que tout le monde peut faire de la science à condition d'avoir accès à l'éducation. Nous pouvons représenter cela graphiquement comme suit :



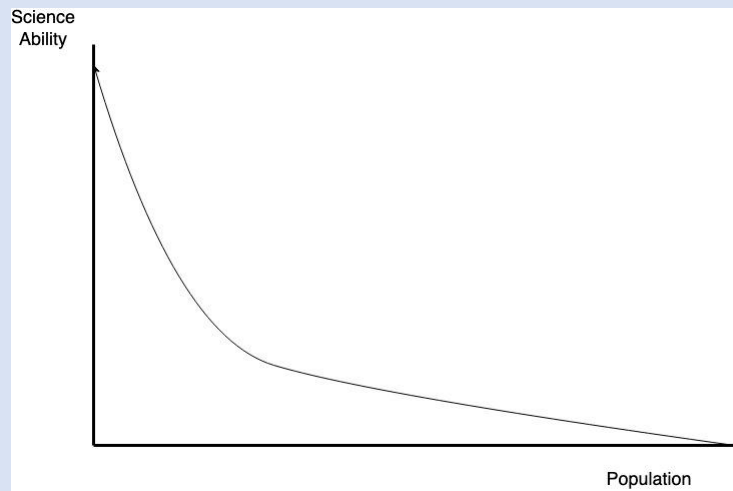
C'est-à-dire que tout le monde a la même quantité de capacité innée à faire de la science et la seule chose qui les empêche de réaliser cette capacité est une éducation appropriée.

La deuxième hypothèse est que tous les problèmes scientifiques peuvent être résolus de manière égale, ce que nous pouvons représenter comme suit :



Une autre façon de dire cela est que tous les problèmes scientifiques sont également complexes. Si vous affectez des ressources égales (temps, argent, personnes), vous obtiendrez des résultats égaux.

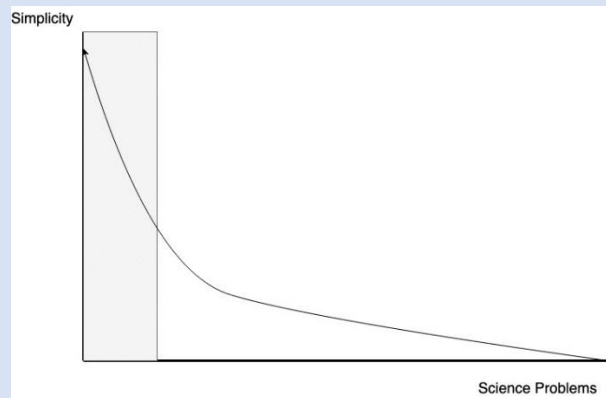
Examinons un modèle différent pour ces deux aspects en utilisant la « courbe de Zipf », qui s'est avérée valable dans de nombreux domaines. Notez que la courbe de Zipf correspond à la courbe du bénéfice marginal utilisée en économie pour rendre compte du **concept de rendement décroissant**.



Ce graphique vise à illustrer l'idée selon laquelle plus vous formez de personnes à la « science », moins vous obtenez de scientifiques de qualité. Cela peut être dû à des raisons naturelles ou innées (ou à une combinaison des deux). Les talents innés requis pour devenir un scientifique de haut niveau ne sont pas partagés de manière égale dans la population et nous nous attendrions à quelque chose comme une courbe de Zipf pour représenter la distribution de ces talents, de la même manière que tout le monde ne possède pas l'ensemble des talents requis pour devenir un athlète professionnel.

En ce qui concerne les questions intellectuelles, on pourrait dire que nous pourrions compenser la différence de talent par l'éducation. Mais même si cela était vrai, il serait plus coûteux d'éduquer les personnes les moins douées, car elles auront besoin de plus de temps pour développer leurs compétences et leurs connaissances. Une fois encore, on se heurte à une courbe de Zipf où le bénéfice marginal de l'éducation diminue parce que le coût marginal augmente. Si nous supposons en outre que le vivier de talents des éducateurs scientifiques est également une courbe de Zipf, la qualité de l'enseignement diminuera au fur et à mesure que les gens s'instruiront, car il n'y aura pas assez de bons enseignants pour les former. Dans tous les cas, on se retrouve toujours avec une courbe de rendements décroissants.

Mais que se passe-t-il si le domaine des « problèmes scientifiques » est également une courbe de Zipf ? Cela se présenterait comme suit.

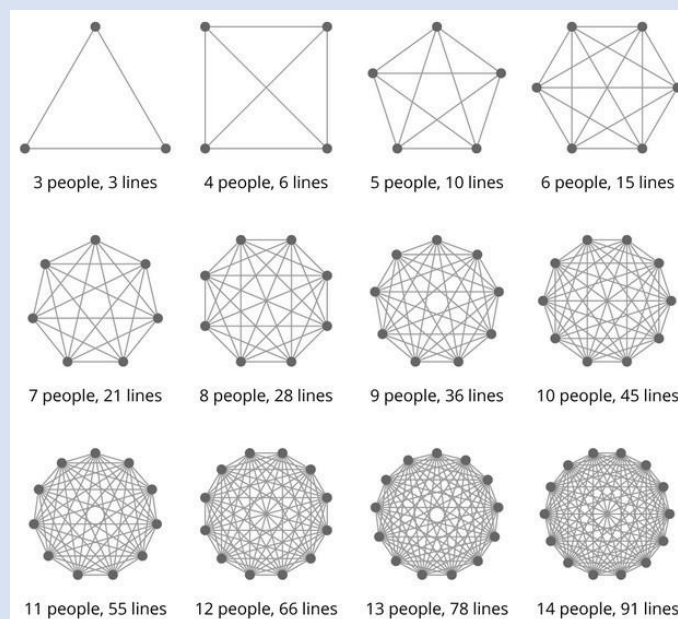


Cette courbe décrit la dynamique du « fruit mûr ». Le domaine des problèmes de la science n'est pas distribué de manière égale. Il existe un ensemble de problèmes plus simples et donc plus faciles à résoudre, tandis que la majorité des problèmes sont plus complexes.

Si nous combinons ces deux concepts, nous obtenons une histoire sur l'évolution de la science. À une époque où les ressources sont limitées, comme dans les années **1800**, seules les personnes les plus talentueuses deviennent des scientifiques (en supposant un système d'allocation des ressources relativement fondé sur le mérite). Ces scientifiques travailleront sur les problèmes relativement simples du domaine et produiront donc les résultats les plus précieux. Tout le monde est enthousiasmé par ces résultats et, à mesure que la richesse s'accumule, nous injectons davantage de ressources dans le domaine en espérant des résultats encore plus impressionnants.

Les ressources supplémentaires produiraient davantage de résultats si les courbes de l'aptitude et de la simplicité étaient plates. Mais elles ne le sont pas. Ce sont des courbes de Zipf. Ce qui se passe, par conséquent, c'est que les scientifiques moins compétents sont affectés à des problèmes plus complexes, c'est-à-dire à l'intersection des deux courbes du bénéfice marginal décroissant. Nous dépensons plus d'argent pour obtenir moins de résultats, de moindre valeur. Mais même si le bénéfice marginal diminue, l'équation coût-bénéfice globale peut encore être positive.

Le problème des rendements décroissants est exacerbé par une troisième considération. Plus de ressources signifie que plus de personnes travaillent sur la « science » et l'ajout de personnes réduit la qualité de la communication. Le diagramme suivant est souvent utilisé pour résumer ce problème.



La communication devient plus difficile à mesure que le nombre de personnes impliquées augmente, même si la qualité de l'information reste stable. Mais si des personnes moins talentueuses travaillent sur des problèmes plus complexes, on peut s'attendre à ce que la qualité de l'information se dégrade, ce qui conduit à une situation où il y a davantage de communication d'informations de moindre qualité. En bref, le rapport signal/bruit se dégrade.

Vous pouvez observer cette dynamique même dans de petits groupes. Prenez un groupe de musique, par exemple. S'il y a cinq personnes dans le groupe, il suffit qu'une personne soit « out » pour que tout le groupe soit « out ». De même, dans une petite équipe d'ingénieurs, si une personne ne comprend pas, cela affecte le flux de communication global car des messages erronés sont introduits et il faut passer plus de temps à corriger les erreurs. Si cette personne est un travailleur de niveau hiérarchique, il est généralement possible de la contourner et d'essayer de l'exclure de la communication. Mais j'ai fait partie d'équipes où la personne qui ne comprenait pas était le cadre supérieur de l'équipe. Il est beaucoup plus difficile d'écarter un cadre supérieur du chemin pour que les choses puissent se faire.

Il est essentiel de garder à l'esprit qu'un faible rapport signal/bruit n'aura pas l'air d'être manifestement « mauvais ». Cela est vrai tant pour les personnes qui travaillent à l'intérieur que pour les participants externes. Une communication bruyante est pire que le cas où la communication est « mauvaise ». La communication erronée est presque aussi utile que la communication correcte. Si vous savez que quelqu'un a toujours tort, il vous suffit d'inverser ce qu'il dit et vous obtenez la vérité. Vous ne pouvez pas faire cela avec une communication bruyante. La communication bruyante est ambivalente, peu claire et déroutante. Une fois encore, l'exemple du groupe musical est utile ici. Un groupe quelque peu incompetent ne sonne pas « faux » mais plutôt « blah » ou « meh ». Vous haussez les épaules et dites quelque chose comme "*ce n'est pas mauvais mais ce n'est pas bon non plus*". Cela contraste avec un groupe comme Nickelback, qui est un musicien techniquement compétent mais qui fait de la mauvaise musique.

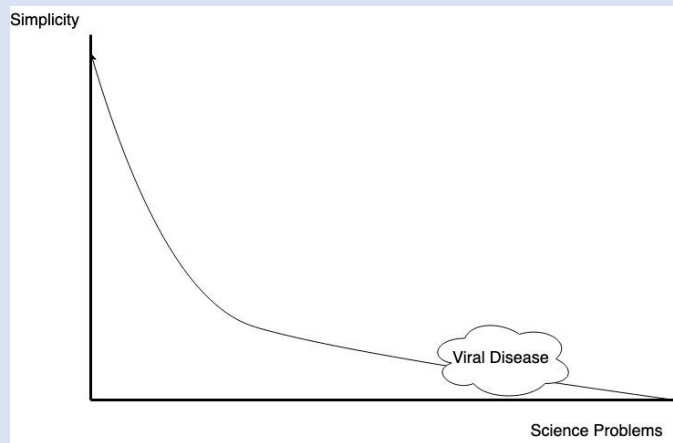
Lorsque le rapport signal/bruit est faible, il est beaucoup plus difficile de montrer que quelque chose ne va pas, car il n'y a pas d'erreurs claires et évidentes. Il n'y a pas de pistolet fumant qui remettra les pendules à l'heure et rétablira l'ordre. Il s'agit plutôt d'une accumulation de nombreuses petites erreurs qui sont beaucoup plus difficiles et longues à identifier et à corriger. Dans un petit groupe comme un groupe de musique, il est possible de trouver le maillon faible (généralement le batteur) et de s'en débarrasser. Dans les groupes plus importants, cela devient beaucoup plus difficile et dans les grandes organisations comme les entreprises et les services gouvernementaux, c'est pratiquement impossible.

Il est important de comprendre que cette dynamique d'accumulation de bruit se produit avant que la politique, l'argent commercial et les énormes egos des milliardaires et des célébrités n'interviennent pour rendre les choses encore plus confuses. Le **Coronavirus** fournit une étude de cas utile. Il n'y a jamais eu aucune raison de croire que les vaccins à ARNm permettraient de mettre fin à une pandémie. La science n'avait pas prouvé la chose d'une manière ou d'une autre. Pour le dire en termes que nous avons utilisés, la science avait un faible rapport signal/bruit. Il était donc possible de croire que les vaccins « pourraient » fonctionner. Après tout, tout « pourrait » arriver. Il fut un temps où la science s'intéressait aux « lois » et était fondée sur des relations de cause à effet rigoureusement établies et prouvées empiriquement. C'est le genre de science que l'on voit à l'extrémité « simple » de la courbe de Zipf. Mais à mesure que la complexité augmente, la clarté de la compréhension diminue et vous n'avez plus de « lois » mais des « directives ».

Lorsque la question des vaccins est devenue politique, les impératifs politiques ont pris le dessus et les politiciens ont dû passer sous silence l'ambiguïté inhérente à la science. Ainsi, on nous a assuré que les vaccins étaient « sûrs et efficaces ». Pendant ce temps, les sociétés dont la raison d'être est de maximiser la valeur pour les actionnaires étaient heureuses de vendre un produit lorsque les gouvernements les indemnisaient contre toute responsabilité légale.

Ce n'est pas une coïncidence si l'événement Corona a eu lieu dans le domaine des maladies virales, qui est sans doute l'un des domaines scientifiques les plus complexes. Je le situerais à peu près ici sur le graphique. En d'autres

termes, très complexe.



Il convient de noter que les maladies virales, en tant qu'objet d'étude, posent un problème de communication car elles relèvent de trois disciplines scientifiques distinctes : la virologie, l'épidémiologie et la médecine, sans compter les épidémiologistes mathématiques, les immunologistes et les autres sous-sous-disciplines. Les maladies virales font partie de la catégorie d'études dont les systémiciens du 20^e siècle ont affirmé qu'elles ne se prêtaient pas à une science réductionniste, ce qui signifie qu'elles ne peuvent être simplifiées au point de pouvoir être calculées. Le mieux que l'on puisse faire est de réunir des équipes pluridisciplinaires pour entreprendre des recherches visant à obtenir des principes généraux d'action. Ces principes généraux étaient exactement ce qui constituait les directives de santé publique qui étaient la sagesse acceptée sur la façon de faire face à une pandémie avant mars 2020.

Au cours de la période d'après-guerre, d'énormes quantités de ressources ont été injectées dans la science et pourtant, nous nous sommes retrouvés avec la « crise de la reproductibilité ». La crise de la reproductibilité n'est qu'un autre mot pour désigner le bruit généré par l'intersection de multiples rendements décroissants. Aucune quantité d'éducation, de formation et d'argent supplémentaires ne résoudra le problème. Le résultat n'est pas l'erreur mais le bruit, et lorsque le bruit atteint un degré suffisamment élevé, on se retrouve dans une situation où n'importe qui peut y lire ce qu'il veut. À ce stade, la science devient un test de Rorschach géant.

Le problème d'un faible rapport signal/bruit ne se limite pas à la science. La plupart des choses dans le monde moderne en souffrent. Tout est « blah » et « meh ». C'est le paradoxe du succès. Nous disposons d'énormes ressources à appliquer aux problèmes et nous investissons ces ressources dans de nouvelles entreprises. Cela fonctionne pendant un certain temps, mais la loi des rendements décroissants fait que tout se transforme rapidement en boue et que la qualité de tout diminue fortement. Cela est vrai dans l'économie de consommation, dans la sphère politique, dans les médias, dans les arts et dans les sciences et technologies. Plutôt que d'accepter cette réalité, nous injectons davantage de ressources jusqu'à ce que le rendement devienne négatif, ce qui entraîne l'inflation et la dépréciation non seulement de la monnaie mais aussi du capital politique, social et culturel. Nous sommes assez loin dans cette dynamique en ce moment et cela va probablement empirer avant de s'améliorer.

C'est en partie pour cette raison que les sociétés et les cultures semblent atteindre leur apogée lorsque des limites strictes de ressources sont en place. Sans limites, le rapport signal/bruit chute et tout devient saturé et surexposé. Le niveau de bruit augmente régulièrement jusqu'à ce que seuls ceux qui peuvent crier le plus fort soient entendus. Pour citer le Premier ministre néo-zélandais pendant l'affaire Corona, « nous (le gouvernement) serons votre unique source de vérité ». Les mots qui inaugurent l'ère du césarisme.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Les problèmes de la chaîne d'approvisionnement vont persister parce que le système est saboté



Dans une récente interview [accordée](#) à Bloomberg, le vice-président exécutif d'UPS a affirmé que la « *régionalisation* » de la chaîne d'approvisionnement est essentielle à la stabilité économique alors que les conflits géopolitiques s'étendent. Le mot « *régionalisation* » est essentiellement un mot de code pour décrire la décentralisation, un concept que le représentant d'UPS n'a manifestement pas voulu approfondir directement. Presque tous les experts commerciaux et les initiés de l'industrie admettent que les problèmes de chaîne d'approvisionnement vont persister dans un avenir prévisible, et certains commencent également à admettre (d'une manière détournée) que la production localisée et les modèles commerciaux sont la clé de la survie.

C'est quelque chose dont moi et de nombreux autres économistes alternatifs parlons [depuis une décennie ou plus](#). **La dynamique globaliste d'interdépendance est un désastre en attente, et c'est en train de se produire.** Sans exploitation décentralisée des matières premières, sans fabrication locale, sans produits d'origine locale, sans production alimentaire locale et sans réseaux commerciaux intégrés localement, il ne peut y avoir de véritable **stabilité**. Il suffit d'un ou deux événements de crise pour que le système implose et que la capacité de l'économie à répondre à la demande publique stagne. Le système ne s'arrête pas complètement, mais il se ratatine et se dégrade lentement.

La guerre en Ukraine a été le bouc émissaire désigné ces derniers mois pour les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, mais ces problèmes ont commencé bien avant. Des années de stimulation des banques centrales et de création de monnaie fiduciaire ont déclenché l'inévitable glissement de terrain de l'inflation/stagflation contre lequel les économistes alternatifs avaient mis en garde.

L'inflation des prix contribue directement aux baisses de production et aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement, car les coûts augmentent continuellement pour les fabricants. En outre, les salaires des travailleurs ne peuvent pas suivre la hausse des prix, ce qui incite de nombreux employés à démissionner et à chercher du travail ailleurs, ou à tenter de vivre de l'aide sociale. Tout cela conduit à une diminution de l'offre, ou à un ralentissement de la production et donc à des prix encore plus élevés.

Nous avons raison, les médias grand public avaient tort (ou ils ont menti).

Paul Krugman, collaborateur du New York Times, a déclaré que « *personne ne l'avait vu venir* » lorsqu'il a récemment été contraint d'admettre qu'il avait tort en matière d'inflation. C'est la même chose que ce que les économistes du MSM ont dit après le crash du crédit de 2008. C'était un mensonge à l'époque et c'en est un aujourd'hui. Beaucoup de gens l'ont vu venir ; nous avons répété [nos avertissements](#) pendant des années, mais ils ne voulaient pas écouter ou ils ne voulaient pas que nous soyons entendus.

Krugman est peut-être l'économiste/propagandiste le plus mauvais et le plus arrogant des États-Unis, et bien qu'il ait reconnu tardivement la menace de l'inflation et de la chaîne d'approvisionnement après avoir soutenu

pendant les deux dernières années qu'elle était « *transitoire* », il affirme maintenant que les indicateurs de récession traditionnellement acceptés « *ne comptent plus* » et qu'il n'y a pas de ralentissement. **Combien de fois ce type peut-il prouver son ignorance et garder son emploi ?**

C'est ce genre de désinformation qui maintient le public dans l'ignorance de ce qui est sur le point de se produire. Peut-être est-ce dû à la stupidité et à l'ego, ou peut-être est-ce une tentative délibérée de garder la population docile (je dis que c'est délibéré), mais dans tous les cas, le peuple américain est mis en grand danger lorsqu'il s'agit du faux récit sur l'inflation et la chaîne d'approvisionnement. Plus on leur fait croire que la catastrophe va simplement disparaître d'elle-même, moins ils ont de temps pour se préparer.

L'essentiel est là : **Les choses ne vont faire qu'empirer à partir de maintenant.** Peut-être lentement, ou peut-être rapidement, en fonction d'une poignée de facteurs.

La majeure partie du monde se concentre actuellement sur Taïwan et les menaces d'invasion persistantes de la Chine. Le projet largement médiatisé de Nancy Pelosi de visiter la nation insulaire (oui, le PCC, c'est une nation) est un acte bizarre de non-discrétion qui a clairement pour but d'attiser les tensions entre les États-Unis et la Chine. Pourquoi Pelosi ferait-elle cela maintenant ? Eh bien, elle ne le fait pas de son propre chef et ce n'est certainement pas l'idée de **Joe Biden, atteint de démence**. D'autres personnes et d'autres intérêts sont clairement impliqués.

Les États-Unis achètent environ 20 % de leurs produits de détail en Chine, ainsi qu'une grande partie de leurs fournitures médicales. Mais le plus inquiétant est le quasi-monopole de la Chine sur les terres rares qui font partie intégrante de nombreux composants électroniques. En outre, la menace la plus grave est que la Chine se débarrasse de milliers de milliards de dollars en bons du Trésor américain et en avoirs en dollars, mettant ainsi fin au statut de réserve globale du dollar.

Cela ne veut pas dire que la Chine est en excellente position financière – elle est également au bord de la crise de la dette, ce qui m'indique qu'elle va effectivement envahir Taïwan (et peut-être d'autres régions) pour étendre ses frontières et consolider ses ressources. Avec des milliards de personnes à nourrir et à contrôler, la tentation est grande pour le PCC de rechercher la conquête militaire. S'il le fait, ce sera bientôt – dans les deux prochains mois, lorsque la météo dans le détroit de Taïwan sera optimale pour les opérations navales.

La crise de la chaîne d'approvisionnement va s'accélérer en hiver alors que la stagflation persiste. L'inflation des prix restera élevée. Les États-Unis sont en effet officiellement en récession aujourd'hui. Deux trimestres de croissance négative du PIB consécutifs est une récession, c'est un fait que personne ne peut changer, y compris Joe Biden, Paul Krugman ou Wikipedia. La réalité ne répond pas à ces personnes. Le système est en train de se briser, et certaines personnes en profitent grandement.

Un conflit régional avec la Chine en plus de la guerre en Ukraine pourrait être l'écran de fumée parfait pour un effondrement financier et de la chaîne d'approvisionnement qui allait se produire de toute façon. Mais lorsque les médias grand public parlent des déclencheurs et des coupables, ils ne mentionneront jamais les banques centrales et la corruption politique, ils ne parleront que de la Russie et de la Chine.

Comme je l'ai noté dans le passé, le programme de « Grand Reset » du WEF, du FMI, de la BRI et d'autres organisations globalistes nécessite une déstabilisation étendue de l'ordre existant. En d'autres termes, ils ont besoin d'une démolition contrôlée de certains piliers de l'économie. Pour effrayer le public et lui faire accepter de nouveaux modèles collectivistes et autoritaires tels que l'« économie partagée » (où vous ne posséderez rien et où serez heureux), ils auront besoin d'un désastre important et semi-chaotique. Il faudrait que les gens soient menacés par la perte de la certitude de l'approvisionnement et qu'ils soient incertains chaque jour de l'endroit où ils pourront se procurer les produits de première nécessité quand ils en auront besoin.

Ce niveau d'incertitude appelle des solutions, et les globalistes seront là pour proposer leurs objectifs préétablis et « *sauver la situation* ».

En général, l'inflation et les pénuries conduisent à un contrôle des prix, à un rationnement gouvernemental, à une « *aide* » gouvernementale assortie de conditions (revenu de base universel), et finalement à la nationalisation de toute la production ainsi qu'à une tentative de confiscation des fournitures des personnes qui se sont préparées à l'avance. La redistribution sera le mot d'ordre. Peut-être pas cette année, peut-être pas l'année prochaine, mais assez tôt.

Les appels limités des entreprises à la « *régionalisation* » sont trop peu nombreux et trop tardifs, tout comme les hausses de taux d'intérêt de la Réserve fédérale sont trop peu nombreuses et trop tardives. Ils le savent tous, et ils s'en moquent. Ces actions ne sont conçues que pour donner l'impression qu'elles ont essayé de sauver le système afin de pouvoir nier leur implication dans la crise.

La stagflation et les pénuries de la chaîne d'approvisionnement vont devenir les problèmes globaux de notre époque. Ce seront des termes dont on parlera quotidiennement à chaque table de dîner en Amérique et probablement dans la plupart des pays du monde. Ce sont des dangers qui ont été largement prédits par les médias libertariens bien avant l'heure. Ils ne sont PAS une surprise. Et, il y a beaucoup d'institutions, d'entreprises et de gouvernements, qui auraient pu faire quelque chose à ce sujet, mais ils ont choisi de ne pas le faire. Il est important que les gens acceptent le fait que cette crise n'est pas le produit de la stupidité ; c'est le produit de motivations et d'intentions malveillantes.

▲ [RETOUR](#) ▲

.La fausse solution de l'hydrogène

[Michel Gay](#) Publié le 22 août 2022

Contrepoints

Le journal libéral de référence en France

Depuis 30 ans, la France est alimentée en électricité grâce principalement (plus de 80 %) au nucléaire et à l'hydroélectricité. Le pays n'a aucun besoin d'hydrogène supplémentaire en restant sur ce modèle, voire en le renforçant.



La « *civilisation de l'hydrogène* » présentée comme l'une des [solutions miracles](#) permettant de succéder, même partiellement, aux énergies fossiles, et de stocker l'électricité issue des énergies renouvelables est un leurre absolu.

L'hydrogène miracle

L'hydrogène n'est qu'un chiffon soi-disant miraculeux agité devant le nez de politiques naïfs ou complices. [Sa promotion](#) sert de jambe de bois aux énergies renouvelables intermittentes éoliennes et photovoltaïques. Elle

permet aussi de servir des intérêts croisés idéologiques, politiques, et commerciaux.

Le gouvernement serait bien inspiré d'identifier les mécanismes de la supercherie dont les Français sont les victimes et d'en tirer toutes les conséquences. Les élus ont tous les moyens de savoir à leur disposition, mais ils préfèrent cyniquement suivre le sens du vent médiatique plutôt que de défendre l'intérêt général. C'est tellement plus facile d'annoncer des lendemains merveilleux d'amour et d'eau fraîche (dont serait issue l'hydrogène vert...) que de comprendre des sujets techniques difficiles et de prendre ses responsabilités !

La France peut-elle se permettre le luxe de s'offrir de coûteuses danseuses inutiles ?

Les 9 milliards d'euros que la France s'apprête à gaspiller en pure perte sur l'hydrogène seraient plus utiles pour construire des réacteurs nucléaires (EPR ou SMR) que pour remplir les poches fort larges de quelques grigous habiles.

La Commission européenne ne fait que suivre les instructions de l'Allemagne, son donneur d'ordre, qui est aux abois avec sa grande dépendance au gaz russe, et qui souhaite, comme avec les ENR, entraîner les autres pays européens à plonger dans la piscine vide.

L'univers impitoyable de la physique

Les lois physiques sont impitoyables : 95 % de la production d'hydrogène mondiale provient du méthane (gaz naturel) et non de la ruineuse électrolyse de l'eau.

De plus, grâce aux panneaux photovoltaïques certains pays ensoleillés sont supposés produire de l'hydrogène en quantités colossales pour alimenter l'Europe. Mais ils trouveront avantage à utiliser directement pour leurs propres besoins l'électricité qu'ils produiront plutôt que d'en perdre les trois quarts dans un processus de production/stockage/distribution d'hydrogène offrant un rendement énergétique calamiteux.

Avec un parc nucléaire suffisant la France n'aura pas besoin de produire d'hydrogène, que ce soit avec des ENR ou à partir du réseau électrique. L'hydrogène est une fausse réponse à un vrai problème (une production massive d'énergie et d'électricité répondant au besoin d'une nation).

Quel est le besoin ?

Depuis 30 ans, la France est alimentée en électricité grâce principalement (plus de 80 %) au nucléaire et à l'hydroélectricité.

Sauf pour quelques rares applications industrielles marginales à forte valeur ajoutée la France n'a aucun besoin d'hydrogène supplémentaire en restant sur ce modèle, voire en le renforçant.

Il faut espérer que nos gouvernants et autres « responsables » s'en apercevront rapidement avant que des milliards d'euros soient engloutis dans les poches profondes de quelques profiteurs astucieux.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Le « jour du dépassement », une théorie mensongère

Michel Gay 28 juillet 2022

Contrepoints

Le journal libéral de référence en France

La théorie du « Jour du dépassement » n'a aucun sens. Elle est à reléguer au rang des pseudo-sciences.



(Tiré d'un [article de Michael Shellenberger](#) paru sur *Forbes* le 29 juillet 2019.)

Depuis ce 28 juillet 2022 et jusqu'à la fin de l'année, l'humanité consommera plus de ressources que notre planète ne peut en produire de manière durable, selon le Global Footprint Network ([GFN](#)), qui détermine de telles dates depuis 1986.

L'humanité utilise la nature 1,75 fois plus vite que les écosystèmes de notre planète ne peuvent se régénérer. Cela revient à utiliser 1,75 Terre.

« *Les pays riches utilisent les ressources plus rapidement que les pays pauvres* », explique le GFN. Les États-Unis, l'Australie, le Danemark et le Canada utilisent leurs ressources avant la fin du mois de mars, tandis que Cuba, le Nicaragua, l'Irak et l'Équateur ne le font pas avant décembre.

Le « *jour du dépassement* » (Earth Overshoot Day) est fondé sur la notion « *d'empreinte écologique* » utilisée par le Fonds mondial pour la nature, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le développement humain, et l'Union internationale pour la conservation de la nature.

Mais l'empreinte écologique est-elle un concept scientifique ?

Non.

En 2013, Michael Shellenberger avait déjà démystifié « *le jour du dépassement* » et le calcul de l'empreinte écologique en [s'appuyant sur un article](#) de la revue scientifique à comité de lecture, *PLOS Biology*, intitulé « *La taille de la chaussure est-elle adaptée ? L'empreinte est-elle imaginaire ou réelle ?* »

Il avait révélé que cinq des six mesures qui composent l'empreinte écologique, y compris l'alimentation et l'activité forestière, étaient en équilibre ou excédentaires. Les seules émissions déséquilibrées étaient les émissions de carbone de l'humanité.

Mais résoudre ce problème ne nécessite pas que les pays riches deviennent pauvres, ou que les pays pauvres restent pauvres, mais simplement de se tourner vers des sources d'énergies ne produisent pas ou peu d'émissions de carbone. Ce processus est connu sous le nom de « *décarbonisation* ».

La France et la Suède sont les deux seuls pays au monde où les ressources énergétiques sont nettement décarbonées. Et ils ne l'ont pas fait en s'appauvrissant, mais en s'enrichissant [grâce à l'utilisation de l'énergie nucléaire](#).

Aujourd'hui, la France produit une électricité émettant un dixième [des émissions de carbone de l'Allemagne](#) avec une électricité moitié moins chère, grâce au nucléaire.

Comment les créateurs de l'empreinte écologique ont-ils masqué ce qu'ils avaient fait ?

En supposant tout simplement que le seul moyen de résoudre le changement climatique était d'accroître la surface des forêts pour absorber toutes les émissions industrielles de carbone.

En d'autres termes, l'empreinte écologique convertit les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) en surface d'utilisation des sols, ignorant ainsi tous les autres moyens d'absorber ou de ne pas émettre de CO₂.

Pire encore

Des forêts différentes absorbent le CO₂ à des vitesses différentes dans le temps. Mais l'empreinte écologique définie par le GFN choisit arbitrairement un nombre unique pour représenter le taux d'absorption de carbone dans le temps pour toutes les forêts du monde.

La méthode pour calculer cette empreinte écologique est mieux connue sous le nom de « *garbage in, garbage out* » (entrer des données fausses dans un ordinateur conduit à des résultats faux).

Le résultat de l'impact de l'empreinte écologique devrait donc conduire les pays développés riches comme les États-Unis, l'Europe et l'Australie à essayer de vivre comme les Cubains et les Nicaraguayens. Ou bien à reconvertir toutes les vieilles forêts du monde en forêts avec des arbres à croissance rapide.

Le document de Michael Shellenberger publié en 2013 a été [largement couvert](#) par les médias, notamment par *Scientific American*, *New Science*, et même *Le Monde*, mais cela n'a pas empêché la Commission européenne et d'autres organismes gouvernementaux [de reconnaître](#) le « Jour du dépassement de la Terre » pour des raisons politiques et médiatiques.

L'empreinte écologique et le jour du dépassement de la Terre ont été créés au moment même où les pays d'Europe occidentale et les Nations Unies ont adopté [une approche néo-malthusienne](#) des problèmes environnementaux.

Que dit l'ONU ?

Ironiquement, l'ONU préconise l'utilisation de combustibles à base de bois plutôt que le nucléaire.

Dans un [rapport de 1987](#) intitulé « Notre avenir à tous » (*Our Common Future*) les Nations Unies ont dénoncé le nucléaire et insisté pour que les pays pauvres utilisent le bois de chauffage. « *Les pays pauvres en bois doivent organiser leurs secteurs agricoles de manière à produire de grandes quantités de bois et d'autres combustibles végétaux* ».

L'auteur principal de ce rapport était Gro Brundtland, ancien Premier ministre de Norvège, un pays devenu riche dix ans plus tôt grâce à ses [abondantes réserves](#) de... pétrole et de gaz.

Des personnalités comme Brundtland ont défendu l'idée que les pays pauvres n'avaient pas besoin de consommer beaucoup d'énergie, ce qui s'est révélé être [totalement faux](#). La consommation d'énergie est étroitement liée au PIB par habitant, aussi bien aujourd'hui qu'auparavant lorsque les pays riches étaient eux-mêmes pauvres.

Aucun pays riche ne dépend principalement du bois pour produire de l'énergie, tout comme aucun pays pauvre ne dépend principalement du nucléaire.

« *L'empreinte écologique* » a autant de mérite scientifique que l'astrologie, la [phrénologie](#) et les théories de la Terre plate, et il est temps de la traiter comme une théorie pseudo-scientifique et mensongère.

Quand le rationnement devient vertueux

Michel Gay Publié le 3 août 2022

Contrepoints

Le journal libéral de référence en France

Le développement économique a besoin d'énergie et les écologistes adeptes de la « sobriété heureuse » fondée sur un obscurantisme technique devraient cesser de brider l'avenir par des interdits sans base scientifique !



La future sobriété annoncée dans les principaux médias serait contrainte par la situation générale ([covid](#) et [guerre en Ukraine](#)).

Ces privations forcées (heureuses ?) deviendraient-elles aujourd'hui l'autre nom du rationnement que les [Français](#) ont connu pendant la guerre entre 1940 et 1945 ?

La cause est-elle à rechercher dans « la conjoncture » internationale, ou est-ce le résultat de l'impéritie et de l'incompétence des gouvernements successifs depuis au moins 15 ans ?

La sobriété serait vertueuse ?

Il est peut-être encore trop tôt pour sonner le tocsin mais le risque existe d'une pénurie pour le chauffage en fin d'année à cause d'une livraison insuffisante de gaz russe et d'un hiver froid avec une période sans vent.

L'indisponibilité du gaz russe s'ajouterait alors à celle de la production électrique (hors gaz) due à des décisions politiques désastreuses (notamment report de construction de nouveaux réacteurs nucléaires, fermeture des [deux réacteurs de Fessenheim](#) et de [centrales au charbon](#)) et pourrait conduire à une « sobriété forcée » cette hiver, c'est-à-dire à un rationnement.

Les discours sur la sobriété énergétique de nos modernes [anachorètes](#) écologistes rappellent étrangement les sermons religieux des temps anciens.

Implicitement (et parfois explicitement), ils veulent donner à cette sobriété un caractère « vertueux ». Ce rationnement moderne devient même le mantra médiatique des puritains écologistes. Ils clameront ensuite qu'il conviendra de continuer ces efforts « louables » (aux yeux de ces nouveaux prophètes) de sobriété et de rationnement...

Un délestage est prévu à l'avance lorsqu'il y a des risques de déséquilibre entre la production et la consommation. Il est alors mis en place une gestion de la demande comme le retrait des industriels électro-intensif.

Actuellement, le gouvernement français agit dans l'ombre auprès des industriels et de RTE pour organiser les délestages tournant de régions et de particuliers.

Alors que le Président Macron affiche l'intention de réindustrialiser le pays, il n'est pas glorieux d'être obligé de payer des industriels (avec les deniers des contribuables) pour qu'ils arrêtent de consommer de l'électricité et donc de produire.

Impéritie et manque de vision

Le manque de vision politique et d'anticipation sont les raisons principales de cette situation ubuesque de rationnement qu'il faudra digérer lorsqu'apparaîtront les coupures tournantes d'électricité (délestages) pour [éviter le black-out](#).

Cet effondrement du réseau peut aussi se produire sur un incident, sans déséquilibre préalable entre la production et la consommation.

Ainsi, par exemple, en décembre 1978 presque toute la France (sauf l'est) s'est retrouvée sans électricité (jusqu'à 24 heures pour certaines zones) à cause d'une ligne haute tension de 400 000 Volt alimentant la région parisienne ayant disjoncté sur un défaut technique. L'énergie s'est instantanément reportée sur d'autres lignes entrant alors en surcharge et disjonctant à leur tour. L'écroulement « en château de cartes » a pris moins de deux secondes. Depuis, l'incident de s'est jamais reproduit à l'échelle du pays.

En septembre 2003 tout le nord de l'Italie, une partie de l'Allemagne et du sud-est de la France s'est retrouvée dans le noir suite à la chute d'un arbre sur une ligne haute tension.

Cet incident avait alors souligné l'intérêt de développer les interconnexions entre les pays européens pour permettre l'entraide.

Black-out : danger !

Les *black-out* sont dangereux car ils entraînent souvent la mise hors tension des centrales qui n'ont pas réussi leur « *ilotage* » consistant à maintenir l'alimentation de leurs propres auxiliaires (pompes, contrôle commande...) nécessaires à leur fonctionnement et à leur rebranchement sur le réseau électrique national.

Le redémarrage des centrales « *non îlotées* » à temps est difficile car il nécessite de disposer d'une importante puissance instantanée... souvent inexistante.

Or, une des nombreuses faiblesses des énergies dites renouvelables éoliennes et photovoltaïques réside dans leur incapacité (insuffisamment dénoncée) à fournir cette puissance dite « *de court-circuit* ». Elles sont donc inutiles pour redémarrer un réseau après un *black-out*.

En France, l'hydraulique et/ou les centrales à gaz « *îlotés* » peuvent fournir cette puissance nécessaire au redémarrage des autres centrales thermiques.

Sauf à rappeler les fautes d'anticipation des gouvernements successifs Sarkozy, Hollande et Macron, il est trop tard pour agir afin d'éviter les délestages tournants l'hiver prochain et peut-être même un *black-out*.

Les réseaux « intelligents » (*smart-grids*) sont encore balbutiants en France en dépit de la mise en place des compteurs Linky, et surtout, ils ne produisent rien... Ils ne suffiront pas pour délester automatiquement les chauffe-eaux, radiateurs et autres cuisinières des particuliers... lorsque la production électrique sera trop faible.

Industrie et nouvel obscurantisme

Cette période de « manque » oblige à reprendre la formule de la « [chasse au gaspi](#) » des années 1970 suite au choc pétrolier de 1973. Mais il y a une grande différence : cette dernière s'accompagnait d'un gigantesque chantier de constructions de réacteurs nucléaires pour sortir de la crise. Et ce fut un immense succès !

Le développement économique a besoin d'énergie et les écologistes adeptes de la « sobriété heureuse » fondée sur un obscurantisme technique devraient cesser de brider l'avenir [par des interdits](#) sans base scientifique !

Osons donc faire reposer à nouveau l'avenir sur la seule décision pertinente et audacieuse ayant fait ses preuves : [l'investissement nucléaire](#).

▲ [RETOUR](#) ▲

.Dérèglement climatique : « Il serait temps de se réveiller », dit Jean-Marc Jancovici

[Jérôme Florin](#) – édité par [William Vuillez](#) publié le 19/08/2022

PODCAST (11 minutes) – *Jean-Marc Jancovici, expert en climat, revient sur les épisodes de canicules, sécheresses, orages et incendies que la France affronte cet été.*



https://www.rtl.fr/actu/debats-societe/invite-rtl-dereglement-climatique-il-serait-temps-de-se-reveiller-dit-jean-marc-jancovici-7900177766?fbclid=IwAR1OR4WWA7DrR3BDSL8HrpIm1ntF0QXWU2LHQ0LZzykKebFSUx0JRP_w_QM

Nous vivons certainement un été de tous les dangers climatiques : sécheresse, orages, incendies records... « **Il faut s'habituer** », explique ce vendredi sur *RTL*, Jean-Marc Jancovici, ingénieur consultant en énergie/climat.

« Ce que nous avons vécu cet été n'est malheureusement qu'une étape sur une tendance qui va aller dans la mauvaise direction. (...) Les épisodes de sécheresse et de canicule que nous avons connus cet été vont devenir la norme. C'est malheureusement un avant-goût de ce qui va nous arriver plus tard. **Oui, il serait temps de se réveiller** », dit-il.

Selon lui, c'est tout notre mode de vie qu'il va falloir repenser tout comme l'aménagement de notre territoire. « **Il faut se préparer. On s'est sédentarisé en France.** On voit aujourd'hui que le dérèglement du climat fissure les maisons, perturbe l'agriculture, attaque les écosystèmes, etc. Il va falloir que partout, **on revoie nos activités pour qu'elles puissent fonctionner.**(...) Une bonne partie de l'étalement urbain a consisté à faire des zones mélangées, où il y a à la fois des forêts et des habitations », déplore-t-il.

« **Le déni est une réaction extrêmement classique** »

L'expert en climat a répondu aux sceptiques ou à ceux qui relativisent en estimant que ce genre de catastrophes naturelles, [incendies](#), [orages](#), [sécheresses](#), ont toujours existé. Les catastrophes « ont toujours existé **mais pas avec la même fréquence et la même sévérité** », dit-il. « Le déni est une réaction extrêmement classique quand on est un peu désemparé face à quelque chose de nouveau. **C'est une réaction assez humaine.** Malheureusement il va y avoir de plus en plus ce genre d'épisodes », explique l'expert.

▲ [RETOUR](#) ▲

.La rénovation d'une maison rendue compliquée

Par Dmitry Orlov – Le 18 Aout 2022 – Source Club Orlov

C'est la fin de l'été ici dans la campagne russe. Les nuits sont un peu fraîches mais les journées sont agréablement chaudes. Des femmes en bikini se promènent dans les jardins en se penchant sur les parterres pour cueillir des concombres fraîchement mûris et d'autres produits frais. Les pommes mûrissent, les baies sont prêtes à être cueillies et les champs de pommes de terre à l'arrière sont pleins de délicieuses pommes de terre fraîches. Plus loin dans l'Ouest, les gens courent peut-être au désastre de toutes sortes de façons, mais je ne vais pas écrire sur ce sujet (bien que je l'observe d'une distance sûre avec beaucoup d'inquiétude). Au lieu de cela, je m'occupe de mettre en place une sorte de domaine rural dans la République de Carélie, ensoleillée et hospitalière, dans sa partie la plus méridionale, située entre le lac Ladoga (le plus grand lac d'Europe) et la frontière finlandaise.

Le site se trouve au milieu d'un petit village d'environ mille habitants à l'année qui figure sur les cartes depuis plus de 600 ans. Son nom finlandais implique que sa principale exportation était autrefois le charbon de bois. Le bâtiment du site est abandonné depuis un certain temps, mais il a une longue histoire. Il a commencé vers la fin du 19^e siècle comme une ferme finlandaise qui se trouvait à une certaine distance du village sur une fondation maintenant abandonnée et a fini comme école au centre du village vers la fin du 20^e siècle. Au cours du Xxe siècle, elle est passée de ferme à école, puis à nouveau à ferme et enfin à école. Vous vous demandez peut-être comment un bâtiment peut se déplacer autant ?

Tout cela tient à une différence de civilisation très importante entre les Finlandais et les Russes/Karels. Les Finlandais sont individualistes et vivent dans des fermes et des fermes familiales individuelles, travaillant leurs champs, parcelles et peuplements d'arbres privés. Les Russes sont communautaristes (rien à voir avec le communisme ; ils sont ainsi depuis plus de mille ans) et vivent dans des communautés soudées où beaucoup de choses sont partagées ; pas tellement les jardins potagers, mais certainement les champs et les pâturages et souvent le bétail, tandis que la propriété privée des forêts et autres parcelles de nature sauvage est considérée comme nettement non russe.

Les Finlandais ne poseraient aucun problème aux Russes, mais ils ont tendance à tomber sous l'influence des Suédois et des Allemands, qui ont causé bien des soucis aux Russes au fil des ans. La Carélie faisait partie de la République de Novgorod (de 1136 à 1478), mais pendant la Croisade de 1293-1295, les Suédois, accompagnés des Finlandais, ont envahi la région et beaucoup de Caréliens et de Russes ont été contraints d'évacuer vers Novgorod. La situation est restée instable jusqu'à la paix de Nystad de 1721, sous le règne de Pierre le Grand, au cours de laquelle la Suède a cédé à la Russie les Baltes et la Carélie a rejoint la Russie. Mais des complications surviennent après 1808, sous le règne d'Alexandre Ier, lorsque la Finlande fait partie de l'Empire russe à la suite du 11^e conflit armé avec la Suède en trois siècles. En tant que membres de l'Empire russe, les Finlandais jouissaient de nombreux privilèges, et l'un d'entre eux était le droit de s'installer en Carélie.

On ne sait pas quand l'école a été érigée pour la première fois, en tant que ferme, sur des fondations sans nom et abandonnées quelque part à l'extérieur du village, mais c'était certainement avant la guerre soviéto-finlandaise de 1939-40, à la suite de laquelle la partie de la Carélie sur laquelle elle se trouvait a été cédée à l'URSS. C'est à ce moment-là qu'elle a commencé à se déplacer.

À la suite de cette guerre, les Finlandais ont évacué et les Russes sont revenus. Ils n'avaient que faire des fermes familiales éloignées mais avaient besoin d'une école de village. Ils ont donc démonté le bâtiment en bois équarri et l'ont déplacé sur une nouvelle fondation au centre du village. Il a servi d'école jusqu'à ce que les nazis allemands, aidés par les nazis finlandais, envahissent le village. Les Finlandais qui avaient vécu là avant 1939 sont revenus, ont démonté l'école et l'ont replacée sur ses anciennes fondations. Quatre ans plus tard, l'Allemagne nazie est vaincue, la Carélie est à nouveau sous contrôle soviétique, les Finlandais sont à nouveau évacués et les Russes reviennent s'installer. Ils ont démonté la ferme et remonté l'école. Elle a ensuite servi d'école jusqu'à une date assez récente, où elle a été abandonnée au profit d'un nouveau bâtiment scolaire beaucoup plus grand (j'essaie toujours de rétablir la chronologie exacte).

Comment un bâtiment en bois peut-il durer aussi longtemps, bien qu'il ait été déplacé quatre fois au total ? Cela tient à l'excellente qualité du pin de Carélie. Les rondins ont été récoltés à des altitudes plus élevées (où le bois est beaucoup plus dense), ils ont été séchés de manière adéquate, puis fraisés et assemblés avec précision. Chaque pièce est numérotée et l'ensemble de la structure s'assemble comme un modèle Lego.



Après tout ce temps, et malgré un toit qui fuit parfois, seules quelques poutres présentent des signes de pourriture, et même celles-ci sont pourries à moins d'un tiers, de sorte que les parties pourries peuvent être grattées et le reste du bois traité avec un produit de préservation du bois pénétrant. La structure est remplie d'étope comme la coque d'un navire, ce qui la rend étanche à l'air.

Le bâtiment est loin d'être habitable. Jusqu'à présent, cet été, je lui ai donné un nouveau toit, j'ai abattu tous les arbres envahissants qui l'entouraient, je l'ai raccordé à la conduite d'eau principale (ce qui a nécessité le creusement d'une tranchée de 50 m de long et de 2 m de profondeur pour éviter le gel) et j'ai installé une fosse septique. La prochaine étape consistera à lui donner accès à la rue en passant au bulldozer et en revêtant un tronçon de route de 3 mètres sur 40.

Le résultat final vaudra tous ces efforts. Il s'agira d'une petite maison de maître bien rangée, avec 100 m² d'espace habitable au premier étage et 40 m² dans les combles du deuxième étage, avec des plafonds de 3 m de haut, un patio attenant et un grand bâtiment utilitaire construit sur des fondations existantes entourant une cour fermée. La région est d'une beauté époustouflante, avec une géographie variée qui comprend à peu près tout, y compris des fjords de granit. Le village est entouré de forêts accessibles à pied, est bordé par une rivière et se trouve à proximité de cinq lacs, grands et petits. La maison dispose déjà d'un branchement triphasé de 15 kW via un câble enterré et d'un accès Internet à haut débit. Elle se trouve à 10 minutes à pied d'une gare ferroviaire avec un service de trains de banlieue à grande vitesse vers St Petersburg. La route est à 5 km de l'autoroute. Je pense que cela ne me dérangera pas du tout de vivre là !

▲ [RETOUR](#) ▲

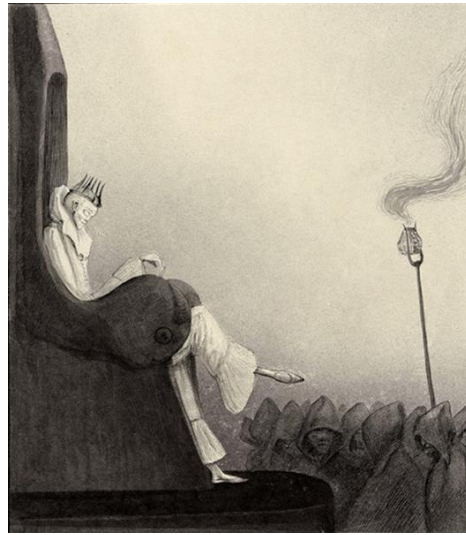
.Ernst Jünger contre le totalitarisme médical

Août 2022 – Source [Nicolas Bonnal](#)

L'esprit libertarien (ou encore libre) doit prendre soin de son corps, considérée comme une simple pièce détachée de l'entité techno-mondialiste.

Ernst Jünger est un des derniers grands esprits européens. Il avait vu qu'après 1945 l'homme technique allait remplacer l'homme tout court. Peut-être qu'il avait moins bien vu que les américains Dick ou

Packard le règne de la déglingue. Car le transhumanisme est un rêve de décrépît – de nonagénaire génocidaire – dont le premier à avoir eu le pressentiment génial fut le dessinateur autrichien Kubin. L'Autre Côté décrivait déjà notre société totalitaire déglinguée.



The Last King, 1902 – Alfred Kubin

Roi de la belle santé, roi des vins, des insectes, des plantes, voyages et chasses subtiles (relisez le début merveilleux des Falaises de marbre), Jünger prône une santé alcyonienne, homérique et la résistance contre la médecine totalitaire et technologique. On cite de l'écrivain le Traité du rebelle, ou le recours aux forêts (traduction Henri Plard) :

Quant à la santé, le modèle que chacun en porte en lui-même, c'est son corps intangible, créé au-delà du temps et de ses vicissitudes, qui transparaît dans l'enveloppe physique et dont l'efficace n'est pas moins sensible dans la guérison. Toute guérison met en jeu des vertus créatrices.

Avoir conscience de sa santé sans passer par les drogues et produits ? C'est le fait d'un être supérieur :

Dans l'état de parfaite santé, telle qu'elle est rare de nos jours, l'homme possède aussi la conscience de cet acte d'une créature divine, dont la présence met autour de lui un nimbe visible. Nous trouvons encore chez Homère la connaissance d'une telle fraîcheur, dont son monde est animé. Nous trouvons, unie à elle, une libre sérénité et plus les héros s'approchent des dieux, moins ils deviennent vulnérables – leur corps gagne en spiritualité.

Oui, et notre corps boosté devient aujourd'hui une machine déglinguée. Jünger impose la royauté du malade qui doit se faire l'ami de sa maladie (comme Rilke qui explique au jeune poète qu'il faut devenir l'ami de sa mort, chose compliquée par les temps qui courent) :

Actuellement encore, le salut dépend de ce rapport et il importe que l'homme se laisse guider par lui, ne dût-il que l'entrevoir. Le malade, non le médecin, est souverain, dispensateur d'une guérison qu'il tire de résidences inexpugnables. Il n'est perdu que si c'est lui qui perd l'accès de ces sources. L'homme semble souvent, dans son agonie, égaré, en quête de quelque objet. Il trouvera l'issue, en ce monde ou dans l'autre. On a déjà vu guérir bien des malades condamnés par les médecins, mais jamais celui qui s'est laissé aller.

Éviter les médecins et écouter son corps :

Éviter les médecins, s'en reposer sur la sagesse du corps, mais prêter à ses avis une oreille attentive, c'est pour le bien-portant la meilleure des ordonnances. Il en va de même du Rebelle, qui doit s'aguerrir en vue de situations où toute maladie autre que mortelle est considérée comme un luxe.

Et de résumer l'esprit du résistant à la sécu :

Quoi qu'on pense de ce monde de sécurité sociale, d'assurances-maladie, de fabriques de produits pharmaceutiques et de spécialistes – on est plus fort quand on peut se passer de tout cela.

Jünger voit donc le règne du totalitarisme étatique arriver :

Un trait suspect et qui doit inciter à une extrême vigilance, est l'influence croissante que commence à exercer l'État sur l'administration de la santé, en se couvrant le plus souvent de prétextes philanthropiques. En outre, le médecin étant, dans bien des cas, relevé de son secret professionnel, il faudra recommander la défiance envers toute consultation. Car on ne sait jamais dans quelles statistiques on est classé, ni s'il n'y en a pas d'autres que celles des organismes médicaux.

Nous avons vécu et revivrons le totalitarisme étatique en matière sanitaire et vaccinal ; or Jünger les explique :

Toutes ces fabriques de santé, avec des médecins fonctionnaires mal payés, dont les cures sont surveillées par la bureaucratie de la Sécurité sociale, sont suspectes et peuvent se muer tout d'un coup en figures inquiétantes, sans même que la guerre les y oblige. Il n'est alors nullement impossible, pour dire le moins, que leurs fichiers scrupuleusement tenus fournissent ces pièces au vu desquelles on pourra être interné, châtré ou liquidé.

Jünger décrit la conséquence de tout cela : le recours au charlatan ou au thaumaturge ; il me semble qu'ils ont disparu eux aussi, le pékin n'ayant même plus l'énergie pour sortir du système médical mutilant – ou carrément absent comme en France :

L'énorme clientèle que recrutent les charlatans et les guérisseurs ne s'explique pas seulement par la crédulité des masses, mais aussi par leur méfiance envers la pratique de la médecine et plus spécialement sa tendance à l'automatisme. Ces thaumaturges, malgré toute la grossièreté de leurs procédés, diffèrent cependant des médecins sur deux points importants : d'abord, ils traitent le malade comme un tout ; puis ils présentent la guérison comme un miracle. Tel est le trait qui satisfait un instinct demeuré sain et sur lequel se fondent les guérisons.

Aucune illusion à se faire :

Le monde des assurances, des vaccins, de l'hygiène minutieuse, du prolongement de la moyenne de vie représente-t-il un gain réel ? Il ne vaut pas la peine d'en débattre, puisque ce monde continue à s'épanouir et que les idées sur lesquelles il s'appuie ne sont pas encore épuisées. Le navire poursuivra sa course, au-delà même des catastrophes.

Le navire poursuivra sa course au-delà même des catastrophes...

▲ [RETOUR](#) ▲

.Se noyer dans la magie. Comment nos dirigeants sont possédés par les mêmes démons qu'ils ont lâchés sur nous.

Ugo Bardi Vendredi, 19 août, 2022

The Seneca Effect

*Les croissances sont lentes,
mais le chemin de la ruine est rapide*



$$E=mc^2$$

Famous Enstein's formula.

Hier, pour une raison quelconque, je repensais à la formule emblématique $E=mc^2$ d'Einstein. C'est fascinant de voir à quel point elle est devenue populaire et comment tout le monde y croit, même les personnes qui sont totalement convaincues que les alunissages n'ont jamais eu lieu. Mais ce qu'elle signifie réellement, eh bien, c'est une autre histoire, et pas une simple histoire. Par une curieuse coïncidence, j'ai vu aujourd'hui qu'elle était présentée sur le blog de Simon Sheridan avec la légende « Mec, c'est totalement magique ». Parfaitement exact. Sheridan produit une série de billets extrêmement intéressants sur les fondements magiques de notre société. Celui-ci est correctement intitulé « Se noyer dans la magie ».

Simon Sheridan à son meilleur. Nos dirigeants sont-ils possédés par les mêmes démons qu'ils déchaînent contre nous ?

• • •

Se noyer dans la magie

Simon Sheridan 19 août 2022

Dans le billet de la semaine dernière, j'ai présenté une interprétation de la psychologie freudienne comme étant la redécouverte de la conscience magique en Occident. Selon Freud, toutes les sociétés sont fondées sur la répression des instincts et des pulsions. Mais si ces instincts et ces pulsions représentent une énergie primitive, lorsque cette énergie est canalisée dans les structures de la société, elle devient magique, car la magie est, par définition, la canalisation de l'énergie. Lorsque la société canalise l'énergie magique, elle est dite exotérique. Lorsque l'individu canalise l'énergie, on parle d'ésotérisme.

Bien que je ne l'aie pas réalisé à l'époque, cette interprétation correspond également aux développements de la physique moderne, par exemple la masse et l'énergie sont des manifestations différentes de la même chose. Le matérialisme et la magie sont donc également des manifestations différentes de la même chose. Quoi qu'il en soit, nous utilisons ici la lentille de la magie (énergie) plutôt que la lentille matérialiste qui est toujours l'option par défaut dans l'Occident moderne.

Pendant la majeure partie de l'histoire de l'humanité, l'énergie magique disponible pour toute société était limitée par le manque de « connectivité ». Une façon de voir l'Église en Europe (et avant cela dans l'empire romain), était un réseau qui s'étendait au-delà des frontières géographiques et politiques et canalisait l'énergie magique. Cela expliquerait pourquoi l'Église a utilisé ce réseau pour supprimer activement la magie populaire. Elle ne voulait pas de concurrence. Le pouvoir magique de l'Église était allié au pouvoir politique jusqu'au 19^e siècle. Certains cyniques matérialistes pourraient dire que l'Église était le bras de propagande de l'État. Pour paraphraser Napoléon, la religion était la seule chose qui empêchait le public de défenestrer le 1%.

$$E=mc^2$$

Famous Enstein's formula.

Formula expressing the equivalence of mass and energy.

Mec, c'est totalement magique



Un défilé de la fête du travail

Le 19^e siècle a été un tournant lorsque le pouvoir magique de l'Église a commencé à s'estomper et que l'État a pris l'ascendant. Ce n'est pas une coïncidence si c'est à cette époque que le mouvement ouvrier est né. Lorsque l'Église a cédé son pouvoir sur le public, d'autres acteurs ont pris la relève. Nous pouvons expliquer tout cela en termes politiques matérialistes, comme l'a fait Marx. Mais cela néglige la mesure dans laquelle la politique moderne est basée sur le pouvoir magique. La capacité de former des groupes et de canaliser l'énergie en votes est le moteur d'une démocratie. Les aspects pratiques de ce processus nécessitent de la magie. C'est pourquoi le Manifeste Communiste était nécessaire aux côtés du matérialisme historique.

Ainsi, nous nous retrouvons au début du 20^e siècle avec deux bases de pouvoir magico-politique dans le Travail et le Capital. Cette dynamique a commencé à se dissoudre après la deuxième guerre mondiale. Cela s'explique en partie par le fait que les travailleurs ont obtenu un certain nombre de concessions de la part du capital, ce qui a allégé la pression (l'énergie) dans la sphère politique. Mais il y a eu quelques autres tendances importantes.

La première était l'avènement du **consumérisme** et c'est là que nous voyons la magie appliquée du marketing moderne via Edward Bernays, comme nous l'avons vu dans le dernier article. Les travailleurs ne devaient plus être battus pour se soumettre sur les quais et les piquets de grève. Au contraire, ils allaient être transformés en consommateurs grâce à la magie de la publicité moderne. Tout cela était payé par le capital, qui était celui qui vendait les produits et qui avait donc tout à gagner de cet arrangement. Dans le processus, cependant, le marketing est passé d'un appel à la raison à un appel à la déraison, c'est-à-dire à la magie. Le succès du nouveau système a fait que des quantités croissantes de magie ont été pratiquées sous l'apparence d'une « économie de marché libre ».



L'économie de consommation et le marketing magique qui lui est associé ont encore réduit la base énergétique magique du mouvement ouvrier. L'apparition de Blair, Clinton et Keating à la tête des partis travaillistes dans les années 90 était en fait le symbole officiel que tout était fini. Ces soi-disant leaders syndicaux ont rapidement mis en œuvre l'agenda économique néolibéral. Il a fallu environ 20 ans, un temps très court en termes historiques, pour que le retour de bâton se manifeste sous la forme de Trump et du Brexit. Mais il était déjà trop tard.

Je ne pense pas que ce soit une coïncidence que ce soit aussi l'ère du "spin" en politique. Non pas que la politique ait été un bastion de la pureté morale auparavant, mais il y a eu un relâchement notable, dirons-nous, des restrictions morales à cette époque. Mais le spin n'est que l'utilisation de la même Magie appliquée qui avait déjà fait ses preuves dans l'économie de consommation dans le domaine de la politique. Certains ont appelé cela **l'ère de la politique « post-vérité »**. Mais dans notre terminologie, c'est l'ère de la magie. Combinée aux niveaux déjà élevés de magie pratiqués dans l'économie de marché, cette dose supplémentaire de magie dans le discours public semble s'être faite principalement au détriment de la discussion rationnelle. Puis est arrivé le développement suivant qui a vraiment changé l'équation : l'internet.

D'une certaine manière, **l'internet** suit l'autre développement de l'après-guerre que nous pouvons analyser à l'aide de la lentille magique, à savoir l'essor de la culture pop, c'est-à-dire le sexe, la drogue et le rock'n'roll. Il s'agit d'un mouvement magique ascendant et populaire qui a permis à quatre ouvriers de Liverpool de devenir les Beatles et à un marginal américain talentueux mais désorganisé de devenir Jimi Hendrix. Bien que peu de gens y aient pensé de cette manière, le mouvement reposait sur le même type de spiritualité ésotérique que celle

qui était devenue populaire au XIXe siècle. C'était une sorte de magie personnelle. Comme l'a fait remarquer Frank Zappa, les capitalistes des maisons de disques n'avaient aucune idée de ce qui se passait, mais ils étaient heureux de laisser faire, car cela leur rapportait de petites fortunes. Ils possédaient l'infrastructure. L'énergie, la magie, venait des gens sur la scène. Ce même schéma se reproduira plus tard sur Internet, notamment avec l'essor des médias sociaux.

Le grunge était le dernier souffle du rock'n'roll



Le rock'n'roll s'est éteint peu après l'arrivée d'Internet, et pas seulement parce que les gens accordent désormais plus d'attention au téléchargement de selfies d'eux-mêmes lors d'un concert qu'à la musique. Il y a une raison économique évidente, à savoir qu'Internet a détruit le monopole des maisons de disques sur la distribution de la musique. Sans ce contrôle sur l'offre, le marché a été inondé, le prix a baissé et une course classique vers le bas s'est rapidement ensuivie.

D'un point de vue magique, ce qui s'est produit est la dissipation de l'énergie. L'ancien système des maisons de disques canalisait l'énergie provenant de la scène musicale de base. Lorsque ce système s'est effondré, l'énergie a été dispersée et le pouvoir a disparu. La même chose est arrivée à tout autre domaine qui reposait sur l'échange d'informations. Celui qui a peut-être eu l'effet le plus profond sur le discours public a été

la disparition des médias d'information en tant que (véritable) quatrième pouvoir. Là encore, ce phénomène est dû à l'effondrement du modèle économique causé par la perte du monopole de l'offre, mais, en termes magiques, on peut y voir une dispersion de l'énergie.

Au début des années 90, le mouvement ascendant qui s'était manifesté dans la culture pop de l'après-guerre a été canalisé vers l'internet. Steve Jobs est le meilleur représentant de cette évolution, car les premiers praticiens de l'Internet et de l'informatique étaient étroitement liés à d'autres mouvements ésotériques ascendants qui avaient lieu. Steve Jobs traînait avec les hippies du nord de la Californie et parlait de pensée systémique et de logiciels libres.

Il a ensuite développé l'iPhone et est devenu millionnaire. S'est-il vendu ? A-t-il ouvert la porte à un raz-de-marée de narcissisme ? Peut-être. Mais est-ce vraiment la faute de Jobs ? Vous pouvez faire toutes sortes de choses avec votre iPhone. Vous pouvez l'utiliser pour regarder du porno ou poster des vidéos de vous dansant à moitié nu sur TikTok, ou vous pouvez l'utiliser pour dicter le prochain Guerre et Paix. Le fait que la plupart des gens l'utilisent pour la première chose et non pour la seconde n'est pas vraiment la faute de Jobs. L'internet et l'iPhone ont réussi à mettre en réseau des milliards de personnes à travers le monde, ce qui a eu d'énormes ramifications magiques.

Avec l'effondrement magique du travail qui est devenu officiel au début des années 90, la situation politique dans tous les pays occidentaux était qu'il n'y avait plus une seule différence entre les deux principaux partis. La plupart des pays sont devenus essentiellement des États à parti unique. Pendant ce temps, le public n'était plus divisé mais était devenu une masse unique de consommateurs. Les techniques magiques qui avaient si bien fonctionné pour vendre des produits sont devenues omniprésentes dans la sphère politique. Avec l'effondrement de l'Union soviétique, tout cela s'est traduit par une énorme quantité de pouvoir (énergie magique) soudainement concentrée dans les mains des « élites » occidentales. Dire que le pouvoir leur est monté à la tête est un euphémisme.

Un point clé à garder à l'esprit est que les élites ont pratiqué une forme de magie qui avait été découverte accidentellement par la psychologie freudienne. Mais elles n'appellent pas cela de la magie. Elles appellent cela du marketing, des relations publiques, de la manipulation, des unités de pression ou autre. L'explication typique des théoriciens de la conspiration est qu'ils sont tous des psychopathes qui utilisent des tactiques de manipulation pour confondre et tromper le public. Il ne fait aucun doute que certains d'entre eux sont des psychopathes. Mais

si nous envisageons la question en termes magiques et que nous supposons qu'aucun d'entre eux ne sait ce qu'il fait en matière de magie, une autre possibilité s'offre à nous : ils sont possédés par leur propre magie.

L'hypnose robotique d'un ~~Justin Trudeau~~ avec son intonation toujours parfaite, si sérieuse, ou d'une Jacinda Ardern avec son « sourire » automatique ou ici à Victoria avec notre propre terminateur politique, **le dictateur Dan Andrews**, trahit toutes les caractéristiques de la possession magique. La politique moderne est devenue presque entièrement basée sur la magie, à l'exclusion de la raison et de la logique. Sinon, pourquoi les politiciens soutiennent-ils continuellement des projets qui n'ont aucune chance de fonctionner (comme arrêter un virus respiratoire avec un vaccin expérimental). **Cela ferait d'eux non seulement des psychopathes, mais aussi des imbéciles.**

La politique n'est plus qu'un jeu de pouvoir et la magie est le pouvoir. Mais lorsque vous pratiquez la politique comme un simple jeu de pouvoir, lorsque vous êtes prêt à dire n'importe quoi, absolument n'importe quoi, pour conserver le pouvoir, vous devez abandonner tout dernier vestige de la conscience mentale, c'est-à-dire toute dernière prise sur la raison, la logique et la loi. Cela me semble être une assez bonne description de l'état actuel des dirigeants de la plupart des nations occidentales.

Ainsi, nous avons une forme de magie qui est la magie descendante des élites, canalisée principalement par les médias grand public qui sont maintenant la propriété de l'État, des entreprises et des milliardaires, les seules entités de la société qui paient encore pour leurs services. L'autre forme primaire de magie repose sur le public via l'internet. C'est la magie personnelle, ésotérique, qui a commencé sérieusement avec la culture pop de l'après-guerre. La manière dont cette énergie est canalisée est la même que celle du vieux modèle de l'industrie du disque. Les capitalistes ne possèdent que l'infrastructure, c'est-à-dire les plateformes de médias sociaux, les moteurs de recherche et les fermes de serveurs. L'énergie vient de la base. Cette énergie est principalement dissipée dans le narcissisme, mais les effets de réseau de l'internet permettent de nouvelles explosions non coordonnées et décentralisées.

Ces explosions ressemblent beaucoup au genre de boucles de rétroaction positive que nous avons vues dans les cycles d'expansion et de récession du capitalisme du 19^e siècle. Du point de vue de la Conscience Mentale, ils semblent fous et irrationnels et c'est parce que la cause et l'effet ne sont pas pris en compte. Personne n'aurait pu prédire que les Beatles deviendraient les Beatles, que James Marshall deviendrait Jimi Hendrix ou qu'Apple Computers deviendrait la plus grande entreprise du monde. De même, personne n'aurait pu prédire que Trump deviendrait président ou qu'un prétendu nouveau virus du rhume découvert en Chine entraînerait un bouleversement de l'ensemble de l'économie mondiale.

Rien de tout cela ne peut être analysé de manière logique, rationnelle et causale. Mais la magie ne se soucie pas de la logique et de la raison. Il ne se soucie que de l'énergie et de la façon dont elle est canalisée. Internet est le nouveau moyen par lequel cette canalisation se produit. Trump n'aurait jamais pu gagner sans Internet et le Corona-virus n'aurait jamais pu se produire sans Internet. Il a fallu des effets de réseau, le conglomerat aléatoire d'énergie individuelle en une boule de neige géante d'énergie canalisée par Internet, pour que ces choses se produisent.

Dans la présidence de Trump, nous avons vu les forces magiques ascendantes de l'internet vaincre les forces magiques descendantes des élites et c'est pourquoi les élites ont procédé à une panique totale et ont été réduites à une incohérence boursouflée. Le Corona présentait également toutes les caractéristiques d'un événement magique ascendant, encore une fois par le biais d'Internet où l'on dénombre quotidiennement des cas et des vidéos de personnes supposées s'effondrer dans la rue en Chine ou ailleurs. Il n'est pas difficile de voir que les adversaires de Trump ont vu très tôt ce qui pouvait être fait avec la situation et ont commencé à verser de l'essence sur le feu.

Où vont aller les choses à partir de maintenant ? L'Occident va-t-il complètement se fondre dans la Conscience Magique ? Peut-être. Mais le problème est que vous ne pouvez pas gérer une économie industrielle avancée de cette façon. Il faut au moins un minimum de conscience mentale pour que cela fonctionne. Mais l'économie

industrielle avancée est à la base de la société moderne, y compris Internet. Si elle disparaît, la magie disparaît aussi. Nous en reparlerons dans le prochain billet.

▲ [RETOUR](#) ▲

Vidéo : LA CROISSANCE N'EST PLUS POSSIBLE

Avec Philippe Bihouix 15 août 2022



<https://www.youtube.com/watch?v=5tlfICUGwl0>

CHAPITRES :

- [0 :00](#) – Qui est Philippe Bihouix ?
- [4 :10](#) – L'hypothèse Gaïa / La vie vs l'entropie
- [10 :00](#) – Est-ce qu'on a dépassé la limite ?
- [14 :00](#) – La croissance n'est pas réaliste.
- [20 :15](#) – L'effet rebond !
- [22 :30](#) – Hydrogène = Greenwashing ?
- [26 :00](#) – Toutes les voitures en électrique ?
- [30 :03](#) – Grosse voiture vs petite voiture = 1 à 10x plus de batteries
- [33 :55](#) – La Transition écologique ?
- [35 :55](#) – Minerais au Nord Kivu (Est du de la RD.Congo)
- [39 :29](#) – Y assez de métaux sur terre ?
- [41 :15](#) – 2€ de matière première dans un smartphone !
- [45 :45](#) – Moins de 1% de recyclage de nos objets électronique.
- [52 :45](#) – L'économie circulaire c'est quoi ?
- [55 :40](#) – La 5G est un exemple d'effet rebond.
- [1 :02 :15](#) – La croissance verte Fake ou Réalité ?
- [1 :04 :55](#) – conseils pour les abonnés !

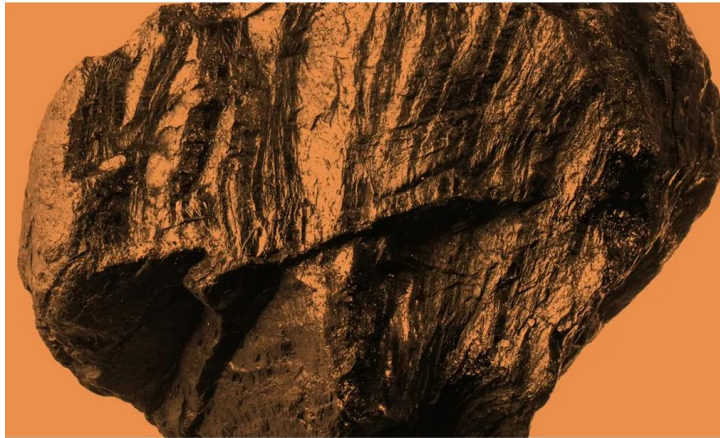
▲ [RETOUR](#) ▲

L'économie mondiale peut-elle survivre sans les combustibles fossiles ?

[Larry Elliott](#) 8 avril 2015 [The Guardian.com](#)



Jean-Pierre : article d'une grande pauvreté écrit par un vrai journaliste, c'est-à-dire « un personnage qui ne connaît absolument rien des sujets dont il parle ». Il y a quand même des passages intéressants et d'autres parfaitement ridicule.



Les trois derniers siècles de progrès ont été alimentés par le charbon, le pétrole et le gaz. Brûler une grande partie de ce qui reste conduira à une catastrophe environnementale et économique. ~~Voici comment sauver la planète sans renoncer à la croissance.~~ <Ce journaliste n'explique absolument pas comment sauver la planète sans renoncer à la croissance>.

Les derniers chapitres de *The Bone Clocks*, le roman de David Mitchell paru en 2014, décrivent un avenir dans lequel le progrès s'est inversé. En 2043, l'ère des combustibles fossiles est révolue : les centrales nucléaires sont en train de fondre, il n'y a plus d'accès au réseau électrique et les panneaux solaires sont si prisés qu'ils sont pillés. Le changement climatique catastrophique est devenu une réalité. La hausse du niveau des mers a provoqué des inondations dans le métro de New York, faisant des milliers de victimes. La couverture Internet est inégale, la nourriture et les biens de consommation sont rares, et les médicaments vitaux comme l'insuline sont difficiles à trouver.

C'est une vision dystopique qui ressemble à une version brutale et dangereuse du passé – qui ne ressemble pas du tout à l'avenir promis lorsque la guerre froide s'est terminée par la victoire du modèle capitaliste occidental. Si elle se réalise, ce sera parce que, malgré tous les avertissements, le changement climatique n'a pas été pris suffisamment au sérieux.

Voici l'un de ces avertissements : « *Pendant des générations, nous avons supposé que les efforts de l'humanité laisseraient stable l'équilibre fondamental des systèmes et de l'atmosphère de la planète. Mais il est possible qu'avec tous ces énormes changements – population, agriculture, utilisation des combustibles fossiles – concentrés sur une période de temps si courte, nous ayons involontairement commencé une expérience massive avec le système de cette planète elle-même.* » C'était Margaret Thatcher, dans un discours prononcé devant l'élite scientifique britannique en 1988. Thatcher n'était pas une négationniste du changement climatique. Elle a déclaré à la Royal Society que son gouvernement soutenait l'idée d'un développement économique durable, et a conclu : « *Une prospérité stable peut être atteinte dans le monde entier, à condition que l'environnement soit entretenu et sauvegardé. Protéger cet équilibre de la nature est donc l'un des grands défis de la fin du 20^e siècle.* »

Ce n'était pourtant qu'un discours à une époque de grands bouleversements mondiaux : la Chine libérait son économie ; l'apartheid était à l'agonie en Afrique du Sud ; surtout, la guerre froide s'achevait par la défaite de l'Union soviétique. « *Nous savons ce qui fonctionne* », a déclaré à l'époque le président américain George HW Bush. « *Les marchés libres fonctionnent.* »

Le modèle de marché s'est rapidement répandu dans des régions du monde qu'il ne pouvait auparavant pas toucher : en Chine, où les réformes entamées par Deng Xiaoping ont été accélérées ; en Inde, où l'idée que la plus

grande démocratie du monde pouvait faire cavalier seul a été abandonnée ; en Union soviétique et dans ses anciens satellites, qui ont reçu une forte dose de traitement de choc économique. **En cinq ans, la portée de l'économie de marché a été étendue à trois milliards de personnes supplémentaires.**

Certains endroits sont restés hors limites. Cuba, soumis à un embargo économique américain, était l'un de ces pays. Après des décennies de dépendance vis-à-vis de Moscou pour le pétrole, les engrais chimiques, les pesticides et une grande partie de sa nourriture, le gouvernement de Fidel Castro a été confronté à une crise. L'économie s'est contractée et un rationnement alimentaire strict a été imposé. Il y a une grave pénurie de carburant pour les tracteurs. L'apport calorique a diminué d'un tiers. Le gouvernement cubain réagit en créant des fermes urbaines : l'agriculture devient locale, à petite échelle et – par nécessité – biologique. La production alimentaire est devenue moins gourmande en pétrole, chaque parcelle de terre étant exploitée. Si le dénouement du roman de Mitchell présente un avenir effrayant, **Cuba offre une autre esquisse de ce qui pourrait nous attendre** si la transition d'un monde alimenté par des combustibles fossiles vers un monde fonctionnant avec des énergies renouvelables ne se déroule pas comme prévu – moins apocalyptique que *The Bone Clocks*, mais avec des inconvénients considérables. La campagne « *Cultivez chez vous* » n'a connu qu'un succès partiel : un quart de siècle plus tard, la nourriture est toujours rationnée à Cuba.

La plupart des pays du monde ont pris une direction différente. L'Occident a connu un long boom économique qui a duré du début des années 1990 jusqu'au krach financier de 2007. Les taux de croissance du monde développé étaient toutefois éclipsés par ceux de certaines des plus grandes économies émergentes. Après le krach, alors que le monde développé s'efforçait de sortir de la crise la plus grave depuis la Grande Dépression, ce sont la Chine et l'Inde qui ont joué le rôle de moteurs de la croissance.

En termes de réduction du nombre de personnes vivant sous **le seuil de pauvreté mondial de 1,25 dollar** (84 pence) **par jour**, le modèle de capitalisme de l'après-guerre froide a été un succès. Moins de personnes souffrent de la faim. Un plus grand nombre a accès aux soins de santé et à l'éducation. La taille de la classe moyenne mondiale a augmenté, et les consommateurs de Shanghai et de Mumbai ont pu s'offrir des voitures et des réfrigérateurs-congérateurs.



Mais ce processus a eu deux effets secondaires peu attrayants. Le premier est que l'équilibre du pouvoir sur le lieu de travail a basculé de manière décisive en faveur du capital par rapport au travail : avec une abondance de travailleurs bon marché parmi lesquels choisir, les employeurs peuvent être méchants avec les salaires. La seconde est que le triomphe du marché a exercé une pression sur la planète, exactement comme Thatcher le soupçonnait. À mesure que l'Occident délocalisait sa production vers des centres à faible coût en Asie, la demande d'énergie en Chine, en Inde et en Indonésie a explosé. La mondialisation signifie que les habitants des pays en développement savent comment nous vivons à l'Ouest et veulent un peu de ce que nous avons. Outre l'augmentation des dépenses de consommation, cela signifie également une hausse de la demande d'énergie, dont la majeure partie provient des combustibles fossiles. **La Chine construit actuellement une nouvelle centrale électrique au charbon toutes les deux semaines.** La combustion de combustibles fossiles rejette du carbone dans l'atmosphère et, de l'avis général des scientifiques, cela entraîne une accumulation de gaz à effet de serre

qui provoque un réchauffement de la planète.

Selon les scientifiques, il n'est pas possible de brûler toutes les réserves prouvées de combustibles fossiles détenues par les entreprises et les gouvernements si l'on veut avoir une chance réaliste d'empêcher la hausse des températures mondiales de dépasser le seuil de dangerosité de 2°C, reconnu précédemment. Entre deux tiers et quatre cinquièmes de ces réserves devront être **laissées dans le sol**.

En termes de réduction de la pauvreté dans le monde, le capitalisme a été un succès, mais cette croissance a exercé une pression sur la planète.

La question est donc de savoir s'il est possible de marier deux objectifs apparemment contradictoires. Pouvons-nous imaginer un avenir plus propre, plus vert et plus durable – qui évite l'apocalypse climatique – sans renoncer à l'idée de croissance et, partant, sans forcer le déclin des niveaux de vie ? La réponse est que ce sera diablement difficile, mais que c'est tout à fait faisable si nous faisons les bons choix – et commençons à les faire maintenant.

Petit à petit, les dirigeants commencent à comprendre ce qui est en jeu : si nous continuons à faire croître l'économie mondiale au rythme actuel et à dépendre des combustibles fossiles pour alimenter cette croissance, la planète va cuire. Tout le monde n'adhère pas à ce discours, bien sûr. L'un des défis auxquels sont confrontés ceux qui souhaitent réduire l'utilisation des combustibles fossiles est qu'il n'existe pas de consensus politique sur la lutte contre le changement climatique. Les partisans du maintien du statu quo affirment que le consensus scientifique se trompe sur le changement climatique ou que les climatologues ont exagéré les risques, qui peuvent être combattus lorsqu'ils se manifestent.

Mais Barack Obama ne pense pas ainsi, pas plus que le président chinois, Xi Jinping, et c'est pourquoi ils ont signé en novembre 2014 un accord fixant des objectifs pour les émissions de CO2 jusqu'en 2030. Mark Carney, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, n'y croit pas non plus, et c'est pourquoi il a rendu public, lors de l'assemblée annuelle 2014 de la Banque mondiale, son point de vue selon lequel **la « grande majorité des réserves de combustibles fossiles sont imbrûlables »** si nous voulons maintenir l'augmentation des températures mondiales en dessous de **2 degrés C**.



Alors que le monde se remet à peine d'une récession mondiale, les responsables politiques s'inquiètent d'une autre. Lors des réunions du Fonds monétaire international et du G20, la question est de savoir si le prochain krach financier sera provoqué par le gonflement de la bulle du carbone – l'idée que la valorisation boursière des entreprises de combustibles fossiles a été gonflée par la surestimation de la valeur des réserves de pétrole, de charbon et de gaz qui ne pourraient être exploitées qu'en mettant le climat en danger. Dans le cas improbable où les investisseurs se retireraient tous en même temps des combustibles fossiles, le résultat serait bien pire que celui qui a suivi la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008 – un krach boursier colossal, suivi d'un effondrement tout aussi épique. La Banque d'Angleterre est suffisamment inquiète pour avoir lancé une enquête sur les risques que cela se produise.

Les chances de voir se produire un tel effondrement des marchés financiers sont encore faibles. En partie, c'est

parce que les investisseurs vont probablement agir lentement. C'est aussi parce que les réserves des grandes entreprises occidentales de combustibles fossiles ne représentent qu'une petite partie du total mondial et qu'il est difficile d'imaginer que Vladimir Poutine soit trop perturbé par une campagne de désinvestissement.

Mais le risque est désormais présent – et croissant – parce que les décideurs politiques se sont réveillés aux risques du changement climatique. « *Il y a eu deux terribles prises de conscience* », déclare Michael Jacobs, qui conseillait Gordon Brown sur cette question. « *Nous avons commencé trop tard, et peu importe la quantité d'énergie solaire et éolienne, vous continuez à brûler tout le charbon, le pétrole et le gaz. Même si vous le faites plus lentement, cela ira quand même dans l'atmosphère et provoquera un changement climatique.* » Jacobs ajoute qu'au cours du dernier quart de siècle, alors que les pays auraient pu mettre en place l'infrastructure d'une nouvelle économie verte, ils ont fait le chemin inverse. Ils ont investi dans des centrales électriques fonctionnant aux combustibles fossiles et construit des bâtiments à faible consommation d'énergie dans des villes conçues pour les voitures.

M. Carney estime que le changement climatique est le problème à moyen terme de notre époque, mais il parle de la « *tragédie des horizons* ». Il entend par là que les banques centrales et les ministres des finances sont constitués pour traiter des problèmes à court terme, comme la question de savoir si l'inflation atteindra son objectif dans deux ou trois ans, ou si une nouvelle bulle immobilière peut être évitée avant la fin de la décennie. Les gouvernements pensent au changement climatique, mais ils ont d'autres priorités plus immédiates : réduire le chômage, augmenter le niveau de vie et, dans le cas des politiciens plutôt que des technocrates qui dirigent les banques centrales, se faire réélire.

Pour certains membres du mouvement écologiste – les « verts profonds » – il semble inutile d'attendre des hommes politiques qu'ils prennent des mesures significatives contre le changement climatique : ils sont obsédés par la croissance pour elle-même, plient le genou devant les entreprises de combustibles fossiles lorsqu'elles demandent des allègements fiscaux et des subventions, et sont réticents à soutenir le potentiel des énergies renouvelables. Afin d'éviter un suicide écologique, ils affirment que nous devons d'abord reconnaître que le capitalisme est un obstacle insurmontable à toute réduction de notre consommation de combustibles fossiles. Tout cela est peut-être vrai, mais laisse sans réponse la question de savoir comment passer de la situation actuelle au type de monde que les Verts profonds souhaitent voir.

Commençons par une idée de base : 250 ans de croissance fondée sur l'exploitation des combustibles fossiles ont apporté de réels bénéfices. D'aucuns pourraient prétendre le contraire, mais **la vie dans le monde avant la révolution industrielle était vraiment méchante, brutale et courte. L'espérance de vie était de 40 ans au mieux, la semaine de travail était longue, les maladies étaient légion et les régimes alimentaires étaient pauvres.** Pour la grande majorité de la population, la vie était strictement sans fioritures, comme elle l'avait été pendant plus d'un millénaire. L'actuel gouvernement de coalition britannique a été critiqué pour avoir laissé l'économie stagner pendant quelques années, mais le revenu par habitant n'a pratiquement pas augmenté au cours des 1 300 ans qui se sont écoulés entre la mise à sac de Rome et le milieu du 18^e siècle. L'accélération de la croissance et les fortes augmentations du niveau de vie n'ont réellement commencé qu'avec la révolution industrielle ; elles n'auraient pas eu lieu sans l'exploitation des combustibles fossiles.

Au fil des ans, l'idée que toute croissance est bonne s'est ancrée. Les parents s'attendaient à ce que leurs enfants soient mieux lotis qu'eux. Les entreprises qui ne se développaient pas étaient considérées comme des échecs. Un mot de quatre lettres sous-tendait l'économie : plus. Et cela, malgré les rapports de durabilité des entreprises et le blanchiment écologique, reste le cas, même pour les entreprises les plus optimistes. Unilever veut vendre plus de savon et de déodorant. John Lewis commande des publicités coûteuses pour nous encourager à dépenser plus à Noël. Ici, au Guardian, nous voulons vendre plus de journaux, et plus de publicités aux entreprises qui vendent leurs propres biens et services aux lecteurs.

Mais l'économie du plus et l'augmentation rapide de la population ont créé des problèmes imprévus à l'époque de la machine à vapeur de James Watt. À la fin du XVIII^e siècle, la planète comptait moins d'un milliard

d'habitants. Aujourd'hui, il y en a plus de 7 milliards. Les besoins énergétiques d'une population mondiale plus nombreuse et plus riche ont été multipliés par six au cours des 50 dernières années. Près de 90 % de cette énergie est fournie par des combustibles fossiles – charbon, gaz et pétrole. Les températures mondiales ont augmenté de près de 1 °C par rapport aux niveaux préindustriels, et le nombre de catastrophes naturelles liées aux conditions météorologiques a augmenté. Ceux qui affirment que le réchauffement climatique d'origine humaine n'a pas lieu semblent de plus en plus certains de se retrouver du mauvais côté de l'histoire, qui jugera sévèrement notre incapacité à agir jusqu'à ce que la menace devienne si évidente que nous n'ayons plus d'autres options.

Les sceptiques du changement climatique sont plus nombreux que nous aimerions le croire. Mais le problème va bien au-delà de personnalités telles que Tony Abbott, le premier ministre australien, ou Nigel Lawson, l'ancien chancelier de l'échiquier britannique, ou encore de tous les républicains qui espèrent remporter l'investiture pour la course à la présidence américaine de 2016. Ce problème, c'est nous. Dieter Helm, professeur d'études énergétiques à l'université d'Oxford, déclare : « *Il n'est pas évident que nous prenions le changement climatique très au sérieux. Nous voulons que les autres fassent quelque chose, nous voulons désinvestir des entreprises, mais qu'en est-il de nous ? Nous sommes en fin de compte les consommateurs de ces produits à base de carbone, et lorsque nous élisons des politiciens, ce qui est inquiétant, c'est que nous ne sommes pas prêts à dire : 'Faites-nous payer pour les dommages et la pollution que nous causons' ».*

C'est une pensée inconfortable. Si le changement climatique peut simplement être imputé à « l'homme », aux méfaits du capitalisme ou à une cabale d'entreprises de combustibles fossiles qui s'acharnent à détruire la planète, alors la solution consiste à s'attaquer à l'homme, à remplacer le capitalisme par quelque chose de plus gentil et à obliger les entreprises de combustibles fossiles à fermer leurs portes.

En un mois, l'Africain subsaharien moyen consomme la même quantité d'énergie que le Britannique moyen en une journée.

Mais si l'on peut en attribuer la responsabilité à « nous », la réponse n'est pas aussi simple. Les combustibles fossiles sont utilisés pour fabriquer et alimenter les téléphones mobiles, les tablettes et les ordinateurs portables. Rien ne prouve que nous voulions en avoir moins. **Il n'y aurait pas non plus beaucoup de soutien pour un retour à l'époque d'avant les réfrigérateurs, les cuisinières à gaz, les machines à laver et les aspirateurs.** Fumer dans un restaurant ou un bar n'est plus socialement acceptable ; tant qu'il n'en sera pas de même pour conduire son fils ou sa fille à l'école dans un 4x4 gourmand en carburant, M. Helm a raison : nous ne prenons pas le changement climatique très au sérieux.

C'est l'une des raisons pour lesquelles l'approche « vert profond » du changement climatique est très difficile à mettre en œuvre. Les entreprises de combustibles fossiles sont en activité parce que nous voulons les produits fabriqués et alimentés par les combustibles fossiles. Ce n'est pas seulement une question d'offre, mais aussi une question de demande, ce qui explique pourquoi de nombreuses personnes possèdent aujourd'hui plus d'un smartphone et convoitent la montre Apple. Cela nous rend-il plus heureux ? Selon Betsey Stevenson et Justin Wolfers, économistes à l'université du Michigan, aux États-Unis, il est prouvé que le bien-être augmente avec le revenu et que le point de saturation n'a pas encore été atteint, même dans les pays les plus riches. L'expérience de ces dernières années semble confirmer l'argument de Stevenson-Wolfers : l'idée selon laquelle, au-delà d'un certain niveau de prospérité, il n'y a pas de lien entre le bonheur et le revenu n'a pas encore été testée à une époque où le niveau de vie a stagné. Mais rien ne prouve jusqu'à présent que le public soit très enthousiaste à l'idée que sa situation se dégrade.

Le deuxième problème de l'approche « vert profond » est que, même en supposant que l'on puisse persuader les riches occidentaux de réduire leur consommation, cela n'empêcherait pas les émissions de CO2 d'augmenter. En effet, la véritable croissance de la demande énergétique proviendra désormais des pays en développement.



Les pays d'Afrique subsaharienne comptent environ 630 millions de personnes privées d'électricité. Outre l'impact sur les ménages, les pénuries d'électricité freinent la croissance et la création d'emplois. Les entreprises doivent dépendre de générateurs coûteux, ce qui renchérit le prix des marchandises. En dehors de l'Afrique du Sud, le charbon ne représente qu'une petite partie de l'histoire de l'électricité. L'Afrique est beaucoup plus verte que le Royaume-Uni, les États-Unis ou l'Allemagne, en grande partie grâce à l'énergie hydroélectrique dans des pays comme l'Éthiopie. Son empreinte carbone est minuscule. Toujours en laissant de côté l'Afrique du Sud, la personne moyenne en Afrique subsaharienne consomme la même quantité d'énergie en un mois que le Britannique moyen en une journée, selon Kevin Watkins, directeur de l'Overseas Development Institute du Royaume-Uni.

Il ne fait aucun doute que **la consommation énergétique de l'Afrique va augmenter. Elle dispose d'abondantes réserves de charbon** – le plus nuisible des combustibles fossiles – et des pays comme l'Angola et le Nigeria sont d'importants exportateurs de pétrole. ~~Une solution consisterait à renoncer entièrement aux combustibles fossiles et à passer directement aux énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire, mais, selon M. Watkins, cette solution est trop coûteuse pour que la plupart des pays puissent l'envisager.~~ *« Atteindre l'accès universel et décupler la production d'électricité nécessitera d'énormes investissements nationaux et un gros effort de financement international. »*

Il y a donc un choix à faire. ~~Le reste du monde peut aider les pays africains pauvres à assumer le coût du développement des énergies renouvelables ; le reste du monde peut fournir à l'Afrique un système coûteux de capture et de stockage du carbone pour les centrales électriques au charbon ; ou le reste du monde peut ne rien faire et regarder l'empreinte carbone de l'Afrique augmenter rapidement en brûlant des combustibles fossiles sales. Il n'y a pas d'option de statu quo.~~

L'Inde fournit un autre exemple des choix politiques auxquels sont confrontés les pays du monde émergent. Compte tenu de la qualité épouvantable de l'air à Delhi, le gouvernement dirigé par **Narendra Modi** est bien conscient de la menace du changement climatique et a annoncé des plans ambitieux pour accroître l'énergie solaire. Mais **il veut aussi s'assurer que chaque citoyen indien a accès à l'électricité et pense que cela ne peut se faire qu'en développant l'énergie du charbon en même temps que l'énergie solaire.** M. Watkins pense que les gouvernements occidentaux et les ONG environnementales feraient mieux de mobiliser des fonds pour un programme de capture et de stockage du carbone en Inde plutôt que de donner des conseils à M. Modi sur les dangers du changement climatique.

La troisième difficulté de l'approche anti-croissance est que la croissance fait partie de la solution au changement climatique. La plupart des croissances sont le résultat de l'innovation – le développement de nouveaux produits, de nouvelles techniques et de nouvelles façons de faire les choses qui améliorent ce qui existait auparavant. Depuis le milieu du 18^e siècle, des vagues successives de progrès technique se sont succédé : le charbon et la vapeur, les chemins de fer et le moteur à combustion interne à la fin du 19^e siècle ; l'ère des biens de consommation durables et des voyages aériens commerciaux au milieu du 20^e siècle. La prochaine vague semble devoir être dominée par la technologie numérique, la robotique, les biotechnologies, les matériaux plus légers et les énergies

renouvelables.

Nicholas Stern, auteur d'un rapport de 2006 sur l'économie du changement climatique commandé par le chancelier de l'époque, Gordon Brown, estime que l'arrêt de la croissance est une erreur. Selon lui, les possibilités offertes par cette nouvelle vague de technologies permettent d'espérer que la croissance pourra être décarbonée au cours des décennies à venir. « *Dire que nous devons arrêter la croissance – que nous devons revenir en arrière – je pense que c'est factuellement faux, et aussi politiquement peu susceptible de réussir.* »

Même 'i le monde mettait un terme à l'expansion économique maintenant, ajoute-t-il, les émissions de carbone continueraient d'augmenter et le monde serait confronté à une hausse des températures mondiales de 3 à 4°C.

« Il est tout à fait possible de concilier croissance et protection du climat et, ce faisant, de construire une forme d'activité économique et de croissance bien meilleure en termes d'air pur, de villes moins encombrées, etc. Si nous disons que la seule façon de gérer cela est d'arrêter la croissance, nous aurons tort sur le plan factuel, car si nous arrêtons la croissance mais que nous ne rompions pas la relation entre l'activité et les émissions, nous ne nous attaquerions pas au changement climatique. »

En réalité, seuls les verts les plus profonds sont opposés à toute forme de croissance. Le parti des Verts au Royaume-Uni veut faire croître le NHS et l'éducation ; il veut un budget plus important pour les soins sociaux et un salaire minimum plus élevé. Tim Jackson, de l'université du Surrey, auteur de *Prosperity Without Growth*, affirme que nous avons besoin de moins d'activités à forte intensité de ressources qui nuisent au climat, mais de plus de services qui améliorent la qualité de vie des gens. Comme Stern, il ne parle pas vraiment de remplacer l'économie du « plus » par l'économie du « moins » ; il suggère de la remplacer par l'économie du « mieux ».

Il n'y a que trois façons de réduire notre empreinte carbone : réduire la quantité que chaque personne consomme, réduire le nombre de personnes, ou rendre chaque unité de croissance moins intensive en carbone. Ceux qui veulent réduire la consommation et limiter la croissance démographique doivent répondre à la même question : à moins d'être prêt à utiliser des méthodes draconiennes, comment s'y prendre ? L'histoire montre qu'il existe un lien entre le revenu et la population : plus les gens s'enrichissent, moins ils ont d'enfants. C'est pourquoi la population du Japon vieillit et diminue. Donc, si la réduction du niveau de vie est un échec politique et que la répression est écartée comme moyen de contrôler la croissance démographique, il ne reste plus qu'à réduire l'intensité carbonique de la croissance.

« Je pense qu'il est extrêmement simpliste d'être pour ou contre la croissance », déclare M. Helm. « Ce qui compte, c'est le type de croissance que nous choisissons. Aujourd'hui, le moteur sous-jacent de la croissance économique est le changement technique, et ce changement technique s'accélère. Nous voulons un changement technique, par exemple, pour construire de nouvelles technologies solaires. Les Verts profonds disent-ils : « Je vais vous dire, nous voulons arrêter le bateau maintenant, nous ne voulons pas nous embêter avec d'autres changements techniques, revenons à une société plus simple, une société plus décentralisée, et une société qui a une plus petite empreinte sur la planète » ? Je pense que c'est totalement naïf ».

Même l'approche vert clair sera difficile, et pourrait ne pas fonctionner. L'ONU organise une conférence à Paris fin 2015, qui cherchera à obtenir des engagements de réduction des émissions de carbone de la part de tous les pays présents. En l'état actuel des choses, les offres seront très loin de ce que les experts considèrent comme un niveau compatible avec **l'objectif des 2C – environ 12 milliards de tonnes par an**, selon Michael Jacobs. Dans son dernier rapport sur les perspectives énergétiques, la société BP, spécialisée dans les combustibles fossiles, a fourni un calculateur qui permet d'économiser 2 milliards de tonnes d'émissions de CO₂ d'ici à 2035. Il s'agirait de faire passer la part du gaz utilisé dans la production d'électricité d'un peu plus de 20 % à plus de 35 %, de faire passer la part du charbon avec capture et stockage du carbone de presque zéro à un peu moins de 10 %, de faire passer les énergies renouvelables d'environ 5 % à un peu plus de 20 % et, enfin, de faire presque doubler la part de l'énergie nucléaire, qui était d'un peu moins de 10 %. Les mêmes 2 milliards de tonnes de CO₂ pourraient être économisées grâce à des améliorations substantielles de l'efficacité énergétique, en plus de celles

déjà prévues.

Le pétrole, le charbon et le gaz représentent actuellement 86 % de l'énergie primaire, et BP ne prévoit qu'une légère baisse, à 81 %, d'ici 2035. Cette situation est incompatible avec les projections relatives au changement climatique établies par l'Agence internationale de l'énergie, qui estime que les combustibles fossiles ne devraient pas représenter plus de deux tiers du bouquet énergétique. BP admet que, selon ses projections actuelles, les émissions « resteront bien au-dessus de la trajectoire recommandée par les scientifiques ».

L'AIE fait également valoir qu'il est temps que le monde se ressaisisse. « Retarder l'action est une fausse économie : pour chaque dollar d'investissement dans des technologies plus propres évité dans le secteur de l'électricité avant 2020, il faudrait dépenser 4,30 dollars supplémentaires après 2020 pour compenser l'augmentation des émissions. » Les combustibles fossiles ne vont pas disparaître du jour au lendemain, mais le processus d'élimination progressive doit commencer immédiatement, et ce processus pourrait être accéléré si les gouvernements profitaient de l'occasion offerte par la récente réduction de moitié des prix mondiaux du pétrole pour supprimer les subventions annuelles de 1 milliard de dollars accordées aux combustibles fossiles.

Il est facile de comprendre pourquoi les gouvernements, en particulier ceux des régions les plus pauvres du monde, veulent aider les citoyens à payer leurs factures d'énergie. Mais l'effondrement du coût du pétrole brut équivaut à une réduction d'impôt pour les consommateurs d'énergie ; les gouvernements pourraient supprimer les subventions sans douleur dans le climat actuel.

L'AIE a raison : tout retard supplémentaire sera coûteux. Obama pourrait faire sa part en faisant du changement climatique une mission pour les États-Unis, un peu comme John F. Kennedy avait promis d'envoyer un homme sur la lune au début des années 1960. Cette mission pourrait consister à éliminer progressivement l'utilisation et l'exportation de charbon dans le pays à une date déterminée, ou à fixer une date limite pour le passage de 50 % de la consommation d'énergie américaine à des sources renouvelables. Washington pourrait alors inviter les autres nations à prendre le même engagement.

Ce message serait re'forcé par la fixation d'un prix pour le carbone. Cela pourrait se faire de deux manières : par une taxe sur le carbone ou par un système de plafonnement et d'échange. Dans tous les cas, cela indiquerait que les gouvernements ont commencé à prendre au sérieux ce que M. Stern appelle l'un des plus grands échecs du marché de l'histoire : **l'incapacité à prendre en compte les dommages causés par la combustion de combustibles fossiles.**



Lorsque les actionnaires comprendront que les gouvernements prennent le changement climatique au sérieux, ils commenceront à examiner leurs portefeuilles d'investissement. Les nouvelles technologies, en particulier celles qui bénéficient d'un avantage de premier plan, ont tendance à être rentables, et les fonds de pension et les

compagnies d'assurance seront incités à retirer leur argent du secteur des combustibles fossiles pour le placer dans un secteur au potentiel de croissance.

Si l'on se fie au passé, les gouvernements seront plus lents à agir qu'ils ne le devraient. Les leçons tirées des campagnes anti-apartheid et d'allègement de la dette sont que le désinvestissement peut être utilisé pour faire pression sur les gouvernements afin qu'ils agissent. Les politiciens agissent lorsqu'ils savent que des votes sont en jeu.

De nos jours, il n'y a pas beaucoup de voix à gagner en promettant d'augmenter l'aide étrangère, mais les contribuables occidentaux doivent se rendre compte que les pays pauvres disposant de réserves abondantes de combustibles fossiles vont les exploiter, et qu'une façon d'en atténuer l'impact est de leur transférer les dernières technologies. L'exploitation des combustibles fossiles dans le monde en développement ne sera réduite que si une aide financière est offerte. Le montant actuellement alloué par les organismes internationaux, tels que les Nations unies, à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets est inférieur à 1 milliard de dollars par an : il devrait être au moins dix fois plus important. Sans cela, il ne sert pas à grand-chose de dire qu'un habitant de l'Afrique subsaharienne peut obtenir toute l'énergie dont il a besoin grâce à un panneau solaire coûtant à peine 200 dollars. Après tout, l'Africain subsaharien moyen n'a pas 200 dollars à sa disposition.

Le succès de la conférence de Paris serait plus facile si les pays en développement voyaient que l'Occident est sérieux dans sa volonté d'aider à atténuer le changement climatique et à s'y adapter. Selon M. Jacobs, il y a peu de chances que les pays durcissent leurs engagements d'ici à décembre, mais ce serait un progrès s'il y avait des accords pour s'attaquer aux formes particulièrement néfastes du changement climatique, comme la déforestation, et pour ramener les émissions à zéro dans la seconde moitié du siècle.

Mais cela ne signifie pas que nous pouvons nous permettre d'attendre la seconde moitié du siècle pour effectuer la transition vers une énergie non fossile. ~~La mise en place des infrastructures nécessaires sera un processus long et coûteux, qui doit être encouragé par des marchés publics, des incitations fiscales et une forte augmentation des budgets de recherche et développement.~~ L'âge de la pierre n'a pas pris fin à cause d'une pénurie de pierre. L'ère des combustibles fossiles prendra fin soit lorsqu'il existera de nouveaux moyens plus efficaces et plus propres de fournir de l'énergie, soit lorsqu'il sera trop tard pour éviter des dommages irréparables à la planète.



Pourquoi il faut garder les combustibles fossiles dans le sol – video Guardian

~~Les technologies renouvelables progressent rapidement. Les investissements dans les énergies propres connaissent un taux de croissance à deux chiffres. C'est la bonne nouvelle. La mauvaise nouvelle, c'est que les énergies renouvelables ne couvriront toujours qu'environ 20 % de la demande énergétique d'ici à 2035, même en utilisant des hypothèses optimistes sur les taux de croissance futurs. Il va falloir prendre des décisions difficiles et faire des compromis. Le charbon est de loin le plus polluant des combustibles fossiles ; il doit être éliminé en premier, et rapidement. Mais il faudra un certain temps, même dans les hypothèses les plus optimistes, avant que les énergies renouvelables puissent remplacer le charbon.~~

~~« Nous assistons à des changements très rapides », déclare M. Stern, « mais nous allons devoir accélérer l'arrivée, l'installation et l'utilisation des énergies renouvelables, de l'hydroélectricité à l'énergie des vagues en passant par les différents types d'énergie solaire. Nous allons devoir nous intéresser de plus près à la capture et au stockage du carbone, car c'est un moyen d'utiliser les combustibles fossiles sans en émettre. Et nous allons connaître une période où le gaz remplacera le charbon ».~~

~~Helm est d'accord. « Il est assez évident que nous ne pouvons pas à la fois brûler les combustibles fossiles et limiter les dégâts du changement climatique. Il y a essentiellement trois étapes pour sortir des combustibles fossiles. La première consiste à faire payer aux gens les conséquences de la consommation de combustibles fossiles, c'est la taxe carbone. La deuxième est une mesure transitoire : la seule façon sérieuse de lutter contre le charbon dans les 15 à 20 prochaines années est de passer du charbon au gaz. Le gaz est, bien sûr, un combustible fossile, mais ses émissions sont deux fois moins importantes que celles du charbon, et nous pourrions réaliser des réductions substantielles comme l'ont fait les États-Unis en passant au gaz. Et puis, à plus long terme, ce dont nous avons besoin, ce sont de nouvelles technologies. »~~

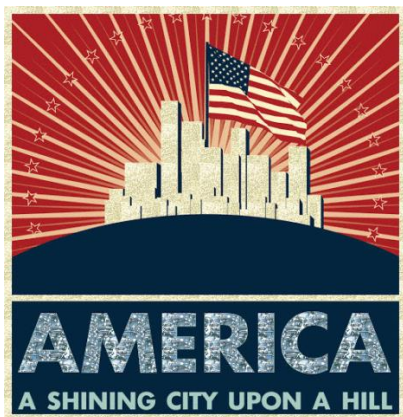
Alors, à quoi ressemblera le monde en 2043 ? Le futur esquissé dans The Bone Clocks n'est qu'une fiction. Il n'est pas nécessaire qu'il en soit ainsi. ~~Nous pourrions vivre la révolution technologique verte, dans laquelle l'énergie a été décarbonisée.~~ Atlanta et Barcelone comptent le même nombre d'habitants et partagent les mêmes revenus par habitant, mais les émissions de carbone d'Atlanta sont dix fois supérieures à celles de Barcelone. Nous avons besoin de plus de Barcelonas et de moins d'Atlantas, car cela nous incitera à changer notre mode de vie : marcher davantage, utiliser davantage les transports publics, partager des voitures, faire du vélo. Tout cela est important, car en fin de compte, Helm a raison. Il ne s'agit pas seulement de taxes sur le carbone. Il ne s'agit pas seulement de R&D. Il ne s'agit pas seulement de désinvestissement. Si nous voulons vraiment que les combustibles fossiles restent dans le sol, il s'agit de nous.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Est-ce un grand pays ou...quoi !?

Par Tom Lewis | 19 août 2022 | Politique

THE DAILY IMPACT



J'ai admiré Joe Biden pendant toute sa carrière dans le service public. Il est devenu une légende à Washington après que sa femme et sa fille ont été tuées dans un accident de voiture en 1972 – quelques semaines après son élection au Sénat des États-Unis – et pendant près de quatre décennies par la suite, à la fin de chaque journée, il montait dans un train et rentrait chez lui dans le Delaware pour s'occuper de ses deux fils survivants. Pendant 50 ans, il s'est conduit avec grâce, intelligence et humour en tant que sénateur, vice-président et maintenant président. Comme l'a dit un jour l'un de ses adversaires, « personne n'aime Joe Biden ».

Il a fait un travail admirable en tant que président, réparant une grande partie des dommages causés au gouvernement fédéral par le roi fou Donald, et arrachant quelques textes de loi importants à un Congrès dysfonctionnel. Mais voici le problème.

À la fin de presque tous ses discours, il prononce une péroraison reaganesque, « *ville brillante sur une colline* », dans laquelle il exprime sa vision profonde de l'Amérique comme un pays capable de tout faire, de soumettre n'importe quel ennemi, d'atteindre n'importe quel objectif, de relever n'importe quel défi. C'est à ce moment-là que moi et un grand nombre d'Américains nous demandons ce qu'il est en train de fumer.

L'Amérique de sa vision est l'Amérique qui a gagné la Seconde Guerre mondiale, qui a aidé les nations du monde à se remettre sur pied, qui a construit le réseau autoroutier interétatique, qui a tenu tête à l'Union soviétique, qui a présidé à deux décennies de prospérité et de paix nationales et qui est allée sur la lune. C'était une époque formidable pour être Américain. Mais tout a commencé à s'écrouler en **1969**.

Avec trois de nos meilleurs et plus brillants dirigeants abattus par des assassins, avec des émeutes consumant nos villes, puis avec un long et sanglant enchevêtrement dans une guerre inutile au Vietnam, nous sommes descendus. En 1980, les Reaganauts ont déclaré que la responsabilité de tous nos problèmes incombait au gouvernement lui-même. **Le gouvernement n'est pas la solution**, ont-ils dit et répété, **le gouvernement est le problème**.

Ils ont donc commencé à tout déréglementer, en confiant des entreprises auparavant publiques aux oligarques pour leur profit personnel. Cette tendance s'est poursuivie jusqu'à aujourd'hui. Ils ont déréglementé les services publics d'électricité, avec pour résultat que notre réseau vieillissant et chancelant est sur le point de tomber en panne par manque d'entretien. Ils ont déréglementé les chemins de fer, de sorte que pendant que les Européens et les Asiatiques sont transportés dans leurs pays dans des trains à grande vitesse, nous nous déplaçons sur l'équivalent de locomotives à vapeur. Ils ont déréglementé les compagnies aériennes, si bien qu'aujourd'hui, nous sommes confrontés au chaos dans le ciel et à des aéroports qui ressemblent aux survivants d'un hiver nucléaire. (Pour voir un aéroport brillant, moderne et relativement neuf, il faut aller en Europe ou en Asie). Ils ont déréglementé la radiodiffusion, en nous léguant Rush Limbaugh et Fox News.

L'Amérique qui habite le cœur de Joe Biden a disparu depuis longtemps. L'Amérique dans laquelle nous vivons est mieux décrite par la célèbre oraison de **Jeff Daniels** en 2012 dans le premier épisode de sa série télévisée The Newsroom : « L'Amérique n'est plus le meilleur pays du monde » :

« Nous sommes septièmes en alphabétisation, vingt-septièmes en mathématiques, vingt-deuxièmes en sciences, quarante-neuvièmes en espérance de vie, cent soixante-dix-huitièmes en mortalité infantile, troisièmes en revenu médian des ménages, quatrièmes en main-d'œuvre et quatrièmes en exportations. Nous sommes en tête du monde dans seulement trois catégories : le nombre de citoyens incarcérés par habitant, le nombre d'adultes qui croient que les anges existent et les dépenses de défense, où nous dépensons plus que les vingt-six pays suivants réunis, dont vingt-cinq sont des alliés. »

Les réalisations de Joe Biden en tant que président, bien que notables en tant que mesures qui tentent de traiter certains de nos problèmes les plus urgents, servent également de rappel brutal du peu qui a été fait pendant si longtemps alors que ces problèmes devenaient insolubles. ~~Les mesures anémiques de lutte contre le changement climatique~~ contenues dans la législation la plus récente, par exemple, ont trois décennies de retard et sont l'équivalent moral d'un pansement sur une tumeur mortelle.

Même si j'apprécie et admire Joe Biden, je ne peux m'empêcher de me demander comment sa présidence peut être couronnée de succès, une fois que tout est dit et fait, étant donné que sa vision de l'Amérique est une illusion.

▲ [RETOUR](#) ▲

Jouer au chat et à la souris avec le destin

Par James Howard Kunstler – Le 29 juillet 2022 – Source kunstler.com

JAMES HOWARD
KUNSTLER





Brian Auten

Qui s'étonne que la guerre du gouvernement américain contre le peuple américain ne se passe pas mieux que sa guerre sponsorisée en Ukraine ? La seule chose pour laquelle le gouvernement est vraiment doué est la dissimulation de ses crimes, ce qui exige principalement qu'il ne fasse rien – ne pas enquêter sur quoi que ce soit, ne pas fournir de documents à qui que ce soit, ne pas répondre aux lettres officielles, ralentir chaque action requise, et autrement esquiver, contourner, nier, dévier et dissimuler.

Maintenant, même ce plan de match est en train de s'effondrer. Certains hauts fonctionnaires du FBI ont dénoncé cette semaine, peut-être désespérément pour préserver leur amour-propre, et ont finalement éclairci l'une des grandes mystifications de notre époque, à savoir : Comment se fait-il que l'ordinateur portable de Hunter Biden, bourré de notes incriminant la corruption, la trahison et divers délits, et en possession du FBI depuis deux ans et demi, ait pu prendre la poussière dans un cagibi de sous-sous-sol, alors que « Joe Biden », le président putatif (ou, plus vraisemblablement, la claque énigmatique derrière lui) était autorisé à démolir l'économie et la culture américaines ?

La réponse est un certain **Brian Auten**, analyste principal du FBI, qui a mis au point un stratagème pour étiqueter l'ordinateur portable de Hunter de « désinformation russe », ce qui a permis au directeur du FBI, Christopher Wray, d'actionner un interrupteur qui a mis fin à toute enquête supplémentaire sur cette affaire à partir d'août, avant l'élection présidentielle de 2020. À leur tour, d'autres hauts fonctionnaires du FBI ont fait enfermer tous les documents relatifs au processus de décision sur cette affaire dans un dossier spécial qui ne verra jamais la lumière du jour. L'action d'Auten a conduit à la publication d'une lettre signée par « cinquante anciens responsables du renseignement » qualifiant le portable d'opération de désinfo russe – ce qui est devenu la base pour que les médias sociaux conspirent pour censurer toute discussion sur le portable et son contenu. Et c'est ainsi qu'une marionnette politique profondément à la solde d'intérêts étrangers s'est retrouvée à la Maison Blanche. Eh bien, ça et la fraude électorale généralisée.

Il s'avère que l'agent Brian Auten a également été impliqué dans l'examen favorable du dossier Steele lorsqu'il a été utilisé pour justifier des mandats de la cour FISA contre des personnalités de la campagne de M. Trump en 2016, dans le cadre de l'opération RussiaGate qui a désorganisé et handicapé le mandat entier de quatre ans du président Trump. Et bien maintenant vous savez. Peut-être que l'avocat spécial John Durham le sait aussi. (S'il ne le savait pas avant, il doit le savoir maintenant.) Un jour ou l'autre, M. Auten devra répondre de tout cela, peut-être après les élections de mi-mandat. Nous devons imaginer qu'il impliquera de nombreuses autres figures familières du processus qui étaient sur la scène à l'époque, y compris Peter Strzok, Andrew McCabe et James Comey, confortablement assis sur la touche depuis de nombreuses années, profitant des royalties de leurs livres et de leurs salaires de journalistes.

Le sénateur Chuck Grassley (R-Iowa), membre de la commission judiciaire, a déclaré qu'il organiserait des audiences à ce sujet. Quand ? Le Sénat est censé être en vacances du 6 août au 6 septembre pour des raisons

politiques. Peut-être qu'après cela, le sénateur Grassley présentera ses dénonciateurs en séance publique – contrairement à la première mise en accusation de Donald Trump en 2019, au cours de laquelle le dénonciateur principal, l'agent de la CIA Eric Ciaramella, n'a étonnamment jamais fait d'apparition. Ce sera rafraîchissant.

Il serait également agréable d'entendre le directeur du FBI, M. Wray. A-t-il approuvé la décision de qualifier l'ordinateur portable de Hunter de « désinformation » ? Connaissait-il le contenu de l'ordinateur portable, les courriels entre Hunter et ses associés et les agents du PCC ? M. Wray a-t-il examiné par hasard l'une des vidéos pornographiques d'orgies avec les puttes russes de l'écurie de Hunter et les fumeurs de crack ? M. Wray s'est-il demandé si du matériel tout aussi mauvais, voire pire, se trouvait entre les mains du régime de l'oncle Xi ? M. Wray a-t-il pensé que tout cela pouvait compromettre « *le Grand* » dans son Bureau ovale ?

Il serait également édifiant d'entendre le patron de M. Wray, le procureur général Merrick Garland. Au cours de ses 20 mois de travail, a-t-il jamais demandé à son FBI ce qu'il en était de l'ordinateur portable de Hunter Biden ? Était-il au courant de son contenu ? La moitié du pays a vu les vidéos de Hunter s'ébattant nu dans des chambres d'hôtel et fumant de la méthamphétamines, mais pas M. Garland ? La rumeur veut qu'il y ait plus de matériel dépravé sur l'ordinateur portable impliquant des mineurs que même des auditeurs consciencieux extérieurs au gouvernement ont vu et jugé trop atroce pour être publié. (Des copies du disque dur de Hunter sont en possession de nombreuses personnes extérieures au gouvernement).

J'espère que le sénateur Grassley appellera également Lisa Monaco, la procureure générale adjointe, maintenant à la droite de M. Garland, qui était auparavant la conseillère en sécurité intérieure du président Barack Obama à la Maison-Blanche – une façon élégante de décrire son rôle dans l'armement de l'appareil de l'État sécuritaire contre les opposants politiques du parti démocrate. Le rôle actuel de Lisa Monaco est celui de réparateur du DOJ – la personne qui s'assure que les forces de l'ordre fédérales ne font rien au sujet des crimes commis par M. Obama, l'ancien directeur de la CIA John Brennan, l'ancien directeur du renseignement national James Clapper, et de nombreux autres noms désormais bien connus dans le cosmos du RussiaGate, tout en continuant à étouffer toute enquête sur les opérations criminelles de la famille Biden.

Tout cela va exploser, bien sûr, et en même temps que deux autres grandes choses explosent : 1) la prise de conscience du fait que le gouvernement a menti sur tout dans l'histoire du virus de la Covid-19, y compris, en particulier, sur les effets nocifs de ses fameuses injections d'ARNm, et 2) l'aggravation du chaos économique américain, y compris l'implosion des marchés, des produits dérivés, des banques et du dollar américain.

Certains observateurs disent que « Joe Biden » n'a plus qu'à pousser les États-Unis dans une guerre chaude. On dirait qu'il essaie – en envoyant des forces spéciales américaines à la frontière de l'Ukraine, etc. Je ne pense pas qu'il osera franchir cette ligne, cependant. Pour moi, il est plus probable que notre gouvernement fasse appel, disons, à une sorte de médecin spécial de la communauté des renseignements pour administrer un somnifère permanent au Big Guy. Vous avez vu comment il était sur la vidéo l'autre jour ? Il n'a même pas cligné des yeux pendant un long moment. On dirait qu'il a vraiment besoin de sommeil... un gros sommeil... le plus gros sommeil qui soit. Attendez encore un peu...

▲ [RETOUR](#) ▲

[.Peuple, préparez-vous](#)

Par James Howard Kunstler – Le 22 juillet 2022 – Source kunstler.com

JAMES HOWARD
KUNSTLER





« *Le pire est le meilleur* », expliquait V. Lénine à ses cohortes bolcheviques dans leur vicieuse quête du pouvoir. Et y a-t-il un doute maintenant que c'est la même formule opérationnelle de l'équipe de l'ombre derrière « Joe Biden » dans sa mission de transformer la République américaine en une succursale de la techno-tyrannie trans-humaine schwabenklausienne ?

« Joe Biden » contribue personnellement à aggraver la situation en prenant du **Paxlovid**, le médicament miracle de Pfizer qui amplifie merveilleusement les symptômes de la Covid-19 et prolonge l'évolution de la maladie – comme l'a récemment admis cet autre éminent malade de la Covid-19 doublement stimulé, le Dr Anthony Fauci, le sage de la santé publique américaine. Si les médecins de la Maison Blanche suivent le protocole de traitement du CDC, ils vont bientôt mettre « JB » sous remdesivir. Naturellement, ça le tuera. Funérailles nationales... boo hoo... « 46 » [N° d'ordre des présidents, NdT] est enterré sous la gare [Amtrak de Wilmington](#)....

Mon fantasme politique du jour :

Ainsi, Kamala accède à la grandeur ! Elle doit alors nommer un nouveau vice-président. Ce serait... attendez un peu... le gouverneur de Californie Gavin Newsom – qui d'autre ? (Il a récemment été filmé en train de se faufiler par une porte dérobée de l'aile ouest pendant que « Joe Biden » était en déplacement pour faire la cour aux dignitaires de l'Arabie Saoudite). Le gouverneur Newsom est facilement confirmé à la Chambre et de justesse au Sénat lorsque Mitt Romney et Lisa Murkowski votent avec le parti du chaos. Kamala démissionne rapidement, invoquant des « *problèmes d'anxiété* ». Désormais président, M. Newsom procède à l'accélération du démantèlement des vieux États-Unis sur le modèle de son récent travail en Californie. Toutes les stations-service de D.C. ont reçu l'ordre de fermer pour favoriser la transition vers les énergies renouvelables. Le D.C. Mall est déclaré Camp national des sans-abri....

J'ai dit que c'était un fantasme, mais c'est peut-être le seul mouvement qu'il leur reste alors que la nation perd complètement patience avec le fiasco de « Joe Biden » et que l'escalade des désordres de la civilisation occidentale nous amène au mois d'août. Les élections de mi-mandat doivent être réorganisées à tout prix, diront-ils, « pour sauver notre démocratie ». Une nouvelle pandémie est déclarée au début du mois d'octobre, avec des confinements, tandis que Google s'associe à Facebook pour lancer une nouvelle application de vote par téléphone. Par miracle, les démocrates ajoutent trente sièges à leur majorité au Parlement et cinq au Sénat. Nous entrons dans la nouvelle frontière du *Green New Deal* et du *Build Back Better*. En d'autres termes, les États-Unis s'effondrent complètement.

Un scénario sombre, je l'avoue, mais ne semble-t-il pas exactement à là où les choses vont ? Un craquage épique est sur nous. Chaque endroit du monde est prêt à s'effondrer, et quelques pays de la périphérie sont déjà en train de sombrer. Le Sri Lanka est fauché et en panne d'essence après avoir été conçu comme une expérience d'éco-état à faible émission de carbone par le WEF et le Schwabenklaus. Le Panama se révolte contre la corruption extrême du gouvernement, la pénurie alimentaire et les conséquences d'un confinement particulièrement sévère de deux ans du fait de la crise de la Covid-19 dont le reste du monde a à peine entendu parler – peut-être parce que la Chine a le contrôle opérationnel du canal vital de Panama et que le PCC a le contrôle opérationnel de l'Organisation mondiale de la santé, qui a fait du Panama un projet de laboratoire des confinements.

Bien sûr, l'Europe est soudain une magnifique pagaille, avec des gouvernements qui tombent comme des épingles à nourrice, des industries fermées par manque de carburant, et des citoyens qui se soulèvent contre les diktats insensés du WEF pour réduire drastiquement le bétail et arrêter l'agriculture – déclarant en fait la production alimentaire comme un danger environnemental inacceptable. Ceci, bien sûr, après que les gouvernements de l'Euroland se soient tranchés la gorge en s'auto-sanctionnant sur le pétrole et le gaz naturel russes. C'est particulièrement bizarre en Allemagne, la plus grande économie de la région, qui vient de réaliser et d'admettre cette année que sa politique d'« énergie verte » était un échec total, ce qui l'a obligée à fermer d'importantes installations d'éoliennes et à produire de l'électricité avec du charbon. Les gouvernements de Merkel, puis d'Olaf Scholz, se révèlent être les plus grands idiots hypocrites.

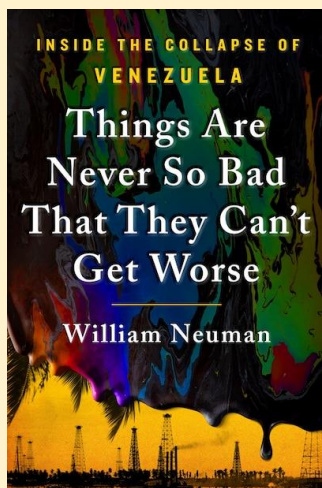
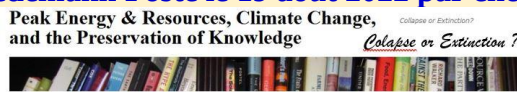
Et maintenant, le sol se dérobe même sous le PCC alors que la matrice extravagante de construction de villes, de dettes hypothécaires et de fraude bancaire de la Chine fait trembler son système financier. Quelle surprise ! Aussi puissant qu'il ait pu être pour corrompre les politiciens du monde entier, infiltrer les gouvernements et les institutions culturelles de tous les pays et mettre les médias à sa botte, le PCC est apparemment en train de perdre son emprise sur le peuple chinois, qui en a assez d'être enfermé, traqué et escroqué. Les tanks sont de sortie. Ce n'est pas le même film que la place Tiananmen en 1989. Il s'agit de la faillite du PCC, un événement épique qui va frapper le « Sud », plongeant l'Afrique dans la famine et le chaos et l'Amérique du Sud dans une nouvelle rotation des élites.

Bientôt, ce sera chaque pays pour soi dans cet événement principal du quatrième tournant (alias la longue urgence). L'unité mondiale est un mirage, tout comme les récits grotesques d'un gouvernement mondial. Et dans chaque pays pour lui-même, ce sera chaque communauté, chaque famille, chaque personne pour elle-même jusqu'à ce que, de façon émergente et douloureuse, la vie quotidienne puisse être réorganisée à partir de la base. Peuple, préparez-vous.

▲ RETOUR ▲

Venezuela – quand va-t-il s'effondrer ?

Alice Friedemann Posté le 19 août 2022 par energyskeptic



Préface. Il s'agit d'une critique de livre de Newman, 2022 « *Les choses ne sont jamais si mauvaises qu'elles ne peuvent pas empirer* ». Il a vécu au Venezuela de 2012 à 2016 en tant que correspondant du New York Times. C'est un livre intéressant, vraiment bien écrit, et mes extraits ci-dessous ne sont qu'une fraction de ce que vous pouvez apprendre de lui, et ne rendent pas justice au livre. Le Venezuela et le Canada possèdent les plus grands gisements de pétrole restants (il s'agit surtout d'une ressource, pas d'une réserve) au monde, et puisque notre

civilisation est entièrement basée sur les combustibles fossiles, le pétrole surtout, le Venezuela est un pays particulièrement intéressant à comprendre.

Newman pourrait dire que le Venezuela ne s'est pas encore effondré. Les lumières sont allumées dans les quartiers les plus riches de Caracas, Maduro est toujours au pouvoir, et il y a encore de l'argent à gagner avec l'or et d'autres ressources.

Il est difficile de définir l'effondrement. Est-ce qu'un certain pourcentage de la population doit mourir ou fuir ? Je dois dire que lorsque j'ai lu ce que vit la personne moyenne, cela m'a semblé être un effondrement : un repas par jour, si vous avez de la chance, composé de riz ou de lentilles, peu ou pas d'accès aux soins de santé, et la proie des gangs et des escadrons de la mort. L'enfer sur terre.

Toutes les sociétés qui dépendent des combustibles fossiles se dirigent dans cette direction en raison du déclin énergétique. Il est donc intéressant de chercher des modèles, de voir ce qui nous attend. Bien que la façon dont cela se passe varie d'un pays à l'autre et d'une région à l'autre. Peut-être que votre lieu de résidence ne ressemblera pas au Venezuela à bien des égards, où dans certaines régions les gens attrapent la malaria encore et encore.

La route vers la Grande Simplification est si semée d'embûches que je suis surpris que personne n'ait créé le jeu vidéo de l'effondrement de la civilisation. Bien qu'il existe plusieurs jeux sur « After Collapse ».

Newman écrit qu'entre 2013 et 2019, **près des deux tiers de l'activité économique ont disparu**. Imaginez donc 2 magasins sur 3 fermés, 2 travailleurs sur 3 au chômage, et un seul repas par jour au lieu de trois, souvent des pâtes ou des lentilles. Aujourd'hui, en 2022, le Venezuela n'a toujours pas touché le fond, malgré les 5,4 millions de réfugiés qui ont fui le pays (sur 30 millions), en deuxième position derrière la Syrie. **C'est bien pire que la Grande Dépression aux États-Unis, lorsque l'économie s'est contractée de 27 % pendant les quatre années de 1929 à 1933, avant de connaître une nouvelle croissance. Ou encore Cuba, dont l'économie s'est contractée d'un tiers après la désintégration de l'Union soviétique entre 1989 et 1993**, mais qui a ensuite renoué avec la croissance [en partie grâce au pétrole vénézuélien, Cuba souffre énormément aujourd'hui].

Il est difficile d'imaginer que le Venezuel' puisse être pire après avoir lu son livre, mais comme il y a toujours des gens qui s'enrichissent grâce au statu quo, des mafias et d'autres centres de pouvoir qui se disputent les minuscules parts du gâteau restant, et que des niveaux élevés de corruption persistent, le Venezuela n'a pas encore touché le fond. Le gouvernement central est composé de cercles de pouvoir concurrents. Parfois, certaines factions travaillent ensemble contre d'autres factions, mais toujours pour leur propre survie. C'est pourquoi, lorsque le réseau électrique s'est effondré, sa réparation n'était pas la priorité absolue, le partage du butin venant en premier. En 2022, Newman écrit que le Venezuela est toujours une piñata géante pour ceux qui sont en position de lui donner un coup de bâton.

On me rappelait constamment Trump. Par exemple, Chavez était à la télévision presque tous les jours. De 1999 à 2012, il a pris l'antenne 2 377 fois pour railler et embrocher ses adversaires, ravir ses partisans et exaspérer ses ennemis, ce qui fait que ses fans l'aiment encore plus. Lors d'une émission, il a licencié des employés essentiels de la compagnie pétrolière PDVSA, en lisant une longue liste de noms. Lorsqu'il a terminé, Chávez prend un sifflet et donne un coup sec. Hors-jeu ! » dit-il. « Sortez ! » Les fans de Chávez ont adoré. Ils ont applaudi. Ils ont applaudi. Vous avez vu ce qu'il a fait ? Il les a virés à la télé ! Il les a virés avec un sifflet ! Il a montré à ces fils de pute de l'élite qui est le patron.

Chavez et Maduro ont embauché de nombreux généraux à des postes dont ils ne savaient rien mais pour lesquels il y avait beaucoup de corruption, affaiblissant le pétrole, le réseau électrique et d'autres institutions. Cela les rendait moins susceptibles de fomenter un coup d'État également. Je dois donc me demander pourquoi Trump a nommé quatre généraux, plus que quiconque depuis. Était-il déjà en train d'anticiper un coup d'État en 2016 et voulait-il s'assurer que les militaires le soutiendraient ?

La politique américaine sous le régime Trump

Les politiques américaines envers le Venezuela et Cuba se sont entremêlées. Les partisans de la ligne dure cubaine pensaient que le Venezuela avait sauvé le régime de Castro en lui offrant une bouée de sauvetage constituée de pétrole bon marché. Le lobby cubano-américain pensait donc que s'il pouvait forcer un changement de gouvernement au Venezuela, la source de pétrole de Cuba se tarirait et que Cuba et le Nicaragua feraient également faillite. Les États-Unis ont commencé à prendre des mesures en ce sens, bien que cela ait grandement nui au bien-être des Vénézuéliens. Et ont contribué aux 5,4 millions des 30 millions de Vénézuéliens qui ont fui.

Pendant ce temps, le Venezuela achète des armes à la Russie et lui donne une participation généreuse et lucrative dans ses champs pétrolifères.

Le seul pays qui compte plus de réfugiés que le Venezuela est la Syrie, une nation qui souffre à la fois d'une grave sécheresse et d'une guerre civile. Le fil qui relie les deux pays est la Russie, qui a soutenu le président vénézuélien Maduro et le président syrien Bashar al-Assad, bombardant les zones rebelles dans la guerre civile syrienne et catalysant la crise des réfugiés syriens. L'afflux de réfugiés syriens en Europe a accru les tensions politiques dans cette région et a dynamisé les partis nationalistes de droite favorables à la Russie. De même, des millions de réfugiés vénézuéliens ont déstabilisé les pays voisins et accru le nationalisme au Brésil, en Colombie, en Équateur, au Panama, au Pérou et dans d'autres pays.

Je ne peux donc m'empêcher de me demander si la Russie n'a pas l'intention d'accroître encore le populisme de droite en Europe en forçant des millions d'Ukrainiens à fuir.

Les sanctions ont également une dimension politique. Maduro répétait depuis des années que le pays était attaqué par une guerre économique menée par les États-Unis. Jouer les victimes a toujours été une solution de repli chaviste : les malheurs de la nation étaient toujours la faute de quelqu'un d'autre. Après 20 ans de gouvernement, le chavisme essayait toujours de prétendre qu'il était le vaillant outsider combattant le mal établi. Dans ce cas, c'était aussi une façon de détourner la responsabilité d'une mauvaise politique économique. Et c'était un fantasme – jusqu'à ce que Trump en fasse une réalité. Que sont les sanctions si ce n'est une guerre économique ? Chaque jour, à la télévision, à la radio, sur les médias sociaux, le gouvernement a martelé le message : Le Venezuela a été victime d'une guerre économique menée par les États-Unis. Et sur qui font-ils peser les sanctions ? Le peuple. Parce que les gros bonnets, Maduro et Guaidó, ont de quoi manger. Alors à qui les sanctions font-elles du mal ? Le peuple.

Par la négligence, la corruption et la mauvaise gestion, le gouvernement Maduro a présidé à la destruction de l'industrie pétrolière. Les sanctions de l'administration Trump ont été le coup de grâce.

Aujourd'hui, le Venezuela est un rêve républicain

Newman explique pourquoi le Venezuela en 2019 réalise le rêve républicain : « Certains appellent le Venezuela un État en faillite. D'autres l'appellent un État mafieux. Mais il n'est ni l'un ni l'autre. C'est un État réduit au strict minimum. Maduro avait commencé le processus, et la Maison Blanche de Trump l'a aidé à le mener à la perfection. Aux États-Unis, le rêve républicain était d'affamer la bête, de réduire le financement du gouvernement si profondément que la plupart des choses que nous attendons d'un gouvernement deviennent impossibles. Alors, théoriquement, la société et l'initiative privée peuvent s'épanouir, sans entrave. C'était le Venezuela. Il n'y avait presque pas de services, pas de camions de pompiers, pas d'ambulances. Les hôpitaux et cliniques publics fonctionnaient à peine. Les gens étaient livrés à eux-mêmes, libres de se débrouiller, d'exercer leur responsabilité personnelle.

L'ironie est que les Républicains des États-Unis considéraient Maduro comme leur ennemi. Ils auraient dû l'applaudir. C'était un compagnon de route ».

Le Venezuela dans l'actualité :

Reuters (2022) **Cuba** a du mal à couvrir un déficit de carburant alors que les importations en provenance du Venezuela et d'autres pays diminuent et que les prix mondiaux dopés par l'invasion de l'Ukraine par la Russie rendent les achats presque inabordables. Cuba dépend des importations de carburant en provenance du Venezuela pour couvrir 75% de sa demande, les pénuries ont entraîné de longues files d'attente dans les stations-service. Et les centrales thermoélectriques vieillissantes tombent de plus en plus souvent en panne. https://www.reuters.com/business/energy/cuba-struggles-buy-fuel-imports-venezuela-dwindle-data-2022-04-05/?mc_cid=7860bc0677&mc_eid=20e9bfe034

Stone R (2022) Healing Venezuela. Science 375 : 1082-1085. Les cas de paludisme ont été multipliés par 20 entre 2001 et 2017. Hugo Chavez méprisait la science et s'en prenait aux intellectuels. Après l'arrivée au pouvoir de Maduro en 2013, l'effondrement économique n'a pas tardé à suivre et il y a eu une fuite des cerveaux, les scientifiques ayant fui. Ceux qui sont restés au Venezuela ont vu leurs laboratoires dépouillés de tout ce qui avait de la valeur. Des criminels ont pillé l'Institut de médecine tropicale plus de 20 fois rien qu'en 2016. Aujourd'hui, les Vénézuéliens sont en mode survie, la plupart n'ayant pas accès à l'eau et à l'assainissement, les médicaments sont rares et, en 2014, le gouvernement a mis fin à toute collecte de données médicales, si bien que l'on ne connaît pas la véritable ampleur de cette catastrophe en cours. Le peu de soins médicaux qui existent sont privés, à proximité d'une clientèle d'élite qui dispose encore d'électricité et d'eau potable. Une enquête réalisée en septembre 2021 a révélé que 77 % des Vénézuéliens vivent dans une extrême pauvreté. Les prix élevés ne permettent à la plupart des familles d'acheter que quelques jours de nourriture par mois.

Les choses ne sont jamais si mauvaises qu'elles ne peuvent empirer.

Newman W (2022) St. Martin's Press

Le premier puits de pétrole du Venezuela a été foré près du lac Maracaibo, dans l'État de Zulia, à l'extrême ouest du pays, en 1914, et continue de pomper du pétrole en 2014. La première grève des travailleurs du pétrole a eu lieu ici (et a été réprimée ici) en 1925. En 1976, pendant le premier pétro-delirium du pays, lorsque les prix du pétrole ont quadruplé, le président Carlos Andrés Pérez est venu à Mene Grande pour déclarer la nationalisation de l'industrie pétrolière. Trente ans plus tard, au milieu d'un boom encore plus important, le président Hugo Chávez est venu ici pour annoncer une deuxième nationalisation, modifiant les conditions dans lesquelles les compagnies pétrolières étrangères opéraient au Venezuela et donnant au gouvernement une participation majoritaire dans tout ce qui se passait dans les champs pétrolifères. Le mot *mene*, qui figure dans le nom de la ville de Mene Grande, vient d'un mot indigène qui signifie « suintement de pétrole », c'est-à-dire un endroit où le pétrole jaillit naturellement de la terre. C'est typique du pétrole du Venezuela.

Le pétrole remonte, et avec le temps, il se fige et devient un monticule de quelque chose comme du goudron ou de l'asphalte. Derrière le parc tricolore où se trouve le premier puits de pétrole, il y avait un barrio, qui descendait le long de la colline, où les gens vivaient dans des masures. En me promenant dans le barrio, je suis tombé sur une femme qui devait avoir la trentaine ou la quarantaine, mais qui semblait avoir le double de cet âge. Ses os apparaissaient sous la peau de ses bras. Elle portait une robe de chambre si usée qu'elle était presque transparente, et la couleur qu'elle avait autrefois avait disparu. Elle semblait aussi décolorée sous le soleil brûlant, blanchie au lieu d'être brûlée ou bronzée. Elle vivait dans l'un des pires taudis que j'aie vus au Venezuela ou ailleurs, un ensemble vacillant de tôle ondulée, de carton et de bois. Le plus frappant, c'est qu'elle avait été assemblée au sommet d'un *mene*. Des taches de pétrole brillantes souillent la terre tout autour. Pour se protéger de la boue, la femme et sa famille avaient construit une sorte de terrier, d'environ un mètre de haut, avec des morceaux de résidus pétroliers durcis et des débris. C'était comme un grand et large monticule de lanceur avec une cabane au sommet. Utilisant une boîte métallique rectangulaire comme tabouret, elle s'est assise devant sa mesure, sur ce monticule de pétrole dans ses différents états de coagulation,

Avant la crise, avant l'effondrement, avant l'hyperinflation, avant que le prix du pétrole ne s'effondre, trois ou quatre opérateurs surveillaient les écrans d'ordinateur de la salle de contrôle centrale de Caracas qui contrôlait le réseau électrique de tout le Venezuela. En mars 2019, il n'y avait qu'un seul homme au Venezuela chargé de veiller à ce que l'électricité circule sans problème dans toutes les villes et tous les villages, dans des millions de foyers et d'entreprises, avec leurs climatiseurs, leurs réfrigérateurs, leurs téléviseurs et leurs appareils ménagers, ainsi que dans tous les aéroports et les ports maritimes, les bureaux gouvernementaux, les puits de pétrole, les raffineries et tout ce qui utilise de l'énergie électrique dans le pays.

Le Venezuela dispose d'une seule salle de contrôle nationale car le pays est composé d'un seul réseau électrique intégré. Environ les trois quarts de la capacité de production électrique du Venezuela se trouvent dans trois grandes centrales hydroélectriques situées à l'extrême est du pays, dans ce qu'on appelle le secteur de Guayana. Ces centrales fournissent pratiquement toute l'électricité utilisée à Caracas et une grande partie de l'électricité utilisée à Maracaibo, la deuxième plus grande ville du Venezuela, à l'autre bout du pays, près de la frontière occidentale avec la Colombie.

Il a vu ses collègues de travail disparaître. Votre salaire ne suffisait même pas à acheter de la nourriture pour votre famille. Certains sont partis à la dérive pour trouver un autre travail à Caracas. D'autres ont pris des emplois dans des compagnies d'électricité au Chili, en Colombie ou en Équateur. Mais Darwin et quelques collègues étaient restés. Personne ne voulait quitter le Venezuela. Les gens étaient là : votre famille, vos parents, vos amis. C'était la vie que vous connaissiez.

Chaque jour, toutes sortes de choses pouvaient se produire – un feu de brousse sous une ligne de transmission pouvait provoquer une pointe de courant, un transformateur pouvait exploser – et il fallait alors réfléchir et agir rapidement. Et si cela se produisait au moment du pic de consommation, il fallait se démener pour que le courant continue à circuler. C'était comme être le pilote d'un avion à réaction lorsqu'un moteur s'éteint en vol. Vous aviez des alarmes qui se déclenchaient et des décisions à prendre en une fraction de seconde. Aujourd'hui, l'ensemble du système est sous tension et tient avec du chewing-gum. Les équipements restaient plus longtemps sans être remplacés, la maintenance était moins fréquente.

Le 7 mars 2019, Darwin était à moins de la moitié de son quart de travail de 24 heures lorsqu'une série d'alarmes a clignoté sur les écrans devant lui. **L'électricité a été coupée dans tout le pays.** D'un instant à l'autre, comme si quelqu'un avait actionné un interrupteur, tout le Venezuela n'avait plus d'électricité. Dans certains endroits, la coupure durerait cinq jours. Des millions de personnes allaient manquer de nourriture et d'eau. Les salles d'opération des hôpitaux sont restées dans le noir. Les banques et les épiceries ne pouvaient pas fonctionner. Dans quelques jours, les pillages commenceront. Deux semaines plus tard, les lumières s'éteindraient à nouveau. Puis à nouveau moins d'une semaine après. Et encore au début du mois d'avril. Le système s'effondrait.

La nuit était tombée, et la vallée de Caracas s'étendait devant lui, plongée dans l'obscurité. Il n'y avait pas le scintillement de milliers d'ampoules nues dans les bidonvilles qui grimpaient sur les collines, pas de lumière des immeubles d'habitation géants, pas de lueur jaune des enclaves riches au sud, pas de lumière dans le quartier de la classe moyenne qui s'étendait sous sa fenêtre, pas de réverbères teintés de mandarine. Il n'y avait que l'obscurité. Les phares des voitures découpaient des canaux blancs dans la nuit, mais cela ne faisait qu'accentuer le noir tout autour.

En 1989, je vivais à Mexico, et j'ai regardé à la télévision Caracas, balayée par des émeutes et des pillages. La police et les soldats ont ouvert le feu sur les pillards et des centaines de personnes ont été tuées. Mes amis mexicains étaient stupéfaits. Pour eux, le Venezuela était un endroit à part, un pays touché par la bénédiction de la richesse. Le Mexique avait aussi du pétrole, mais rien de comparable au Venezuela. La Venezuela Saudita, disaient les gens : une Arabie Saoudite latino-américaine. Le chaos à la télévision démentait tout cela. C'était comme l'écrasement d'un rêve. Les émeutes ont révélé que le Venezuela était un fantasme creux – une jolie babiole à l'extérieur, avec des rouleaux d'argent et des voyages de shopping à l'étranger, alors qu'à l'intérieur, il y avait une pauvreté écrasante, une histoire familiale de dette, de mauvaise gestion, de paupérisme et de

corruption.

Lorsque je me suis installé au Venezuela, en tant que correspondant étranger, en janvier 2012, le pays était profondément divisé. On pourrait dire que cette division est ce qui le définissait. Les pro-Chávez contre les anti-Chávez. Les pauvres contre les riches. T-shirt rouge contre T-shirt de toute autre couleur. Vous étiez pour ou contre. D'un côté ou de l'autre. La division était évidente partout où j'allais et dans presque toutes les conversations.

Les gens se parlaient les uns aux autres, par-dessus les autres ; ils étaient pleins de colère et d'incompréhension ; ils avaient renoncé à essayer de se comprendre. Ils étaient frustrés et énervés, et lorsqu'ils en parlaient, les mots sortaient souvent à tue-tête. Les causes de cette division sont historiques, mais le fossé s'est creusé avec Chávez. Il l'avait exploité et encouragé jusqu'à ce qu'il fasse partie du paysage, quelque chose que les gens prenaient pour acquis.

Chacun d'entre eux criait si fort, et avec tant d'intensité, qu'ils ne pouvaient pas entendre ce que les gens de l'autre côté de la rue criaient. Pendant ce temps, la rue elle-même était une ruine, pleine de nids de poule, de débris et d'ordures. Et personne ne s'en souciait. Tout ce qu'ils voulaient faire, c'était continuer à se crier dessus.

La vie dans une nation qui s'effondre

« Ces jours-là semblaient des années », m'a dit Marlyn Rangel. « Vous ne saviez pas quel jour on était. Pour aggraver les choses, sans électricité, vous ne pouviez pas charger votre téléphone. Donc vous ne saviez pas quelle heure il était. Ni le jour de la semaine. Tu ne connaissais même pas la date. Vous étiez isolés. Il n'y avait pas de nouvelles. Pas de télévision. Pas de radio. Pas de signal de téléphone portable. Pas de plan de données. Pas d'internet, pas de médias sociaux. Personne du gouvernement n'est jamais venu dire ce qui se passait. Le gouvernement n'a jamais envoyé d'eau, de nourriture ou de médicaments. Pas de policiers, pas de pompiers, pas de secouristes, personne pour vous dire ce qui se passait et combien de temps cela allait durer. Vous étiez seuls. Seuls, vous, votre famille et vos voisins, chaque quartier étant une île entourée de silence et d'obscurité. La ville était un archipel ».

À Maracaibo, la deuxième plus grande ville du pays, avec près de 2 millions d'habitants, où vivait Marlyn, le courant est resté coupé pendant cinq jours. Et elle n'est pas revenue d'un coup. Certaines parties de la ville ont été privées d'électricité pendant de longues périodes, et dans certaines zones, l'électricité est revenue, pour être à nouveau coupée.

Et comme les jours passent et qu'il n'y a pas de courant et pas de nouvelles, vous commencez à vous demander : Et si le courant ne revenait pas du tout ? Et puis la nourriture vient à manquer. Ou bien elle se gâte avec la chaleur. Et vous n'avez pas d'argent liquide (presque plus personne n'a d'argent liquide, car en plus des pénuries de nourriture et de médicaments, il y a une pénurie d'argent liquide). Et sans électricité, les distributeurs de billets ne fonctionnent pas. Et les magasins ne peuvent pas vous vendre de nourriture parce que les lecteurs de cartes ne fonctionnent pas. Et il fait plus de 90 degrés. Et il n'y a pas d'air conditionné. Et il n'y a pas d'eau courante. Et vous ne pouvez pas vous baigner.

À Maracaibo, les habitants faisaient face aux coupures et au rationnement électrique depuis plus d'un an avant que ne survienne la grande panne, déjà désespérée depuis 2017. L'électricité était coupée pendant environ quatre heures par jour, dans différentes zones à différents moments, pour alléger la charge globale du réseau.

Finalement, le rationnement a augmenté à environ six heures par jour. Au cours des mois suivants, il fluctuait, parfois plus long, parfois plus court. L'horaire était erratique : vous ne saviez jamais quand votre tour viendrait. C'était comme une expérience comportementale géante pour voir comment des centaines de milliers de personnes réagiraient dans un environnement d'incertitude et de stress croissants.

Maracaibo et le reste de l'État de Zulia se trouvent à l'extrémité du réseau électrique national, presque aussi loin des grandes centrales hydroélectriques qu'on peut l'être du Venezuela. Pourtant, ils dépendent de ces centrales pour la plupart de l'électricité qu'ils consomment, ce qui a créé des problèmes chroniques. L'État possède plusieurs centrales thermiques, qui fonctionnent au gaz naturel ou au diesel. Si elles fonctionnent à pleine capacité, elles peuvent fournir presque assez d'énergie pour satisfaire la demande locale. Mais la plupart de ces centrales sont arrêtées ou fonctionnent à peine.

Au cours de l'année 2018, Nataly a recensé un total de 25 pannes, certaines n'ayant duré que deux ou trois heures, d'autres plus d'une journée. La plus longue panne de 2018, en août, a duré trois jours. Après cela, le rationnement s'est intensifié : de nombreuses personnes restaient sans électricité jusqu'à une demi-journée d'affilée. Vers la fin de l'année, la situation s'est améliorée, et certains jours, il pouvait ne pas y avoir de rationnement du tout. Puis la situation s'est à nouveau aggravée et, en février, certains quartiers de la ville ont été privés d'électricité jusqu'à seize heures par jour.

On pourrait penser que l'absence fréquente d'électricité est propice à un meilleur sommeil – pas de lumières pour vous déranger, pas de télévision à regarder, pas de bars ou de clubs à fréquenter. Mais les Maracuchos ont en général le comportement irritable et inquiet des personnes privées de sommeil. Et il est facile de comprendre pourquoi. Ils passent des nuits dans leur voiture, à faire la queue pour acheter de l'essence. Ils doivent se réveiller au milieu de la nuit lorsque l'eau arrive soudainement (souvent après des semaines sans eau courante), et ils se mettent alors à remplir les réservoirs, à laver le linge, à se laver.

Sans électricité, il n'y a pas de climatisation. Maracaibo, où la température maximale moyenne dépasse les 90 degrés tous les mois de l'année, et où les nuits sont chaudes et pleines de moustiques. La plupart des climatiseurs sont posés comme une brique surdimensionnée à la fenêtre parce qu'ils ont brûlé lors d'une des innombrables surtensions. Les gens restent donc dans leur chambre étouffante, les fenêtres fermées contre les insectes, emmêlés dans les draps moites, ou allongés dehors dans un hamac, transpirant et frappant les moustiques.

De nombreux réfrigérateurs ont été brûlés par les pics d'électricité qui ont suivi les pannes et les baisses de tension, si bien que les gens ont été pris sans provisions. Ils n'avaient pas de nourriture pour tenir jusqu'à ce que le courant revienne. Il y a eu un jour ou deux où les marchands donnaient les denrées périssables, comme la viande et les produits laitiers, parce qu'elles commençaient à se gâter. Après cela, il n'y avait plus rien du tout.

Le quatrième jour de la panne, la famille de Marlyn a mangé la dernière nourriture qu'elle avait à la maison : des spaghettis sans rien dessus. Ils n'ont pas dîné le dimanche soir et pas pris de petit-déjeuner le lundi matin.

Pendant longtemps, les gens ont vécu au jour le jour – l'argent était rare et la nourriture était si chère que vous ne pouviez pas acheter plus que ce dont vous aviez besoin pour ce jour-là ou peut-être le suivant. J'ai été dans de nombreuses maisons au Venezuela en 2019 où vous ouvriez le placard de la cuisine et il n'y avait rien à l'intérieur, pas une boîte de conserve ou une miette.

Le Venezuela était autrefois un pays d'abondance. Les gens me le disaient tout le temps : Nous sommes un pays riche, nous avons du pétrole. Pendant les années Chávez, le pays s'est rempli d'argent du pétrole – le baril dépassait les 100 dollars – et ces gens qui avaient faim aujourd'hui mangeaient trois repas par jour et avaient assez d'argent pour emmener leurs enfants au cinéma, à la plage ou dans un fast-food. Maintenant, beaucoup de gens ne mangeaient qu'une ou deux fois par jour, et ce qu'ils mangeaient, c'était des lentilles. Peut-être un peu de riz ou de pâtes. Le lendemain n'existait que comme un doute : Que mangerons-nous demain ?

Les gens dormaient mal ou pas du tout ; ils ne se lavaient pas ; ils ne mangeaient pas beaucoup, et ce qu'ils mangeaient était surtout des calories bon marché : pâtes, riz, lentilles, avec peu de fruits et de légumes et peu de protéines.

Ils vivaient des vies atténuées dont les limites et les contraintes étaient fixées par les allées et venues irrégulières

de l'électricité, de l'eau, du téléphone, d'Internet, de la nourriture, du gaz de cuisine, de l'essence. Tout cela était hors de leur contrôle, un rappel constant du pouvoir, de l'incompétence et de l'arbitraire de l'État. Et de votre propre état d'incertitude. Les gens se sont habitués à se débrouiller, à supporter ce qui aurait été impensable quelques années ou même quelques mois plus tôt. Quand l'électricité a commencé à manquer, les gens étaient indignés. Maintenant, ils réagissent à peine. Avant, ils avaient de l'eau courante fiable. Au début, lorsque l'eau a disparu, les gens ont protesté. Maintenant, ils se réveillent au milieu de la nuit toutes les quelques semaines lorsque l'eau recommence à couler et commencent à laver les vêtements.

D'après les Vénézuéliens, l'électricité est donnée et retirée. Le gouvernement donne de l'électricité comme il donne des boîtes de nourriture ou des maisons. Et comme l'essence, l'électricité est si bon marché qu'elle pourrait aussi bien être gratuite. Avec la dévaluation et l'hyperinflation, la compagnie d'électricité du gouvernement a essentiellement cessé de facturer les clients. Ce qu'elle pouvait recevoir en paiements ne valait pas le coût de leur traitement.

Les gens faisaient la queue pendant des heures pour entrer dans les supermarchés où ils achetaient ce qui se trouvait dans les rayons. Devant un grand supermarché d'El Tigre, je suis tombé sur une file de centaines de personnes. Ils se tenaient pressés les uns contre les autres, devant et derrière. Étranger contre étranger. Ils ont dit que c'était pour empêcher les gens de couper dans la file. Il y avait quelque chose d'horriblement déshumanisant là-dedans, la façon dont chaque personne était serrée entre celle de derrière et celle de devant. C'était désespérant.

Les habitants de Santa Teresita étaient en colère et avaient peur. Ils avaient peur de la police et encore plus de l'envoi par la police des colectivos, les bandes armées de motards qui servaient de troupes de choc au gouvernement. Ils avaient peur que les colectivos viennent et qu'il y ait de la violence. Les gens se sont pressés autour de moi. Ils ont vu que j'étais un Américain, un journaliste. « *Quand les Marines vont-ils venir et renverser Maduro ?* » a dit quelqu'un, une voix dans l'obscurité. « *Dites à Trump que nous l'attendons* », a dit un autre.

Les invasions s'accompagnent de pertes, ai-je dit. Elles ne se passent pas toujours comme prévu. Les gens meurent de toute façon, a dit un homme. Et c'est vrai ! Une femme s'est mêlée à la conversation et ils se sont parlé par-dessus : Les gens meurent de faim, se font tirer dessus pendant les manifestations, meurent par manque de soins médicaux.

Une femme m'a raconté qu'elle revenait d'un voyage en Colombie et qu'à la frontière, des soldats de la Garde nationale vénézuélienne lui avaient volé les médicaments qu'elle ramenait : des antibiotiques, des médicaments contre l'hypertension et le diabète.

Les gens m'ont parlé de l'arbitraire des arrivées et des départs d'électricité, de l'approvisionnement incertain en eau. Cela vous prive de sommeil. C'était le pire. Normalement, vous dormiez avec l'air conditionné. Mais sans électricité, dans la chaleur de Maracaibo, vous deviez laisser les fenêtres ouvertes ou dormir dehors, et les moustiques ne vous laissaient pas tranquille. Vous pouviez vous enrouler dans un drap, mais vous aviez alors l'impression d'étouffer et vous ne pouviez toujours pas dormir. En plus de tout cela, vous étiez tout le temps sur les nerfs. Vous étiez inquiet pour votre famille, vos voisins.

Un homme qui nous écoutait est intervenu : « *On est des morts-vivants ici !* » « *Ils nous tuent lentement* », a dit Alejandro. « *On est comme des zombies !* » a dit une femme petite, nerveuse, aux bras nus et fins. Ses mots sortaient en rafales répétitives et furieuses. « *Ils nous tuent ! Pas de nourriture ! Pas d'électricité ! Nous allons disparaître ! D'un jour à l'autre !* »

Les gens ici ont pris soin les uns des autres. Une femme a eu une mastectomie la semaine dernière. Une autre a eu une attaque. Leurs voisins sont venus voir comment ils allaient. Une famille avait deux enfants avec des besoins spéciaux. La femme à qui on avait volé les médicaments en ramenait pour un voisin. Mais le quartier se vidait. « *Ces gens là-bas sont partis en Équateur. Ceux d'à côté sont partis au Pérou. On a fait marche arrière, jusqu'à avant la Seconde Guerre mondiale. En 1910. Nous sommes allés si loin en arrière.* »

Un homme a survécu à la campagne en élevant des lapins pour les manger et les vendre. Tout était difficile : trouver de la nourriture pour les lapins, transporter les lapins. Il était arrêté à un poste de contrôle et les soldats lui volaient les lapins. Il vivait dans une cabane avec un toit en tôle et un sol en terre battue, et faisait la cuisine au feu de bois.

Les gens de la classe moyenne dépensaient les économies qu'ils avaient en dollars et se demandaient ce qu'ils feraient quand ils n'en auraient plus.

Plus on s'éloignait de Caracas, plus les choses étaient mauvaises. Et le pire de tous, tout le monde le disait, était Maracaibo. Si dans certains quartiers de Caracas, on pouvait plisser les yeux et faire semblant que le monde était normal, à Maracaibo, on pouvait ouvrir les yeux et s'imaginer qu'on était arrivé dans l'apocalypse des zombies. La ville semblait dépeuplée. Au moins la moitié des magasins et des entreprises que nous avons croisés étaient fermés. Il n'y avait pas de circulation, mais il y avait de longues files de voitures aux stations-service, peut-être plus que dans les rues. Dans une banque, une file de personnes attendait son tour au distributeur de billets. Les limites de retrait quotidiennes n'avaient pas suivi l'inflation, de sorte que vous ne pouviez retirer que l'argent nécessaire à un seul trajet de bus. Il faut revenir le lendemain pour retirer le billet de retour. Certaines parties de la ville n'avaient pas d'électricité en raison du rationnement de l'énergie. S'il y avait d'autres voitures à un carrefour où les feux de circulation n'étaient pas allumés, vous jouiez à la poule mouillée pour voir qui passerait en premier. Certains conducteurs passaient en trombe. D'autres s'engageaient doucement dans l'intersection, en hésitant, le pied sur le frein.

Les pénuries d'essence étaient chroniques depuis des années, depuis avant Chávez, mais comme pour tout le reste, c'était bien pire maintenant. La plupart du temps, ces jours-ci, il n'y avait pas d'essence à trouver. Puis, quand l'essence arrivait, il fallait faire la queue pendant des heures, voire toute la journée, pour acheter une bouteille. C'était au prix du gouvernement. Vous pouviez probablement trouver une bouteille sur le marché noir, mais elle coûtait plus d'un mois de salaire.

L'auteur s'est rendu dans une caserne de pompiers pour leur parler d'une camionnette en feu, où il ne restait que deux pompiers et aucun véhicule. Pas même une voiture. À une époque, il y avait eu 6 ambulances et plusieurs camions de pompiers. Aujourd'hui, il n'y a plus d'ambulances du tout et un seul camion de pompiers pour toute la ville dans une autre caserne.

Au début de l'année 2020, le système de santé du Venezuela fonctionnait à peine. Près de la moitié des médecins du pays, soit environ 30 000, avaient émigré. Les médicaments étaient indisponibles ou en quantité insuffisante. Les hôpitaux n'avaient souvent ni électricité ni eau courante. Les équipements étaient obsolètes ou cassés. Les gens quittaient le Venezuela, ils n'y allaient pas. Au début, il semblait qu'il y avait peu de cas de Covid-19. Mais ce n'était qu'une question de temps. Les gens qui vivent au jour le jour et n'ont pas de nourriture à la maison ne peuvent pas rester à l'intérieur pendant des semaines ou des mois en attendant que la pandémie se calme. Ils doivent sortir et gagner quelques bolivars pour acheter de la nourriture. Et les personnes qui n'ont pas d'eau courante ni de savon ne peuvent pas se laver les mains. Si le Covid a mis du temps à se développer au Venezuela, sa propagation s'est inévitablement accélérée.

L'autoritarisme est devenu une vocation et le gouvernement a criminalisé l'infection. Les réfugiés vénézuéliens revenant d'autres régions d'Amérique latine ont été étiquetés comme des bioterroristes, ramenant intentionnellement l'infection dans le pays. Le gouvernement a strictement contrôlé le nombre de réfugiés autorisés à rentrer dans le pays, obligeant des centaines d'entre eux à attendre à la frontière, du côté colombien. Les rapatriés ont été placés dans des installations de quarantaine, dans des conditions de promiscuité, sans hygiène de base ni nourriture ou attention adéquate. Le gouvernement a également agi de manière agressive pour contrôler l'information. Il a commencé à arrêter les journalistes et le personnel médical qui publiaient sur les médias sociaux des informations remettant en cause ou contredisant les données officielles. Les médecins et les infirmières qui mettaient en doute l'état de préparation du système de santé ou le faible nombre de cas recensés par le

gouvernement ont été intimidés et harcelés.

Sans gaz de cuisson, les gens ont fait des feux de bois en utilisant des bouts de bois dans la rue ou en montant des collines avec des arbres ou des broussailles.

Pillages

Les pillages ont commencé à Maracaibo tard le dimanche, quatrième jour de la panne. Les pillards ont fait irruption dans une pharmacie, puis dans un centre commercial haut de gamme. Les gens descendaient la rue en portant des paquets de farine de maïs, de riz et de pâtes. Chez Marlyn, ils n'avaient pas mangé depuis la veille et maintenant la nourriture passait littéralement devant leur porte. La Curva était toujours un endroit très fréquenté, mais Marlyn n'avait jamais vu autant de monde. Ils avaient franchi les barrières métalliques devant les magasins. Les gens couraient à l'intérieur, prêts à tout pour mettre la main sur quelque chose, n'importe quoi. Il y avait une alchimie dans l'air, presque une odeur, on pouvait la sentir : le désespoir, l'adrénaline, la fièvre. Ça lui faisait peur. Soudain, Marlyn a entendu des coups de feu et elle a couru.

Un groupe d'hommes armés se tenait devant un magasin de produits divers appelé Todo Regalado (Tout ce qui est bon marché), et ils avaient tiré en l'air pour repousser les pillards. Mais c'était le seul magasin qui était protégé. Tout autour, les autres magasins ont été éventrés et les gens entrent et sortent en masse. La cohue était telle dans certains magasins que beaucoup de gens ne pouvaient pas entrer. Lorsque cela se produisait, les gens à l'extérieur se mettaient à crier « Guardia ! », prétendant ainsi avertir les pillards à l'intérieur que la Garde nationale était arrivée. Par peur d'être pris, les pillards à l'intérieur se précipitaient dehors. Puis les personnes qui attendaient dehors se précipitaient pour prendre leur place.

« C'était comme un jeu », a dit Marlyn. « 'Guardia !' Sortez. Rentre. Sortir. Entrer. Sortir. Entrez. » Mais il n'y avait pas de police, pas de soldats. « C'était absolument hors de contrôle. Les magasins étaient comme des grottes sombres. Il y avait du verre brisé, du métal déchiqueté. Les gens saignaient. Marlyn avait trop peur pour entrer. « J'avais l'impression de mesurer un mètre, comme un hobbit. Tous les autres semblaient être des géants, et si j'entrais, je serais écrasée. Elle a trouvé un endroit sûr d'où elle pouvait observer le défilé des pillards. Les gens prenaient plus que de la nourriture : des ventilateurs électriques, des tables, des chaises, un lit, des mixeurs, des autocuiseurs, des chaussures, des vêtements, et même les étagères des magasins.

Plus tard dans la journée, Marlyn et sa famille ont suivi la foule jusqu'à un entrepôt. À l'intérieur, c'est la débauche : des palettes de nourriture empilées jusqu'aux chevrons. Cette fois, Marlyn est déterminée à entrer. Mais Andrés l'a fait reculer. Il avait peur qu'elle soit blessée. Les garçons sont entrés et sont vite ressortis chargés de trésors. Des sacs de pâtes, une caisse de jambon à la diable en conserve, du détergent à lessive, du papier toilette, du ketchup et une boîte de bonbons au caramel. Les garçons ont laissé tomber leur butin et sont entrés pour en chercher d'autres. Marlyn s'est assise sur le dessus de la pile comme une princesse voleuse. Ils sont ressortis avec plus de choses et ont décidé de rentrer chez eux.

« La moralité, votre sens du bien et du mal, tout ce que vous avez appris quand vous étiez petit, tout ce qu'on vous a enseigné en grandissant, tout ce qu'on vous enseigne à l'école, jusqu'à l'université, a été complètement perdu », dit Marlyn. « Pourquoi ? Parce que les gens sont arrivés à un point où ils ne pouvaient plus penser au lendemain. Qu'allez-vous manger demain ? C'est la seule chose qu'ils ont encore en tête. Personne ne se soucie des autres. Si tu meurs de faim, qu'est-ce que ça peut me faire, tant que j'ai de la nourriture. Il n'y a plus de main tendue. Les gens d'ici, nous avons une tradition d'entraide. Si tu viens chez moi : « Tiens, prends du café. Tu veux quelque chose à manger ? Les gens ne font plus ça. Vous attendez que la personne parte avant d'vous asseoir pour manger parce que vous n'avez même pas assez pour vous.

Je n'avais pas de nourriture. Qu'est-ce que j'allais faire ? Bien sûr, chacun a sa propre conscience, chacun a sa propre façon de penser, chaque tête contient son propre monde, mais au bout du compte, c'était comme ça : J'avais de la nourriture sur ma table ce soir-là. Mais qu'est-ce que cela m'a fait ? Qu'en est-il de ma conscience ? Où

étais-je ? Où était Marlyn Rangel à ce moment-là ? Je ne la connaissais plus.

À Maracaibo, des voleurs ont volé les fils téléphoniques qui fournissaient les services de téléphonie fixe et d'Internet. Le fil était en cuivre, et les voleurs l'ont vendu à des ferrailleurs. Par conséquent, il n'y avait pas d'Internet.

Dimanche, les pillards ont nettoyé l'entrepôt de Pepsi. Le lundi, ils ont pillé Makro. Le mardi matin, les premiers pillards se sont présentés dans un hôtel. Ils ont percé un trou dans le mur en parpaings à l'arrière, ont fait reculer un camion à plateau et ont commencé à le charger. Ils savaient ce qu'ils faisaient. Une équipe de pillards est montée sur le toit et a enlevé les quatre grandes unités de climatisation de l'hôtel. Chacun d'entre eux pesait des centaines de livres. La rumeur a commencé à circuler : **Ils pillent l'hôtel !** De plus en plus de gens sont arrivés. Les quelques employés de l'hôtel qui avaient pu se rendre au travail ce jour-là ont fui devant la vague de pillards.

Les gens envahissaient le bâtiment de **l'hôtel**, le terrain, les dépendances, les cabañas, comme des fourmis sur une fourmilière. Les gens couraient dans tous les sens. C'était le chaos. Un homme a frappé un transformateur électrique monté sur un socle en béton avec une hache jusqu'à ce qu'il perce la coque en acier et que de l'huile gicle. Les fenêtres explosent lorsque les gens les brisent, et aux étages supérieurs, des hommes poussent des matelas par les fenêtres et les laissent tomber sur le sol. Des voitures sont sorties chargées de butin. D'autres sont arrivées pour prendre leur place.

Au milieu de ce chaos, les gens agissaient comme si tout était normal. Les pillards entraient et sortaient, avec la même désinvolture que les invités. Les voitures passaient sur la route principale, ni vite, ni lentement, comme si c'était un jour comme les autres – des voitures, une route, des gens, un hôtel, la destruction. Les cabañas ont été vidées de leur contenu. Les toits ont disparu, les portes, les fenêtres, toutes les toilettes, les éviers, les appareils de plomberie, chaque centimètre de tuyau, tous les meubles, les câbles électriques, les interrupteurs. Tous les équipements du restaurant ont disparu : congélateurs, réfrigérateurs, cuisinières, fours, friteuses, lave-vaisselle. Les comptoirs en granit du bar ont été arrachés, les tables et les chaises emportées, il ne reste pas plus qu'une cuillère. Les meubles ont été pris dans le hall. Les ordinateurs ont été volés à la réception et dans le bureau, et tout le reste aussi, jusqu'aux agrafeuses et aux trombones. Les tapis ont été arrachés et les plafonds abattus. Tous les câbles et les tuyaux en cuivre ont été enlevés, ainsi que tout ce qui était en aluminium. Le sol était jonché de morceaux de plâtre et de dalles de plafond cassées. Des gaines et des conduits pendaient à travers de grandes entailles dans le plafond. Les pillards avaient enlevé les portes des chambres, des placards et des salles de bain, et lorsqu'ils ne pouvaient pas ouvrir une pièce, ils défonçaient la porte à la hache. Dans les chambres, tous les meubles avaient disparu – lits, matelas, tables, chaises, lampes. Tous les équipements ont disparu – éviers, pommeaux de douche, même les toilettes. Ce qu'ils ne pouvaient pas prendre, ils l'ont cassé : fenêtres, miroirs. Le papier peint beige, peint avec des cornouillers blancs, était marqué de trous là où ils avaient arraché les prises électriques et les interrupteurs.

Le gouvernement et le pétrole

La particularité du Venezuela est que son économie tourne entièrement autour du pétrole. Le gouvernement possède le pétrole dans le sol et reçoit de l'argent de la vente du pétrole. Cela a pour effet de placer le gouvernement au centre de la vie économique. Et la principale fonction du gouvernement devient la distribution de l'argent du pétrole à ses citoyens. Cela a accentué une tendance existante vers un gouvernement hautement centralisé avec un exécutif puissant. Parce qu'une quantité extrême de pouvoir (à la fois politique et économique) était concentrée dans le gouvernement, une quantité démesurée de pouvoir était mise entre les mains du président. Et comme l'argent du pétrole affluait en permanence, le gouvernement n'a jamais développé une base fiscale solide en dehors de l'industrie pétrolière. Les impôts sur le revenu, les taxes sur la valeur ajoutée, les taxes foncières, les taxes de vente – tous étaient inexistantes ou appliqués à des taux inférieurs et avec des taux de participation plus faibles que dans les autres pays de la région. L'État vénézuélien en est venu à être considéré principalement comme un énorme appareil de distribution, une énorme vache à lait qui profitait à ceux qui étaient capables de téter à ses mamelles.

Et comme la distribution de l'argent du pétrole était la principale fonction de l'état, celui-ci a développé une relation patron-client avec les citoyens, dans laquelle chaque groupe d'intérêt faisait la queue pour obtenir sa part du gâteau. Les syndicats ont obtenu une grande bureaucratie avec un personnel nombreux et des entreprises publiques qui embauchaient plus de travailleurs que nécessaire. Le monde des affaires a obtenu des contrats et des subventions de l'État, notamment des prêts à faible taux d'intérêt et des réductions ou des exonérations d'impôts déjà faibles. Les personnes âgées ont obtenu des pensions. Les pauvres ont obtenu des logements. La classe moyenne a eu accès à des dollars bon marché qui ont permis de financer des voyages à l'étranger. Tout le monde a eu de l'essence bon marché, vendue à des prix parmi les plus bas du monde. Et alors que les gouvernements de tous les pays offrent une partie ou la totalité de ces avantages et de ces subventions à des groupes de population privilégiés, les Vénézuéliens en sont venus à les considérer comme des attributs essentiels de la citoyenneté, que les prix du pétrole soient élevés ou faibles. C'était comme appartenir à un club spécial – vous vous attendiez à toutes les bonnes choses et être né était la seule cotisation que vous deviez payer.

Chávez

Chávez était profondément conservateur sur un point essentiel. Son discours était davantage tourné vers le passé que vers l'avenir. Il s'agissait de retrouver un âge d'or, de revenir à une grandeur imaginée qui n'a jamais vraiment existé. Comme aucun autre homme politique, Chávez a vécu et gouverné à la télévision, par la télévision, pour la télévision, éliminant les intermédiaires de la presse et s'adressant directement à ses partisans, ceux qu'il a choisi d'appeler « le peuple ». Cela a été vrai depuis le tout premier moment où il a fait irruption dans l'esprit de ses compatriotes jusqu'à la toute dernière fois où ils l'ont vu, en direct à la télévision, 20 ans plus tard,

Chávez visitait des fermes et des usines ; il montait à cheval, se promenait, conduisait des tracteurs. Il a chanté. Il a dansé. Il y avait des numéros musicaux. Il y avait des invités spéciaux (Fidel Castro, le président Daniel Ortega du Nicaragua). Ça commençait tous les dimanches à onze heures du matin, mais on ne savait jamais quand ça allait se terminer. Ça pouvait durer quatre heures ou huit. Il était à la télévision presque tous les jours. Il diffusait des réunions de cabinet, des discours, des visites de projets de travaux publics et des voyages à l'étranger. Il réquisitionnait fréquemment les ondes, entrant par effraction et préemptant les programmes de toutes les stations de radio et de télévision. De 1999 à 2012, il a occupé les ondes de cette manière 2 377 fois, pour un total de 1 695 heures de diffusion. Toute la masse critique de la société vénézuélienne devait regarder le programme, que l'on soit pour Chávez ou contre lui. Tous les responsables d'institutions devaient regarder parce que vous ne saviez jamais s'il allait vous appeler, vous ne saviez jamais ce qu'il allait inventer, vous ne saviez pas s'il allait vous donner un ordre direct.

Il raillait, se moquait et embrochait ses adversaires, dans son pays et à l'étranger. Il faisait des annonces dont ses partisans savaient qu'elles feraient enrager ses ennemis, et pour cette raison, ils l'aimaient encore plus.

En avril 2002, Chávez profite d'une télévision pour procéder à un remaniement de PDVSA. Il s'était engagé dans une longue bataille pour accroître son contrôle sur la compagnie pétrolière publique et, quelques semaines plus tôt, il avait nommé plusieurs nouveaux membres à son conseil d'administration. Depuis, les travailleurs et les cadres de la compagnie se sont révoltés, organisant des manifestations et réduisant la production dans les puits et les raffineries. C'était un test de volonté, une défense de l'indépendance de PDVSA vis-à-vis de la politique et un défi à l'autorité de Chávez en tant que président. Chávez a pris l'antenne et a annoncé qu'il avait une liste de cadres de PDVSA qu'il avait décidé de licencier. Lorsqu'il a terminé, Chávez prend un sifflet et donne un coup sec. « Hors-jeu ! » dit-il. « Sortez ! » Les fans de Chávez ont adoré. Ils ont tout gobé. Ils ont applaudi. Ils ont applaudi, à l'écran et à la maison. Vous avez vu ce qu'il a fait ? Il les a virés à la télé ! Il les a virés avec un sifflet ! Il a montré à ces fils de pute de l'élite qui est le patron.

C'était en 2002, deux ans avant que Donald Trump ne fasse du divertissement en virant des gens à la télévision.

Chávez l'a devancé.

Si Chávez visitait une ferme et qu'il n'y avait pas de bétail, les producteurs faisaient venir des vaches par camion et les lâchaient dans un pâturage derrière le commandant. Les usines inactives recevaient les matériaux ou les équipements dont elles avaient besoin pour produire. Son émission de télévision était un village Potemkine télévisé – un décor créé pour Chávez et les téléspectateurs qui montrait un Venezuela plus brillant et plus prospère que celui qui existait. Chávez n'était généralement pas au courant de la supercherie.

Les prix du pétrole étaient élevés et le gouvernement a augmenté ses dépenses. Il a construit des milliers d'appartements et de maisons et a diffusé chaque semaine des jeux télévisés où Chávez remettait aux familles reconnaissantes les clés de leurs nouvelles maisons. Il a dépensé des millions pour importer des lave-linge, des sèche-linge, des téléviseurs et des voitures, qu'il a donnés ou vendus à des prix subventionnés.

Chávez était un populiste. Le but du gouvernement était de rester au gouvernement. Le but du pouvoir était de rester au pouvoir. Il n'utilisait pas ce pouvoir pour améliorer les vies ou le pays de manière durable. Dans la mesure où l'une de ces choses a été tentée, elle l'a été dans un but différent : Cela l'aiderait-il à rester au pouvoir ? L'affirmation centrale du populisme est la suivante : seule une partie du peuple est vraiment le peuple. Il n'existe pas de description plus succincte des 14 années de pouvoir de Chávez. Le populisme, selon Müller, professeur à l'université de Princeton, intègre une vision morale qui oppose le peuple pur aux élites corrompues.

L'idéologie de Chávez était le chavisme, ce qui est une autre façon de dire qu'il était le patron et qu'il prenait les décisions. C'est le même caudillismo qui a traversé comme une corde de traction l'histoire de la nation. Le chavisme n'était pas un mouvement au sens large du terme, mais un courant. Le système de gouvernement vénézuélien a toujours été fortement centralisé et orienté vers la présidence. Et cela convenait à Chávez et à son culte de la personnalité. Ce que Chávez a compris intuitivement, c'est que le moyen de rester au pouvoir était d'exploiter la dynamique « nous contre eux » du populisme.

La tendance de Chávez a toujours été de polariser », a déclaré Izarra, ancien ministre de l'information de Chávez. « C'était la seule façon pour une révolution comme la sienne de fonctionner. Il disait : 'Polarisez ! Nous sommes bons ! Ils sont mauvais !' ... La lutte des classes. La lutte des classes sociales. Il n'y a aucun moyen de le faire sans polariser. Il faut que ce soit une chose sans compromis. Il n'y avait pas d'autre moyen d'avancer.

Sa mise en scène était brillante, tout seul sur la scène, une figure solitaire en vêtements sombres, entouré par et élevé au-dessus des masses adoratrices en rouge. Il tient un micro sans fil. Parfois, il le tient à deux mains comme s'il priait. Sa voix est diffusée dans le centre de Caracas par des haut-parleurs géants. Une énorme bannière de campagne déclare « Ensemble pour toujours ». « Qui est le candidat de la vie ? » Chávez demande à la foule. « Chávez ! » répond-elle. Chávez manipule la foule comme un maître. Ils applaudissent, ils agitent des drapeaux. Il chante pour eux et ils chantent avec lui. Rien de moins que la vie du Venezuela est en jeu, leur dit-il. Ils atteignent ensemble une sorte d'extase.

Chávez avait transformé l'armée en Forces armées boliviariennes, loyales envers lui et son parti. Il a fait venir des Cubains pour mettre en place une opération de renseignement au sein de l'armée, efficace et brutale, afin d'éradiquer toute dissidence. Il a promu des loyalistes et mis en place un système d'endoctrinement politique.

Gangs

Petare est souvent appelé le plus grand bidonville d'Amérique latine. Quelque 400 000 personnes y vivent sur une concaténation de collines, de crêtes et d'arroyos s'élevant comme un mur à l'extrémité orientale de la vallée de Caracas. Après la fin de la dictature en 1958, le nouveau gouvernement démocratique a levé les restrictions sur les squats. Les gens de la campagne ont afflué dans la capitale et ont construit leurs cabanes sur n'importe

quel morceau de terre vide qu'ils pouvaient trouver. Ils ont commencé par le bas et se sont frayés un chemin vers le haut des collines. Plus ils montaient, plus la pente était raide, et là où les routes n'arrivaient pas, ils ont construit des escaliers en béton étroits et en zigzag. Petare est l'un des endroits les plus violents de Caracas, une ville violente sur un continent violent. Les gangs contrôlent le barrio et se disputent le territoire, et si vous vous égarez au-delà de l'une des frontières invisibles qui les séparent, vous risquez de ne pas revenir. Quand Hilda avait 12 ans, l'un de ses oncles a été tué par balle, devant sa famille. À 22 ans, son frère de 17 ans revenait d'une fête lorsqu'il a été abattu dans la rue. Quelques années plus tard, un autre oncle a été touché par une balle perdue et s'est vidé de son sang. Le quatrième enfant d'Hilda, Yara, a disparu en allant à l'épicerie, et la police n'a rien fait. Ils ne se souciaient pas d'une petite fille perdue issue d'une famille pauvre de Petare.

La famille a imprimé des affiches avec la photo de Yara. Ils ont cherché partout. Hilda a vendu un mixeur électrique pour payer les affiches et les frais de bus et de taxi. Les jours passent. Ils mettent d'autres affiches. Certains enfants sont tombés malades et ont dû aller chez le médecin. Un homme a appelé pour demander une rançon. Ils ont vendu le réfrigérateur et leur lit pour réunir l'argent. Mais la rançon était un canular. L'homme ne savait pas où était Yara. Le 6 janvier, le corps de Yara a été retrouvé dans une décharge. Elle avait été torturée. Ses doigts et ses côtes étaient cassés. Ses cheveux ont été arrachés. Mais maintenant qu'il y avait un corps, les flics s'y intéressaient. Ils ont mis Hilda dans une pièce et lui ont demandé pourquoi elle avait tué sa fille. Hilda était furieuse.

Le quartier de Petare où vit Hilda est dirigé par un chef de gang nommé Wilexys. Il est craint et vénéré. Il représente la loi dans un endroit sans loi. Il aide les nécessiteux. Quelques mois après la disparition de Yara, Hilda a reçu un appel téléphonique. C'était Wilexys. Il lui dit qu'il a trouvé deux hommes qui ont enlevé Yara et l'ont vendue à un autre homme, propriétaire d'une bodega. Quand le propriétaire de l'épicerie a essayé de molester Yara, elle a résisté et l'homme l'a battue à mort.

Il est facile de comprendre pourquoi Hilda et tant d'autres de sa génération aimaient Chávez. Soudain, le pays s'est rempli d'argent. Cela n'était pas dû à ce que Chávez avait fait. C'était plutôt le résultat d'événements survenus à l'autre bout du monde, la croissance économique en Chine et dans d'autres pays ayant fait grimper en flèche le prix du pétrole. Mais ce n'est pas ainsi que les habitants de Petare ont vu les choses. Ils ont voté pour réélire Chávez pour la même raison que les gens votent pour réélire les présidents aux États-Unis lorsque l'économie est forte. Chávez était président et leurs vies étaient meilleures. Et il a tenu ses promesses pour Petare. Le gouvernement a construit des cliniques médicales, installé des conduites d'eau et reconstruit les escaliers délabrés sur les flancs des collines. Ce n'est pas que les gouvernements précédents n'avaient pas fait certaines de ces choses. Mais les prix du pétrole n'avaient jamais été aussi élevés, et Chávez avait plus d'argent à dépenser.

Les escadrons de la mort vénézuéliens

Les FAES, comme on les appelle, sont une force de police qui a été créée par Maduro en 2017. Elle a été proposée comme une escouade d'élite anti-criminalité, mais il est apparu très tôt qu'elle avait un objectif différent. Les FAES sont conçues pour intimider. Les agents des FAES sont habillés en noir, avec des gilets pare-balles noirs, et ils portent souvent des cagoules noires pour cacher leur visage. Ils conduisent des camionnettes noires sans plaques d'immatriculation et portent des armes d'assaut et des pistolets automatiques. Le symbole des FAES est une tête de mort, que les agents portent en écusson sur leurs uniformes. Les FAES effectuent des ratissages dans les quartiers pauvres, ce qui entraîne souvent un nombre élevé de morts. Les morts étaient identifiés par la suite comme des suspects criminels tués alors qu'ils résistaient à leur arrestation. Après les meurtres, les FAES déposaient des armes ou de la drogue sur les corps de leurs victimes, selon le rapport. Dans certains cas, les meurtres ont eu lieu après que les victimes aient participé à des manifestations antigouvernementales.

En 2018, le gouvernement a enregistré 5 287 cas d'assassinats pour cause de « résistance à l'autorité ». Les groupes vénézuéliens de défense des droits de l'homme avaient signalé un nombre encore plus important. Au

moins 15 045 personnes ont été arrêtées et détenues pour des raisons politiques entre janvier 2014 et mai 2019.

Dans les « disparitions forcées », le lieu où se trouvaient les détenus n'a été révélé aux membres de leur famille ou à leurs avocats que plusieurs jours ou semaines après leur arrestation. Dans la plupart des cas, les personnes étaient détenues pour avoir exercé leurs droits fondamentaux de liberté d'expression ou d'activité politique, et les détentions « n'avaient souvent aucune base légale. » La Commission a constaté que le droit à un procès équitable était régulièrement bafoué. Dans la plupart des cas, les détenus étaient soumis à la torture et à d'autres formes de traitements cruels ou dégradants. Il s'agissait notamment de passages à tabac, de suffocation, de noyade et de violences sexuelles.

Le tournant autoritaire est celui de Maduro. Avec Chávez, il y avait des protestations mais aussi de l'argent et du bon temps. Il y avait des prisonniers politiques, mais pas beaucoup. Dans le cadre de la relation transactionnelle entre l'État vénézuélien et la société, il avait moins de prunes à distribuer, alors il a préféré distribuer la violence et la répression.

Un rapport des Nations Unies, publié fin 2020, indique que les enquêteurs ont examiné près de 3 000 allégations de violations des droits de l'homme. Le rapport a conclu qu'elles faisaient partie d'« une attaque généralisée et systématique dirigée contre une population civile » et qu'elles constituaient des crimes contre l'humanité. J'ai parlé à des dizaines de personnes qui ont été battues ou torturées par les forces de sécurité. Beaucoup d'entre elles étaient des gens ordinaires, raflés lors de manifestations.

BLACKOUTS

Trois heures après que les lumières se sont éteintes dans tout le Venezuela le 7 mars 2019, Maduro a tweeté : « La guerre électrique annoncée et dirigée par l'impérialisme américain contre notre peuple sera vaincue ! ». Quelques minutes plus tard, le ministre des communications, Jorge Rodríguez, est passé à la télévision et a annoncé qu'un ennemi étranger avait mené une « attaque cybernétique » contre le grand complexe hydroélectrique de Guri, dans le sud-est du Venezuela. Au troisième jour de la panne, Maduro a pris la parole lors d'un rassemblement à Caracas. Les techniciens du gouvernement étaient sur le point de rétablir le courant dans tout le pays, a déclaré M. Maduro, lorsqu'une autre cyberattaque s'est produite, ce qui a ramené le processus à son point de départ. Il a également révélé un nouveau type d'agression. Il a déclaré que le pays avait été victime d'une attaque électromagnétique visant ses lignes de transmission électrique. Maduro est très en colère. Il a déclaré que l'opposition vénézuélienne et le gouvernement américain étaient derrière cette attaque.

Une deuxième panne nationale a eu lieu le 25 mars. Cette fois, Jorge a déclaré que des tireurs embusqués avaient tiré sur un transformateur du complexe de Guri, provoquant l'explosion du transformateur.

Un technicien en électricité a déclaré que beaucoup d'efforts sont déployés pour couvrir les erreurs et pointer du doigt les autres – jouer les victimes – plutôt que de résoudre le problème. Le fait de rejeter la faute sur des forces extérieures ou sur des trafiquants internes est l'un des traits essentiels du populisme. Un sentiment partagé de persécution contribue à construire l'identité du nous contre le eux.

Chávez s'y est adonné et Maduro y a excellé : les allégations de complots de coup d'État, de tentatives d'assassinat et de sabotage se sont multipliées. Alors que Maduro et Jorge invoquaient le sabotage et l'agression extérieure, d'autres personnes soulignaient ce que tout le monde savait être vrai : depuis des années, le système électrique du Venezuela se délabrait, souffrant d'un désinvestissement massif et d'un manque d'entretien de ses installations. Comme pratiquement tout le reste du pays, il était en train de s'effondrer.

L'une des causes les plus probables de la panne initiale était un incendie sous les lignes à haute tension. Toutes les compagnies d'électricité ont pour priorité de couper les broussailles sous les lignes à haute tension, en partie parce qu'un incendie peut produire une pointe de courant susceptible de perturber le système de transmission. Pendant des années, tous les types d'entretien de base, y compris le débroussaillage, ont été négligés par la

compagnie d'électricité.

Comment la nation possédant les plus grandes réserves de pétrole estimées au monde s'est-elle transformée en un pays en pleine désintégration où des millions de personnes souffrent de la faim et où un habitant sur six a fui ? La réponse courte est que le Venezuela a manqué d'argent. De 1999, l'année où Chávez a pris ses fonctions, à 2013, l'année de sa mort, le revenu total des exportations de pétrole du Venezuela était de 768 milliards de dollars. En 2012, la valeur des exportations de pétrole du Venezuela a atteint son niveau le plus élevé sur une année, dépassant les 93 milliards de dollars. Puis le prix du pétrole a commencé à baisser. En 2015, le revenu des exportations de pétrole de la nation est tombé à 35 milliards de dollars. En 2016, il n'était que de 26 milliards de dollars.

Nous roulons dans des rues sans lumière. Des familles sont assises devant leurs maisons, sur des perrons, sur des chaises, à des tables, discutant, jouant aux dominos, passant le temps. La lumière blanche de nos phares les engloutit un instant, comme un stroboscope, capturant des images éparses – une main levée pour placer un domino sur la table, une bouche ouverte en riant. La lumière les recouvre et s'en va, les laissant dans l'obscurité. C'est la vie actuelle, l'après-électricité, c'est-à-dire l'avant-électricité, qui se précipite dans le passé.

De nombreux problèmes pour réparer le réseau électrique ne sont toujours pas résolus. Dans les bureaux de Corpoelec, 25 % des personnes travaillent et partent à 14 heures pour gagner un peu d'argent à côté. La même chose se passe dans les centrales électriques. À Guayana City, il n'y avait que deux travailleurs affectés à la maintenance de près de 20 sous-stations électriques. Il n'y avait qu'une vieille camionnette disponible, et lorsqu'elle tombait en panne, les travailleurs payaient eux-mêmes les réparations, ce qu'ils faisaient puisqu'ils utilisaient le véhicule pour faire des petits boulots à côté pour gagner de l'argent supplémentaire. Pour faire leur travail correctement, ces travailleurs avaient besoin d'un véhicule avec un élévateur à godets, mais ils étaient tous en panne et n'avaient jamais été réparés. Dans l'ensemble de l'entreprise, les programmes d'entretien de routine n'ont pas été respectés. À son apogée, Corpoelec comptait environ 50 000 employés, mais n'en avait besoin que de la moitié, gonflée par le favoritisme, la corruption et l'incompétence.

Corruption

La corruption détruit l'idée d'être un citoyen. Tout le monde devient complice. Quiconque n'a pas bu dans la coupe débordante avant qu'elle ne soit vide et fissurée, quiconque n'a pas saisi sa poignée de dollars tant qu'il le pouvait est simplement stupide et doit être plaint – non, pas plaint : méprisé. Et c'est ainsi que les corrompus le veulent.

Au Venezuela, il y avait deux principaux domaines de commerce ou d'industrie dans lesquels les gens pouvaient canaliser leur énergie. L'un, bien sûr, était le pétrole. L'autre était l'importation. Puisque les exportations de pétrole ont fait grimper la valeur du bolivar et ont créé de fortes incitations à ne pas produire des choses localement (c'était l'effet du syndrome hollandais), il était naturel que le commerce d'importation prospère au Venezuela. L'importation était également l'un des moyens par lesquels les gens pouvaient participer aux revenus du pétrole. Les dollars produits par la vente du pétrole étaient utilisés pour faire entrer toutes sortes de choses que les consommateurs voulaient. Nourriture. De l'alcool. Voitures. Téléviseurs. Vêtements. Médicaments.

En 2003, Chávez a créé un taux de change fixe et une agence gouvernementale, pour décider qui recevait des dollars et dans quel but. Cela a eu deux effets importants. Premièrement, le gouvernement est chargé de distribuer les dollars, ce qui accentue son rôle permanent de distributeur de l'argent du pétrole et crée de nouvelles possibilités de corruption. Deuxièmement, cela a conduit à la création d'un marché noir pour les dollars. Toutes les demandes de dollars n'étaient pas approuvées. Vous pourriez donc avoir un ami ou un cousin au sein du gouvernement, qui pourrait graisser les rouages pour vous, et vous pourriez vouloir payer des pots-de-vin à cet ami ou ce cousin et à ses amis.

Ensuite, les raquettes de tennis, c'est bien, mais l'argent, c'est mieux. Donc, au lieu de dépenser la totalité du million de dollars pour des raquettes de tennis en Chine, vous vous arrangez avec votre fournisseur chinois pour qu'il n'expédie que 450 000 dollars de raquettes de tennis au Venezuela, avec une fausse facture indiquant que les raquettes de tennis valent vraiment le montant total. Malgré tout, une fois la marchandise arrivée au Venezuela, les douaniers pourraient soulever des objections, et vous pourriez avoir besoin de les corrompre également. Il vous reste donc 500 000 dollars. Vous pourriez alors prendre cet argent et le déposer sur un compte bancaire à Miami ou en Suisse. Ou vous pourriez faire demi-tour et le vendre à d'autres hommes d'affaires vénézuéliens qui ont besoin de dollars. Et vous les leur vendiez au taux du marché noir, qui était le double du taux que vous aviez payé pour les dollars. Vous pouviez maintenant prendre cet argent et le dépenser, ou vous pouviez demander à acheter d'autres dollars. Les Vénézuéliens appelaient cela « la bicyclette » : utiliser les bénéfices d'une transaction monétaire pour financer la suivante, et la suivante, et la suivante. Les roues continuaient à tourner. Vous jouiez avec l'argent de la maison.

Plus vous exagériez la valeur de votre cargaison, plus vous pouviez en tirer profit. Les incitations et les possibilités de corruption étaient énormes, tant pour les importateurs que pour les fonctionnaires. L'orgie de dollars et de fausses expéditions est devenue extrême. Vous pouviez jeter les raquettes de tennis que vous aviez importées dans l'océan, qu'est-ce que cela pouvait bien faire ? Dans certains cas, les importateurs ne prenaient pas la peine d'importer quoi que ce soit ou expédiaient des conteneurs remplis de ferraille. Les importateurs abandonnaient des conteneurs de marchandises sur les quais parce qu'ils avaient déjà réalisé un tel profit qu'ils ne pouvaient pas se donner la peine de rassembler la marchandise et de la vendre.

Les pétrodollars ont cessé d'être principalement un moyen d'importer des biens nécessaires à un prix abordable pour devenir un objet de spéculation et de corruption.

Avant même que le prix du pétrole ne commence à baisser, la récession s'était installée, et l'économie en 2014 s'est contractée de près de 4 %. Dans le même temps, l'inflation augmentait, tout comme les pénuries de produits de base et les files d'attente devant les supermarchés épuisés.

La réponse de Maduro à l'inflation a été le contrôle des prix. Destinés à maintenir les produits de base à un prix abordable, ils ont eu l'effet inverse. Les produits bon marché, notamment la farine de maïs et d'autres denrées alimentaires de base dont les prix étaient fixés en dessous de la valeur du marché, ont été siphonnés des magasins et revendus dans la rue à des prix plus élevés. Il en a résulté des pénuries encore plus graves et une inflation accrue. De nombreux produits ont également disparu en Colombie et au Brésil. Tout ce qui était soumis à un contrôle des prix ou produit avec des subventions gouvernementales – farine de maïs, shampoing, huile de cuisson et autres – faisait grimper les prix de l'autre côté de la frontière.

Mais les plus gros profits transfrontaliers étaient réalisés par la vente d'essence. Le Venezuela avait l'essence la moins chère du monde – vous pouviez faire le plein pour quelques centimes. Il y a toujours eu un trafic d'essence de contrebande vers la Colombie. Mais lorsque la crise économique s'est installée, l'incitation a augmenté.

Avec la baisse des revenus pétroliers, le gouvernement avait moins d'argent à dépenser. Mais Maduro, déterminé à consolider sa position politique, n'était pas prêt à réduire les dépenses. Pour couvrir le manque à gagner, il a imprimé davantage de bolivars, ce qui a alimenté l'inflation. Sa réponse a été un contrôle accru des prix et une application plus stricte. Les prix bas décourageaient les entreprises de produire les produits contrôlés, il y en a donc moins sur le marché. Les gens se précipitent pour acheter les produits bon marché et les magasins n'en ont plus. Puis, comme les produits à prix contrôlés sont généralement des produits de base, les personnes qui n'ont pas été assez rapides pour les acheter dans les magasins en ont encore besoin – et donc les personnes qui les ont achetés les revendent sur le marché noir à des prix beaucoup plus élevés.

Pour éviter que ses réserves de devises fortes ne disparaissent, le gouvernement a restreint la vente de dollars. Selon M. Rodríguez, comme pour tout autre bien, la demande élevée et l'offre faible ont fait grimper en flèche

le prix des dollars sur le marché noir. Ainsi, une part croissante des dollars que le gouvernement a vendus aux importateurs n'a jamais permis de faire entrer des marchandises dans le pays. Les bénéfices à réaliser en jouant sur l'écart entre le taux de change officiel et celui du marché noir étaient si importants que les importateurs potentiels couvraient simplement leurs coûts et empochaient l'argent. Cela signifiait moins d'importations et moins de produits sur les étagères des magasins, ce qui entraînait une hausse des prix. Dans le même temps, les coûts du gouvernement augmentaient également – salaires, pensions, uniformes militaires – et le gouvernement imprimait de l'argent pour financer ses opérations. Avec la chute des revenus pétroliers, la machine à imprimer du gouvernement a travaillé plus dur.

Maduro a doublé le contrôle des prix. Il a envoyé des soldats dans les magasins d'électronique pour baisser les prix des téléviseurs et des ordinateurs. Il a ajouté à la liste des produits soumis à des contrôles. Il a déployé une armée d'inspecteurs pour contrôler les magasins et infliger des amendes aux contrevenants. Cela a eu pour effet de pousser de plus en plus de produits sur le marché noir (ou à travers la frontière), et les étagères des magasins se sont vidées. Les files d'attente dans les magasins sont devenues si longues que le gouvernement a attribué des jours d'achat aux gens en fonction du dernier chiffre de leur numéro d'identification national et a envoyé des soldats patrouiller dans les files d'attente pour s'assurer que les gens ne faisaient pas leurs achats le mauvais jour. Si vous aviez des dollars, vous étiez riche. Vous pouviez acheter une bouteille de scotch de douze ans d'âge pour l'équivalent de dix dollars, en utilisant des bolivars achetés au marché noir.

Au fil du temps, les compagnies aériennes ont réduit le nombre de vols, et le pays, qui avait toujours été si ouvert sur le monde, s'est isolé.

Travailler avec Maduro a été un choc. « Je me suis retrouvé avec une personne qui était comme de la gelée. Il bouge d'une façon ou d'une autre et ne prend pas de décision. Et le pays, j'avais l'impression que c'était un bateau qui coulait, vers le bas, vers le bas, vers le bas. Avec le temps, cependant, Ramírez a conclu que Maduro écoutait un groupe d'hommes d'affaires qui avaient fait fortune grâce à l'accès facile aux dollars bon marché du Venezuela. Et ils ne voulaient pas que le système change. « Maduro a décidé en faveur d'un groupe d'intérêt économique qui avait été à ses côtés et l'avait soutenu pendant des années », a déclaré Ramírez. « Chaque fois qu'il a pris une décision ou qu'il n'en a pas pris, c'était pour favoriser ce groupe.

Je lui ai demandé quand le point de rupture au Venezuela allait enfin arriver. Elle m'a lancé le regard d'un professeur à un élève qui n'a pas maîtrisé sa leçon. « Les choses ne sont jamais si mauvaises qu'elles ne peuvent pas empirer », a-t-elle dit. « Elles peuvent. » J'ai rencontré Mme de Krivoy une deuxième fois plusieurs mois plus tard et, comme elle l'avait prédit, les choses étaient encore bien pires aujourd'hui. J'ai demandé à Mme de Krivoy comment le pays en était arrivé là. « Vous commencez par affaiblir les institutions. Chávez a réformé la loi de la Banque centrale et a autorisé cette dernière à financer le gouvernement. Cela a ouvert la porte à l'impression de monnaie et à l'hyperinflation... Chávez a licencié 20 000 professionnels de PDVSA, a modifié la loi [régissant] PDVSA, a transformé PDVSA en une petite caisse [source] pour le gouvernement – et la production a commencé à baisser. Le processus à PDVSA était terminé, dit-elle, lorsque Maduro a nommé un général sans expérience du secteur pétrolier pour diriger la société. Cela faisait partie d'un schéma plus large impliquant les militaires. D'abord, Chávez a politisé les forces armées en les rendant loyales à son parti, puis Maduro a confié des postes clés du gouvernement à des généraux.

« Ensuite, vous avez le système judiciaire. Chávez a augmenté le nombre de juges afin de contrôler la Cour suprême, et l'État de droit a disparu. Ensuite, vous détruisez les droits de propriété et vous réglez excessivement l'économie. Puis vous changez la constitution et vous commencez à avoir des élections annuelles au Venezuela. Ainsi, ce qui était un horizon de cinq ans pour l'élaboration des politiques s'est transformé en un horizon d'un an, car chaque élection au Venezuela était un référendum sur Chávez, de sorte que la qualité de l'élaboration des politiques s'est également détériorée.

Maduro a nommé Motta Domínguez comme président de Corpoelec et ministre de l'énergie électrique en 2015. Il n'avait aucune expérience dans le secteur électrique ; c'était un ancien général de la garde nationale. Maduro

avait besoin de consolider son soutien dans l'armée et il distribuait des sinécures aux généraux, quelles que soient leurs qualifications. Motta Domínguez a également coché une autre case : il était proche de Tareck El Aissami, un gouverneur puissant qui contrôlait une faction importante du Chavismo. Corpoelec, même dans son état réduit, était une prune juteuse : il y avait des emplois de patronage à distribuer et des millions de dollars de contrats à attribuer. Et il était totalement incompetent, renvoyant certains des travailleurs les plus essentiels au maintien du réseau électrique.

Sous sa direction, le réseau s'est effondré. Les 12 générateurs de Caruachi avaient des fuites d'huile et étaient entourés d'un lac d'huile que personne n'avait pris la peine de nettoyer. L'entretien de base avait été négligé. Les pièces de rechange étaient épuisées. Les radios ne fonctionnaient pas. Les ampoules brûlées n'avaient pas été remplacées.

Les gens avaient déserté l'entreprise parce qu'ils ne pouvaient plus se permettre de vivre avec des salaires qui garantissaient autrefois un style de vie de classe moyenne et qui assuraient maintenant une existence de famine. De nombreux travailleurs expérimentés avaient quitté le pays.

Où est passé l'argent ?

Il est courant de dire qu'Hugo Chávez avait du charisme et que c'était la clé de son succès en tant qu'homme politique. Et il avait certainement la capacité d'établir un lien avec les gens, en particulier avec ceux qui s'étaient sentis exclus pendant si longtemps, poussés en marge de la vie politique et économique vénézuélienne, les habitants des bidonvilles, les ouvriers des ranchs et les laissés-pour-compte des petites villes. Mais plus que le charisme, ce que Chávez avait vraiment, c'était la hausse constante du prix du pétrole. En d'autres termes, le pétrole à 100 dollars le baril, c'est beaucoup de charisme.

En 2000, l'année qui a suivi son arrivée au pouvoir, Chávez a annoncé un plan ferroviaire national, qui a ensuite été rebaptisé plan de développement ferroviaire socialiste. Il était aussi parfois appelé le système ferroviaire national Simón Bolívar. Le plan prévoyait des dizaines de milliards de dollars pour construire ou réhabiliter 15 lignes de chemin de fer représentant environ 5 300 miles de voies. La seule partie du projet qui a été achevée était une courte ligne de banlieue reliant Caracas à une ville appelée Cúa. La ligne couvrait 40 km et comptait quatre stations. Lorsqu'elle a été achevée en 2006, le gouvernement a déclaré qu'elle avait coûté 3 milliards de dollars. Ce qui m'a frappé à propos de la ligne ferroviaire le long de l'autoroute, c'est qu'elle était à la vue de tous, aux yeux de tous. Et ce que vous avez vu, c'est du gaspillage. Et de la futilité. Il y avait une certaine impudeur, comme si le fait de commencer était suffisant. Comme si promettre quelque chose était tout ce qui était nécessaire, et que tenir cette promesse n'était pas ce qui comptait.

Promettre et ne pas tenir n'est pas une invention de Chávez. La construction d'un train pour relier Caracas aux villes centrales de Maracay et, plus à l'ouest, de Valencia, était envisagée depuis des décennies. La différence avec Chávez, c'est l'ampleur du gaspillage. Il avait plus d'argent que n'importe lequel de ses prédécesseurs à dilapider dans des kilomètres de béton et d'acier, dans des trains pour nulle part.

Le fait est que le chavisme est né de ce qui l'a précédé. Le plus grand talent de Chávez n'était pas d'inventer quelque chose de nouveau. C'était juste de reconditionner l'ancien et de prétendre qu'il l'avait inventé lui-même. Les gouvernements démocratiques des quatre décennies qui ont précédé Chávez ont eu leur part de corruption et leur part d'argent gaspillé. Les chavistes ont eu la chance ou le grand malheur d'être au pouvoir lorsque le robinet a été ouvert à fond. Vous pensez à ce qui aurait pu être accompli avec tout cet argent – comment le pays aurait pu prendre une autre route, arriver à un autre endroit. C'est peut-être la plus grande tragédie du chavisme.

Le grand avantage de ne pas finir les choses, c'est que vous pouviez revenir quelques années plus tard et les annoncer à nouveau : Un nouvel hôpital arrive bientôt ! C'était comme une personne qui ne connaît qu'une seule blague et qui la raconte encore et encore. Et qui rit à chaque fois.

Il y avait tellement de possibilités de gaspillage. Une usine de papier a englouti plus de 800 millions de dollars et n'a jamais produit un seul rouleau de papier. Un laminoir d'aluminium a été annoncé avec un investissement initial de 210 millions de dollars. Quelques années plus tard, Chávez s'est plaint des retards de construction et a annoncé qu'il avait approuvé 500 millions de dollars supplémentaires. En 2019, Maduro a dragué à nouveau le projet de laminoir – plus de dix ans après sa première annonce – et a déclaré qu'il installait un nouveau directeur. À la télévision, il a agité un doigt en direction de cet homme et lui a dit : « Faites-le ! ». Six mois plus tard, le chantier de construction du projet était discrètement fermé.

En 2006, Chávez a annoncé son intention de construire le troisième pont du pays sur l'Orénoque. Il a déclaré que c'était l'un des plus grands projets d'ingénierie jamais réalisés au Venezuela. Des piliers ont été construits, des voies d'accès ont été construites. En 2012, le gouvernement a déclaré qu'il avait dépensé près de 900 millions de dollars. En 2013, le ministre des Transports a déclaré que le budget était passé à 2,8 milliards de dollars. En 2014, il a déclaré que le projet serait achevé en 2017. Aujourd'hui, il n'y a toujours pas de pont.

Le paysage est jonché de projets inachevés. Si vous étiez un géant traversant le Venezuela, vous devriez faire attention où vous mettez les pieds. Vous pourriez vous cogner l'orteil sur un hôpital inachevé ici ; vous hurleriez de douleur en marchant sur les piliers d'un pont inachevé là-bas. Les barres d'armature exposées et rouillées qui dépassent des usines à moitié construites seraient comme des échardes dans la plante de vos pieds.

En 2005, Chávez a déclaré son intention de faire du Venezuela un pays socialiste. Il a déclaré que la nation créerait un nouveau type de socialisme qu'il a appelé le socialisme du XXI^e siècle. Personne n'a jamais su ce que cela signifiait. Ce n'était pas une idéologie – c'était une marque. La seule chose que tout le monde savait sur le socialisme était que les travailleurs devaient contrôler les moyens de production. Parler de socialisme, c'était donc faire semblant d'acquiescer les moyens de production pour la classe ouvrière. Chávez s'est donc lancé dans une campagne de nationalisations.

Les poches pleines d'argent du pétrole, Chávez a commencé à racheter les entreprises privatisées et s'est lancé dans une série d'expropriations et de nationalisations. La compagnie téléphonique nationale, CANTV, avait été privatisée dans les années 1990. En 2007, Chávez l'a rachetée en versant 572 millions de dollars à Verizon, le principal actionnaire. Il a payé environ 1 milliard de dollars pour plusieurs compagnies d'électricité privées afin de créer une seule compagnie d'électricité qu'il a baptisée Corpoelec et a insisté pour que les tarifs soient bas afin de protéger le pouvoir d'achat des pauvres et d'obtenir le soutien de la classe moyenne au moment des élections. Mais il n'a pas fourni le financement qui aurait permis à l'entreprise d'assurer la maintenance, d'investir et de se développer.

Vous pouvez faire valoir que certaines industries ou certains types d'entreprises seraient mieux sous contrôle public. De nombreux pays ont des services publics et des banques publiques. Mais si vous achetez des entreprises privées et les placez sous le contrôle du gouvernement, vous devez faire l'effort de bien les gérer, d'investir dans ces entreprises et d'engager des administrateurs compétents. Chávez n'a pas fait ces choses. Il a placé des loyalistes à la tête de l'entreprise et n'a pratiquement rien fait pour empêcher la corruption. Il a privé ses entreprises nouvellement acquises d'investissements. L'aciérie ne servait pas à fabriquer de l'acier, mais à faire passer Chávez pour un socialiste.

Cela ne pouvait pas durer, et cela n'a pas duré. Cela est devenu clair le 7 mars 2019, lorsque les lumières se sont éteintes.

Lorsque Chávez n'était pas en mesure de négocier l'achat d'une entreprise, il l'expropriait, reportant le paiement jusqu'à ce qu'un prix puisse être fixé par un panel d'arbitrage international. Mais ce processus prenait des années, et les factures arrivaient à échéance au moment où le Venezuela pouvait le moins se permettre de payer.

En 2011, Chávez a exproprié un grand projet d'exploitation aurifère de la société minière canadienne Crystallex International. En 2016, un groupe d'arbitrage a statué que le Venezuela devait payer 1,2 milliard de dollars à la société. Une autre société canadienne, Rusoro Mining, a obtenu un jugement de 1,2 milliard de dollars pour une autre mine d'or. Chávez a saisi les actifs vénézuéliens de ConocoPhillips, la compagnie pétrolière américaine, en 2007. Des panels d'arbitrage ont statué que le Venezuela devait payer plus de 10 milliards de dollars à la société.

Une fois que Chávez a eu les propriétés, qu'en a-t-il fait ? Rien. Les mines d'or n'ont jamais été exploitées. Les projets pétroliers ont languì sans investissements suffisants.

Chávez a créé un fonds de développement national, appelé Fonden, dans lequel il a déposé des milliards de dollars provenant de l'argent du pétrole. Ce fonds est sous son contrôle direct – une caisse noire, purement et simplement. Il dépensait l'argent pour de grands projets industriels ou d'infrastructure ou pour tout ce qu'il avait envie de soutenir. De 2005 à 2014, Fonden a reçu 142 milliards de dollars de PDVSA et de la Banque centrale. Cela équivaut à un cinquième des exportations de pétrole au cours de cette période – sous le contrôle exclusif du président, sans surveillance indépendante et sans suivi cohérent.

Chávez (et Maduro après lui) a également emprunté massivement, en utilisant souvent les futurs revenus pétroliers comme garantie. Chávez a créé une série de comptes de développement hors budget avec des prêts de la Chine et des investissements de PDVSA. Entre 2007 et 2014, ces « fonds chinois » ont reçu un total de 62 milliards de dollars, dont plus de 50 milliards de la Chine. Comme pour Fonden, cet argent était sous le contrôle du président.

Lorsque Chávez a nationalisé Sidor, l'entreprise comptait 5 600 employés. La masse salariale totale est finalement passée à plus de 14 000 travailleurs. Elle a continué à ajouter des employés alors même que la production chutait. Dans le même temps, le syndicat est passé sous le contrôle du gouvernement et a été efficacement neutralisé. Être syndicaliste signifiait être un révolutionnaire, et cela signifiait soutenir le gouvernement, qui était désormais le patron. Sous Maduro, les dirigeants syndicaux qui affirmaient leur indépendance étaient emprisonnés. La direction était choisie en fonction de la loyauté plutôt que de l'expertise. La corruption était monnaie courante. Rincón et Shiera avaient versé des pots-de-vin pour obtenir des contrats qui leur permettaient de vendre des articles tels que des tuyaux ou des équipements de forage à des prix extrêmement élevés. Les prix élevés permettaient aux deux hommes d'affaires de réaliser des bénéfices démesurés et couvraient également le coût des pots-de-vin.

Les enquêteurs estiment que sur une période de cinq ans, Rincón et Shiera ont reçu des contrats d'une valeur de plus d'un milliard de dollars. Leur escroquerie s'est déroulée sans encombre jusqu'à ce que PDVSA connaisse un manque de liquidités, ce qui l'a amené à retarder les paiements à ses fournisseurs. Mais l'adversité engendre des opportunités. Un avocat vénézuélien a fait une offre à Rincón et Shiera. Il a dit qu'il représentait des fonctionnaires de haut niveau de PDVSA qui pouvaient décider quels fournisseurs seraient payés et lesquels ne le seraient pas. Ces fonctionnaires s'assureraient que Rincón et Shiera soient payés à temps, a dit l'avocat, si les hommes d'affaires leur reversaient 10% de tout ce que PDVSA leur payait.

Santilli avait vendu à PDVSA une cargaison de fûts de 55 gallons pour 9,2 millions de dollars. Rien de plus banal : vendre des barils de pétrole à une compagnie pétrolière. Mais les enquêteurs ont déclaré que les barils ne valaient en fait que 2 millions de dollars. En d'autres termes, Santilli faisait une marge de 360%. Selon les documents judiciaires, c'était typique des transactions de Santilli avec PDVSA. La vente de barils a eu lieu en octobre 2015, alors que le prix du pétrole était en chute libre et que PDVSA pouvait difficilement se permettre de payer une prime de 7 millions de dollars pour des barils en métal.

Projets échoués

Depuis 2008, environ 440 millions de dollars avaient été dépensés pour construire le train à câble bolivarien

pour 0,6 miles de voie ferrée alors qu'un système similaire de 3,2 miles à l'aéroport d'Oakland a coûté 484 millions de dollars. Chávez est soudainement apparu sur tous les écrans de télévision pour tester le Bolivarian Cable Train. Il n'était même pas près de fonctionner, mais le personnel avait monté une voiture et un court tronçon de câble pour faire croire qu'il était prêt, mais il ne l'a jamais été.

Partout, il y avait des maisons vides, mortes et mourantes. Et il y avait des trous gigantesques dans le sol, un monument aux promesses non tenues. L'un de ces trous devait être un centre civique pour Maracaibo, un projet lancé par le président Carlos Andrés Pérez pendant le boom pétrolier des années 1970. Vaste par son ampleur, mariage de la culture et du commerce, il devait comporter des tours de bureaux, une salle de concert, une bibliothèque, un stade, etc. Des plans ont été dessinés et un trou a été creusé, où les fondations et les sous-sols, les services publics et les parkings iraient. Mais ils n'ont fait que creuser le trou. Le projet est resté au point mort. Les présidents et les gouverneurs se sont succédé. Le trou est resté. Elle est toujours là. C'était devenu une décharge. Tout le long du rebord du cratère, les ordures étaient entassées, se déversant dans le vide. Il était difficile de dire jusqu'où descendait le trou, mais c'était une distance impressionnante. Au fond, il y avait une jungle, avec des arbres.

Guayana City avait aussi ses trous dans le sol, mais aucun n'était aussi grand que le trou de Coquivacoa à Maracaibo. Un trou géant avait été creusé pour un bureau régional de la Banque centrale ; il devait comporter des voûtes souterraines pour contenir l'or des mines de Guayana. Il n'a jamais été construit. J'ai vu deux trous géants creusés pour des centres commerciaux qui n'ont jamais été construits et un pour un hôtel.

Le pétrole vénézuélien

Le Venezuela était en train de devenir un pays producteur de pétrole qui pouvait à peine produire du pétrole. Il y a plusieurs raisons à la chute de la production. Les sanctions américaines ont coupé le pays des marchés pétroliers et des financements. PDVSA était mal gérée. Elle n'a pas réussi à faire les investissements nécessaires et à entretenir ses installations. Maduro avait installé un général sans expérience pétrolière pour diriger l'entreprise. En 2018, PDVSA n'était plus une compagnie pétrolière. C'était un dépôt. Des milliers d'employés avaient cessé d'aller travailler ou avaient fui le pays parce que les salaires versés par PDVSA étaient devenus sans valeur. Toutes les installations que j'ai visitées étaient en ruines. Les voleurs ont volé les moteurs des pumpjacks et arraché les transformateurs des poteaux pour en retirer le cuivre. Les travailleurs n'avaient pas d'outils. Les véhicules étaient en panne.

Un directeur d'une des compagnies pétrolières étrangères qui travaillait avec PDVSA dans la ceinture de pétrole lourd m'a dit que le pillage des champs pétrolifères était effectué par les travailleurs eux-mêmes. Ils volaient des fils de cuivre ou des outils et les vendaient pour quelques bolivars afin d'acheter de la nourriture. Il y avait tellement de façons de voler. En 2017, Alejandro Andrade, un ancien trésorier national du Venezuela, a plaidé coupable d'accusations de corruption devant un tribunal fédéral de Floride. Andrade avait été le garde du corps de Chávez avant d'être élevé au rang de trésorier de la nation. Sa seule qualification était la loyauté. Au tribunal, il a admis'avoir reçu des centaines de millions de dollars d'un homme d'affaires vénézuélien nommé Raúl Gorrín. Les pots-de-vin comprenaient des jets privés, un yacht, des chevaux de concours, des voitures et des montres de luxe, ainsi que des biens immobiliers.

Le pays tout entier était corrompu. L'un des premiers groupes à en profiter était la classe moyenne. En fait, le contrôle des devises était le moyen pour Chávez d'acheter la classe moyenne. Les dollars bon marché permettaient de faire des voyages à Madrid, Rome, Miami, Houston, New York. C'était parfaitement légal. Mais ensuite, les gens ont commencé à vendre leurs quotas de voyages à des opérateurs qui ont trouvé des moyens de tirer de l'argent du système sans jamais quitter le pays. Cela détruit votre sens du bien et du mal, dit Patricia. Il détruit votre sentiment d'appartenance à une société, à quelque chose qui compte et qui a de la valeur.

Les sanctions financières d'août 2017 ont eu un impact particulièrement fort sur PDVSA. La production

pétrolière vénézuélienne avait commencé à baisser en 2016, mais elle a dégringolé après l'entrée en vigueur des sanctions financières. Les raisons du déclin de la production pétrolière étaient nombreuses. Il y avait des années de corruption, de mauvaise gestion et de sous-investissement. Fin 2014, Maduro a confié au neveu de sa femme la responsabilité des finances de PDVSA et, fin 2017, il a installé à la tête de l'entreprise un ancien général sans expérience dans l'industrie pétrolière. Sous couvert d'une enquête sur la corruption qui avait l'apparence d'un nettoyage politique, le gouvernement a emprisonné des dizaines de cadres de PDVSA. Lorsque la crise économique a commencé à pousser les Vénézuéliens à quitter le pays, l'exode a inclus de nombreux cadres et travailleurs expérimentés de PDVSA. Le vol d'équipement a également affecté les opérations – des voleurs ont même volé les moteurs des pompes des puits de pétrole. Rodríguez a estimé que, venant s'ajouter à ces facteurs, la perte d'accès aux financements en raison des sanctions a été décisive.

Enfin, en janvier 2019, après la prestation de serment de Guaidó comme président par intérim, la Maison Blanche a promulgué la sanction qui interdisait aux entreprises américaines de faire des affaires avec PDVSA, interdisant de fait les ventes de pétrole vénézuélien aux États-Unis. Il s'agissait de la sanction que le Conseil national de sécurité, sous la direction de McMaster, avait placée à l'extrémité de la feuille de route, à n'utiliser que s'il était clair que le gouvernement Maduro était sur le point de s'effondrer. Mais il n'y a pas eu de victoire. Maduro a perduré. Et les États-Unis ont continué à ajouter de nouvelles sanctions qui n'ont fait que rendre la vie plus misérable pour les gens ordinaires.

Par la négligence, la corruption et la mauvaise gestion, le gouvernement Maduro a présidé à la destruction de l'industrie pétrolière. Les sanctions de l'administration Trump ont été le coup de grâce.

Trump et Maduro

Maduro n'avait pas le contrôle absolu, comme l'a révélé son incapacité à libérer Holt, un otage américain. Le pouvoir était fragmenté. Maduro partageait le pouvoir avec d'autres personnalités importantes qui avaient leurs propres cercles d'influence. Parmi eux, Diosdado Cabello, dont on pense qu'il contrôle la police des renseignements Sebin. Certaines de ces personnalités étaient les alliées de Maduro, d'autres ses rivales. Il était contrôlé à Sebin, et il était probablement entre les mains des Cubains ou de Diosdado. Mais tout comme il y avait des factions à Caracas qui ne voulaient pas d'une amélioration des relations avec Washington, il y avait des partisans de la ligne dure aux États-Unis qui ne voulaient pas d'un dégel avec les Vénézuéliens. La Maison Blanche de Trump était au milieu d'une campagne de pression maximale contre Maduro – dirigée par le conseiller à la sécurité nationale John Bolton et soutenue par des législateurs bellicistes comme le sénateur Marco Rubio de Floride. Et les partisans de la ligne dure au sein de l'administration Trump n'étaient pas disposés à négocier avec Maduro pour libérer Holt.

Les personnes nommées par Trump pensent que nous étions trop mous et que ce qu'il faut, c'est une répression, une pression maximale. Cela correspond à la vision de Trump. De nombreuses personnes qui avaient des années d'expérience diplomatique au Venezuela ont également été renvoyées par l'administration Trump. Les nouvelles personnes nommées ne comprenaient pas la nature enracinée du chavisme au Venezuela. Et ce n'est toujours pas le cas. Et il y a cette croyance qui grandit avec le temps, surtout après que Chávez soit tombé malade puis soit mort, que le Venezuela est dirigé par un très petit groupe de politiciens orientés vers la criminalité et l'idéologie, qui dépendent des agents de renseignement et des agents de sécurité cubains et de l'argent chinois et russe pour rester au pouvoir. Et que si on leur enlevait ces choses, ils seraient immédiatement emportés par la mer et le Venezuela deviendrait une tabula rasa pour n'importe quel dirigeant politique qui se présenterait. Ce qui est faux et insensé, car le chavisme au Venezuela est, comme le péronisme en Argentine, une caractéristique durable du paysage politique vénézuélien. C'est un mouvement politique et un parti qui domine le Venezuela depuis 20 ans – l'État, les services de sécurité vénézuéliens, les forces armées. Même si Juan Guaidó devenait président, que contrôlerait-il ?

Les sanctions ne fonctionnent pas. Comme l'a dit un responsable politique : « Les sanctions en elles-mêmes ont souvent été un mauvais substitut à une politique et à une prise de décision plus importante. Il faut souvent

beaucoup de temps pour que l'effet des sanctions se fasse pleinement sentir, et si vous obtenez des résultats, il est difficile de savoir si c'est à cause des sanctions ou d'autres facteurs. Trop souvent, les sanctions sont appliquées par les décideurs politiques uniquement pour pouvoir dire qu'ils ont fait quelque chose. Et le Conseil national de sécurité subissait des pressions de la part de partisans de la ligne dure comme les Cubano-Américains et les Rubio-ites pour sanctionner tout le monde. L'idée était de faire monter la pression petit à petit dans l'espoir de forcer Maduro à s'engager dans des négociations qui pourraient aboutir à un terrain de jeu égal pour l'opposition lors de l'élection présidentielle prévue en 2018. À la toute fin de la feuille de route figurait une sorte de sanction apocalyptique : un embargo pétrolier interdisant les ventes de pétrole vénézuélien aux États-Unis et limitant la capacité du pays à vendre son pétrole partout. Bien que l'on craignait que le peuple vénézuélien soit plus touché que le gouvernement, ce qui aurait plongé le pays dans un chaos et une misère encore plus grands pour les citoyens vénézuéliens.

Maduro était profondément impopulaire. Partout, des manifestations spontanées ont éclaté. L'opposition avait la rue – elle pouvait appeler à une marche et les gens y allaient. Et elle avait le soutien international. Plus de 40 pays avaient condamné la réélection bidon de Maduro. Mais ces éléments n'ont pas suffi à chasser Maduro du pouvoir.

Le groupe autour de López a conclu que l'armée était la clé. Ils savaient qu'il y avait du mécontentement dans les forces armées. Le salaire d'un soldat était aussi nul que celui de n'importe qui d'autre. Les officiers supérieurs sanctionnés par les États-Unis pourraient être persuadés de venir en échange de la levée des sanctions. Les officiers de rang intermédiaire et les soldats de base attendent peut-être simplement la bonne occasion pour changer de camp.

Mines a exprimé sa frustration dans des notes qu'il a écrites le 2 janvier 2019. « Nous sommes en quelque sorte coincés », a-t-il écrit. « Je n'ai pas entendu une nouvelle bonne idée dernièrement ». Cela a changé quelques jours plus tard lorsque López et un petit cercle d'alliés ont commencé à contacter les responsables du Département d'État avec une proposition inédite : maintenant que Guaidó était le chef de l'Assemblée nationale, il pouvait invoquer l'article 233 de la constitution pour devenir président par intérim. Les États-Unis et d'autres pays reconnaîtraient Guaidó comme le chef d'État légitime du Venezuela. Le secrétaire d'État Pompeo s'est montré réceptif à cette idée, mais d'autres se sont montrés sceptiques. « Il y a eu un débat féroce au sein du gouvernement américain pour savoir si c'était une bonne idée ou non », a déclaré M. Mines. « Et un certain nombre d'entre nous pensaient que ce n'était pas une bonne idée parce que nous ne pensions pas que cela allait marcher et nous pensions que cela allait faire tuer Guaidó.

Guaidó a dit à González qu'il prévoyait de prêter officiellement serment en tant que président intérimaire et légitime du Venezuela lors du rassemblement de l'opposition qui devait avoir lieu plus tard dans la journée. González était stupéfait. Ce n'était pas ce que les parties avaient convenu. Et cela se faisait sans coordination ni préparation. Guaidó l'a rassuré : il avait parlé à Mike Pence et les Américains étaient d'accord. Quelques minutes après sa prestation de serment, la Maison Blanche a publié une déclaration du président Trump, reconnaissant Guaidó comme président par intérim.

Pourquoi la prestation de serment n'a-t-elle pas été discutée et approuvée à l'avance par l'assemblée plénière ? Pourquoi a-t-elle été faite à la volée, dans la rue plutôt qu'à l'assemblée législative ? C'est un manque de respect envers le Canada, la Colombie et le Brésil qui faisaient partie d'un groupe de pays qui travaillaient depuis plus d'un an pour trouver une solution à l'impasse au Venezuela. Ils avaient condamné le glissement de Maduro vers l'autoritarisme et plaidé pour un changement démocratique. On espérait qu'en laissant les États-Unis en dehors du groupe, davantage de progrès pourraient être réalisés, sans l'irritant de la mauvaise volonté entre Washington et Caracas. Compte tenu de cette histoire, il aurait pu être logique que les pays du Groupe de Lima soient les premiers à reconnaître Guaidó. Mais Washington voulait être le premier. Un diplomate sud-américain m'a confié que l'insistance de Washington à vouloir être le premier à reconnaître Guaidó a mis ses alliés latino-américains dans une situation délicate, les exposant à des critiques selon lesquelles ils auraient obéi à la Maison-Blanche en reconnaissant Guaidó.

Maduro a réagi en rompant les relations diplomatiques avec les États-Unis et en donnant à leurs diplomates 72 heures pour quitter le pays. « Je suis le seul président du Venezuela », a déclaré Maduro. « Nous ne voulons pas retourner au 20^e siècle des interventions des gringos et des coups d'État ». Les États-Unis ont déclaré que puisque Maduro n'était pas président, il ne pouvait pas ordonner à ses diplomates de quitter le pays.

Les États-Unis n'avaient pris aucune mesure pour protéger le personnel de l'ambassade – une omission notable, compte tenu des antécédents de M. Pompeo. En tant que membre de la Chambre des représentants, il a été à l'origine d'une longue enquête sur les lacunes en matière de sécurité à la mission diplomatique américaine et au complexe de la CIA à Benghazi, en Libye, où quatre Américains ont été tués lorsque Hillary Clinton était secrétaire d'État.

Les jours qui ont suivi la prestation de serment de Guaidó ont été grisants. Les rues se sont remplies de personnes, par dizaines de milliers, qui demandaient à Maduro de partir. Ses plus grands atouts étaient son anonymat et sa jeunesse. Il n'avait qu'une idée en tête : se débarrasser de Maduro. En peu de temps, plus de 50 pays ont reconnu Guaidó comme le président légitime du Venezuela. Guaidó a déclaré que son gouvernement agirait de son propre chef pour apporter une aide humanitaire au peuple vénézuélien.

Il a choisi Cúcuta, une ville frontalière colombienne sans forme qui se trouve de l'autre côté de la rivière Táchira, en face du Venezuela. Plusieurs ponts relient les deux pays à cet endroit et, pour contrer Guaidó, Maduro les a fait bloquer avec des conteneurs d'expédition et d'autres barrières et a stationné des troupes et des policiers du côté vénézuélien.

Guaidó avait prédit que 600 000 Vénézuéliens se présenteraient pour transporter les fournitures à travers la frontière. Le lendemain, l'espoir a été remplacé par la violence et le chaos. Les ponts étaient scellés et rien ne passait. Les soldats vénézuéliens ont tiré des gaz lacrymogènes lorsque des manifestants venant du côté colombien ont essayé de traverser les ponts. Il n'y a pas eu de défection massive de soldats. Certains ont traversé la rivière à gué, par un ou deux, pour se rendre du côté colombien. Guaidó avait appelé les forces armées à le soutenir, à devenir la force qui le porterait jusqu'au palais présidentiel. Mais seules quelques dizaines de soldats, pour la plupart de rangs inférieurs, qui ont remis leurs armes à leurs homologues colombiens, se sont présentés dans l'espoir de recevoir quelque chose à manger. À la fin de la journée, le gouvernement colombien a déclaré qu'une soixantaine d'entre eux avaient traversé. Il n'y a pas eu d'avalanche d'aide, juste de la violence et du désarroi. Il n'y a pas eu de rupture dans l'armée. Il n'y a pas eu de vague de fond avec des centaines de milliers de partisans.

Guaidó avait trois idées sur la façon de chasser Maduro. L'une était un coup d'État militaire, la deuxième un soulèvement populaire massif de protestations ou d'émeutes, et enfin une intervention étrangère.

L'objectif des vastes sanctions économiques déployées par la Maison Blanche de Trump était de priver le gouvernement Maduro de l'argent qui lui permettait de continuer à fonctionner, en supposant que le gouvernement ne survivait que parce qu'il pouvait continuer à distribuer des pots-de-vin aux chavistes de haut niveau et aux officiers militaires. Et si les pots-de-vin se tarissaient, alors les personnes qui soutenaient le gouvernement, en particulier dans l'armée, cesseraient de le faire.

À quel moment les gens deviendraient-ils si désespérés – manquant de nourriture, de médicaments, d'espoir – qu'ils se soulèveraient ? À quel moment les officiers militaires diraient-ils que le pays n'en peut plus et nous non plus ?

Bolton a insisté sur une sanction pétrolière. Un fonctionnaire a décrit l'approche de Bolton comme suit : « Crashons l'économie et ils vont en quelque sorte crier « oncle ». » Il a appelé cela « la théologie de l'enlèvement à l'envers, qui consiste à mettre la pression sur les méchants pour qu'ils partent et laissent les gentils aux commandes ». C'était tellement plus compliqué que ça. Ça l'est toujours, et ça n'allait jamais

marcher.

Beaucoup avaient des doutes. La sanction mettrait-elle Guaidó en plus grand danger ? Maduro s'en prendrait-il au personnel de l'ambassade américaine ou saisirait-il les actifs des compagnies pétrolières américaines ? Comment l'armée réagirait-elle ? Au lieu d'inciter les officiers à se retourner, la sanction les unirait-elle derrière Maduro ? Quel serait l'impact humanitaire et comment la perte des revenus pétroliers affecterait-elle les importations alimentaires ? Quelle serait la stratégie diplomatique des États-Unis pour dissuader les autres pays d'acheter du brut vénézuélien ? Aucune de ces questions n'avait été traitée de manière adéquate.

Lorsque M. Mines m'a dit que lui et d'autres membres du gouvernement étaient conscients que l'approche de Guaidó était fondée sur une chimère, je lui ai demandé pourquoi le gouvernement américain avait déversé ses ressources pour le soutenir. « Nous nous sommes tous mis au travail pour essayer de trouver un moyen de faire en sorte que cela fonctionne », a répondu M. Mines. Aucun d'entre nous n'est tombé sur son épée en disant : « Oh, ça va être un désastre ». De la manière dont il l'a décrit, la politique de l'administration a pris un élan institutionnel. Lorsqu'elle ne produisait pas de résultats, il y avait toujours une solution de repli. « Chaque fois que quelque chose était essayé et échouait, c'était plus de sanctions », a déclaré Mines. « La réponse était toujours plus de sanctions.

Les lumières sont toujours allumées dans les zones riches

Alors que de nombreuses familles luttent pour manger, ne serait-ce qu'une fois par jour, dans les quartiers les plus riches, les restaurants sont toujours pleins, les bars bondés d'hommes et de femmes élégants, qui rient, jouent, flirtent, font des affaires. Dans les salles de sport, les gens en forme prenaient des cours de Spinning, transpiraient pour ne pas prendre de kilos, alors qu'à un kilomètre ou deux de là, les gens avaient faim, se tourmentaient pour leurs enfants mal nourris. Un nouveau type de magasin haut de gamme, appelé bodegón, a commencé à apparaître, vendant des produits importés avec des prix en dollars. On y trouve des jambons de luxe d'Espagne et de très grandes boîtes de Frosted Flakes de Costco à Miami. Derrière une grande partie de ce trafic se trouvaient des mafias liées à l'armée et aux échelons supérieurs du gouvernement, ce qui permettait de faire entrer toutes ces marchandises sans payer de droits d'importation et permettait aux magasins de fonctionner sans aucune interférence du gouvernement. À Caracas, il y avait de l'électricité et de l'essence. Le gouvernement s'est efforcé de maintenir un certain degré de normalité dans la capitale.

Guayana City, l'or et les gangs

Au début des années 1960, les dirigeants de la jeune démocratie vénézuélienne ont engagé un groupe d'urbanistes de Harvard et du MIT et leur ont demandé de concevoir une nouvelle ville qui s'élèverait dans la région sauvage de l'est du pays. Ils l'ont appelée Guayana City et l'ont placée au confluent de deux grands fleuves : l'Orénoque et le Caroní. Ils ont imaginé la ville comme une plaque tournante de l'industrie et de l'énergie électrique et ont prévu d'immenses barrages, de l'acier et de l'aluminium. Il y avait de l'or et des diamants dans les collines. Les gringos sont venus et ont dessiné de longues et larges avenues droites pour la ville qu'ils imaginaient. Des travailleurs sont venus de tout le Venezuela, d'Amérique du Sud et d'Europe pour les construire.

Quand Chávez a été élu, la force de la ville est devenue sa faiblesse. Chávez ne faisait pas confiance aux professionnels. Ce n'était pas son peuple. Ils ne lui devaient rien et ne voulaient pas que l'ordre ancien soit bouleversé. Ils étaient bourgeois. S'il y a un fil conducteur des 20 dernières années de Chavismo, c'est la destruction consciente de tout ce qui avait réussi. En 2013, la ville de Guayana était encore intacte, mais en 2019, elle était délabrée, sale, sans soins. Les usines étaient arrêtées, mais pas aussi désolées que Maracaibo, principalement parce que l'or permettait de les faire tourner. Guayana City était le point de départ de l'énorme arc de mines d'or autorisées et illégales au sud. Mais les rues étaient pour la plupart vides. Les centres commerciaux étaient déserts. Peu de restaurants étaient ouverts. De longs tronçons de route étaient sombres. Tout semblait recouvert d'une couche de poussière grise. Les feux de circulation étaient éteints.

Au Macro Centro, les jeunes hommes se tiennent autour et chantent : Oro. Oro. Oro. Oro. Oro. Gold. Gold. Gold. Or. Or. Ça ressemble à ça : Orororororororororororo. Le Macro Centro est un centre commercial au centre de la ville de Guayana, et les jeunes hommes sont les aboyeurs des acheteurs d'or, qui se tiennent à l'extérieur avec leur chanson d'or, attirant les mineurs à la petite semaine fraîchement sortis des mines, qui sont venus pour vendre. Ce sont les orpailleurs, les gars qui portent de longues barres d'acier dans les montagnes pour soulever des rochers et chercher des pépites d'or en dessous, les grognards de l'équipe d'une mine de placer,

Le sindicato a des yeux partout. Les mines d'or et les villes d'ici sont contrôlées par des gangs criminels qui ont pris leur code de violence dans les prisons vénézuéliennes et l'ont appliqué à la société en général. Les sindicatos étaient brutaux, mais ils avaient établi une sorte d'ordre dans l'intérêt d'une exécution plus efficace de l'extraction et du mouvement de l'or.

Donis exploitait une mine d'or. Il avait une équipe de sept hommes, plus une femme qui cuisinait. Il n'avait besoin que de six hommes pour travailler dans la mine, mais à tout moment, au moins un des hommes était malade de la malaria et ne pouvait pas travailler. Ils dormaient dans des hamacs disposés côte à côte sous des ramadas au toit de tôle et mangeaient dans une cantine à ciel ouvert. La mine de Donis était un grand cratère dans la jungle. Les hommes utilisaient un tuyau sous pression pour laver les sédiments des parois jaunes du cratère. Les sédiments s'accumulaient dans un étang et étaient pompés dans une énorme écluse, haute de deux étages au sommet. Il était recouvert d'Astroturf vert. Les sédiments s'écoulaient le long de la pente, et des morceaux d'or étaient piégés dans les fibres de la moquette. Une fois par mois, ils lavaient les morceaux d'or sur le tapis et utilisaient du mercure pour séparer le minéral de la terre et des autres impuretés. La prise du mois précédent, m'a dit Donis, était de 400 grammes (14 onces) d'or. Ce n'était toujours pas de l'or pur, mais c'était la forme d'or utilisée localement comme monnaie. À l'époque où j'étais là, 400 grammes valaient environ 12 000 dollars.

Donis payait son équipe (y compris le cuisinier) 35% du montant total, soit 525\$ chacun. Et il payait toutes les dépenses de l'opération, y compris la nourriture, le carburant et les machines. En plus de cela, il versait 10 % à la communauté indigène sur les terres de laquelle se trouvait la mine et un autre pourcentage important au sindicato. Il a versé des pots-de-vin à la Garde nationale pour chaque baril de carburant et d'autres pots-de-vin encore pour chaque pièce d'équipement qu'il a fait remonter la rivière. « Le sindicato est vraiment le gouvernement par ici, » dit Donis.

Ici, la principale fonction du gouvernement était de secouer les gens et de leur extorquer de l'argent – comme dans le cas des pots-de-vin versés à la Garde nationale. La foule est intervenue et, à sa manière brutale, a fait certaines des choses que nous attendons d'un gouvernement – elle a collecté les impôts et fait respecter une sorte d'ordre. C'était vraiment une forme de sous-traitance. Le gouvernement a trouvé plus efficace de laisser les sindicatos maintenir l'ordre et faire circuler l'or que d'aller faire le travail lui-même. Au bout du compte, les mêmes personnes finissent par s'en mettre pleins les poches.

Chacun connaissait sa place dans le grand flux de richesses. Les mineurs pauvres et sales au bas de l'échelle, les durs du sindicato, les soldats et les officiers de la garde nationale, les prans, et loin, là où ils n'avaient pas à se salir les bottes, les fonctionnaires du gouvernement qui recevaient leur part.

Néstor estime qu'il a contracté la malaria plus de 40 fois ; et cette dernière fois a été l'une des pires. Néstor vivait à Tumeremo, une ville au nord d'El Dorado, et il avait fait un peu de tout ce qui avait trait à l'extraction de l'or. Il avait fait de la prospection d'or, il avait travaillé dans une mine alluviale, il avait été lieutenant d'un pran dans un sindicato, et il avait dirigé des cantinas et des bordels dans des villes minières. Tous les membres de la famille de Néstor ont eu la malaria à plusieurs reprises. Sa plus jeune fille, Aurora, qui avait cinq ans lorsque je l'ai rencontrée, avait, d'après le compte de la famille, contracté le paludisme 17 fois.

La maladie était autrefois si chronique et si répandue qu'elle semblait être une caractéristique permanente du

pays, comme le pétrole. Dans les années 1940, le pays a mis en place un programme de santé publique innovant, qui prévoyait la pulvérisation de DDT et le déploiement d'agents de santé ruraux chargés de distribuer des médicaments antipaludéens. Ce programme était si efficace qu'il est devenu un modèle à suivre pour les autres pays. Aujourd'hui, le paludisme est à nouveau épidémique. En 2019, 400 000 cas ont été signalés au Venezuela, selon l'Organisation panaméricaine de la santé. C'était deux fois et demie plus de cas qu'au Brésil, qui compte presque huit fois plus d'habitants. L'épicentre se trouve dans les mines d'or, où les moustiques se reproduisent dans la jungle. Certains fonctionnaires fournissent encore des pilules antipaludiques, mais ils les vendent souvent pour compléter leur salaire. Les mineurs, pour économiser de l'argent, prennent juste assez de pilules pour que leurs symptômes disparaissent, puis sont confrontés à une rechute plus tard.

Le sindicato est cruel [voici l'un des exemples les moins terribles]. Un jeune homme voulait quitter le sindicato. Il l'a dit à son patron, qui l'a dit au pran. Il voulait rentrer chez lui. Mais la règle du sindicato est que personne ne quitte le sindicato. Le jeune homme a été battu. Un autre jeune homme a été convoqué. Le deuxième jeune homme était conducteur de pelleteuse dans une mine contrôlée par le sindicato. On lui a dit de monter dans sa machine et de creuser un trou. Puis le premier jeune homme, celui qui voulait rentrer chez lui, a été conduit au trou et poussé dedans. Il était en mauvais état, mais il était conscient. Les hommes du sindicato ont ordonné au conducteur de la pelleteuse de remplir le trou. Il a fait ce qu'on lui a dit.

Alors que la situation économique du pays s'aggravait et que la production de pétrole était en chute libre, le gouvernement était désespérément à la recherche d'une nouvelle matière première qu'il pourrait vendre pour obtenir les devises fortes dont il avait besoin pour maintenir un niveau minimum d'importations et le flux de pots-de-vin qui achetait la loyauté des groupes au sein du Chavismo. C'est alors qu'il s'est tourné vers les mines d'or.

Dans les mines d'or, le gouvernement avait sous-traité la plupart des fonctions de l'État aux sindicatos. PDVSA avait une main d'œuvre spécialisée, des syndicats, des garanties de travail et des réglementations environnementales. En se tournant vers les mines d'or comme substitut, Maduro a remplacé une industrie moderne et hautement technique par une entreprise anarchique et non réglementée où les travailleurs n'avaient aucun droit, aucun salaire régulier ; où ils étaient battus, violés ou tués ; où ils étaient exposés à une épidémie de malaria ; où la dévastation environnementale était la norme, avec des jungles dépouillées et des rivières empoisonnées au mercure ; où les droits des indigènes étaient violés.

Liberté de la presse : NON

Il n'y a pas d'usine de papier au Venezuela qui produise du papier journal. Si vous voulez imprimer un journal, vous devez importer du papier. Pendant des années, sous Chávez, le gouvernement a utilisé le contrôle des devises pour rendre plus difficile aux journaux hostiles d'obtenir les dollars dont ils avaient besoin pour acheter et importer du papier journal. Puis en 2014, Maduro a créé une entreprise gérée par le gouvernement pour être le seul importateur et distributeur de papier journal.

Un seul journal indépendant existait, même si El Correo del Caroní vivait une existence précaire en ligne. Il comptait deux reporters à temps partiel et un rédacteur en chef à temps partiel. Malgré d'immenses obstacles, ce journal a réussi à produire certains des meilleurs reportages du pays, avec des exposés sur l'impact environnemental de l'exploitation aurifère, sur la violence et les disparitions dans les mines, sur le meurtre

d'Indiens Pemón par l'armée, sur le déclin des aciéries et des usines d'aluminium.

Histoire

Pendant une brève période, cette nouvelle terre sera le théâtre du premier boom et de la première crise des matières premières dans le Nouveau Monde. Les perles que Colomb a vu porter par les habitants de Paria provenaient d'un groupe de petites îles au large de la côte caraïbe du Venezuela. De 1510 à 1540 environ, l'une de ces îles, un minuscule morceau de roche sèche appelé Cubagua, est devenue le centre d'une pêche aux perles qui a apporté une immense richesse à la couronne espagnole. Des millions d'huîtres ont été récoltées, produisant des tonnes de perles. Des milliers d'esclaves indigènes, dont beaucoup ont été emmenés sur le continent, ont été contraints de travailler dans des conditions brutales comme plongeurs. Il n'a pas fallu longtemps pour que le pays de grâce de Christophe Colomb devienne un enfer sur terre. Au bout de vingt ans, les parcs à huîtres ont commencé à se dégrader, et après une autre décennie, tout était fini.

Le Venezuela a déclaré son indépendance de l'Espagne le 5 juillet 1811. Mais le premier spasme d'indépendance du Venezuela est de courte durée et l'Espagne reprend le contrôle. Bolívar et ses compagnons radicaux veulent continuer à se battre, mais après la défaite, il s'enfuit à Curaçao (puis en Colombie), où il lève une armée, et retourne au Venezuela. Au terme d'une série de batailles décisives, il a vaincu les forces espagnoles. Lorsqu'il entre dans Caracas en août 1813, il monte sur un cheval blanc et porte un uniforme écarlate, bleu et or. Une foule en adoration l'acclame en tant que Libérateur du Venezuela et il est déclaré dictateur, avec le pouvoir absolu de gouverner. L'euphorie n'a pas duré. Le pays se déchire rapidement dans ce qui s'apparente à une guerre civile non déclarée, fondée sur la race, la caste et la classe. L'élite blanche avait prêché la libération de l'Espagne. Les classes inférieures à la peau plus foncée et les esclaves noirs l'ont entendu et ont décidé qu'ils voulaient aussi être libérés de l'élite blanche. Ils ont vu que la meilleure chance d'atteindre cet objectif était de prendre le parti de la Couronne espagnole contre leurs maîtres locaux. L'effusion de sang de tous les côtés était féroce.

Les Vénézuéliens avaient suivi Bolívar et s'étaient battus et avaient péri dans une grande partie de l'Amérique du Sud. Mais la guerre qui s'est déroulée sur le sol vénézuélien a été la plus sanglante de toutes. Des villes, des routes et des plantations ont été détruites. Les historiens estiment que plus de 30 % de la population du Venezuela est morte pendant la guerre.

Le Venezuela était davantage un ensemble lâche de fiefs régionaux, chacun dirigé par un caudillo, ou homme fort, qu'un pays cohérent et unifié. Le reste du 19^e siècle est l'ère du caudillo : une série de guerres civiles et de soulèvements de chefs locaux. La plus sanglante d'entre elles, de 1859 à 1863, est connue sous le nom de « guerre fédérale », au cours de laquelle un cinquième de la population a été tué.

Au cours de ses 47 années mouvementées, Bolívar a dit, écrit et prononcé suffisamment de discours, a entretenu une correspondance suffisamment large et a changé d'avis assez souvent pour que l'on puisse aujourd'hui trouver dans le vaste catalogue bolivarien des documents qui soutiennent pratiquement toutes les idéologies, positions ou causes. Bolívar a gouverné en tant que dictateur – les dictateurs vénézuéliens l'ont donc cité en exemple pour montrer que le pays devait être dirigé d'une main ferme. Bolívar a déclaré que les élections étaient essentielles – les démocrates l'ont donc adopté. Bolívar a averti que les élections mèneraient à l'anarchie, alors les conservateurs l'ont vénéré. En dehors du Venezuela, Mussolini et Franco voient en Bolívar un précurseur du fascisme. Marx l'appelait « le plus infâme, le plus misérable et le plus méchant des bandits ». Les communistes cubains l'ont honoré. Chávez a salué Bolívar comme un socialiste. Chávez

En 2019, alors que le pays s'enfonçait dans le dysfonctionnement et l'effondrement, le gouvernement a érigé des panneaux d'affichage autour de Caracas, montrant des photos de familles vénézuéliennes heureuses. Elles ne semblaient pas tant persévérer dans les moments difficiles que vivre dans un pays différent et idéalisé. Les panneaux d'affichage portaient un slogan qui faisait écho au passé : « Le Venezuela héroïque ».

En 1926, la valeur des exportations de pétrole a, pour la première fois, dépassé celle des exportations agricoles, y compris le café, qui, pendant un siècle, avait été le principal produit de base du Venezuela. En 1928, le Venezuela était le premier exportateur de pétrole au monde et le deuxième plus grand producteur de pétrole, après les États-Unis. En 1935, neuf dollars d'exportation sur dix provenaient du pétrole. Les recettes du gouvernement, provenant des taxes sur les exportations de pétrole et des concessions, montent en flèche. Dans le même temps, les exportations de café et de cacao, une autre culture de base, chutaient. Le pétrole n'avait pas seulement pris le contrôle de l'économie. C'était l'économie.

En 1908, Juan Vicente Gómez est devenu président, et à l'exception de la police secrète, le gouvernement sous Gómez était minimal. Le pays était principalement un espace vide. Les épidémies de malaria et de fièvre jaune aidaient à contenir la population. Gómez a traité le pays comme son hacienda personnelle. Il s'est enrichi grâce aux concessions pétrolières et a donné aux compagnies pétrolières étrangères, principalement américaines, de la valeur en retour – il les a laissées rédiger la loi sur le pétrole de 1922 au Venezuela. Elle était pauvre en réglementations et en taxes. Gómez est mort en décembre 1935, après 27 ans de présidence. Il a laissé derrière lui un pays si arriéré que l'historien Mariano Picón Salas dira que le Xxe siècle n'a commencé au Venezuela qu'en 1936, après la mort du dictateur.

Après des décennies d'insurrection, de malaria, de caféiers et de pendaison de testicules, le Venezuela s'est retrouvé à clignoter dans les lumières du Xxe siècle. Ce n'est qu'alors qu'il a commencé à se coaliser en tant qu'État et société modernes. Ce n'est pas tant que le Venezuela a produit du pétrole, c'est que le pétrole a produit le Venezuela. Le pays qui a émergé des profondeurs de ce sous-développement a été façonné à presque tous égards par l'économie du pétrole et les relations sociales et politiques que le pétrole lui a imposées.

Après Gómez, il y eut une succession de gouvernements militaires et de coups d'État, puis un autre général qui se pavanait comme dictateur. Marcos Pérez Jiménez se voyait comme un bâtisseur et un modernisateur. Il a pris l'argent du pétrole et a construit des autoroutes, des trèfles, des aéroports et des immeubles d'habitation. Comme Gómez, il a jeté ses opposants en prison et les a torturés ou tués. Il a interdit les syndicats et censuré la presse. Il a décidé que le problème du Venezuela était la couleur de sa peau (trop foncée), et il a encouragé les Européens à immigrer, pour rendre le pays plus blanc (comme lui).

Puis il y a eu un autre coup d'État, cette fois par un groupe d'officiers engagés dans une transition vers la démocratie. Pérez Jiménez a été chassé le 23 janvier 1958 (cette date était autrefois célébrée au Venezuela avec plus de ferveur que le jour de l'indépendance). Plus tard cette année-là, Rómulo Betancourt, chef du parti de centre-gauche, l'Action démocratique, qui avait mené l'opposition au dictateur, a été élu président. La jeune démocratie a résisté aux tentatives de coup d'État militaire et à une insurrection de la guérilla de gauche. Les deux principaux partis politiques, l'Action démocratique et le COPEI (les démocrates chrétiens), signent un pacte dans lequel ils s'engagent à partager le pouvoir et à travailler ensemble pour préserver la démocratie. Les prix du pétrole sont stables, l'économie connaît une croissance régulière, les élections se déroulent dans le calme et les présidents se passent l'écharpe. Et puis le monde a basculé. En 1973, les membres arabes de l'OPEP, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, décrètent un embargo pétrolier. Le prix du pétrole est monté en flèche. Le pétrole vénézuélien se vendait à près de 14 dollars le baril à la fin de 1974, contre moins de 3 dollars le baril en 1972.

Le trésor public a reçu plus d'argent dans les années 1970 que pendant les sept décennies précédentes réunies. Pérez a lancé une campagne ambitieuse pour stimuler le développement. Aussi vite qu'ils le pouvaient, les fonctionnaires ont approuvé des plans de construction ou d'expansion d'aciéries et de fonderies d'aluminium, de centrales hydroélectriques, de raffineries de pétrole et de ports. Plus c'est gros et plus c'est rapide, mieux c'est. Le gouvernement a injecté de l'argent dans ses projets de développement favoris. Des sommes énormes ont été dépensées par PDVSA, la compagnie pétrolière gouvernementale, pour moderniser ses installations. Et comme les responsables politiques étaient convaincus que les prix du pétrole resteraient élevés, le gouvernement a choisi d'emprunter de l'argent, afin de concentrer les dépenses et de progresser plus

rapidement. Les banques étrangères se sont empressées d'accorder des prêts. La dette extérieure du pays a explosé.

Mais il y a eu peu ou pas de planification et aucune surveillance. Personne ne s'est demandé s'il existait un marché pour l'acier et les autres produits que les nouvelles usines allaient fabriquer (trop souvent, ce n'était pas le cas). Personne n'a vérifié les plans pour voir si les calendriers et les budgets de construction pouvaient être respectés (ils ne le pouvaient pas). Les contrats se sont envolés, des millions de dollars ont disparu, des fortunes ont été faites.

Les consommateurs se sont mis à dépenser sans compter. Le pays a été inondé d'importations bon marché : voitures américaines, téléviseurs japonais, montres numériques dernier cri, magnétoscopes et autres gadgets. Le Venezuela est devenu l'un des principaux consommateurs mondiaux de whisky écossais. Ceux qui en ont les moyens s'envolent vers Miami pour faire leurs achats. C'était l'ère du « C'est pas cher, j'en prends deux ». Et puis tout s'est écroulé.

L'inflation, toujours faible auparavant, a grimpé à plus de 20% par an en 1979. Même avec des augmentations de salaire, de nombreux Vénézuéliens avaient du mal à s'en sortir. Les pénuries s'installent, les produits de base disparaissent des rayons des magasins. Les secteurs non pétroliers de l'économie, comme l'agriculture et l'industrie manufacturière, stagnent ou déclinent. Le chômage a augmenté. Les appels à la réduction des dépenses publiques ont été écartés, car tout le monde voulait sa part du gâteau, et malgré les niveaux de revenus les plus élevés de l'histoire, le gouvernement a commencé à enregistrer d'énormes déficits. Les reportages font état de retards dans les grands projets. Les accusations de corruption étaient monnaie courante. Pérez, présenté comme un sauveur national à son arrivée au pouvoir, voit sa popularité chuter.

Il y avait maintenant un nouveau président, Luis Herrera. Il a promis un changement de cap. Mais il est trop tard. En 1980 et 1981, alors que les prix du pétrole atteignent des sommets, l'économie vénézuélienne entre en récession. Finalement, le prix du pétrole a commencé à baisser. Mais même si les revenus du gouvernement ont diminué, ses dépenses ont continué à augmenter. Les dépenses du gouvernement sous Pérez ont plus que triplé. Sous Herrera, elles ont encore doublé.

L'année 1983 était censée être une année de célébration, marquant le bicentenaire de la naissance de Bolívar. Au lieu de cela, Herrera a stupéfié les Vénézuéliens en dévaluant le bolivar. Les Vénézuéliens ont appelé le jour de la dévaluation le vendredi noir. Ce fut un choc, montrant aux Vénézuéliens que leurs espoirs fondés sur la manne pétrolière n'étaient qu'une illusion.

Les comptes sont enfin rendus en 1989. Carlos Andrés Pérez avait été élu président pour la deuxième fois, promettant un retour à la prospérité. Au lieu de cela, dès son entrée en fonction, en février 1989, il a annoncé un ensemble de mesures d'austérité économique. Une augmentation des tarifs des transports en commun a déclenché les émeutes et les pillages connus sous le nom de Caracazo. Les forces de sécurité ont ouvert le feu sur des citoyens non armés. Le tissu social semble s'être déchiré. Le génie du pétrole a montré un visage de démon.

C'est l'époque de l'intervention musclée des États-Unis en Amérique latine. Au Chili, la CIA a mené une campagne secrète pour déstabiliser le gouvernement du président socialiste Salvador Allende, qui a été renversé par un coup d'État en 1973 qui a ouvert la voie à des années de dictature brutale. Au Nicaragua, en 1979, la guérilla sandiniste a chassé le dictateur Anastasio Somoza, avant d'être attaquée par les Contras soutenus par les États-Unis. Les États-Unis ont soutenu des gouvernements de droite brutaux au Salvador, au Guatemala, en Argentine, en Uruguay et dans d'autres pays. En 1983, les États-Unis ont envahi la Grenade, à peine à une centaine de kilomètres des côtes vénézuéliennes. En 1989, les États-Unis ont envahi le Panama et arrêté son dictateur, Manuel Noriega, pour trafic de drogue.

Maduro devient président

L'une des choses que tout le monde a remarqué chez Maduro, c'est qu'il semblait détester prendre des décisions. Les signaux d'alarme clignotent, l'économie se détériore, mais Maduro refuse de changer les politiques qu'il a héritées de Chávez. Lorsque Maduro est arrivé au pouvoir, le taux de change fixe du bolivar provoquait des distorsions insoutenables dans l'économie, et le bolivar perdait rapidement de sa valeur par rapport au dollar sur le marché noir. Presque tout le monde réclamait un changement de politique, mais Maduro n'a rien fait.

Le pays perd des milliards de dollars par an en donnant virtuellement de l'essence aux conducteurs vénézuéliens ; c'était peut-être bien quand tout allait bien, mais maintenant le pays est à court d'argent. Maduro a déclaré publiquement qu'il était temps d'augmenter le prix à la pompe – et pourtant, il n'a cessé de repousser cette décision.

L'une des raisons pour lesquelles il n'a rien fait est peut-être qu'il croyait à la prédestination, au destin, ce qui arrive est déjà décidé, peut-être parce que lui et sa femme étaient des acolytes de Sathya Sai Baba, un gourou indien décédé en 2011. Ils s'étaient rendus en Inde pour rendre visite au gourou et lui gardaient un autel dans leur maison. Il n'y a pas grand-chose que l'on puisse faire à propos de quoi que ce soit puisque ça va déjà arriver de toute façon. Et il croit aux signes. Lorsque Maduro était ministre des affaires étrangères, il était toujours de bonne humeur et il était impossible de le stresser. Il m'a dit plus d'une fois que si quelque chose devait mal tourner, il le saurait parce qu'il aurait reçu un signe.

Maduro semblait en proie à une profonde insécurité et la vieille garde qui avait passé des années autour de Chávez regardait Maduro comme le clown de la classe qui devenait soudainement le quarterback de l'équipe de football. Mais son instinct politique aigu l'a aidé à contenir et à gérer les factions au sein du mouvement de Chávez. Et il a profité des erreurs de ses adversaires. Tout n'était que tactique. Il n'y avait pas de stratégie. Il n'y avait pas de planification à long terme. Chaque jour était consacré à la gestion de l'obstacle immédiat. L'inflation devient incontrôlable ? Envoyez des soldats pour baisser les prix dans les magasins ! Le contrôle des prix provoque des pénuries ? Envoyez des inspecteurs pour faire respecter les contrôles ! Les gens ne peuvent pas acheter de nourriture ? Créez un système de livraison de nourriture subventionnée ! Il n'a jamais été question des causes profondes ; il s'agissait toujours de réagir et de traiter les symptômes.

Pourquoi Chávez a-t-il choisi Maduro, un homme qui était guidé par une croyance en la prédestination, qui croyait aux signes, qui s'était surtout distingué comme un béni-oui-oui, qui était peu enclin à prendre des décisions difficiles ? Dans l'opposition, on a toujours pensé que les conseillers cubains de Chávez l'avaient influencé pour qu'il choisisse Maduro. Selon cette théorie, Cuba avait besoin du pétrole vénézuélien et Raúl Castro pensait qu'il pouvait contrôler Maduro. En outre, Chávez pensait qu'il pourrait être frappé d'incapacité pendant un certain temps et incapable de commencer son nouveau mandat, et il ne pensait pas qu'il allait mourir et qu'il serait la mesure de guider Maduro. D'autres pensent que Chávez a choisi Maduro parce qu'il n'avait pas d'autre choix réel. Pendant des années, Chávez a gouverné comme un caudillo solitaire, qui a écrasé tous ceux qui pouvaient rivaliser avec sa popularité. Cela a fait de Maduro le meilleur d'un ensemble limité d'options.

Sanctions américaines

En 2017, Donald Trump est devenu président et les États-Unis ont augmenté les sanctions. Elles ont atterri avec force sur une économie déjà sous tension, coupant d'abord le Venezuela des marchés financiers internationaux, puis interdisant les ventes de pétrole aux États-Unis et restreignant considérablement la capacité du pays à vendre du pétrole ailleurs. La production de pétrole avait commencé à diminuer fortement en 2016, et même lorsque les prix ont commencé à se redresser cette année-là, les revenus pétroliers de la nation ne l'ont pas fait – parce qu'elle pompait moins et vendait moins. En 2019, avec une production en chute libre et des sanctions américaines qui mordaient profondément, les exportations de pétrole étaient inférieures à 23 milliards de dollars, soit un quart de ce qu'elles étaient à leur apogée. Pendant toutes ces années de boom, le Venezuela n'a rien épargné. Tout l'argent du pétrole avait été dépensé ou volé. Il y avait une loi qui disait que le gouvernement devait mettre de l'argent dans un fonds pour les jours de pluie. Chávez l'a abrogée et a dépensé l'argent qui

avait été mis de côté. À sa mort, le fonds ne contenait que 3 millions de dollars.

Deux gros transformateurs avaient explosé et déclenché un incendie qui avait endommagé les transformateurs adjacents et les câbles qui les reliaient. La perturbation du flux d'électricité a également endommagé les équipements à l'intérieur de la centrale. Les sanctions américaines avaient coupé le pays des marchés financiers et commerciaux, et le gouvernement ne pouvait donc pas facilement sortir et acheter de nouveaux équipements. Il a donc cannibalisé ce qu'il avait. Ils ont retiré les transformateurs de secours d'autres sous-stations, ce qui leur a permis de réparer Guri mais a créé de nouvelles vulnérabilités dans le système.

Le prix du pétrole s'est effondré lorsque l'Arabie saoudite et la Russie ont déclenché une guerre des prix. Les revenus pétroliers du Venezuela, déjà faibles, ont encore diminué. Les raffineries décrépités du pays ont cessé de produire de l'essence. Pendant tout ce temps, les États-Unis ont continué à serrer la vis, en ciblant les sanctions sur les efforts russes et iraniens pour aider Maduro à vendre du pétrole. Quelques voix solitaires ont réclamé un assouplissement des sanctions pendant la pandémie, mais elles ont été ignorées.

La responsabilité du désastre au Venezuela incombe à Maduro, et à Chávez avant lui. Le chavisme est au pouvoir depuis plus de deux décennies. Le naufrage du Venezuela leur appartient. Il est de leur fait. Maduro a construit un gouvernement qui est brutal, cruel et destructeur.

Maduro a également sévi contre la gauche. Les tribunaux ont pris le contrôle de plusieurs partis de gauche qui avaient commencé à critiquer le gouvernement, et les dirigeants de gauche ont été jetés en prison.

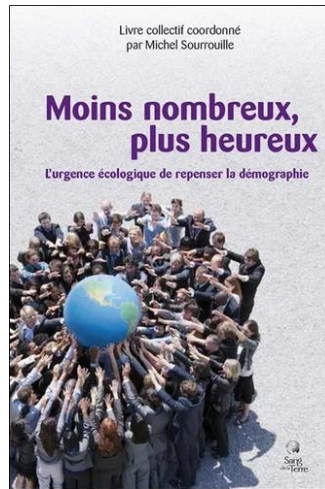
Et les Américains ? C'était comme assister à la vénézuélianisation de la politique américaine. Tant de choses ont été improvisées, faites sans réflexion, sans préparation, en ignorant les faits, en espérant que tout fonctionnerait alors que vos propres experts disaient qu'il y avait peu de chances de succès.

Le Venezuela était devenu un second Cuba, une patte de chat qui pouvait être utilisée pour faire basculer une élection en Floride. Pendant plus de cinquante ans, l'embargo contre Cuba n'a pas amélioré la situation sur l'île, mais combien de votes avez-vous obtenus pendant cette période ? Et si l'embargo pétrolier sur le Venezuela devait durer cinquante ans – pourquoi pas ? La stratégie vénézuélienne de Trump a encore porté ses fruits en Floride. Il a remporté l'État en 2020, aidé par une campagne de désinformation à grande échelle ciblant les électeurs hispaniques avec le message que les démocrates étaient des socialistes et que Joe Biden, l'adversaire de Trump, était un pion de Maduro.

▲ [RETOUR](#) ▲

Y a-t-il volonté politique de réduction de la population ET des libertés?

juillet 3, 2022 par LHK



Quelle sera l'utilité des humains dans un tel monde ? Que ferons-nous de milliards d'humain sans valeur économique ?

Nous ne savons pas. Nous n'avons pas de modèle économique pour une telle situation. Ce pourrait bien être la plus grande question économique et politique du XXIème siècle.

Harari répond à un journaliste de Science et Vie <https://lilianeheldkhawam.com/2016/03/30/la-reorganisation-du-monde-confirmer-par-deux-entretiens-liliane-held-khawam/>

Schwab, Gates et autres Harari sont considérés depuis la crise covid comme les grands architectes de la réorganisation de la planète au travers du Great reset. Et cette redéfinition de la vie sur terre passe par la 4^{ème} révolution industrielle qui doit impacter la nature même de l'être humain, allant jusqu'à remettre en question son intimité, sa conscience et bien sûr la nature biologique et naturelle de son corps. Ce sinistre projet, pourtant choquant par sa transgression de toutes les législations, aurait dû faire l'objet d'enquêtes par les police et justice des différents Etats pour mise en danger massive des populations. Pourtant, comme vous avez pu le constater cette idéologie néo-nazie ne trouve aucun obstacle en dehors de quelques voix qui crient dans le désert du Net. Pourquoi? Parce que tout simplement, ces héros du 21^{ème} siècle sont des pions chargés de porter sur la scène médiatique un projet que nous pourrions faire remonter au minimum au 18^{ème} siècle.

La corrélation entre population et production

Thomas Malthus

Thomas Malthus. Cet économiste britannique du 18^{ème}-19^{ème}, simultanément pasteur anglican, est une figure universellement reconnue comme ayant inlassablement oeuvré à diaboliser la croissance démographique, et ses conséquences sur les ressources naturelles et /ou manufacturées. Ses travaux s'appuient sur une « prédiction arithmétique » qui voudrait :

« (...) que sans freins, la population augmente de façon exponentielle ou géométrique (par exemple : 1, 2, 4, 8, 16, 32...) tandis que les ressources ne croissent que de façon arithmétique (1, 2, 3, 4, 5, 6...). Il en conclut le caractère inévitable de catastrophes démographiques, à moins de limiter la croissance de la population. Malthus préconise ainsi une régulation volontaire des naissances, la « contrainte morale » : les couples prévoyants, en retardant l'âge du mariage et en pratiquant la chasteté jusqu'au mariage, seraient enclins à n'avoir que le nombre d'enfants qu'ils sont certains de pouvoir entretenir. Il prône aussi l'arrêt de toute aide aux nécessiteux, en opposition aux lois de Speenhamland et aux propositions de William Godwin qui souhaite généraliser l'assistance aux pauvres. »

https://fr.wikipedia.org/wiki/Thomas_Malthus

Ses démonstrations mathématiques ne devaient pas être si convaincantes finalement. Pierre-Joseph Proudhon lui répondra quelques années plus tard qu'il était le seul homme de trop sur la terre. Par ailleurs, vous trouverez sur Wikipédia des références actualisées qui démontent un minimum la pensée malthusienne.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Thomas_Malthus

« Il n'y a qu'un seul homme de trop sur la Terre, c'est M. Malthus. »

Proudhon, *Système des contradictions économiques ou Philosophie de la misère*, 1848

L'influence de Malthus sur Darwin

Charles Darwin, paléontologue britannique, va s'intéresser au début du 19^{ème} siècle aux origines des espèces. Il va formuler sa théorie de l'évolution qui explique que l'évolution biologique des espèces s'explique par la sélection naturelle et la concurrence vitale. Qu'il l'ait souhaité ou pas, ses travaux vont ouvrir une voie royale à l'eugénisme, y compris au concept de l'Homme nouveau, défendu simultanément par le nazisme et le soviétisme.

FÉVRIER 22, 2022 PAR LHK

L'eugénisme, l'inavouable projet « scientifique » des philanthropes de la finance. La Wellcome Trust Foundation.



<https://lilianeheldkhawam.com/2022/02/22/leugenisme-linavouable-projet-scientiste-des-philanthropes-de-la-finance-la-wellcome-trust-foundation/>

Revenons à l'influence de Darwin par Malthus. Voici un extrait d'article qui synthétise et structure à merveille les 3 axes concernés par cette influence.

Selon la thèse la plus communément admise, Malthus aurait apporté à Darwin l'idée selon laquelle une pression constante s'exerce sur l'ensemble des organismes vivants du fait de leur propension à se reproduire en excès par rapport à la quantité de ressources disponibles.

D'après cette interprétation minimale, Darwin aurait adopté de Malthus la seule idée qu'une contrainte forte (la pénurie de moyens de subsistance) maintient le nombre d'organismes de chaque espèce à un certain niveau. Pour les tenants de la seconde thèse, l'apport de Malthus aurait été plus spécifique : non seulement Darwin aurait intégré l'idée qu'il y a un nombre limité de places dans la nature mais, encore, que la place de chaque espèce est acquise au prix d'une âpre « lutte pour l'existence ».

Par rapport à la première thèse, la seconde maintient que c'est grâce à Malthus que Darwin aurait commencé à entrevoir les conséquences de la limite des ressources. Comme certains l'ont affirmé, si la notion de lutte pour l'existence était déjà discutée à l'époque (notamment dans les travaux d'Erasmus Darwin, de Charles Lyell et de Jean-Baptiste Lamarck, selon Gavin de Beer), c'est à travers sa lecture

de Malthus que Darwin aurait réalisé l'ampleur de cette lutte dans la nature.

Bien évidemment, reconnaître le principe d'une lutte pour l'existence entre les espèces ne revient pas à admettre que cette lutte puisse prendre place entre les individus d'une même espèce. C'est précisément sur ce point précis qu'insistent les tenants de la troisième thèse. Pour eux, Malthus aurait permis à Darwin de réaliser que la lutte pour l'existence se déroule également à l'intérieur d'une même espèce ou d'une même tribu, « notamment à travers la suppression des individus les plus faibles.

Pour exprimer de façon condensée la gradation de ces trois thèses : grâce à Malthus, Darwin aurait apprécié 1° la contrainte forte qu'exerce la limite des ressources sur l'accroissement des populations, 2° la lutte pour l'existence qui résulte de cette contrainte entre les espèces et 3° entre les individus d'une même espèce.

La dette de Darwin envers la théorie des populations de Malthus : une approche structurelle

<https://www.cairn.info/revue-bulletin-d-histoire-et-d-epistemologie-des-sciences-de-la-vie-2013-2-page-171.htm>

[la-dette-de-darwin-envers-la-theorie-des-populations-de-malthus-une-approche-structurelle-cairn.info](https://www.cairn.info/la-dette-de-darwin-envers-la-theorie-des-populations-de-malthus-une-approche-structurelle-cairn.info) Télécharger

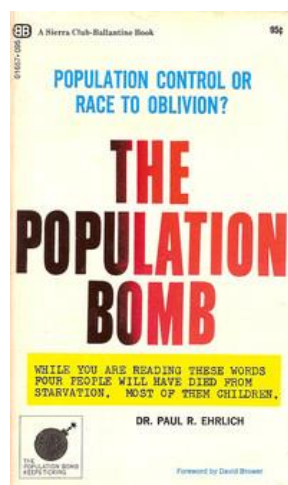
La Bombe P (comme population)

De larges portes sont donc ouvertes à des scientifiques et autres chercheurs qui veulent bien s'engouffrer dans ce monde eugéniste. Le mépris des masses peu éduquées et peu intelligentes ne cessera d'augmenter pour finir par devenir une conviction : « les 80% sucent les 20% ». En clair, la terre est peuplée de ces bouches inutiles dont on devrait se passer pour se concentrer sur des projets plus importants.

L'argent coule à flot en direction des académies et des laboratoires qui veulent bien jouer le jeu tel qu'expliqué aujourd'hui au travers des interventions de Harari, de Gates et de Schwab. C'est dans ce contexte qu'en 1968, un professeur de Stanford publiera un livre traitant de ses travaux sur la surpopulation : la Bombe P. Un ouvrage intégré dans l'enseignement académique depuis des décennies et qui a influencé des milliers et des milliers d'universitaires à travers la planète.

Paul Ehrlich y traite la thèse selon laquelle une famine envahirait le monde au cours des années 70 et 80, due à la croissance de la population mondiale. Par conséquent, il demande des mesures politiques immédiates pour limiter cette catastrophe annoncée.

La thèse est exagérément pessimiste basée sur des « modèles mathématiques » qui valent ce qu'ils valent. Mais voilà, le monsieur est professeur à Stanford, et ses écrits défient ceux de n'importe quel autre livre. D'ailleurs, le succès est au rendez-vous. 2 millions d'exemplaires sont distribués et ancrent des sujets de population et d'environnement dans les années 60-70.



Controversé, le livre est critiqué pour son ton alarmiste et ses prédictions se sont révélées infondées et inexactes³. D'après Paul et Anne Ehrlich, leur analyse de la situation alimentaire est, à cette époque, effectivement erronée puisqu'elle sous-estime l'impact de la révolution verte et que la baisse de la croissance démographique dans les pays riches en Europe joue un rôle important dans la création d'excédents agricoles dans ces pays. Mais, toujours selon les auteurs, l'ouvrage a rempli son rôle en sensibilisant la population aux questions environnementales et en introduisant la taille de la population dans le débat sur l'avenir de l'humanité.

Wikipédia

Le Club de Rome se saisit du « problème » de surpopulation vs limitation des ressources. Une planification mondiale se met en place.

La même année de la parution très médiatisée de la Bombe P se créait opportunément à Rome un puissant think tank, sobrement appelé le Club de Rome. Son siège est à Winterthur/Suisse. Et l'on trouve un descriptif sommaire de cette organisation sur le site de l'Université de Genève. Il y est dit :

Le Club de Rome est une association internationale et non politique réunissant des scientifiques, des humanistes, des économistes, des professeurs, des fonctionnaires nationaux et internationaux préoccupés des problèmes complexes auxquels doivent faire face toutes les sociétés, tant industrialisées qu'en développement.

<https://ise.unige.ch/isdd/spip.php?article38>

Curieusement, le site de l'Uni oublie de dire que les 2 cofondateurs sont :

- Alexander King, un chimiste britannique qui a planché sur la création d'explosifs dans le cadre de la 2^{ème} guerre mondiale. Le père de King avait travaillé pour la Nobel Explosives Company et avait fini en tant que directeur du plus gros industriel britannique, l'**Imperial Chemical Industries**
- Aurelio Peccei, un grand industriel (Fiat, Alitalia, Olivetti).

De fait, les industries les plus polluantes et les moins humanistes sont parfaitement représentées au sein du Club de Rome, et ce depuis sa fondation. A relever l'implication active de l'OCDE et de la **Fondation Rockefeller**. **Cette dernière organisa notamment une rencontre en Italie qui s'est conclue par la « déclaration de Bellagio » qui appelle à la planification mondiale à long terme.** Soit la référence de base du Great reset de Schwab.

Matthias Schmelzer, « 'Born in the corridors of the OECD': the forgotten origins of the Club of Rome, transnational networks, and the 1970s in global history », Journal of Global History 12, 2017.
Perspectives on Planning: Proceedings of the OECD Working Symposium on Long-Range Forecasting and Planning [archive], Bellagio, Italie, le 27 octobre au 2 novembre 1968, Organisation de 950 opération et de développement économiques, 1969.

Au fil de son existence, le Club de Rome a accueilli aux côtés de ces stars de l'industrie, la reine Béatrix des Pays-Bas, un premier ministre indien, un prince saoudien, un ancien président du Mexique. De fait, il s'agit d'un lieu similaire au WEF où cohabitent les milliardaires des diverses industries, des scientifiques dédiées à la cause du plus fort, et des politiciens complaisants. Le mélange indigeste des genres qui existe depuis en tout cas le New Deal du président Roosevelt.

Du rapport Meadows de 1972 au Développement durable

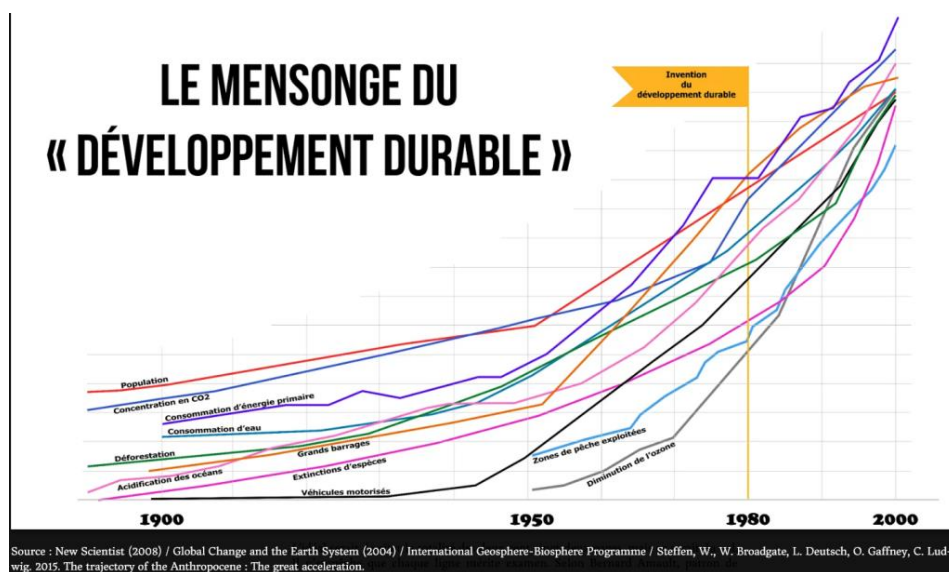
En 1972, le Club de Rome commande et publie un rapport, *Les Limites à la croissance* (dans un monde fini), qui traite de la croissance et ses effets sur l'environnement qui interpelle. Les chercheurs du MIT (principalement le couple Meadows) qui l'ont rédigé y remettent en question la croissance, tout en alertant sur une pénurie de ressources à venir et sur l'impact de l'activité industrielle sur l'environnement. Les concepts d'empreinte écologique et de développement durable y étaient déjà évoqués.

Cinq facteurs de danger étaient mis en avant : l'accélération de l'industrialisation, la croissance de la population mondiale, la malnutrition mondiale, l'épuisement de ressources naturelles, la dégradation de l'environnement. Dans les années 80, ces réflexions sont complétées pour donner naissance au **développement durable**.

Depuis, ce concept est omniprésent dans les textes des instances supranationales de leurs satellites, mais aussi en tant que label utilisé par les firmes transnationales.

Coup d'Etat planétaire, 2019

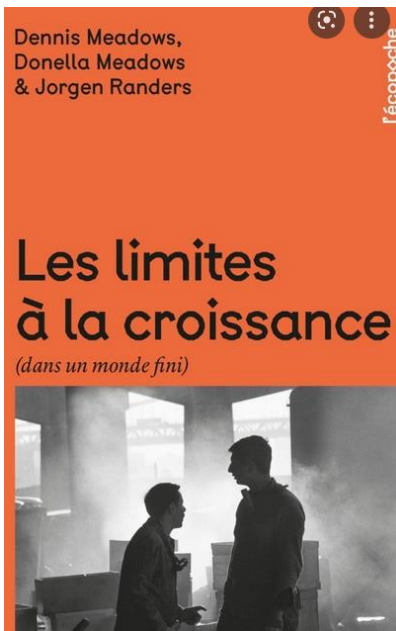
Dans un magnifique article, Fabrice Nicolino écrit *Quoi qu'il en soit, le mot durable sert admirablement bien des intérêts innombrables, à commencer par ceux de l'industrie, moteur essentiel de la destruction du monde*. La preuve en un graphique. Vous placez les dates pré-citées et vous relevez les années où l'évolution de ces variables-clés de l'environnement. Les modèles mathématiques ou l'arrivée de ministres de l'écologie dans les gouvernements n'ont, au mieux, eu aucun impact.



De fait, les industriels, les financiers et leurs politiciens aux commandes de la planification des ressources ne semblent avoir aucune intention de prendre soin du vivant.

Dennis Meadows

Dennis Meadows est l'époux de Donella, et il a participé à la rédaction du fameux rapport Meadows, financé par le Club de Rome. En 1972, le couple avait entre 30 et 31 ans. Quant à Jörgen Randers, il est de 1945 et avait juste 27 ans.



Alors, pensez-vous que ce trio avait les moyens et la connaissance nécessaires et suffisants pour développer un concept aussi lourd, qui révolutionnera la planète? On est une fois de plus dans le narratif de jeunes universitaires brillants qui développent produits et concepts qui révolutionnent la planète. Des narratifs qui ont fait long feu.

MAI 30, 2020 PAR LHK

Hommage à Gary Kildall, le véritable inventeur de votre PC. Histoire d'un plagiat historique.



<https://lilianeheldkhawam.com/2020/05/30/hommage-a-gary-kildall-le-veritable-inventeur-de-votre-pc-histoire-dun-plagiat-historique/>

Ce qui précède n'empêche pas de s'intéresser à ce que raconte Dennis, Donella étant décédée.. Voici un extrait traduit d'un entretien éminemment important que j'ai retrouvé et que vous trouverez en bas de page.

Le génocide décomplexé : Réduction de la population ET des libertés

La population est la variable à réduire de quelques milliards d'âmes si on veut vivre dans la paix, la prospérité, etc. Ca vous rappelle quelqu'un d'autre? Le spécialiste des vaccins vous en parle mieux que quiconque :

A regarder à partir de 3'50

Quand Israël impose la contraception à ses Éthiopiennes

Le ministère israélien de la Santé a admis avoir pratiqué des injections d'un agent contraceptif aux Juives falashas immigrées. À leur insu.

Par Armin Arefi



Trente-cinq immigrées éthiopiennes y affirment avoir été forcées d'accepter, il y a huit ans, une injection de Depo-Provera, un agent contraceptif de longue durée, au risque de ne pas être autorisées à pénétrer sur le territoire israélien. « Ils nous disaient qu'il s'agissait d'un vaccin », raconte une femme interrogée par la journaliste Gal Gabbay, [rapporte dimanche le quotidien israélien Haaretz](#). « Ils nous disaient que les gens qui ont beaucoup d'enfants souffrent. » « Nous leur disions que nous ne voulions pas l'injection », [affirme de son côté Emawayish](#), une autre Éthiopienne. https://www.lepoint.fr/monde/quand-israel-force-ses-ethiopiennes-a-la-contraception-30-01-2013-1622050_24.php



Facteur aggravant pour les Américains, leur espérance de vie est relativement élevée (78 ans contre 72,9 ans pour la Chine et 62,8 ans pour le Bangladesh). https://www.lemonde.fr/planete/article/2010/01/18/faut-il-reduire-la-population-mondiale-pour-sauver-la-planete_5976998_3244.html

En 2010, une journaliste française se posait la question de la réduction de la population mondiale. Audrey Garric a relevé que « le fonds des Nations Unies pour la population, UNFPA, a affirmé dans son rapport de 2009 sur l'état de la population mondiale, présenté lors de la conférence de Copenhague le 18 novembre 2009, que le réchauffement planétaire ne peut être endigué que par une réduction massive de la [population mondiale](#) » [1].

Faut-il pour autant réduire la natalité dans les pays où elle est la plus élevée, à savoir les pays en développement ? Pas forcément car tout dépend de l'empreinte écologique des Etats, c'est-à-dire la multiplication entre le nombre d'habitants d'un territoire et leur impact sur l'environnement. Comme l'a souligné une [étude](#) de l'université de l'Oregon, chaque bébé qui naît aux Etats-Unis est responsable de l'émission de 1 644 tonnes de CO₂, c'est-à-dire 5 fois plus qu'un bébé venant au monde en Chine et 91 fois plus qu'un enfant qui voit le jour au Bangladesh. Facteur aggravant pour les Américains, leur espérance de vie est relativement élevée (78 ans contre 72,9 ans pour la Chine et 62,8 ans pour le Bangladesh).

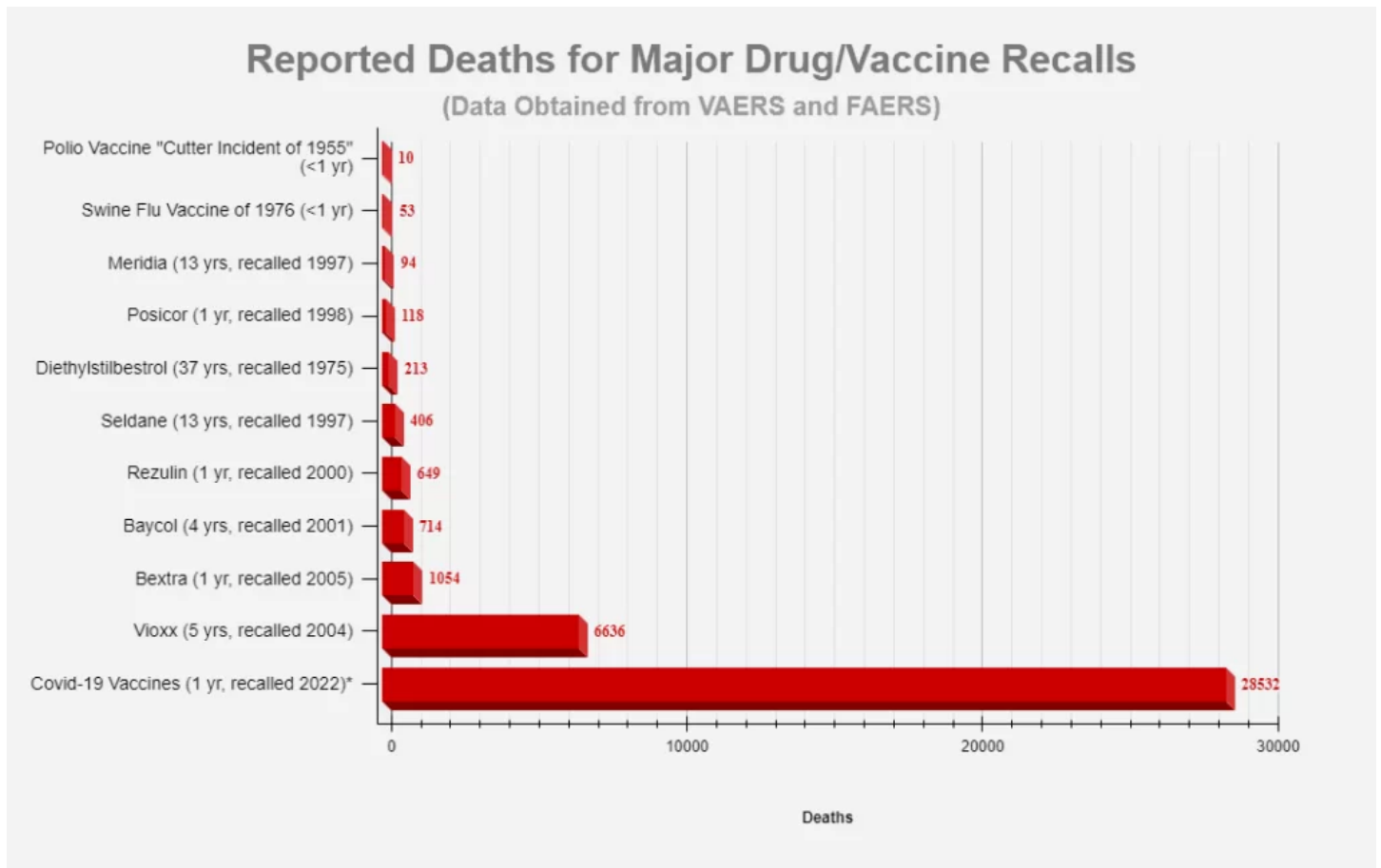
<https://lilianeheldkhawam.com/2017/05/29/faut-il-reduire-la-population-mondiale-pour-sauver-la-planete-audrey-garric/>

Suite à la publication de ce rapport UNFPA, la ministre danoise du Développement a par exemple souhaité que la limitation démographique soit reprise dans l'accord issu du sommet sur le climat de Copenhague de décembre 2009.

Il n'y a aucun secret. Tout est là. Et les fact checkers qui disent le contraire mentent.

Le vaccin anti-Covid aurait-il un rôle à jouer pour atteindre les objectifs de réduction démographique?

Le grand public commence à comprendre que quelque chose ne tourne pas rond dans le comportement des dirigeants politiques de la terre. Déjà qu'ils semblent tous lire le même script, et qu'ils prennent simultanément des décisions similaires qui choquent par leur dimension contraignante pour ne pas dire coercitive. Ainsi, dans ce script, revient inlassablement la contrainte vaccinale anti-covid malgré la multiplication d'effets secondaires, dont certains sont graves, voire létaux.



La cancérologue pédiatrique, Nicole Delépine, constatait récemment que jusqu'en 2020 : « *Lorsqu'un nombre préoccupant d'événements indésirables ou de décès est constaté dans les rapports de pharmacovigilance, les organes directeurs peuvent rappeler un produit précédemment autorisé ou approuvé. Le graphique montre ici le nombre de décès signalés au VAERS ou au FAERS avant le rappel d'un produit.* » Et pourtant on continue de faire vacciner par injonction de l'Etat. [https ://nouveau-monde.ca/le-ridicule-ne-tue-pas-mais-le-vax-anticovid-le-fait-myocardites-mort-subite/](https://nouveau-monde.ca/le-ridicule-ne-tue-pas-mais-le-vax-anticovid-le-fait-myocardites-mort-subite/)

Le constat quant à la létalité des produits dits vaccinaux avait été fait, il y a un an, ici même, par le Pasteur Martin Hoegger

[Mà]]Les décès associés aux vaccins anti-covid sont exceptionnellement élevés. Le pasteur Hoegger dénonce le silence coupable des autorités.



Note LHK: Nous avons déjà partagé un texte du Pasteur Hoegger qui a notamment été Co-rapporteur de la Consultation des ONG reconnues par l'UNESCO sur

<https://lilianeheldkhawam.com/2021/08/01/les-deces-associes-aux-vaccins-anti-covid-sont-exceptionnellement-eleves-le-pasteur-hoegger-denonce-le-silence-coupable-des-autorites/>

Un nouveau syndrome pour justifier la mort de jeunes gens en pleine santé.

Face à un nombre croissant de morts qui demeurent inexplicables, officiellement, on a introduit un syndrome nouveau, dit Syndrome de la mort soudaine de l'adulte!

Et voici ce qu'écrit la doctoresse Delépine :

Très tôt dans l'histoire des pseudovaccins ARNm, les médecins israéliens témoins les premiers de l'injection en masse de la population ont signalé ces morts subites, brutales qui les ont particulièrement choqués lorsqu'ils les observaient chez les jeunes qui ne risquaient rien du covid.[1][2] Alors aujourd'hui devant ce déni de réalité, n'hésitant pas à inventer une « *maladie inconnue* » pour innocenter les pseudo vaccins, on croit à un cauchemar.

Avant le Covid étaient décrites d'exceptionnelles « morts subites » (et encore plus rarissimes chez les jeunes) correspondant le plus souvent après les explorations post mortem biologiques et autopsiques à des troubles cardiaques congénitaux et/ou infarctus, AVC, ruptures d'anévrisme, sur des terrains à risque familiaux ou personnels, etc.. L'autopsie et les examens ne revenaient pas négatifs comme ce pseudo nouveau syndrome australien les décrit. On ne trouve rien ! [3] On ne trouve aucune allusion au statut vaccinal des sujets concernés dans l'article. (...)

Le Dr Cole (<https://t.me/ChrisInfosTrumpAndCo/5822>) affirme que les décès « soudains » chez les jeunes sont causés par les injections covid[4]. Extrait de sa vidéo :

« Ces "morts soudaines" ? Quelle blague.

Il y a des gens qui sont venus avec un nouvel article l'autre jour et un nouveau syndrome : le syndrome de la mort soudaine de l'adulte (<https://t.me/ChrisInfosTrumpAndCo/6742>).[5]

Ce syndrome SADS arrive parce que des personnes reçoivent une injection d'une toxine qui enflamme leur cœur.

Il y a eu des études précoces avec ces injections d'ARNm qui montrent qu'elles font gonfler le cœur, entraînant un manque de circulation, il n'y a plus assez d'oxygène dans le sang et donc cela entraîne une insuffisance cardiaque et la mort. (...)

Et maintenant on voit des centaines d'athlètes mourir alors qu'ils sont à leur top physique. (...)

« Nous devons nous lever contre cette injection avant que notre nouveau gouvernement n'impose la vax obligatoire y compris aux jeunes enfants ! »

<https://nouveau-monde.ca/le-ridicule-ne-tue-pas-mais-le-vax-anticovid-le-fait-myocardites-mort-subite/>

Une corrélation entre taux de vaccination et intensité de l'épidémie?

Je me souviens d'un nombre important de scientifiques qui n'avaient cessé d'alerter, ces deux dernières années sur la dangerosité de vacciner en période épidémique, dans la mesure où selon eux, cela alimenterait mutations et épidémies. Feu le professeur Montagnier était l'un de cela. L'idée fait son chemin et elle consisterait à penser que ces vaccins anti-covid semblent non seulement ne pas protéger les vaccinés contre la maladie, mais en plus, qu'il y aurait corrélation entre le taux de vaccination et l'intensité de l'épidémie. Et cette idée a été confirmée le plus officiellement du monde par LCI. Regardez plutôt ce petit passage sur le plateau de David Pujadas.

Infertilité par la vaccination?

Aux effets indésirables du vaccin covidien, il convient d'ajouter les pénuries organisées d'hydrocarbures et d'aliments de base. Tout cela réduira la population mondiale.

Résultats sur la natalité en Allemagne



Alors la question qui tue est la suivante : y a-t-il une volonté politique de réduction démographique d'ampleur planétaire, et couverte par les gouvernements?

La question du génocide me hante depuis de nombreuses années maintenant. Elle découlait naturellement de tout un tas d'informations officielles glanées au fil du temps. Ainsi, le choquant constat que les statistiques suisses approchaient le foyer (ménage) en tant que centre productif m'avait immédiatement mis la puce à l'oreille. Que fait-on des gens improductifs tels que les handicapés, personnes âgées, chômeurs, etc?

JUIN 11, 2016 PAR LHK

Votre foyer est un centre de production. Liliane Held-Khawam



A l'occasion de cet article, j'avais alerté (sans succès) de l'intolérable risque qui nous pendait au nez! « ***Mais nous ne pouvons nous taire lorsque le lieu où se déroule la vie privée de l'individu est abordé avec une philosophie de centre de production, qui selon le résultat de la Valeur Ajoutée Brute est soit profitable, soit déficitaire.*** <https://lilianeheldkhawam.com/2016/06/11/votre-foyer-est-un-centre-de-production-liliane-held-khawam/>

Ce n'est pas tout. Souvenez-vous de cet autre papier qui s'appuyait sur des rapports et des écrits officiels pour justifier la dépopulation!

AVRIL 10, 2022

La modification ou le hacking de la nature humaine à son insu est un acte génocidaire. Quid du programme de la galaxie de Klaus Schwab?

Posté dans Autres articles | 20 Commentaires | Modifier

MARS 31, 2022

L'infanticide au coeur de l'eugénisme de la Nouvelle Société.

Posté dans Autres articles | 19 Commentaires | Modifier

FÉVRIER 22, 2022

L'eugénisme, l'inavouable projet « scientifique » des philanthropes de la finance. La Wellcome Trust Foundation.

Posté dans Autres articles | 16 Commentaires | Modifier

<https://lilianeheldkhawam.com/?s=g%C3%A9nocide&submit=Recherche>

Voici le Concept qui justifie tout

La géonomie est l'ancêtre du Développement durable et autre écologie de la haute finance.

Extrait de Coup d'Etat planétaire, 2019

La géonomie est la science de la gestion *rationnelle* de la terre. Ce mot méconnu et non répertorié dans les dictionnaires a été créé en **1909** par le naturaliste et géographe roumain Grigore Antipa, architecte et gestionnaire des ressources naturelles des bassins du Danube et de la mer Noire. Son défi était à la fois de faciliter la navigation sur le fleuve et d'augmenter la production (poissons, cannes), tout en réduisant les colonies de moustiques. Le tout sans porter atteinte à la fonction des zones inondables et à l'équilibre écologique. Il développa un système de gestion qui permettrait de combiner, de rationaliser, et d'optimiser différentes variables liées à l'espace, sans détériorer l'équilibre naturel de l'écosystème environnant.

Ce concept sera repris dans les années 40 par Maurice-François Rouge de l'Institut d'urbanisme de Paris, une référence en la matière. Dans son ouvrage « La géonomie ou l'organisation de l'espace », celui-ci présente la géonomie comme « une discipline nouvelle [...] distincte de l'urbanisme et de la géographie, c'est la science de l'organisation de l'espace, qui étudie les structures et les équilibres qui affectent l'occupation des sols, sous le triple aspect de la géographie, de la sociologie et de l'économie ».

Le concept va se développer avant de s'étendre à de multiples domaines. « La science, l'art et l'éthique, dont l'objet est de trouver pour l'espace-entendu dans sa réalité concrète et géographique, et considéré dans sa totalité aussi bien physique, chimique, biologique et humaine- les structures et les équilibres fonctionnels les plus propres à répondre à la totalité des besoins de l'homme, c'est -à-dire à ses besoins spirituels, comme à ses besoins matériels, esthétiques aussi bien que physiologiques ; la géonomie cherche à connaître, et s'efforce de réaliser la meilleure adaptation possible de l'espace et de la société. »

Plus tard, Maurice-François Rouge fera évoluer sa description de la géonomie dans le cadre de son cours d'Organisation de l'espace à l'École pratique des hautes études : « C'est un ensemble de connaissances scientifiques pris dans les sciences et disciplines de base (géographie physique et humaine, géologie, pédologie, climatologie, écologie, démographie, sociologie, économie...) qui sont mises à contribution pour décrire la réalité des espaces et les lois et conditions de leurs modifications possibles; ensuite une série de combinaisons de ces apports, aidées par différentes techniques (mathématiques, cartographiques, statistiques) qui constituent les moyens utilisés par le « géonome » dans son « art » de recherche des solutions les meilleures. »

A ce stade, la *géonomie* s'occupe de tout ce qui existe dans le monde et/ou détermine la vie de l'humanité. Elle est donc une description multifactorielle, holistique et englobante de l'espace naturel et humain qui, aidé de la science et la technologie, va se projeter dans l'espace et le temps afin de prédire l'impact de la gestion environnementale.

La convergence avec le rapport Brundtland est patente dans le désir d'appréhender et de modifier les espaces afin de poursuivre la croissance économique. Le concept de *développement durable* reprend le référentiel de la *géonomie* et en fait un élément central de la politique communautaire et unifiée de la planète.

Et puisque le développement durable propose une approche globale, car à la fois environnementale, sociétal et économique, il sera un des vecteurs de la globalisation, et de la fusion des espaces nationaux.

Et voici que pour aller dans le sens de ce qui précède, un outil-clé l'Agenda 21, va voir le jour en juin 1992, au « Sommet de la terre », à Rio (Brésil). Agenda 21 est un plan de travail qui planifie la gestion et le contrôle des territoires et de leurs ressources. Il découle d'une stratégie globale et cherche à l'ancrer localement. Uniformisation et hyper-contrôle de la gestion des collectivités territoriales deviennent possibles grâce à des actions et normes identiques à travers tous les Etats. Son préambule le présente en tant qu'unique solution pour sauver la planète. On nous explique d'abord que « L'humanité se trouve à un moment crucial de son histoire », que l' »Action 21 aborde les problèmes urgents d'aujourd'hui et cherche aussi à préparer le monde aux tâches qui l'attendent au cours du siècle prochain », mais aussi que « La bonne application d'Action 21 est la première et la plus importante des responsabilités des

gouvernements. Les stratégies, plans, politiques et processus nationaux sont vitaux pour ce faire. La coopération internationale doit venir appuyer et compléter les efforts nationaux. Dans ce contexte, le système des Nations Unies a un rôle essentiel à jouer. »

Son point 10, Conception intégrée de la Planification et de la Gestion des terres, explicite à lui seul les enjeux. Un nouveau paradigme considère la planète comme un tout unique et indivisible, laissant de côté l'indépendance des Etats. D'ailleurs, la chose est confirmée par le Pacte migratoire^[3] qui prévoit de « **Gérer les frontières de manière intégrée, sûre et coordonnée** » (point 11).

Le point 5 de l'Agenda 21 intitulé « Dynamique démographique et durabilité » reprend la problématique démographique chère aux adeptes du développement durable et de la géonomie. Cet élément est un fil rouge de la gouvernance contemporaine, qui pose sur la table la question d'un eugénisme dit libéral, incluant le principe de l'avortement, du tri génétique et de l'euthanasie.

Plus tôt, dans un essai paru en 1798, Malthus s'inquiétait déjà de l'évolution démographique de l'humanité : « Je pense pouvoir poser franchement deux postulats : premièrement, que la nourriture est nécessaire à l'existence de l'homme ; deuxièmement, que la passion réciproque entre les sexes est une nécessité et restera à peu près ce qu'elle est à présent. Je dis que le pouvoir multiplicateur de la population est infiniment plus grand que le pouvoir de la terre de produire la subsistance de l'homme. »

Coup d'Etat planétaire, 2019

« Si elle n'est pas freinée, la population s'accroît en progression géométrique. Les subsistances ne s'accroissent qu'en progression arithmétique. Les effets de ces deux pouvoirs inégaux doivent être maintenus en équilibre par le moyen de cette loi de la nature qui fait de la nourriture une nécessité vitale pour l'homme ».

Les siècles passent, mais l'obsession de la croissance démographique reste une thématique centrale des travaux des mondes politique et scientifique. La géonomie intègre elle aussi ces inquiétudes et vise à analyser les expansions ou effondrements de populations par les facteurs environnementaux.

Coup d'Etat planétaire, 2019

Ce serait l'accès facilité aux énergies fossiles et au nucléaire (à l'uranium) qui a permis une croissance démographique jusqu'à atteindre les 7 à 8 milliards d'individus (*théorie des pulsations*). **Par conséquent, le jour où ces ressources viendraient à être épuisées, ou leur mise à disposition réduite, la population mondiale, qui devrait alors renoncer aux activités qui en dépendent, reviendrait à des sources d'énergie naturelles (c'est-à-dire précaires), et son effectif se contracterait alors pour redescendre à un niveau estimé à moins d'un milliard d'habitants.**

Coup d'Etat planétaire, 2019

La réduction des populations est un thème qui tient une place centrale dans les réflexions menées par l'oligarchie. L'ONU a par exemple pleinement intégré l'évolution démographique dans différents rapports et accords stratégiques planétaires. Une journaliste du Monde, Audrey Garric a relevé que « le fonds des Nations Unies pour la population, UNFPA, a [affirmé](#) dans son rapport de 2009 sur l'état de la population mondiale, présenté lors de la conférence de Copenhague le 18 novembre 2009, que le réchauffement planétaire ne peut être endigué que par une réduction massive de la [population mondiale](#) »[5]. Suite à la publication de ce rapport, la ministre danoise du Développement a par exemple souhaité que la limitation démographique soit reprise dans l'accord issu du sommet sur le climat de Copenhague de décembre 2009.

En Suisse où l'Agenda 21 est pris très au sérieux, le parlement du canton de Neuchâtel a mis en place une loi qui oblige les Etablissements médico-sociaux et les homes –hors des centres de soins palliatifs- à accepter l'*aide au suicide*. L'Armée du Salut a été sèchement priée de suivre le mouvement. Exit donc les croyances religieuses et autres convictions personnelles. Pour le parlement en question, la liberté de choix des résidents, pas forcément malades, l'emporte sur le règlement des EMS et des homes. Ceci n'est toutefois valable que pour les établissements publics. En revanche, pas de contraintes si vous gérez un établissement privé. Les pauvres ont du coup davantage droit à la liberté de se suicider que les riches !

L'euthanasie, outil démographique de choix, connaît une progression importante dans un nombre croissant de pays, y compris dans la très civilisée Hollande. Grâce à une loi votée en 2002, l'euthanasie connaît un boom fulgurant dans ce pays, avec plus de 7'000 personnes à éliminer pour l'année 2017[6]. Les médecins sont tellement débordés par leur nouvelle activité qu'il a fallu en recruter de nouveaux. La chose a suffisamment été banalisée pour que de plus en plus de gens choisissent l'euthanasie sans pour autant être en phase terminale de maladies graves. Le taux de personnes euthanasiées car elles étaient en fin de vie a chuté en quelques années pour passer de 98% à 70%. A méditer...

Dernière information révélatrice de la mentalité ambiante. Selon des *études*, les Belges seraient favorables à l'arrêt des soins pour les plus de 85 ans. Evidemment que ceux qui ont les moyens de se payer les traitements ne sont pas concernés par une opinion publique chauffée à blanc par les coûts démesurés imposés par les Big pharma, et la privatisation des services publics de la santé...

Une société qui est capable d'euthanasier des personnes dans un cadre médical qui est supposé soigner, interpelle. Philip Nitschke, le médecin fondateur de l'ONG EXIT- international qui milite en faveur de l'euthanasie est une coqueluche des médias. Dans ses interventions médiatiques, il banalise la mort des personnes en bonne santé, mais qui ont dépassé les 70 ans[7]. Et comme le business n'est jamais très loin du système, il vient de mettre au point une boîte-capsule, imprimable en 3D, qui facilite le suicide, et mute ensuite en cercueil. Ces messages portés par les médias populaires, eux-mêmes financés par l'oligarchie, sont autant de messages qui influenceront fatalement les personnes isolées vivant dans la précarité. Economies sur les coûts de la santé, des pensions des retraités, et autres subsides aux handicapés.

Coup d'Etat planétaire, 2019

LILIANE HELD-KHAWAM

COUP D'ÉTAT PLANÉTAIRE

Préface par
Philippe Bourcier de Carbon, démographe

Comment une élite financière s'arroge
le pouvoir absolu par la captation
universelle des ressources



Je ne peux m'empêcher de faire le lien entre ce qui précède et ce que j'ai écrit en période Covid. Voici quelques exemples :

JANVIER 31, 2021 PAR LHK

Ces morts de COVID-19 qui font les affaires des comptes publics.

A large black rectangular graphic with the text "81% des décès" in white, bold, sans-serif font, centered within the rectangle.

81% des décès

Canada. 81 % des décès survenus au Canada pendant la pandémie de Covid-19 ont eu lieu dans les résidences de soins pour personnes âgées, soit près du double de la moyenne observée dans les pays de l'OCDE. C'est ce que révèle le rapport d'une institution réputée, très critique des soins de santé dans le pays. <https://www.courrierinternational.com/article/le-chiffre-du-jour-covid-19-hecatombe-dans-les-residences-pour-personnes-agees-au-canada>

MAI 3, 2021 PAR LHK

[Mà]]Les personnes vulnérables semblent pénalisées par le vaccin. Pourquoi persister? Sont-ils devenus des indésirables?



1/3 des décès liés au coronavirus aux US se sont déroulés dans des résidences pour personnes âgées. Ces chiffres ne figurent pas dans l'étude britannique que nous relayons. Il ne s'agit que de personnes malades de Covid que l'on a hospitalisées. Les personnes des EMS/EHPAD ont été massivement traitées au Rivotril (Cf vidéo du Dr Delépine ci-dessous). Nous dénonçons une euthanasie active et massive, cautionnée par l'Etat public, dans des lieux où l'on a enfermé les aînés indésirables et désargentés. Un génocide que nous dénonçons haut et fort sur ce site. <https://www.nytimes.com/interactive/2020/us/coronavirus-nursing-homes.html>

<https://lilianeheldkhawam.com/2021/05/03/les-personnes-vulnerables-semblent-penalisees-par-le-vaccin-pourquoi-persister-sont-ils-devenus-des-indesirables/>

MARS 30, 2020 PAR LHK

Quelle corrélation entre le taux de mortalité par pays et le niveau de l'épargne? LHK



<https://lilianeheldkhawam.com/2020/03/30/quelle-correlation-entre-le-taux-de-mortalite-par-pays-et-le-niveau-de-lepargne-lhk/>

LHK

Annexes



Ajout 14 juillet 2022

Stanley Johnson, papa de Boris, verrait bien la population de Grande Bretagne passer de 68 à 15 millions d'ici 2025.



[boris-johnson-senior.-depopulation-au-menu.Télécharger](#)

▲ [RETOUR](#) ▲

États-Unis. « C'est au-delà de la sécheresse » : les lacs Mead et Powell se muent en « bassins morts »

[Ouest-France](#) Lise OUANGARI Modifié le 03/08/2022

Les niveaux d'eau des deux plus grands lacs artificiels des États-Unis, le lac Mead et le lac Powell, sont si bas qu'ils entraînent des pénuries d'eau et d'électricité dans l'Ouest du pays.



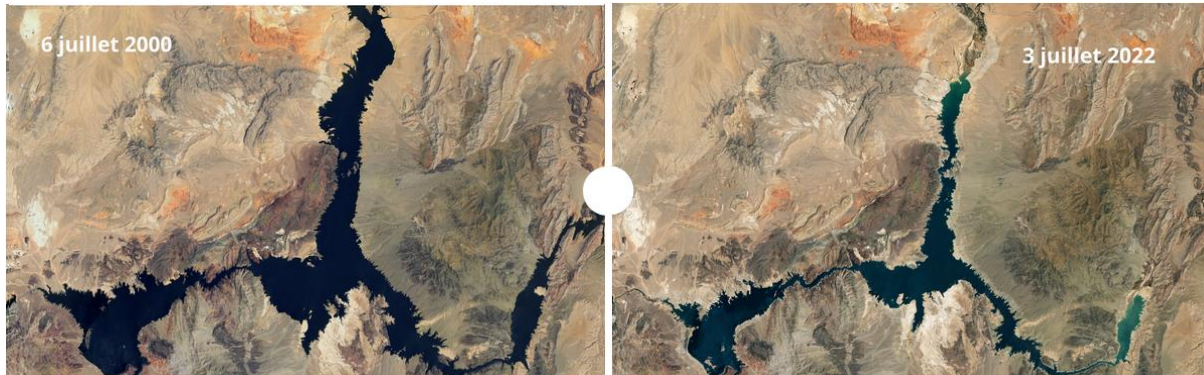
Un « anneau de baignoire », une bande blanche de gisements minéraux montrant les niveaux d'eau précédents, est illuminé au coucher du soleil dans la zone de loisirs nationale du lac Mead à Boulder City, Nevada, le 28 juin 2022. | PATRICK T. FALLON / AFP

Les [deux plus grands réservoirs des États-Unis, le lac Mead](#) et le [lac Powell](#), qui fournissent de l'eau et de l'électricité à des millions de personnes, sont en passe de devenir des « dead pools » (bassins morts, en anglais), alerte l'Onu.

Cela signifie que [leurs niveaux d'eau sont si bas que les vannes du barrage](#) ne sont pas suffisamment immergées pour alimenter les turbines hydroélectriques, permettant notamment de produire l'électricité.

« Les lacs de barrage Mead et Powell fournissent non seulement de l'eau potable et de l'électricité à des dizaines de millions de personnes – dans l'État du Nevada, en Arizona, en Californie, au Wyoming, au Colorado, au Nouveau-Mexique et dans le pays voisin du Mexique – mais aussi de l'eau d'irrigation pour l'agriculture », [peut-on lire dans le communiqué de l'Onu](#)

Évolution du lac Mead, aux États-Unis



Les images satellites du lac Mead, le plus grand réservoir des États-Unis, démontrent « **une illustration frappante du changement climatique et d'une sécheresse à long terme qui pourrait être la pire dans l'Ouest des États-Unis depuis douze siècles** », a commenté la Nasa [dans un communiqué](#).

Niveau de Lac Mead au barrage Hoover, en juillet, depuis 1940

En pied (ft)



Source : [Bureau of Reclamation Records \(US\)](#)



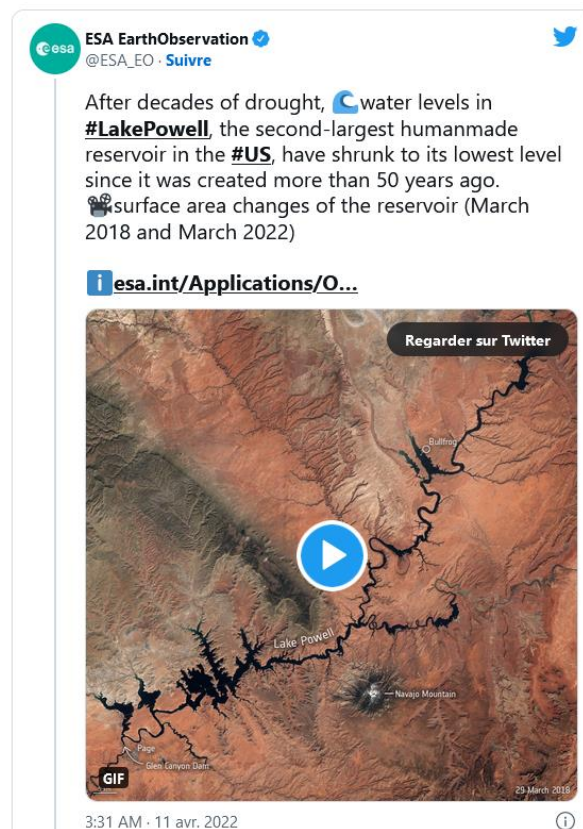
Le lac Mead n'est plein qu'à 27 %, son niveau le plus bas depuis le remplissage du réservoir en 1937, précise [The New York Times](#), ajoutant que le niveau du lac doit rester au-dessus de 1 000 pieds pour continuer à faire fonctionner les turbines hydroélectriques du barrage.

[A Flourish chart](#)



Un tuyau d'arrivée d'eau se trouve au-dessus du niveau d'eau à Saddle Island, le 28 juillet 2022 dans la zone de loisirs nationale du lac Mead, au Nevada, aux États-Unis. | ETHAN MILLER / AFP

« Après des décennies de sécheresse, les niveaux d'eau du lac Powell, le deuxième plus grand réservoir artificiel des États-Unis, ont chuté à leur plus bas niveau depuis sa création il y a plus de 50 ans », avait aussi alerté, dès avril, l'agence ESA EarthObservation, publiant l'évolution de la surface du bassin de retenue d'eau, entre mars 2018 et mars 2022.



Craintes de crise d'approvisionnement

Lorsqu'il est plein, le barrage du lac Powell peut produire 1 320 mégawatts, soit 5 milliards de kilowattheures d'électricité par an, rapporte [The Guardian](#).

Avec la baisse des niveaux d'eau, la production hydroélectrique a chuté à 800 mégawatts, forçant les autorités à prendre des mesures exceptionnelles.

Le Bureau of Reclamation, qui supervise la gestion des ressources en eau dans l'Ouest, a exhorté les États à prendre des mesures urgentes pour protéger les niveaux critiques des réservoirs en 2023.

« Nous sommes désormais au-delà de la sécheresse »

Les experts du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pointent la sécheresse liée à la crise climatique et à la surconsommation d'eau, due notamment à l'accroissement de la population et à l'irrigation pour l'agriculture.

« Les conditions météorologiques observées dans l'ouest américain autour du bassin du fleuve Colorado sont si sèches depuis plus de vingt ans que nous sommes désormais au-delà de la sécheresse », a déclaré Lis Mullin Bernhardt, experte en écosystèmes au PNUE. « Nous parlons d'aridification pour définir ce nouveau palier », peut-on lire dans le communiqué de l'Onu.

Des restrictions d'eau ont d'ores et déjà été annoncées, mais Maria Morgado, responsable des écosystèmes du PNUE en Amérique du Nord, craint que ces mesures ne soient pas suffisantes. « La régulation et la gestion de l'offre et de la demande d'eau sont évidemment essentielles à court et à long terme, mais le cœur du problème, c'est le changement climatique », a-t-elle déclaré dans le même communiqué. « Nous devons nous attaquer aux causes profondes du changement climatique ainsi qu'aux demandes en eau. »

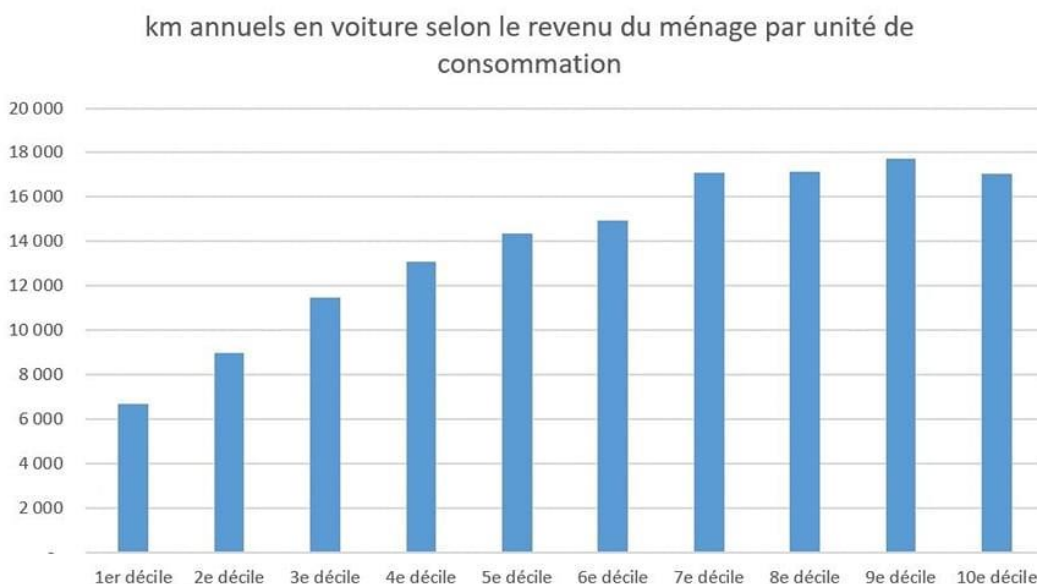
▲ [RETOUR](#) ▲

Comprendre l'extrême nullité de notre gouvernement en un seul graphique

Cyrus Farhangi 26 juillet 2022

Plan(s) B

La parole à ceux
qui font la Transition
(et la Résilience)



Source : Mathieu Chassignet ; Données : SDES, Insee – Enquête Mobilité des Personnes 2018-2019

Comprendre l'extrême nullité de notre gouvernement (et de tous les grands partis politiques) dans la gestion de la crise énergétique actuelle, en un seul graphique. Il y aurait beaucoup d'autres faits et chiffres pour illustrer la

profonde incompétence de nos dirigeants, mais ce graphique suffit.

Il ne fait pas l'ombre d'un doute qu'il faut aider les ménages les plus modestes. Ils n'ont déjà pas les moyens de boucler les fins de mois, ils peuvent rarement se permettre de consommer moins d'énergie, et sont déjà contraints de se limiter aux usages essentiels.

Sur un plan technique, nous avons la preuve depuis au moins 80 ans qu'un gouvernement peut tout à fait mettre en œuvre des mesures ciblées en matière de consommation de carburant. Et aujourd'hui nous avons beaucoup plus de moyens techniques pour le faire, et (a priori) plus de connaissances. L'argument de « l'usine à gaz » est de la pure foutaise. D'ailleurs, le gouvernement actuel a déjà pris des mesures ciblées contre l'inflation.

Or là notre « gouvernement » (je mets des guillemets car ces décisions à la petite semaine, je n'appelle pas ça « gouverner) choisit de creuser encore davantage la dette publique, en bénéficiant très majoritairement aux plus aisés (c'est mathématique, ils font plus de kilomètres et ont des voitures plus consommatrices par km), en grande partie pour des usages et des trajets non-essentiels.

C'est une honte.

<https://www.francetvinfo.fr/.../prix-des-carburants-les...>

Bien sûr, cette mesure d'incitation à la consommation de carburant est contraire à nos objectifs climatiques, notre sécurité énergétique, et notre capacité à remporter la guerre économique qui nous oppose à la Russie. Concernant les autres partis, je ne parle même pas du RN, qui ne comprend rien et ne voit pas plus loin que le bout de son nez.

Que dire de LR ? Héritier de l'UMP, auquel Sarkozy avait au moins insufflé du dynamisme, une certaine cohérence, et un cap (dont on peut penser ce qu'on veut, mais il y avait au moins un projet clair), devenu aujourd'hui un parti de brebis égarées sans contenu et sans colonne vertébrale. Tout ce qui le distingue des autres partis est la prétention d'une plus grande rigueur budgétaire. Mais ça c'est du flan, une imposture qui ne date pas d'hier. Pour gérer la crise énergétique actuelle, LR milite pour des mesures inefficaces, démagogiques, dont le coût serait de plusieurs dizaines de milliards d'euros par an.

Que dire de LFI ? Parti pseudo-écologiste tout aussi consumériste et productiviste que les autres, dont le chef de file avait notamment le programme présidentiel le « mieux-disant » sur le prix du carburant (blocage à 1,40€ le litre).

Bref, ils sont nuls. Presque tous archi-nullissimes.

Pour finir de s'en convaincre, Jean-Marc Jancovici a produit hier un excellent post kick-ass méga-baffe atomique sur le bilan calamiteux des gouvernements depuis 20 ans.

<https://www.linkedin.com/.../jean-marc-jancovici...>

Pour ceux qui ne l'auraient pas vu passer, nous avons aussi écrit cet article avec Yves Bréchet début 2020 (il bien mieux placé que moi pour témoigner directement de la nullité de nos gouvernements successifs).

<https://www.plansb.info/.../marasme-politique-equation.../>

Prix des carburants : les plus aisés ont davantage bénéficié de la remise de 18 centimes que les plus pauvres

Les Français les plus aisés sont ceux qui consomment le plus de carburants et donc profitent davantage en montant absolue de la remise sur les prix du carburant mise en place par le gouvernement.

[franceinfo avec AFP](#) France Télévisions Publié le 24/07/2022



Une station essence dans un hypermarché Leclerc, le 14 juin 2022, à Auch (Gers).

La [remise de 18 centimes d'euro](#) sur les prix du carburant bénéficie, en montant absolu, davantage aux ménages aisés, estime le Conseil d'analyse économique (CAE) [dans une étude](#) (lien pdf) publiée jeudi 21 juillet. Cette mesure phare du gouvernement pour atténuer l'impact de l'inflation sur les ménages doit être prolongée et [pourrait passer de 18 à 30 centimes](#) la remise au litre, selon les discussions qui se déroulent à l'Assemblée.

« Le premier constat que l'on peut dresser sur la consommation d'essence est que ce sont les plus aisés qui consomment le plus », avance l'organisme placé auprès de la Première ministre et chargé d'éclairer les choix économiques de l'exécutif. Les 10% de Français aux revenus les plus élevés ont ainsi consommé plus de 200 euros d'essence en juin 2022, contre un peu plus de 100 euros pour les 10% aux revenus les plus faibles.

Les Français les plus riches en bénéficient deux fois plus

Mécaniquement, les personnes les plus aisées profitent donc deux fois plus de la mesure. La subvention accordée par le gouvernement sur l'essence, qui peut aller jusqu'à 18 centimes le litre, a été d'« environ 18,5 euros » sur un mois pour les ménages les plus aisés, ceux du dernier décile, c'est-à-dire les 10% les plus riches. A l'inverse, elle a été de 9,5 euros pour ceux du premier décile. « Ces données confortent ainsi l'intuition selon laquelle la réduction du prix de 18 centimes sur le prix à la pompe est régressive », en concluent les auteurs de l'étude.

Malgré une inflation proche des 6% sur un an en juin, le CAE « ne constate pas d'augmentation » de la part de ménages modestes qui affichent un solde négatif sur leur compte courant. « Les gens se serrent la ceinture, ils font attention sur leur compte bancaire pour ne pas être dans le rouge », commente Philippe Martin auprès de l'AFP. Pour autant, aucun poste de consommation (loisirs, alimentation, etc.) ne subit de « chute très claire » en termes de dépenses, ajoute-t-il. Les Français les plus modestes semblent rogner un petit peu sur chacun de ces postes.

▲ [RETOUR](#) ▲

Délire, la Chine en manque de bébés !!!

Par biosphere 17 août 2022



En manque de bébés, la Chine annonce de nouvelles aides aux jeunes parents. Il est vrai que la Chine n'a, en 2022, que **1 448 471 000 habitants**, c'est le pays le plus peuplé de la planète. Mais ils manquent de futurs soldats pour le jour où ils vont envahir Taïwan et mener une réunification de la Chine à la Poutine.

[Le Figaro dixit](#) : Les autorités ont mis fin en 2016 à leur stricte politique de l'enfant unique, puis ont autorisé l'an dernier jusqu'à trois enfants par couple. Depuis le 16 août 2022, les autorités locales doivent «mettre en place des mesures de soutien actif à la fertilité», déductions fiscales, aides diverses destinées aux familles,

multiplication de garderies et même subventions pour encourager les femmes à avoir plus d'enfants. Les directives publiées mardi semblent vouloir étendre cette politique à l'ensemble du territoire. Début août, les autorités sanitaires ont prévenu que la population chinoise reculerait d'ici 2025.

Le point de vue des écologistes

Réveillez-moi, je cauchemarde ! Bientôt 8 milliards d'humains sur notre petite planète qui n'en peut déjà plus... Quand donc les Terriens que nous sommes se mettront-ils à réguler la fécondité pour mettre le niveau de population en proportion des ressources durables ?

Certes, le vieillissement démographique inquiète les responsables politiques chinois : 17,8 millions de naissances en 2016, 12 millions en 2020, 10,6 millions en 2021. Ce n'est pas un drame, la population augmente encore. Le taux d'accroissement naturel de la population est de 0,34 ‰, d'où une stabilisation prochaine mais à un niveau démographique très élevé, trop élevée. Il y a surpopulation.

La densité est de 150 hab./km² pour une moyenne mondiale de 60 hab./km². Ce pays dispose de 10 % de la superficie cultivable mondiale, mais doit nourrir 18 % de la population mondiale. Quant au désir d'enfant, les Chinois sont refroidis par la hausse du coût de la vie et de l'éducation des enfants, par les difficultés de logement et surtout par les incertitudes face à l'avenir. On dirait que le natalisme gouvernemental en Chine ou ailleurs occulte complètement les différentes crises écologiques qui ne font que commencer, déplétion des stocks fossiles, épuisement des ressources renouvelables, chute de la biodiversité et réchauffement climatique. Des Chinois au chômage n'auront jamais les moyens de financer les personnes âgées, ils gonfleront au contraire la population à charge.

Heureusement la population va résister aux diktats natalistes. Il faut d'abord que les jeunes Chinois en âge de procréer trouvent une partenaire qui les acceptera. Les jeunes filles ont en effet quitté l'ère maoïste, elles préfèrent vivre leur vie comme elles l'entendent et non comme on voudrait le leur imposer. De plus, comme il n'y a guère de retraite, c'est en général au gendre d'entretenir les parents de son épouse ; le prétendant doit donc présenter un curriculum professionnel sans faille, avec logement et voiture. Le croissancisme multiplie les besoins, mais d'un certain côté il incite à la baisse de la fécondité. Un mal pour un bien !

Roman, qui ne mérite pas lecture

Michel Sourrouille, auteur en 2017 du livre « On ne naît pas écolo, on le devient », a décidé avant de mourir de partager sa pensée avec tous les Internauts qui fréquentent ce blog biosphère. La parution se fera chaque jour pendant les mois de juillet-août. Il dédie ce livre aux enfants de ses enfants, sans oublier tous les autres enfants... car nous partageons tous la même maison, la Terre, si belle, si fragile...

Roman, qui ne mérite pas l'arbre qu'on a coupé pour lui

Je suis un grand lecteur, et j'ai donc (indirectement) coupé beaucoup d'arbres transformés en pâte à papier. Au début, je ne savais pas comment diriger ma lecture. Je lisais tout ce qui passait à ma portée, n'importe quoi pourvu qu'il y ait des pages. Ce sont mes premières années de militantisme qui m'ont ouvert les yeux sur ce qu'il fallait vraiment lire. Je sélectionnais des livres, rien que des écrits sérieux, parlant de militantisme et d'économie politique, de sociologie et de philosophie, rien que du pousse-à-penser. Le CSOC (comité de soutien aux objecteurs de conscience) auquel j'appartenais au début des années 1970 a occupé un vieux local que nous avons retapé. J'ai donné toute ma bibliothèque à notre groupe. Il s'agissait de démarrer une mise en commun de nos livres. Il suffisait à chacun de donner un livre à la bibliothèque pour entrer dans le monde de l'écrit qui fait prendre conscience... Mais patatras ! Un jour Alice, la jeune militante compagne de José Bové, a demandé l'introduction de romans dans notre répertoire existentiel. Gros débat entre nous ! Ainsi va la vie, nous ne pouvons pas rester sérieux bien longtemps, à moins d'être jugé pisse-froid et exclu des assemblées humaines. Aujourd'hui je suis

toujours effaré par le nombre de titres qui encombrant nos librairies. Que choisir parmi tant de livres ? Nous ne savons plus choisir... et les romans sont préférés. Pourtant ils étouffent la pensée réflexive.

Les concepteurs du Monde des livres sont de la partie, alignant semaine après semaine les recensions d'inutiles lectures. Ils font même de l'auto-congratulation :

« *Quelles que soient les directions successives, les équipes, les inclinations d'époque, le roman a joui d'une sorte de préséance dans notre supplément hebdomadaire. On y évide une évidence, à savoir que le roman joue un rôle capital dans la conscience que nous avons du monde* (25 mai 2007). »

Mais quelle conscience ? Le roman, support du rêve, instrument d'une fausse liberté ! Le « partage d'humanité » permet au lecteur de se replier dans une petite bulle confortable où il ne prête nulle attention aux malheurs de la Biosphère. Ce n'est pas ainsi qu'on fait une conscience ! Le prix Nobel de littérature récompensait normalement une « inspiration idéaliste » ; maintenant les romans ne sont plus fait pour apprendre et se souvenir, mais pour passer le temps et oublier d'agir.

Si un auteur a recours au langage du roman, ce n'est nullement dans l'intention de transformer le monde ; le roman naît le plus souvent des (in)satisfactions très personnelles de l'écrivain. **Du côté du lecteur, la multiplicité de ses lectures romancées va l'empêcher d'ouvrir véritablement les yeux au monde réel.** Si vous aviez le temps de lire tous les romans parus dans l'année, vous êtes presque sûr de finir aussi ignorants des réalités que lorsque vous avez commencé. Sauf trop rares exceptions, c'est un point de vue centré sur le nombril des humains qui s'exprime dans les romans. Apprendre à ressentir la vérité des choses n'est pas spécifiquement rattaché à l'écrit ; les civilisations orales étaient bien plus durables car elles se contentaient de la stabilité de leurs mythes et non de la fugacité d'un roman. Toutes les inventions d'un scribouillard ne remplacera jamais la contemplation d'un coucher de soleil en famille. Choisissons nos lectures pour conserver les forêts, agissons dans la réalité plutôt que dans l'imaginaire. Les peuples qui vivent de la terre ne lisent pas de romans ni même de journaux. J'en arrive presque à me dire que ce livre que tu a dans la main, mon livre, est déjà de trop...

Je ne pense pas qu'il se trouverait au monde un homme pour noircir une seule feuille de papier si nous avions le courage de vivre vraiment ce en quoi nous avons foi. Si c'est un monde de beauté et de vérité, à quoi bon dresser des milliers et des milliers de mots entre la réalité de ce monde et nous-même ?

(à suivre... demain sur ce blog biosphere)

Sciences économiques et sociales, une tentative holistique ratée

J'ai été pendant toute ma carrière professionnelle enseignant en sciences économiques et sociales dans un lycée. Cette discipline récente est née en 1965 pour les secondes, donnant le jour en juin 1968 au premier bac B, ancêtre du bac ES (économique et social). Les épreuves du premier Capes de Sciences Economiques et Sociales sont instituées en décembre 1969, je l'ai obtenu en 1975. On peut résumer en une phrase la finalité de cet enseignement : « *Conduire à l'intelligence des économies et sociétés d'aujourd'hui et intégrer cette acquisition à la formation générale des élèves* ».

Il est donc normal que cette matière évolue en même temps que la société. Voyons la prise en compte au cours des années de la dualité croissance/crise dans les programmes officiels de terminale. Le contenu était centré à l'origine sur un monde séparé en trois blocs, les pays capitalistes développés, les pays socialistes et les pays du Tiers Monde. Le choc pétrolier de 1973 a introduit un chapitre sur « la crise ». Ce qui fait que le programme est devenu au début des années 1980 « *étude de la croissance et des crises tant dans les pays industrialisés que dans les économies socialistes et le Tiers Monde* ». Avec le contre-choc pétrolier de 1986, le ton devient plus neutre en 1987 : « *Les transformations économiques et sociales* ». Le Tiers Monde devient comme par magie « *pays en voie de développement* ». Mais le terme croissance n'apparaît pas, sauf dans la dénomination

« croissance des entreprises ». On s'en tient encore aux crises, leurs différents aspects, les politiques de lutte contre la crise.

Mais en 1999 la notion de crise disparaît avec un nouveau programme restructuré autour de ce questionnement économique : travail et emploi... investissement, capital et progrès technique... Ouverture internationale et mondialisation. On s'interroge sur les relations entre croissance, développement et changement social, exit l'existence possible d'une crise. On a complètement oublié qu'en 1972 un rapport au Club de Rome bien documenté avait statistiquement démontré les limites de la croissance. Dans l'index des manuels, le mot crise n'apparaît plus, sauf sous des formes particulières comme « *crise de l'Etat-providence* ». La notion de cycle économique a aussi disparu corps et bien alors que c'était autrefois un élément fondamental de l'enseignement. Les sujets de bac sont tous centrés sur la notion de croissance à prolonger. C'est pourquoi le programme en application pour 2012-2013 semblait constituer un véritable bouleversement. Des mots horribles pour la vulgate dominante apparaissent, fluctuations économiques, crise, soutenabilité faible, etc. Les notions de dépression et déflation sont explicitement au programme. Dans Economie et développement durable, les deux sous-titres abordent enfin la question écologique : La croissance économique est-elle compatible avec la préservation de l'environnement ? Quels instruments économiques pour la politique climatique ?

Il n'empêche que le sujet de dissertation en juin 2014 pose d'emblée l'idée que la croissance économique est inéluctable, seul importe ses modalités : « *Les facteurs travail et capital sont-ils les seules sources de la croissance économique ?* » De son côté l'épreuve composée veut conforter à la fois la flexibilité libérale et le libre-échange : « 1. Comment la flexibilité du marché du travail peut-elle réduire le chômage ? 2. À quels risques économiques peuvent s'exposer les pays qui mènent une politique protectionniste ? ». **Belle illustration de la compromission absolue du système enseignant avec le libéralisme croissant.**

Or un enseignement transversal comme celui des sciences économiques et sociales ne peut faire l'impasse sur la composante écologique. Pour l'épreuve composée du bac 2017, une des deux questions de restitution de connaissances demande de « présenter deux limites écologiques auxquelles se heurte la croissance économique. » Cette ouverture d'esprit reste marginale. Rappelons aussi ce texte trop isolé d'un manuel de terminale choisi pour la rentrée 2007 et qui posait le problème de fond :

« Pour éviter une catastrophe sans précédent pour l'humanité, il n'y a pas d'autres choix que la décroissance dans les pays qui dépassent les seuils tolérables de ponction sur l'environnement. Le terme de décroissance a un sens principalement symbolique, politique : c'est une rupture avec la religion de la croissance. » (J.Gadrey, *l'impact de la croissance sur l'environnement, Alternatives économiques* n° 242 décembre 2005).

Les élèves de SES (et leurs enseignants) vont-ils un jour comprendre que l'économique n'est qu'une partie du social et le social une simple composante de l'écologie ?

(à suivre... demain sur ce blog biosphere)

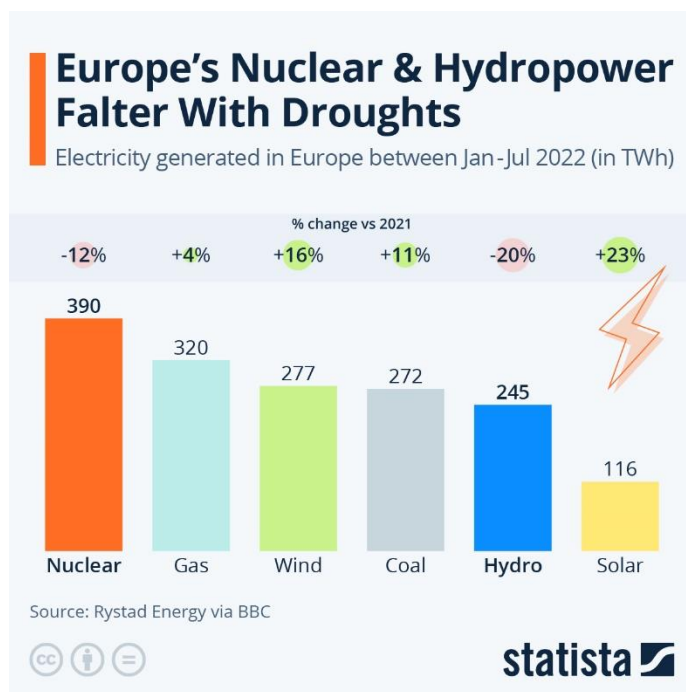
▲ [RETOUR](#) ▲

[.PELE MELE DU 20/08/2022](#)

20 Août 2022 , Rédigé par Patrick REYMOND

- **Prix de l'énergie** : « plus de 24.000 locataires HLM confrontés à une hausse XXL ». J'en ai marre d'être un prophète : il suffit de réduire le nombre de logements et de refaire cohabiter les générations et/ou se livrer à une activité saine et hygiénique : aller ramasser le bois tombé des forêts (même si c'est illégal à l'heure actuelle). Le tout, c'est d'avoir un poêle à bois. On peut y mettre aussi cartons et papiers des prospectus (du moins, tant qu'il y en a encore). Et puis les Proprios n'ont qu'à baisser les loyers dans les mêmes proportions. Facile, non ???

- [Les enfants de migrants](#) vivent au milieu des rats ? Marre de ces privilégiés qui ont la bouffe à portée de la main. Et ils se plaignent ? Et la période où le rat valait 2 francs pièce ???
- [La Norvège](#) va suspendre une partie de ses exportations d'électricité.
- [Fermeture temporaire](#) de north stream ; le prix du gaz flambe encore...
- [Bruno le Maire](#) enfin battu : un mec plus (censuré) que lui vient de se distinguer. Au même moment, le comité des diners de cons a fait un standing ovation. On ignore la cause, mais il paraît que l'attribution d'un titre de con d'honneur de catégorie international est sur le point d'être attribué.
- [Liz Cheney](#) vient d'être battue au Wyoming, chose déjà annoncée il y a deux ans par la revue satirique « babylon bee ». Elle aussi est en lice pour un prix <con> du comité. Elle a visiblement pas compris que dans le Wyoming, c'était pas possible d'être anti-Trump. Elle n'y est d'ailleurs pas retournée depuis, au grand désespoir de ses électeurs qui avaient préparé goudron et plumes.
- [Allemagne](#), le Rhin est en voie d'assèchement, et là aussi, on se rappelle que l'économie, c'est pas des théories mathématiques, c'est de la physique.
- [Les suisses](#) parlent ouvertement de coupures électriques.
- [Les européens](#) s'opposent massivement aux [sanctions anti-russes](#) ? les autres n'ont pas de cerveaux.



[Europe](#), solaire, charbon, vent et gaz se portent très bien pour la production d'électricité. Sans le renouvelable, je vous dis pas la merde dans laquelle on serait...

Bonne nuit les petits...

▲ [RETOUR](#) ▲



.Une crise alimentaire majeure à venir en 2023 ? - "Les prix seront sous stéroïdes après les élections"

par Michael Snyder le 21 août 2022



On nous avertit que les prix des denrées alimentaires aux États-Unis vont se détraquer complètement après l'élection de novembre. Je prends ces avertissements très au sérieux, et je pense que vous devriez faire de même. Les responsables mondiaux n'ont cessé de nous répéter que nous nous dirigeons vers une crise alimentaire mondiale sans précédent, et j'ai écrit à ce sujet à maintes reprises ces dernières semaines. Mais jusqu'à présent, la grande majorité de la population ne semble pas prendre cela au sérieux. **En 2022, la production agricole sera très inférieure aux prévisions sur toute la planète, ce qui signifie qu'il y aura beaucoup moins de nourriture en 2023.**

Laissez-moi vous donner un exemple parfait de ce dont je parle. Au cours des deux derniers jours, on a annoncé des pertes de récoltes "allant jusqu'à 50 %" dans l'État allemand du Bade-Wurtemberg...

Des pertes de récoltes allant jusqu'à 50 % sont maintenant attendues dans certaines parties de l'Allemagne en raison de la sécheresse, ont déclaré les agriculteurs des régions touchées.

Selon les agriculteurs de la région, jusqu'à la moitié des récoltes de certaines parties du Land allemand de Bade-Wurtemberg risquent d'être perdues en raison de la sécheresse. Les prix du carburant, des engrais et des pesticides liés à l'agenda vert et à la guerre en Ukraine seraient également à l'origine de problèmes pour les agriculteurs de la région.

Il s'agit de pertes de récoltes qui ne se sont pas encore produites.

Ce sont des pertes de récoltes qui se produiront à l'automne si des pluies suffisantes n'arrivent pas bientôt...

Les pertes devant se matérialiser à l'automne, le chaos agricole pourrait bien devenir une autre crise à laquelle est confrontée la classe politique allemande, alors que les pénuries de carburant combinées à une économie en chute libre frappent un public qui souffre déjà de la mauvaise gestion de la pandémie de COVID-19 par les autorités.

Au cours de la semaine dernière, j'ai écrit sur la façon dont les autorités prévoient également des pertes de récoltes

similaires dans des régions clés du Royaume-Uni, de la France et de l'Italie.

Et ici, aux États-Unis, 37 % des agriculteurs de la moitié ouest du pays déclarent qu'ils vont tuer leurs propres cultures parce qu'il n'y a aucune chance qu'elles arrivent à maturité en raison de la sécheresse sans fin.

Toutes ces pertes de récoltes n'ont pas encore touché le système alimentaire.

Donc aucune de ces pertes de récoltes n'est encore reflétée dans les prix des épiceries.

Cela n'arrivera pas avant la fin de 2022 et le début de 2023.

Avec tout cela en tête, j'aimerais partager avec vous un commentaire qui vient d'être posté sur l'une des vidéos de Southern Prepper....

Juste une mise en garde. J'ai un membre de ma famille qui travaille dans le département des prix de l'entreprise pour les produits d'épicerie. Cette société est en activité depuis 40 ans. Une réunion a été convoquée il y a un jour et on leur a dit que les prix allaient monter en flèche après l'élection. Le propriétaire a dit qu'il n'avait jamais vu ce qui nous attendait en 40 ans d'activité. Ils viennent d'embaucher 10 personnes de plus et ne peuvent pas suivre le rythme des entrées de données.

Tout le monde sur le pont et les heures supplémentaires sont incluses. Mettez de l'ordre dans votre maison. Achetez des produits d'épicerie de vacances tant que vous pouvez les trouver et les payer. Le patron a dit aux employés de s'approvisionner maintenant. S'il vous plaît, soyez attentifs.

Il serait facile de rejeter ce commentaire car nous ne savons pas de qui il provient et nous ne pouvons donc pas vérifier les affirmations spécifiques qui sont faites.

Mais cela est tout à fait cohérent avec tout ce que j'entends.

Les prix des denrées alimentaires ont augmenté rapidement ces derniers mois, mais ce qui est vraiment important, c'est toute la nourriture qui n'est pas cultivée en ce moment. Ce manque de production va faire grimper les prix à des niveaux qui auraient été impensables auparavant.

La plupart des gens ne réalisent tout simplement pas à quel point nos agriculteurs souffrent en ce moment. Il suffit de regarder ces chiffres...

Selon une enquête de l'American Farm Bureau Federation, une compagnie d'assurance et un groupe de pression qui représente les intérêts agricoles, près des trois quarts des agriculteurs américains affirment que la sécheresse de cette année nuit à leurs récoltes et entraîne des pertes de revenus importantes.

L'enquête a été menée dans 15 États du 8 juin au 20 juillet dans des régions de sécheresse extrême, du Texas au Dakota du Nord en passant par la Californie, qui représente près de la moitié de la valeur de la production agricole du pays. En Californie - un État où les cultures d'arbres fruitiers et de noix sont importantes - 50 % des agriculteurs ont déclaré avoir dû supprimer des arbres et des cultures pluriannuelles en raison de la sécheresse, ce qui affectera leurs revenus futurs.

Cette situation va nous toucher tous.

Si les agriculteurs et les éleveurs ne produisent pas notre nourriture, nous ne mangeons pas.

La situation est encore pire en Europe occidentale, et la guerre en Ukraine limite considérablement le flux de

produits agricoles en provenance d'Europe orientale.

En 2023, il y aura une course effrénée à la nourriture disponible, et les prix mondiaux vont s'envoler.

Nous avons déjà commencé à voir des émeutes de la faim et des troubles civils dans certaines régions du monde, mais je prévois que les choses vont empirer l'année prochaine.

Même ici, aux États-Unis, je m'attends à ce qu'il y ait beaucoup de colère et de frustration. Et comme nous l'avons vu, il ne faut pas grand-chose pour que nos grandes zones urbaines explosent.

La situation n'est même pas encore si mauvaise, et nous voyons déjà les gens se comporter de manière extrêmement bizarre. Par exemple, il suffit de considérer un incident très étrange qui vient de se produire à Los Angeles...

Un groupe de personnes a saccagé le magasin en criant, détruisant complètement l'écran de sécurité COVID-19 qui avait été installé pour s'emparer du maximum de choses à Los Angeles, Californie.

Un groupe est entré dans la supérette près de Figueroa Street et El Segundo Boulevard. Les images de surveillance montrent les pillards en train de crier entre eux, le 15 août.

On peut les voir traverser le magasin en courant et s'emparer de boissons, de cigarettes, de billets de loterie, de sacs de chips et d'autres articles.

Une centaine de jeunes ont participé à ces violences.

Quand je lis ce genre de choses, cela me rend très triste. J'ai été fortement averti que de tels troubles allaient arriver en Amérique, et qu'ils allaient finir par devenir complètement incontrôlables.

Alors que les prix des denrées alimentaires atteignent des hauteurs folles, ceux qui sont au bas de la chaîne alimentaire économique ne seront pas heureux.

La crise alimentaire à venir sera un moment difficile pour notre nation, et pour le monde dans son ensemble.

Si vous comprenez ce qui va se passer, cela vous donne l'occasion de vous préparer.

Malheureusement, la majorité de la population ne veut pas écouter les avertissements, et c'est extrêmement regrettable.

▲ [RETOUR](#) ▲

Combien de temps va durer cette récession ?

Peter St. Onge 16/08/2022 Mises.org



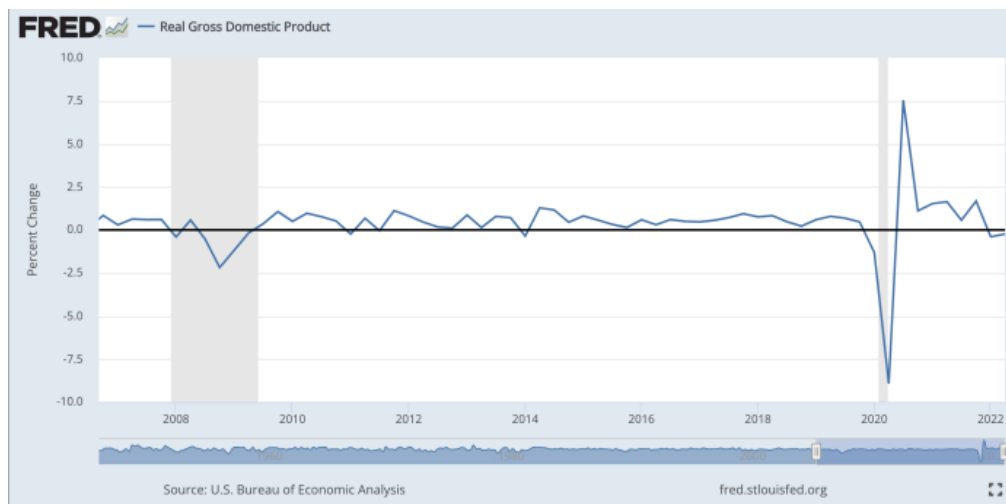
MISES WIRE



La question la plus importante pour les prix des actifs à l'heure actuelle, des actions aux maisons en passant par le bitcoin, est de savoir si une récession est imminente. La semaine dernière, nous avons eu la confirmation que, selon la définition traditionnelle d'une récession - deux trimestres de croissance négative - nous sommes déjà en récession.

La réponse de cette administration a été de nier et de jouer sur les mots plutôt que d'essayer d'arrêter la chute. Les paris se déplacent alors pour savoir s'il s'agira d'une récession superficielle du type de celle de 1991 ou d'une grande récession du type de celle de 2008, avec peut-être une crise financière pour pimenter le tout.

Dans une perspective plus large, nous assistons à une version concentrée du monde qu'offre la monnaie de papier : une série sans fin de booms, de bustes et de crises financières, le tout pour soutenir un siphonage permanent de la richesse des peuples vers la subvention des déficits fédéraux et l'endettement de Wall Street. Des millions de personnes se rendent compte de ce que fait l'argent fiduciaire, ce qui pourrait être positif pour le bitcoin à long terme.



Les chiffres

Tout d'abord, les chiffres du PIB. Selon le Bureau of Economic Analysis (BEA), le PIB réel a diminué à un taux annualisé de 1,6 % au premier trimestre, puis de 0,9 % au deuxième trimestre. Le PIB est révisé plusieurs fois au cours du trimestre, de sorte que cela pourrait changer pour le meilleur ou pour le pire. En attendant, bien sûr, si l'inflation est sous-estimée, comme beaucoup le pensent, la baisse réelle pourrait être bien pire. Peut-être à l'échelle d'une baisse annuelle de 3 % du PIB.

Pour mettre cela en perspective, en 2008, le PIB réel a diminué de 1,6 % au premier mauvais trimestre (T1 2008), puis a rebondi à plus 2,3 % au T2 avant de chuter à -2,1 % au T3. Ainsi, à la simple lecture des chiffres, nous sommes actuellement dans une situation bien pire qu'en 2008, même si nous croyons les chiffres de l'inflation.

À propos de ces définitions, l'administration affirme à juste titre que le NBER, organisme économique privé, a le dernier mot sur ce qu'est une récession. Le problème est qu'au cours des 75 dernières années, le NBER n'a jamais manqué de qualifier de récession deux trimestres de baisse. Au contraire, il n'a utilisé son pouvoir discrétionnaire que pour qualifier un zig-zag de récession, comme en 2008. Ainsi, le NBER ne fait que qualifier la situation de pire, jamais de meilleure que la norme des deux trimestres. La question de savoir pourquoi le NBER, petite poule mouillée, rejette soudainement les rochers qui tombent est très pertinente, mais vous savez probablement déjà pourquoi.

Combien de temps la douleur va-t-elle durer ?

Quelle est la prochaine étape ? Étant donné que la Fed organise ouvertement une récession afin de ralentir

l'inflation, la question clé est de savoir si l'inflation va baisser d'elle-même ou si la Fed va essayer de l'organiser davantage.

Pour être honnête, l'inflation pourrait baisser dans une certaine mesure. Après tout, si l'on ferme la moitié de l'économie mondiale, il y aura forcément des contretemps en cours de route. Si l'on considère que l'opinion publique a peu d'appétit pour de nouveaux verrouillages et que l'Ukraine s'installe dans une situation difficile, les choses devraient continuer à s'arranger, à moins d'une escalade chinoise toujours improbable à propos de Taïwan.

En effet, l'impression monétaire se stabilise à des taux plus normaux : Au cours de l'année écoulée, la masse monétaire en M2 a augmenté de 5,6 %, ce qui correspond aux périodes Obama et Trump. C'est moins que les 25 % de la première année de la pandémie et les 11 % de la deuxième année.



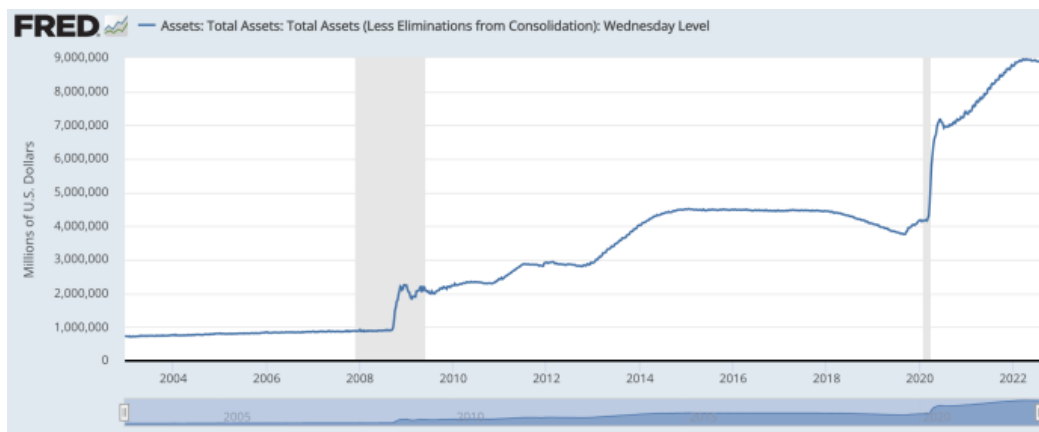
Le principal moteur de l'inflation - les dépenses fédérales - est donc en train de s'assouplir.

Bien sûr, cela ne signifie pas que la douleur est terminée ; l'inflation est célèbre pour son retard sur la masse monétaire, généralement d'environ 18 mois. Et la croissance de M2 ne s'est calmée que récemment. Cela signifie que la masse monétaire pourrait continuer à alimenter une inflation élevée pendant encore 16 mois environ, si l'on en croit l'histoire.

Dans le même temps, le ralentissement de l'économie elle-même commencera probablement à ralentir l'inflation par le biais de la "destruction de la demande" - moins de gens achètent moins de choses. En effet, c'est l'objectif de la Fed en augmentant les taux, pour étouffer l'économie privée. Mais la question est de savoir si la demande privée diminuera un peu ou beaucoup. Littéralement, personne ne le sait - comme souvent en économie, nous n'avons jamais eu précisément cette séquence de chocs économiques, donc nous ne pouvons que deviner à partir de l'histoire.

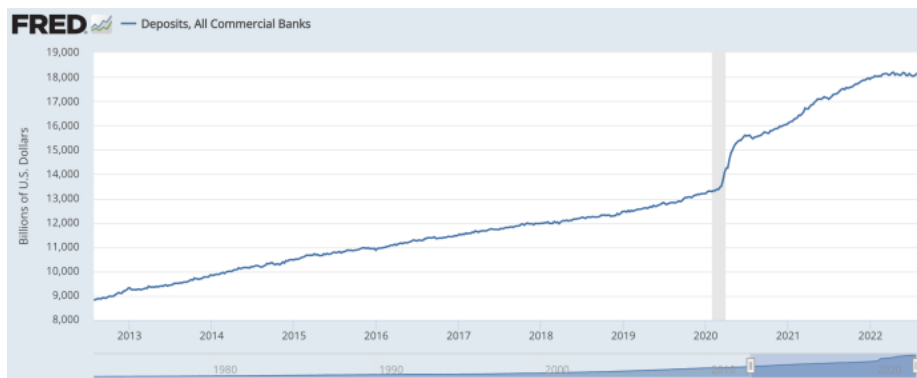
D'ailleurs, il y a quelques semaines, j'ai fait des suppositions sur la base de l'histoire, et la conclusion est que les choses se gâtent en fonction des comparaisons, mais personne ne sait ce qui va se passer. En effet, lors d'une récente conférence en Europe, le président Powell lui-même a fait remarquer : "Nous comprenons mieux maintenant à quel point nous comprenons peu l'inflation." Cela invite à se demander pourquoi il n'a pas démissionné sur le champ. Mais en soulignant que personne ne sait à quelle vitesse l'inflation va baisser - si elle baisse tout court - et quelle part de l'économie elle entraîne dans sa chute.

Bien sûr, cette "destruction de la demande" se heurte à la contraction de l'économie elle-même. En d'autres termes, si l'économie réelle se contracte à cause de la guerre de Biden contre la production ou parce que de nouveaux mandats climatiques ou raciaux sont imposés à l'économie, l'inflation augmente simplement parce qu'il y a moins de choses produites.



Enfin, je pense que la plus grande inconnue sur l'inflation, et donc sur la trajectoire future du PIB, est ce qu'il advient de l'énorme masse d'argent frais qui a été injectée pendant la Covid - en fait, près de 5 000 milliards de dollars. Une grande partie de cet argent frais n'apparaît pas encore dans l'inflation parce qu'il reste caché dans des comptes bancaires. Soit parce que les gens n'ont pas eu besoin de cet argent gratuit et l'ont épargné, soit parce qu'ils l'ont épargné comme un coussin de sécurité pendant la période effrayante de la Covid.

En fait, tout cet argent a été enterré dans le jardin en termes d'inflation - il n'est pas à vendre. Mais une fois que ces comptes bancaires commencent à se vider, ce qui devrait se produire à la fois lorsque les craintes de Covid s'apaisent et que l'économie ralentit, tous ces trillions gelés sont libérés dans la nature pour courir après une pile de marchandises désormais en baisse, donnant ainsi un second souffle à l'inflation. Vous pouvez voir dans le graphique ci-dessous que cela commence tout juste à sortir, et qu'il reste encore beaucoup à faire.

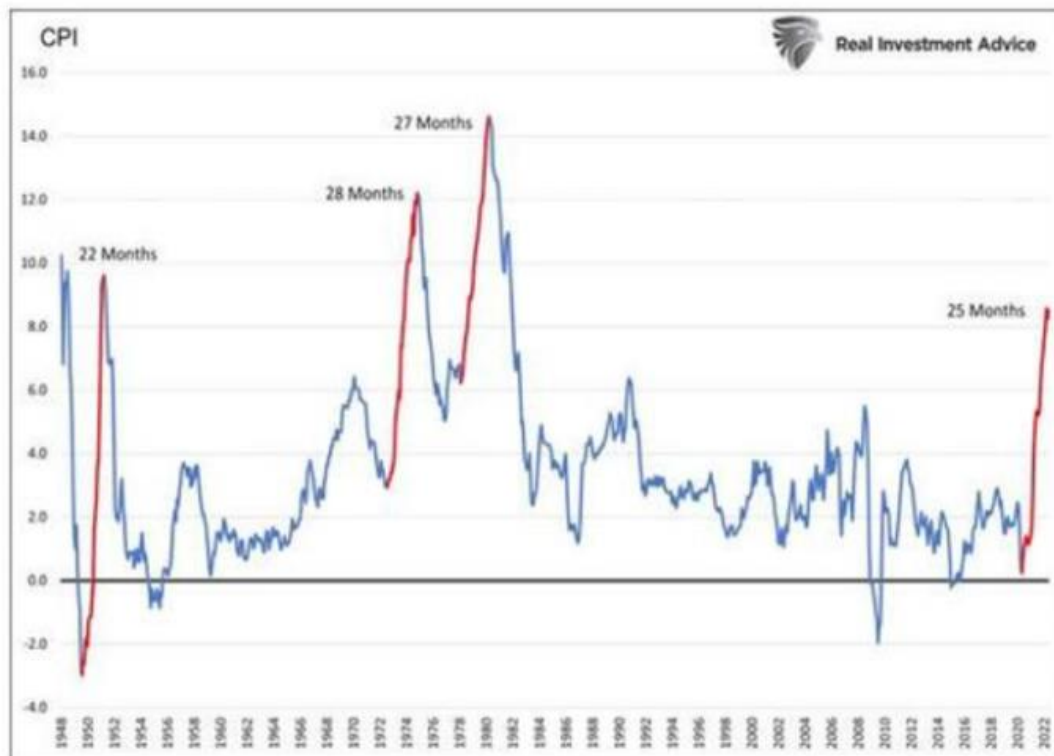


En résumé, les principaux moteurs de l'inflation de ces deux dernières années et demie s'estompent, mais la majeure partie de cet argent frais est toujours bloquée. Nous pourrions donc encore connaître une longue période d'inflation élevée. Et, si c'est le cas, la Fed pourrait poursuivre sa politique de panique et provoquer une grave récession, voire un krach financier.

Un graphique intéressant de Zerohedge a montré cette semaine que les épisodes de forte inflation ont tendance à durer deux ans et demi avant de redescendre. Ce qui nous laisse présager une année supplémentaire de souffrance. Bien sûr, ce cycle de deux ans et demi ne tombe pas du ciel ; il est déterminé par la banque centrale elle-même qui réagit aux mauvais chiffres et augmente les taux, en tenant compte du décalage entre M2 et l'inflation.

Cela dit, l'orgie d'impression monétaire de ces deux dernières années a été nettement plus importante que la

"Grande Inflation" des années 1970 - il s'avère qu'il a fallu beaucoup de trillions pour tranquilliser la population et lui faire accepter les verrouillages. Il est donc probable que les amplitudes soient plus grandes, ou les délais plus longs, que ce que nous avons vu depuis les années 1950.



La récession : Combien de temps et quelle profondeur ?

La forme que prendra la récession dépendra de la manière dont ces quatre facteurs d'inflation (ralentissement de M2, disparition de Covid, baisse de la production, épuisement de l'épargne) influenceront sur les décisions de la Fed en matière de taux d'intérêt, qui, à leur tour, rendront le choc plus dur ou plus doux.

Si l'inflation diminue fortement sous l'effet de ces quatre facteurs ("d'elle-même", c'est ainsi que les médias le présenteront), la Fed suspendra ou inversera ses hausses, et nous nous retrouverons probablement dans la situation des années Obama. En d'autres termes, le gouvernement continuera d'excréter de nouvelles réglementations et de nouveaux impôts qui entravent l'économie, mais l'économie sera capable d'y faire face, nettoyant les dégâts aussi rapidement que le gouvernement les crée.

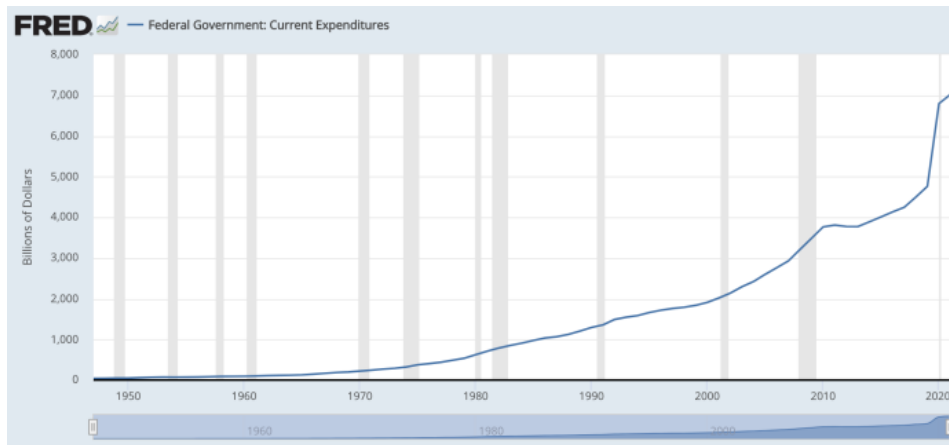
C'est d'ailleurs le pari que fait Wall Street, avec les projections actuelles d'une croissance positive mais faible du PIB pour le reste de l'année et pour 2023, qui se terminera l'année prochaine par une croissance réelle de 1,3 % - pathétique, mais pas une catastrophe comme celle des années 1970.

C'est donc le meilleur scénario : nous sommes en roue libre comme une voiture en panne d'essence, ralentissant progressivement jusqu'à ce qu'une nouvelle administration change de cap ou jusqu'à ce que suffisamment de bois mort économique ait été éliminé pour que l'économie renoue avec la croissance.

Et si l'inflation ne baisse pas "toute seule" ? Alors la Fed, après son habituel déni de plusieurs trimestres, recommencera à augmenter les taux d'intérêt en écrasant l'économie. Ouvrant la voie à une récession potentiellement sévère.

Bien sûr, il existe une solution toute faite, qui consiste à mettre fin à l'inflation en réduisant considérablement les dépenses fédérales. Un simple retour à l'état d'avant la crise pourrait réduire les dépenses fédérales d'environ 1,5 trillion de dollars par an, tandis qu'un retour à un gouvernement à l'échelle de Bill Clinton permettrait de réduire

les dépenses de 4 trillions de dollars par an. Nous aurions remboursé la dette en une décennie.



Réduire de quelques milliers de milliards les dépenses fédérales permettrait effectivement de maîtriser l'inflation pour les décennies à venir. Mais il faut être bien naïf pour penser que l'administration et la Fed actuelles suivront cette voie.

Il reste donc le scénario le plus probable d'une inflation persistante : La Fed fait comme si de rien n'était pendant un certain temps, puis fait s'effondrer l'économie pour que nous, le peuple, puissions, une fois de plus, nous serrer la ceinture.

En résumé, il s'agit d'une récession pour le moment ; son aggravation dépend de l'inflation, et le fait que les responsables politiques fassent l'imbécile en sifflant devant des cimetières devrait faire réfléchir.

Une version de cet article a été initialement publiée sur CryptoEconomy. Abonnez-vous au substack du Dr. St. Onge [ici](#).

▲ [RETOUR](#) ▲

L'Union européenne connaît-elle sa dernière année de vie ?

Par Eric Zuesse – Le 30 juillet 2022 – Source [Oriental Review](#)

L'Allemagne, jusqu'ici grande et puissante au sein de l'Union européenne, et qui a pu [imposer l'austérité](#) aux économies européennes plus faibles qu'elle, comme la Grèce, l'Espagne, l'Italie et le Portugal demande à présent que les autres nations membres de l'UE viennent à l'aide des Allemands pour les sortir de ce qui promet de devenir bientôt une urgence énergétique ; l'Allemagne ayant obtempéré aux exigences étasuniennes de non seulement contribuer aux sanctions étasuniennes contre la Russie, mais d'aller jusqu'à mettre fin au projet de gazoduc Nord Stream 2, qui était supposé accroître — au lieu de décroître (comme cela sera désormais le cas) — les approvisionnements de gaz naturel russe à l'Europe. **Jusque récemment, l'Allemagne était le moteur industriel de l'UE**, et c'est par conséquent elle qui a le plus à perdre à cause d'approvisionnements énergétiques réduits et très coûteux. C'est le scénario qui est en train de se produire, et qui va s'aggraver au cours de l'hiver prochain.

Au fur et à mesure de la réduction de ces approvisionnements énergétiques, les prix vont augmenter, puis s'envoler, et l'économie allemande va s'effondrer. Les dirigeants allemands (à l'instar de ceux des autres pays de l'UE) ont obéi aux exigences de sanctions étasuniennes (basées sur de [fausses « informations »](#)) ; et il s'ensuit que le grand public allemand va bientôt connaître les rigueurs du froid, alors que l'Allemagne dépensera des sommes astronomiques pour se chauffer, par rapport au passé. La réduction drastique des approvisionnements énergétiques en provenance de Russie provoquera une augmentation en provenance d'autres pays (dont les États-Unis) dont les apports énergétiques sont nettement plus onéreux que ceux de la Russie ; et seule une petite fraction de ces approvisionnements russes en voie d'extinction donnera lieu à remplacement. Il va falloir que quelque

chose cède — sans doute l'UE elle-même, à cause de l'augmentation rapide des hostilités entre nations membres de l'UE — surtout entre l'Allemagne et les nations sur lesquelles elle compte pour se renflouer — pourrait faire éclater l'UE de manière irréversible.

Ce processus va se dérouler dans le même temps que l'UE — qui était extrêmement engagée sur la voie de réduire ses énergies nucléaires et fossiles, surtout le charbon — se hâte désormais de revenir brûler des combustibles fossiles pas verts du tout, et alors-même que les électeurs européens qui ont porté au pouvoir leurs dirigeants ne vont pas apprécier de voir ceux-ci tourner à 180°, en direction du réchauffement global. De nouvelles questions, jusqu'ici non anticipées, vont inévitablement être posées. Qui plus est, les transitions en marche arrière vers les énergies fossiles ne seront même pas possibles aussi rapidement que le promettent les dirigeants européens ; et par conséquent, non seulement les Européens vont grelotter durant l'hiver à venir, mais leurs dirigeants vont avoir beaucoup d'explications impossibles à leur fournir, et seront acculés à reconnaître qu'ils ont eu tort — tort sur toute la ligne — et ce fait indéniable promet de déclencher un chaos politique, les plaintes qui viendront de toutes parts amenant les Européens à remettre en cause l'ensemble du projet de l'UE, projet de construction d'une unique méga-nation européenne, [satellite des États-Unis](#), incompréhensible et bureaucrate, l'« Union européenne », composée de pratiquement toutes les nations européennes. La nostalgie des belles nations européennes indépendantes, l'amertume quant à l'avenir et l'« [opposition nord-sud](#) » vont prendre le relais, affaiblir la « construction » européenne, et remettre en cause l'ensemble de l'alliance transatlantique d'après-guerre ([la soumission au gouvernement étasunien qui déteste la Russie](#)), l'OTAN affiliée aux États-Unis et sa sœur jumelle politique, l'UE et ses milliers de serviteurs aux ordres des États-Unis installés à Bruxelles.



*La présidente allemande **non-élue** de la Commission européenne Ursula von der Leyen*

L'évaluation générale la plus récente des besoins énergétiques des nations de l'UE a été produite dans le document [Europe's Dependence on Russian Natural Gas: Perspectives and Recommendations for a Long-term Strategy](#), écrit par Richard J. Anderson pour le compte du centre européen George C. Marshall sur les études de sécurité, financé par les gouvernements des États-Unis et d'Allemagne. Ce rapport établissait clairement que le carburant à bas coût et à croissance rapide en Europe (sauf si les pays de l'UE établissaient des politiques adverses, ce qui ne fut pas le cas) était le gaz livré depuis la Russie, et que ces livraisons étaient centrales pour la production d'électricité, les usages industriels, les matières premières chimiques pour le plastique, etc. C'est ce qui s'est produit — une domination russe sur les approvisionnements énergétiques de l'Europe (et les approvisionnements industriels) — et, dès 2008, les pays les plus dépendants du gaz naturel russe étaient (voir l'image [sur leur site](#)) : l'Allemagne, la Pologne, la Slovaquie, la Hongrie, la Turquie, l'Autriche, la Tchéquie, la Grèce, la Finlande, la Slovaquie, la Bulgarie, la Biélorussie, la Moldavie, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie.

Il est probable que ce sont ces pays qui vont particulièrement grelotter l'hiver prochain, pour maintenir la domination politique étasunienne sur l'Europe. Le supposé impératif moral qui aura déclenché cette « vague de froid » est l'invasion par la Russie de l'Ukraine au mois de février 2022, réponse inévitable de la part de la Russie au [coup d'État fomenté par les États-Unis en Ukraine](#) au mois de février 2014, et l'[insistance](#) insultante de la part de l'OTAN sur le [droit souverain](#) de ce nouveau régime [fabriqué aux États-Unis, détestant la Russie](#), de venir

installer des bases de missiles étasuniens aux abords des frontières russes, [à cinq minutes de durée de vol](#) supersonique jusque Moscou — telle est la supposée raison morale impérieuse de fermer le robinet du gaz russe (le fournisseur d'énergie le mieux-disant de l'Europe). Mais la conséquence de cette fermeture d'approvisionnement énergétique en Europe pourrait être la destruction de l'UE elle-même, et la dévastation économique, culturelle, industrielle, et dans d'autres domaines de l'Europe pour que celle-ci reste un maillage de [nations inféodées aux États-Unis](#) (leurs [nations « dispensables »](#), comme toutes les autres), au lieu de devenir ce que l'Europe aurait toujours dû être, et aurait été naturellement — la gloire radieuse du continent le plus vaste du monde : l'Eurasie, une Europe intégrant la Russie, au lieu de menacer celle-ci. La gloire de l'Europe est révolue, son sort est scellé, et la seule question qui reste est de savoir à quelle vitesse ? Ah, et aussi, POURQUOI ? Pourquoi les dirigeants européens ont-ils produit cela ? C'est cette question qui va véritablement tuer l'UE.

L'Europe qui fut, n'est plus — tuée par [le régime](#) installé à Washington DC, au travers de ses nombreux agents installés en Europe, et leurs porte-flingues de l'OTAN.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Editorial. La Fed produit un monde imaginaire et sa force réside dans sa connaissance parfaite de cet Imaginaire.

Bruno Bertez 18 août 2022



Je vous ai livré hier le communiqué du FOMC américain pour une raison bien précise: **tout est dit**.

Les participants au FOMC créent le monde, ils créent leur propre réalité comme disait **Karl Rove** et comme ils créent leur propre réalité, ils sont experts, ils la connaissent bien.

La Fed produit un monde imaginaire et sa force réside dans sa connaissance parfaite de cet Imaginaire. Cet imaginaire qu'elle produit est auto-renforcé, même par ses détracteurs

La Fed impose un champ de bataille sur lequel les camps rivaux ne font jamais rien d'autre que renforcer son propre pouvoir.

La Fed a accès à l'infini, elle a des pouvoirs divins ... à l'intérieur de l'imaginaire qu'elle a créé. A l'intérieur de son champ de croyance.

Son accès à l'infini est articulé autour de la dette du trésor US, de la création monétaire, de son bilan et de l'imposition des taux courts. Cet accès à l'infini repose en dernière analyse, - en dernière analyse dans l'imaginaire, - cet accès à l'infini repose sur l'acceptation impériale du dollar et sa reconnaissance comme monnaie, monnaie libératrice de dettes. Les meilleurs soutiens du dollar sont ... les entités du Reste du Monde endettées en dollars!

Acessoirement la Fed et sa classe financière bénéficie du monopole du discours. La Fed fait Autorité Unilatérale..

Comme vous le comprenez l'acceptation du dollar est la pierre angulaire de l'imaginaire et elle repose à la fois sur ses fondations dans l'Imaginaire- la dette- et sur ses fondations dans le Réel, la puissance militaire, la force. La violence, c'est la brèche, la seule brèche dans l'imaginaire . Je n'irai pas plus loin pour le moment.

La Fed n'a qu'un ennemi depuis que les participants rogues, voyous ont été matés: cet ennemi c'est le Réel.

Entendez bien le vrai réel, pas un imaginaire concurrent.

La Chine et la Russie tout en étant rogues par rapport à la Fed ne sont pas « disants », ou du moins pas encore car ils sont obligés de jouer sur le terrain balisé par la Fed et de suivre ses règles . La seule solution à ce stade pour les rogues, les voyous est de s'isoler, de jouer ailleurs, autrement, entre eux. A la limite il s'agirait de produire puis d'imposer un Imaginaire concurrent, efficace . Ce qu'essaie de faire la Russie en paroles mais pas la Chine, du moins pas encore car elle tire encore beaucoup de bénéfices de sa participation à l'imaginaire américain..

La critique de la Fed passe à coté de l'essentiel , c'est le cas de Mohamed El Erian et Lawrence Summers car cette critique ne se livre pas une analyse méthodologique ou épistémologique, elle ne se place pas hors de l'imaginaire de la Fed; elle reste à l'intérieur. La dénonciation de la politique de la Fed fait partie des règles , fait partie intégrante du système car elle ne débouche jamais sur le réel. La Fed jusqu'à présent a toujours gagné même quand elle avait tort! Et actuellement la Fed est encore en train de gagner, tout s'aligne dans ce sens.

Le cas le plus symptomatique est celui de l'inflation des prix des biens et services. Elle a déjà gagné, je le signale, sur l'inflation des prix des produits de base et partiellement sur l'énergie. Grace aux médias et à la complicité des partis politiques et des syndicats la Fed va gagner sur les salaires, c'est en bonne voie. La classe salariale va être écrasée.

Les économistes n'ont plus de théorie objective de l'inflation. Là aussi la Fed a gagné.

Ni théorie keynésienne , ni théorie monétariste .

La théorie de l'inflation dominante est celle de la Fed: ***l'inflation est causée par les anticipations inflationnistes.*** Tout se joue donc au niveau des perceptions, des croyances, des ... marchés pilotés par la Fed comme ceux des emprunts indexés. Les anticipations sont fabriquées et produites.

Les services de la Fed sont bien plus compétents pour étudier les anticipations que l'économie réelle depuis que Greenspan et Geithner ont découvert l'importance des animal spirits. La création des anticipations d'inflation mesurées par les marchés est un chef d'œuvre digne des miracles du Moyen Age. Il fallait le faire et ils l'ont fait.

Les analyses soi disant objectives des économistes de la Fed; les diagnostic comme ceux de « transitoire » n'ont pas fonction informative mais fonction formative; il s'agit de fabriquer des anticipations ou si on veut parler le langage de la rue, fabriquer des croyances. Et cela marche marche car nos savants manipulateurs ont compris les règles de base, pour qu'une stimulation marche il faut des récompenses, il faut des renforçateurs et le renforçateur c'est la hausse de la bourse qui le fabrique. Le marché est le lieu de distribution des récompenses à ceux qui se conduisent bien.

La gestion économique est devenue une gestion des croyances majoritaires, des croyances dominantes; nous sommes dans un culte, dans une église avec ses initiés qui produisent les croyances et son clergé qui les diffuse, les institutions financières conniventes qui valident ces croyances à tous les niveaux .

Nous sommes dans un système de croyances auto réalisatrices, dans un système d 'auto validation, dans un système de tautologie.

Et les interventions des El Erian ou Summers sont inadéquates, inadaptées car elle ne vont pas l'essentiel à savoir la critique méthodologique et épistémologie d'une part et la critique concrète et expérimentale d'autre part.

Je m'explique la Fed ne cesse de se tromper aussi bien sur la prévision du niveau de l'inflation que sur sa durée, elle se trompe totalement sur la croissance; la critique scientifique devrait s'appuyer sur ces erreurs, les signaler, les publiciser, les monter en épingle et ensuite en pointer les causes, montrer d'où elles viennent, appuyer là où cela fait mal.

Mais El Erian ou Summers ne sont pas laïcs, matérialistes non ils sont grands prêtres concurrents; leur statut se situe dans l'imaginaire comme celui de Powell, donc ils ne vont pas fracasser ce qui les fait exister!

L'institution Fed reste sacrée ce qui signifie que l'on ne pointe ni ses imbécillités ni ses manipulations.

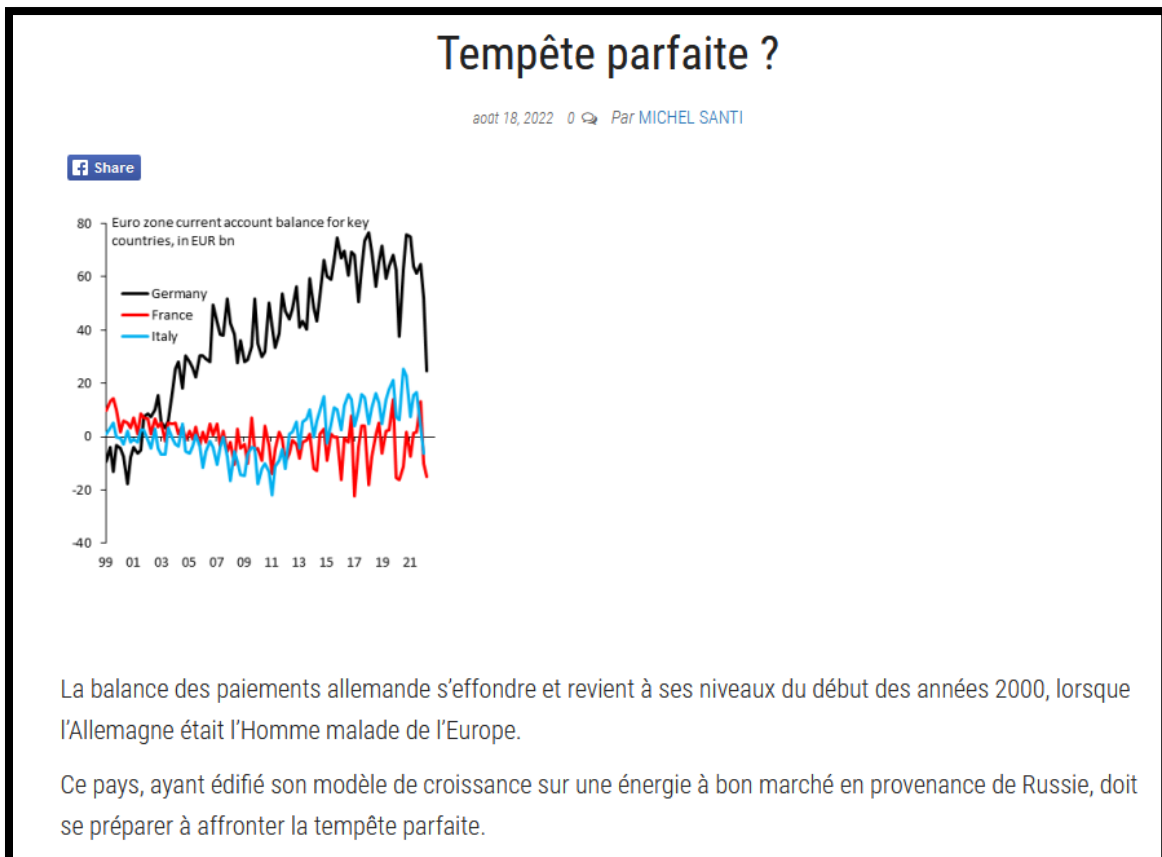
Il faut laisser l'institution intacte donc on ne critique qu'à la marge faiblement , juste pour exister en tant que rebellocrate.

La Fed prêche , elle établit des tautologies, des « voilà pourquoi votre filles est muette », elle ne gère pas le réel, elle plaque un roman dessus. Elle ne fait que piloter habilement au milieu du monde qu'elle crée par sa communication, par les relais de ses connivents en suite par la validation par les marchés.

La Fed ne peut être vaincue, mise au pilori que par le réel, par un réel vengeur.

Les vendeurs shorts ne sont pas des critiques/ennemis de la Fed ils sont comme El Erian et Summers dans l'imaginaire et ils font partie du dispositif d'auto réalisation des prophéties de la Fed car la Fed les connaît bien ces shorts et elle en joue, les shorts sont une de ses courroies de transmission.

▲ [RETOUR](#) ▲



▲ [RETOUR](#) ▲

.Bruno Le Maire <les ministres de l'économie> et l'argent des autres

Simone Wapler 28 juillet 2022

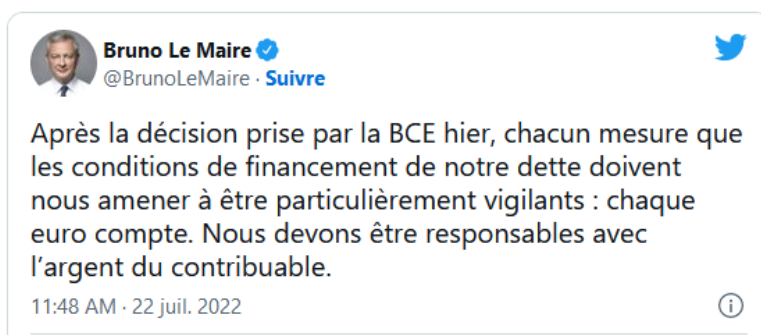
La vraie « tenue » des finances publiques exigerait un débat sur la réduction du rôle de l'État dans l'économie et un accord sur un plan de réduction des dépenses publiques. Nous en sommes à des années-lumière avec Bruno Le Maire.



Mardi 26 juillet 2022, l'Assemblée nationale n'a pas pu trouver un accord pour voter la Loi de finance rectificative. En clair, un texte qui avale que la loi de finance initiale a dérapé et que donc le déficit sera revu à la hausse. La [Loi pouvoir d'achat](#) ayant été votée par les députés, l'adoption de la PLFR bute sur le dossier de la renationalisation d'EDF (une bricole à 9,7 milliards d'euros qui viendra s'ajouter à un océan de dettes de 2900 milliards).

« Débats interminables », « pure politique politicienne », s'agace le ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique qui énonce cette phrase stupéfiante : « *J'en appelle au MoDem, à Horizons, aux Républicains et à Renaissance, tenons les comptes publics !* ».

Bigre ! Tenir les comptes publics ? L'infatigable promoteur du quoi-qu'il-en-coûte aurait-il senti le vent élyséen tourner ? « *Chaque euro compte. Nous devons être responsables avec l'argent du contribuable* » avait-il tweeté quatre jours auparavant en commentant la hausse de taux de la Banque centrale européenne.



En multipliant les amendements, la Nupes met bien en valeur notre vaillant Bruno Le Maire : gardien de nos finances publiques, mais défenseur du faible terrassé par l'inflation, ennemi déclaré des taxes...



Vous n'en croyez pas vos yeux et vos oreilles ? Si, si : c'est bien le [promoteur de la taxe Gafam](#) et de la contribution spéciale des profiteurs de crise qui parle ainsi...

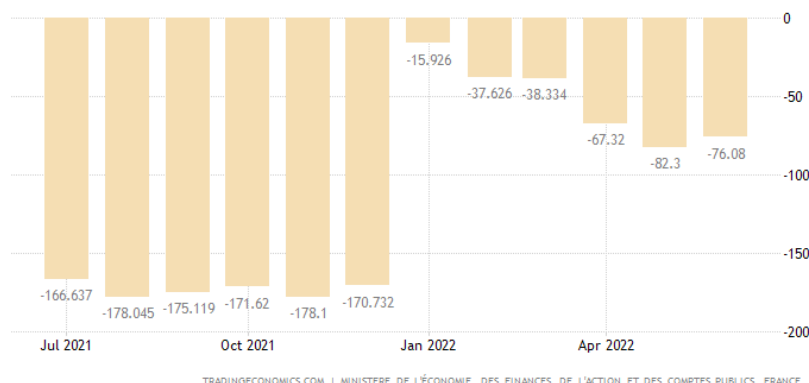
Quant aux Républicains, toujours aussi courageux et invertébrés, ils ont renoncé à remettre en cause la taxe sur la taxe (en l'occurrence la TVA sur la TIPP) à l'occasion de la loi d'urgence pouvoir d'achat.

Le problème avec Bruno Le Maire est que sa parole et ses actes sont diamétralement opposés. À donc quoi se fier ? Aux actes, bien sûr.

Des finances publiques dégradées sous Bruno Le Maire

Concernant la tenue des comptes publics, la gestion Le Maire est la plus laxiste que la France ait connue. Mitterrand (celui de la glorieuse époque socialo-communiste comme celui des cohabitations) et Sarkozy activistes en proie à la crise financière sont des nains comparés à Bruno Le Maire. Les déficits et la dette publique rapportée à la taille de l'économie n'avaient jamais gonflé aussi vite que sous son ministère.

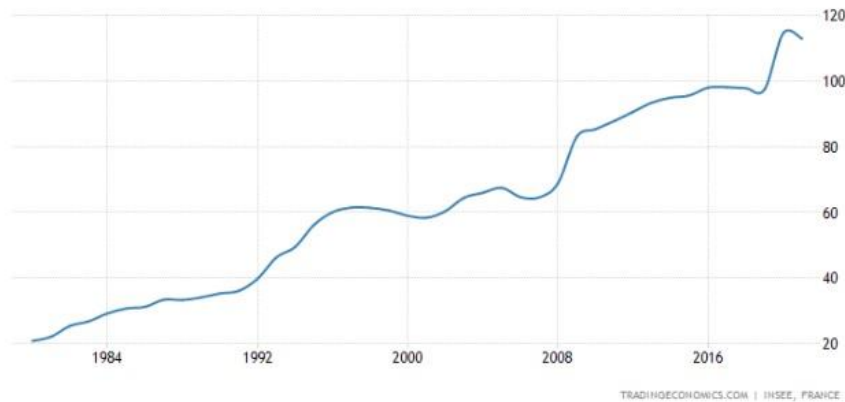
Évolution des déficits en milliards d'euros



Source tradingeconomics.com

Évolution de la dette publique rapportée au PIB (en %)

Évolution de la dette publique rapportée au PIB (en %)



Source tradingeconomics.com

D'où vient ce [décalage entre les paroles et les actes](#) ? Bruno Le Maire, **ministre de l'Économie, se voit en grand administrateur** de l'entreprise France.

Le PIB national lui appartient. Il décide de qui a le droit de gagner de l'argent, de qui fait des profits « indécents », des augmentations de salaire du secteur privé, des bons secteurs (le *green business*, l'alimentation bio, le numérique franco-français...) et des mauvais (le pétrole, l'agriculture conventionnelle, les moteurs à explosion...), des activités qu'il convient de subventionner et de celles qu'il faut punir par la taxation.

Ayant ainsi mentalement nationalisé le PIB français, il ne peut y avoir de problème de finances publiques. L'État contrôle déjà directement ou indirectement 60 % du PIB (la part des dépenses publiques rapportées au PIB). Le gouvernement a le pouvoir de décréter du pouvoir d'achat : il lui suffit de prendre l'argent là où il se trouve encore. Selon cette logique, Bruno Le Maire a raison : les débats de l'Assemblée législative ne représentent qu'une perte de temps.

Ces débats sont d'autant plus stériles que les arguments des opposants – de la Nupes au Rassemblement national en passant par Les Républicains ou le Modem – ne sont pas des arguments de fond. Ce sont de futilles arguties clientélistes sur comment distribuer **des ressources qu'ils n'ont pas créées, qui ne leur appartiennent pas et qu'ils ne savent pas créer.**

La vraie « tenue » des finances publiques exigerait un débat sur la réduction du rôle de l'État dans l'économie et un accord sur un plan de réduction des dépenses publiques. Nous en sommes à des années-lumière avec Bruno Le Maire. Pour voir revenir un peu de bon sens, il faudra probablement en passer par une [crise des finances publiques dégénérant en une crise de l'euro](#). Ainsi, découvrira-t-on que **le pouvoir d'achat ne se décrète pas, l'économie ne s'administre pas, le choix de l'énergie ne s'impose pas par la contrainte, la dette publique ou les impôts ne sont pas l'alpha et l'omega de la prospérité d'une Nation.**

La crise qui s'annonce sera à la mesure du quoi-qu'il-en-coûte et des inepties précédentes. Si cette crise vous prend par surprise, aucune loi d'urgence pouvoir d'achat ne vous sauvera.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Caché à la vue de tous

par Jeff Thomas 22 août 2022



En 1796, les États-Unis ont émis leur premier quart de dollar (25 cents).

Sur l'avvers, on pouvait voir l'image de Lady Liberty, et au-dessus de l'image (au cas où il y aurait un doute sur le message), le mot "LIBERTY" était bien visible. La pièce était frappée en argent (90 %) et en cuivre (10 %).

Au fil des ans, le dessin de la pièce américaine a changé à plusieurs reprises. Puis, en 1932, une nouvelle pièce (image n° 1, ci-dessus) a été émise avec l'image du père fondateur américain George Washington. Comme auparavant, le mot "LIBERTY" apparaissait au-dessus de son image, rappelant ainsi le principe fondamental sur lequel les États-Unis ont été fondés. Et comme auparavant, la pièce a été frappée en argent (90 %) et en cuivre (10 %).

Jusqu'ici, tout va bien.

La pièce est restée inchangée jusqu'en 1965. La nouvelle pièce (image n° 2) était identique en tous points, à l'exception du fait qu'elle ne contenait plus d'argent. Elle ne contenait plus que du cuivre et du nickel. (Au prix actuel des métaux, la valeur intrinsèque de la pièce a soudainement chuté à 1 % de sa valeur précédente).

D'un point de vue conceptuel, le peuple américain aurait dû être scandalisé, car il avait effectivement perdu la possibilité de détenir une richesse réelle et rachetable. La pièce qu'ils détiendraient à l'avenir n'aurait pas la valeur de l'argent ; ce serait un simple jeton. La nouvelle pièce ne représentait rien de plus qu'une "promesse de valeur" de la part du gouvernement américain.

Cependant, il n'y a eu pratiquement aucun tollé. Pourquoi ? Parce que la nouvelle pièce conservait le pouvoir d'achat qu'elle avait lorsqu'elle était en argent. Tant que la pièce était perçue par tous comme ayant de la valeur à des fins de paiement, la plupart des Américains étaient satisfaits de ce changement.

En 1999, le dessin de la pièce a changé (image n° 3). Le mot "LIBERTY" a été supprimé au-dessus de la tête de Washington et remplacé par les mots "UNITED STATES OF AMERICA". On aurait pu dire à l'époque que ces mots devaient figurer sur la pièce pour rappeler aux détenteurs de la pièce quelle nation l'avait émise. Cependant, ces mots ont toujours figuré au revers de la pièce de Washington, et j'ai récemment vu une pièce de 1999 qui portait ces mots sur les deux faces - une redondance très étrange pour une pièce qui, de par sa taille, a peu d'espace à consacrer, même aux informations essentielles.

Le mot "LIBERTY" était toujours présent sur la nouvelle pièce, mais il avait été déplacé plus bas, sous le menton de Washington, et était désormais beaucoup plus petit.

Il semblerait que l'une des raisons de ce changement de conception ait été de diminuer l'importance de la Liberté en tant que concept américain. (Plus tard, lors de l'émission des quarts "États", la Monnaie a supprimé la mention "ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE" sur le revers et l'a conservée sur l'avvers).

Quoi qu'il en soit, comme en 1965, il n'y a pas eu de tollé de la part du peuple américain - encore une fois, pour la même raison que précédemment. La pièce a conservé le même pouvoir d'achat, de sorte que le changement de conception n'était tout simplement pas un problème.

Les lecteurs de cette publication peuvent avoir un point de vue différent sur le sujet. On peut faire valoir que les deux changements apportés au quart de dollar américain reflètent les changements survenus aux États-Unis en tant que nation. Il ne fait aucun doute que la valeur de la monnaie américaine en général a connu une baisse spectaculaire de sa valeur d'achat depuis 1932. Il est également vrai qu'aucune des devises américaines (qu'il s'agisse de billets en papier ou de pièces en métal) n'a de valeur réelle et remboursable. Elle n'a qu'une valeur perçue, qui est sujette à des changements spectaculaires, en fonction des conditions économiques. (Au cours du siècle dernier, les monnaies non adossées d'une vingtaine de nations ont été rendues sans valeur, suite à des hyperinflation).

En 1796, lorsque la pièce de monnaie a été frappée pour la première fois, elle était en soi une richesse. Les billets de banque en papier qui ont été émis par la suite (à partir de 1861) étaient initialement fiduciaires (pendant la guerre), mais ils ont rapidement été remplacés par des billets garantis par de l'argent et remboursables en argent. Le rachat des billets de banque américains contre des lingots d'argent a pris fin en 1968.

Aujourd'hui, si un citoyen américain cherche à se constituer un patrimoine, il ne peut le faire en détenant la monnaie de son pays. Toute la monnaie américaine, qu'elle soit en papier ou en métal, ne représente que sa foi dans la conservation de la valeur de la monnaie, qu'elle est indiscutablement en train de perdre. Par conséquent, le simple fait d'échanger chaque jour de la monnaie américaine entraîne le paiement d'un impôt caché, et sa richesse s'en trouve diminuée d'autant.

En ce qui concerne la liberté des États-Unis, nombreux sont ceux qui reconnaissent qu'elle a également été dévaluée, en particulier après 1999. Des lois telles que le Patriot Act de 2001, son extension en 2011, et le National Defense Authorization Act de 2011 ont dépouillé les Américains de leurs droits constitutionnels de façon massive.

Un vieux dicton dit que "le meilleur endroit pour cacher quelque chose est à la vue de tous". Si c'est vrai, un rappel de ce que le citoyen américain a perdu peut être trouvé à la vue de tous, simplement en mettant la main dans sa poche et en examinant sa monnaie.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Pas si vite !

Une brève récapitulation du chemin parcouru au cours de l'année écoulée... et de la direction que nous allons probablement prendre...

Joel Bowman 20 août 2022



Joel Bowman, en direct de Buenos Aires, en Argentine...



Inflation... ou déflation ?

Un nouveau cycle haussier... ou un marché baissier ?

Mondialisation... ou démondialisation ?

Le dollar... ou l'or... ou les deux ?

Whoa, cher lecteur. Pas si vite !

Revenons un peu en arrière. Comme vous le savez probablement déjà, le premier semestre de 2022 a été le pire départ pour les actions depuis un demi-siècle... le pire pour les obligations depuis plus de deux siècles... et le pire pour un portefeuille standard 60-40 depuis... eh bien, depuis toujours.

Pendant ce temps, l'inflation atteint des sommets générationnels depuis 40 ans, le marché du travail s'affaiblit (le taux de participation au marché du travail est revenu à son niveau de mars... de 1977) et le PIB et la productivité sont en baisse.

Mais...

Les marchés boursiers se sont fortement redressés depuis leur plus bas niveau de la mi-juin. Le taux d'inflation de 8,5 % en juillet a marqué une légère baisse par rapport à celui de 9,1 % en juin. Et on n'entend pas un mot sur la guerre en cours en Ukraine (qu'est-il arrivé à tous ces drapeaux bleus et jaunes, d'ailleurs ?).

De plus, le président Joe Biden vient de signer un texte intitulé "**Inflation Reduction Act**" qui promet, entre autres, 87 000 nouveaux emplois. (Ok, les projets de loi sur les dépenses gouvernementales ne font pas toujours ce qu'ils disent sur la boîte... et ces emplois sont en fait pour les agents du fisc... et, pour commencer, le gouvernement n'a pas vraiment l'argent...)

Alors, où cela nous mène-t-il ? Sur la voie de la reprise ? Ou sur le point de se diriger vers la falaise ?

Votre rédacteur du week-end, désormais installé dans son "studio" à Buenos Aires, a été ravi de retrouver l'analyste macro de Bonner Private Research, M. Dan Denning, en début de semaine, pour enregistrer un épisode longtemps attendu de notre podcast "Fatal Conceits".

Au cours du mois dernier, nous avons accueilli des milliers de nouveaux lecteurs dans notre petite publication, et nous avons donc pensé qu'il serait bon de revenir un peu en arrière pour cette conversation... pour faire le point sur ce que nous avons fait jusqu'à présent cette année (à la fois en termes de marché et d'économie, et concernant le projet Bonner Private Research lui-même)... et pour jeter un coup d'œil à la direction que nous allons probablement prendre pour le reste de 2022... et au-delà.

Si c'est la première fois que vous écoutez l'un de nos podcasts, bienvenue à bord ! Si vous êtes un habitué, vous connaissez la marche à suivre. Cliquez ci-dessous pour écouter l'émission (vous pouvez la lire directement à partir du site ou de l'application Substack), et surveillez l'arrivée de la transcription complète dans les prochains jours (nous vous informerons de son arrivée sur le site).

N'hésitez pas non plus à partager nos épisodes à grande échelle. Comme vous l'avez peut-être remarqué, la presse grand public ne pose pas vraiment les questions difficiles ces jours-ci (le Forth Estate, autrefois fier, est pratiquement devenu un bras de l'establishment)... il revient donc de plus en plus aux grincheux, aux rancuniers et aux sceptiques de se frayer un chemin dans cette pagaille. Nous vous remercions de faire passer le mot !

Pendant ce temps, le directeur des investissements de Bonner Private Research, Tom Dyson, a accueilli les nouveaux lecteurs dans son rapport d'août, publié mercredi dernier. Le voici, qui fait le point sur la mission de BPR. (Les lecteurs de longue date pourront considérer ceci comme un rafraîchissement utile).

Je m'appelle Tom Dyson. Si vous venez de nous rejoindre, je suis le directeur des investissements de Bonner Private Research. En tant que directeur des investissements, mon travail consiste à transformer les idées et les réflexions d'ensemble que nous avons chez Bonner Private Research en une stratégie d'investissement réalisable à l'aide d'investissements cotés en bourse.

Chez Bonner Private Research, nous considérons les marchés d'investissement à travers un modèle très simple que nous appelons "gonfler ou mourir". En bref, depuis les années 1990, les autorités fédérales impriment de l'argent, manipulent les taux d'intérêt, fournissent des garanties, renflouent les banques et autres institutions en difficulté, envoient des chèques de relance et font grimper les marchés. Ils ont créé une énorme bulle d'endettement... et un énorme problème de malinvestissement.

Nous appelons cette intervention dans l'économie, qui dure depuis trois décennies, "la plus grande expérience financière de l'histoire". Et elle a abouti à "la plus grande bulle spéculative de tous les temps".

Et maintenant elle a éclaté.

À moins qu'ils ne remettent en marche les presses à imprimer et ne recommencent l'expérience, la bulle va continuer à se dégonfler. Et même dans ce cas, il n'est pas clair pour nous qu'ils seront capables de gonfler la bulle à nouveau. D'où "gonfler ou mourir".

Nous pensons que cette expérience aboutira à un défaut systémique massif sur les dettes libellées en dollars à tous les niveaux de la société, du Trésor américain jusqu'à l'emprunteur individuel. Le défaut sera principalement ce que j'appelle un défaut "doux", ce qui signifie que les Fédéraux déprécieront la monnaie au lieu de renier purement et simplement leurs dettes. Mais il y aura aussi de nombreux défauts de paiement et de nombreuses faillites.

En termes très généraux, notre stratégie consiste à détenir des liquidités maintenant, pendant que les autorités fédérales luttent contre l'inflation. Puis, lorsque la douleur des récessions, des défauts de paiement, des licenciements, des avertissements sur les bénéfices et des pertes boursières sera trop forte - et que les autorités fédérales recommenceront à gonfler la bulle - nous nous concentrerons sur la

possession d'or. "Cash maintenant, or plus tard", comme le disait le regretté et grand Richard Russell.

En attendant, nous recherchons des transactions tactiques pour faire fructifier notre capital pendant le marché baissier.

Si vous souhaitez commencer à recevoir les mises à jour de marché bihebdomadaires de Tom et Dan, dans lesquelles ils expliquent en détail la configuration macroéconomique, les transactions tactiques, la stratégie globale du portefeuille, la transaction de la décennie et bien d'autres choses encore, vous pouvez le faire en devenant membre ici.

Les frais modestes sont une fraction de ce que vous payeriez pour un service comparable par le biais des canaux traditionnels de publication financière et la recherche qu'ils produisent est de premier ordre. L'adhésion donne également accès au cercle restreint d'analystes de marché, de gestionnaires de fonds et d'investisseurs professionnels de Bill Bonner par le biais de nos séances d'information privées. (Nous avons publié la dernière de ces séances il y a environ une semaine... à laquelle participaient Doug Casey, Porter Stansberry, Alex Green, Chris Mayer, Rick Rule, Byron King et Jim Rickards, ainsi que Tom et Dan). C'est le genre d'équipe que vous ne verrez qu'ici, chez Bonner Private Research.

Rejoignez-nous dès aujourd'hui et commencez votre propre chemin vers l'indépendance financière, ici même...

Et ce sera tout pour aujourd'hui. Nous reviendrons demain avec votre Sunday Session habituelle, au cours de laquelle nous réfléchirons aux nombreux problèmes, bizarreries et dilemmes du monde, un verre de malbec en haute altitude à la fois.

La transcription du podcast devrait également être prête d'ici là, pour ceux qui sont moins enclins à écouter. Nous travaillons également à l'ajout d'enregistrements vidéo du podcast sur notre chaîne YouTube, alors gardez l'œil ouvert dans un avenir proche.

▲ [RETOUR](#) ▲

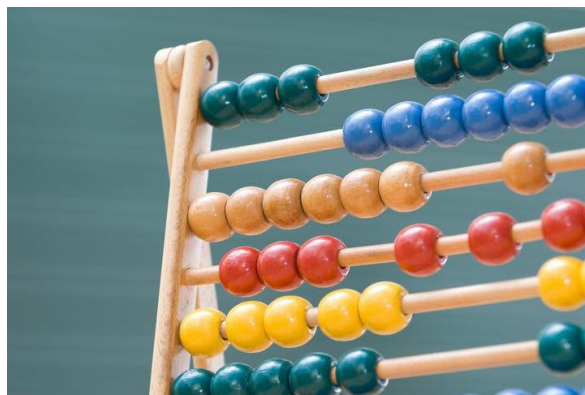
Qu'y a-t-il dans un chiffre ?

Alors que tous les regards étaient tournés vers le mot "Récession", avons-nous oublié d'examiner le PIB lui-même ?

Joel Bowman 21 août 2022



Joel Bowman, qui réfléchit aujourd'hui depuis Buenos Aires, en Argentine...



Il s'agit clairement d'un budget. Il y a beaucoup de chiffres dedans.

~ **George W. Bush**

Et voilà, cher lecteur. Les experts se sont réunis. Un consensus a été atteint. Les résultats, après beaucoup d'agitation, de conjectures et de confusion, sont enfin connus. L'économie est, ou n'est pas, en récession. Voilà. Nous l'avons dit.

Oui, oui... on sait. Vous n'êtes pas censés utiliser le "mot en R". On est en 2022, après tout. C'est considéré comme impoli. Politiquement incorrect. Déclencheur pour les personnes émotionnellement mal équipées. Raciste (probablement). Un mot de son temps et tout ça... au même titre que "femme", "grosse" et "sans-abri". ("Euh, vous voulez dire *'body positive menstruator currently experiencing houselessness,'* merci beaucoup !").

En effet, la *"contraction du cycle économique qui ne doit pas être nommée"* est si dangereuse qu'un récent chroniqueur du New York Times a même suggéré que le simple fait de penser que nous sommes dans une récession prolongée pourrait, en fait, nous y conduire. De la part de la vieille dame grise/du vieux journal aux cheveux argentés s'identifiant comme une femme (elle/il) :

Ce que les gens attendent peut rapidement finir par se produire, et à l'heure actuelle, avec la détérioration des données, les attentes de nombreuses personnes se sont rejointes pour prévoir une récession. Et ces attentes pourraient très bien en entraîner une.

Ce sont les vibrations, vous voyez. La réalité est simplement un état d'esprit, cher lecteur, une construction sociale gênante. Ce sont nos attitudes qui manifestent notre destin, mmm-kay. Si seulement nous pouvions tous avoir des pensées prospères et multimillionnaires, en transmettant nos sentiments cosmiques positifs à la grande conscience collective, tout irait bien. Ou... pas.

L'article en question était en fait intitulé *"Les vibrations de l'économie sont... bizarres. Vraiment bizarres"* ne fait que montrer à quel point le discours public sur le sujet est devenu complètement entravé, obstrué, gêné... oh bien, nous allons juste le dire, retardé.

Contorsionnisme linguistique

Bien sûr, les adultes qui vivent dans le monde réel savent reconnaître une récession lorsqu'ils en voient une, quel que soit le nom que choisissent de lui donner leurs suzerains intéressés, qui vérifient les faits, mutilent la langue, font du commerce d'initiés et impriment de l'argent. Et ils savent exactement ce qu'ils ressentent. C'est la douleur à la pompe. Ce sont des décisions difficiles à l'épicerie et des factures impayées dans la boîte aux lettres. Ce sont les vacances en famille à Paris... Texas, Athènes... Géorgie, et Genève... Illinois. C'est le moment où le choix entre les désirs et les besoins se transforme en choix entre les besoins et la privation.

Depuis plus de sept décennies, depuis l'année où Perry Como a chanté "Some Enchanted Everything" (1949), une récession signifie deux trimestres consécutifs de croissance négative du PIB. C'est du moins ce qu'affirment les experts du National Bureau of Economic Research, qui ont apposé leur sceau officiel du mot "R" à chaque fois - les dix fois - que l'économie a enregistré deux trimestres négatifs consécutifs... c'est-à-dire jusqu'à cette année unique et tout à fait spéciale.

Nous avons abordé cette question pour la première fois il y a quelques semaines, dans une chronique intitulée "What's in a Word ? (Trigger warning : le mot R est utilisé, et généreusement)".

Aujourd'hui, nous nous éloignons un peu de la sphère sémantique pour nous pencher sur le domaine encore plus sombre et obscur des chiffres. Comme si le contorsionnisme linguistique ne suffisait pas au pauvre Homo Credulus, il doit aussi s'attendre à un barrage de mensonges, de maudits mensonges et de statistiques

gouvernementales émanant du domaine numérique !

Ce qui nous amène à cette concoction académique souvent utilisée, mais rarement examinée, qu'est le produit intérieur brut (PIB)...

Qu'y a-t-il dans un chiffre ?

Par Joel Bowman

Jean-Pierre : il faut aussi ajouter l'inflation dans ces calculs de croissance.

Selon notre fidèle Encyclopédie Britannica, le produit intérieur brut (PIB) est défini comme "la valeur marchande totale des biens et services produits par l'économie d'un pays pendant une période donnée".

Habituellement, nous entendons le PIB exprimé en pourcentage, c'est-à-dire en taux de croissance, positif ou négatif. Demandez à n'importe quel homme de la rue et il citera le dernier chiffre pour étayer son sentiment haussier ou baissier (voir "vibrations" ci-dessus), pour l'aider à décider d'acheter ou de vendre, de prendre des vacances ou de chercher un second emploi.

Les autorités fédérales, quant à elles, citent ce même chiffre pour justifier leur propre plan d'action, à savoir si l'économie doit être "stimulée" ou "refroidie", s'il faut baisser ou augmenter les taux, "gonfler ou mourir".

Beaucoup de choses dépendent de ce chiffre magique, en d'autres termes, même s'il est prédit, pronostiqué, conjecturé, agrégé, torturé, calculé en moyenne, annoncé, révisé et re-révisé ad nauseum chaque trimestre. Malgré cela, la plupart des gens ont tendance à considérer le PIB comme une sorte de lecture définitive, sortie d'une machine complexe et surpuissante, qui témoigne de manière fiable, irréfutable et quantitative de la santé et de la vitalité globales de quelque chose appelé "l'économie".

Mais quelle est exactement cette chose que nous mesurons, cette "économie" ?

Comme le dit **Frank Shostak**, chercheur associé à l'Institut Mises, "*le cadre du PIB donne l'impression que ce ne sont pas les activités des individus qui produisent des biens et des services, mais quelque chose d'extérieur à ces activités, appelé "économie". Cependant, à aucun moment la soi-disant 'économie' n'a une vie propre indépendante des individus. La soi-disant économie est une métaphore - elle n'existe pas.*"

Nous reviendrons sur la métaphore... ahem, l'"économie"... dans une seconde. Tout d'abord, examinons brièvement le calcul de la mesure du PIB elle-même. Il existe trois méthodologies principales utilisées pour calculer le PIB :

- 1) la méthode des dépenses
- 2) La méthode des revenus et
- 3) La méthode de la valeur ajoutée

Le coût du gouvernement

En théorie, les trois méthodes devraient produire le même résultat, mais dans la pratique, cela ne se produit presque jamais. Par exemple, lorsqu'il y a une forte augmentation des dépenses publiques, comme l'interminable Niagara des programmes d'aide en cas de pandémie, des programmes de stimulation, des combines de prêts et de subventions, des systèmes de protection des paiements, des gâchis climatiques, des subventions d'équité et d'autres mélanges de sucettes gratuites, on s'attendrait à ce qu'une "croissance" significative du PIB soit enregistrée par la méthode des dépenses.

En gros, cette méthode calcule la "taille" d'une économie en totalisant ses dépenses, moins les importations. L'équation est la suivante :

PIB = consommation privée + investissement brut + dépenses publiques + (exportations - importations).
Ou encore : $PIB = C + I + G + (X - M)$.

Le lecteur averti remarquera immédiatement le tour de passe-passe, à savoir que les "dépenses publiques" sont comptabilisées comme un positif net, un "+". Voici comment l'explique le Bureau of Economic Analysis du département du commerce...

Le produit intérieur brut (PIB), ou valeur ajoutée, est la valeur des biens et services produits par l'économie d'une nation moins la valeur des biens et services utilisés dans la production.

Jusqu'ici, tout va bien...

Le PIB est également égal à la somme des dépenses de consommation personnelle, de l'investissement intérieur privé brut, des exportations nettes de biens et services, ainsi que des dépenses de consommation et de l'investissement brut du gouvernement.

[C'est nous qui soulignons. SOURCE]

D'où la formulation très prudente, pour prendre l'exemple le plus récent, de l'Inflation Reduction Act. Voici comment le New York Times a célébré son adoption la semaine dernière :

La loi, signée par le président Biden mardi, prévoit 369 milliards de dollars d'investissements dans le domaine du climat et de l'énergie - de loin le plus gros investissement de ce type dans l'histoire américaine.

Il ne s'agit pas d'un pari de 369 milliards de dollars, cher lecteur, ni d'un cadeau à la pelle, ni d'une grande piñata solaire et éolienne... mais plutôt d'un investissement dans notre avenir et (faut-il ajouter, avec des larmes) dans l'avenir de nos enfants. Vous n'êtes certainement pas l'un de ces détracteurs des enfants du futur, n'est-ce pas ? Et pourtant, comme Bill Bonner l'a souligné au cours de la semaine, "Si c'était un si bon 'investissement', pourquoi les fédéraux doivent-ils forcer les gens à le faire ?".

Bien sûr, l'IRA n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan lorsqu'il s'agit des dépenses totales du gouvernement. Entre les gouvernements fédéraux, étatiques et locaux, les dépenses totales du gouvernement pour l'année fiscale 2022 devraient s'élever à plus de 9,3 trillions de dollars, à quelques centaines de milliards près. Qu'en est-il de tous ces "investissements" ?

Non seulement la grande majorité de ces programmes sont des escroqueries insoutenables, mensongères et déformantes, mais les mesurer comme un "+" dans le cadre du calcul des dépenses du PIB sépare davantage la réalité que les individus vivent dans leur vie quotidienne de la fantaisie du PIB que leurs gouvernements leur servent.

D'une part, cette méthodologie ignore le fait que les dépenses publiques ne sont pas du tout une véritable production, car elles sont financées par la dette. (Imaginez que vous utilisiez vos cartes de crédit pour acheter des actions de mêmes et que vous comptiez votre "investissement" comme un positif net dans votre produit brut des ménages (PBM)). Les dépenses publiques, par conséquent, ne devraient être que des dépenses publiques, MOINS des emprunts publics.

Alternatives autrichiennes

Murray Rothbard, figure de proue de l'école autrichienne d'économie, a tenté de remédier à cette "omission" en proposant ses deux mesures alternatives : Le produit privé brut (PPB) et le produit privé restant (PPR).

Rothbard définit le premier comme "le produit national brut moins les revenus provenant du gouvernement et des entreprises publiques". Le PPR est le PPB moins le plus élevé des dépenses publiques et des recettes fiscales, plus les intérêts perçus. Selon Rothbard, la production de l'État étant "financée de manière coercitive" (c'est-à-dire par l'impôt), la valeur marchande du produit final, si elle existe, n'est pas claire. En bref, les deux mesures de Rothbard placent la "production" gouvernementale là où elle doit être : dans la pile des "coûts d'opportunité".

Si les participants au marché libre n'ont pas jugé utile d'acheter quelque chose, pourquoi devrait-on considérer que c'est un avantage net lorsque le gouvernement confisque leur argent (et/ou celui de leurs enfants à naître) pour l'acheter en leur nom ? Ce raisonnement peut être appliqué à pratiquement toutes les dépenses publiques qui, même si elles sont affectées à quelque chose que tout le monde s'accorde à vouloir (des routes décentes, par exemple), évincent néanmoins la concurrence des entreprises privées pour fournir ce même bien ou service.

En fin de compte, le PIB en tant que mesure ne peut pas plus calculer la santé d'une économie qu'il ne peut vous donner l'heure ou vous faire un massage du dos. Quelle que soit la façon dont il est mesuré, le véritable progrès économique ne se forge pas dans les creusets de la dette ou de la coercition, mais grâce au labeur honnête d'individus qui cherchent à améliorer leur propre sort, sans être gênés par la longue portée étranglante du gouvernement. Et si un chiffre positif du PIB s'accompagne d'une augmentation massive des dépenses publiques, la seule chose que l'on mesure en fin de compte est la vitesse à laquelle le pays va se ruiner.

Mais au moins, nous n'aurons plus à nous soucier de la redéfinition clandestine du mot "récession" par les autorités fédérales. Ils seront sûrement passés à la **"dépression"** d'ici là, si ce n'est déjà fait.

* * *

Nous ajouterons la transcription plus tard dans la journée ou demain à la première heure (nous voulions simplement vous faire parvenir cette session dominicale avant de sortir déjeuner). En parlant de cela, nous partons pour profiter de l'un des plus grands cadeaux de l'Argentine à l'humanité... l'extravagance carnivore connue simplement sous le nom d'asado.

Cela signifie des steaks géants, cuits lentement sur du bois et du charbon. Bife de lomo... ojo de bife... bife de chorizo... morcilla... choripan... mollejas... et pas un seul burger à base de plantes ou d'insectes en vue. Le tout arrosé d'un verre ou trois de Bonarda, un vin riche, planté pour la première fois par les Etrusques il y a environ 3 000 ans et qui fait maintenant partie de la carta de vinos argentine.

Bill sera de retour demain avec ses missives habituelles. En attendant, profitez de ce qui reste de votre week-end.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Ce que nous faisons avec notre PROPRE argent Bill répond aux deux questions qu'il a posées à une table ronde BPR récemment convoquée...

Bonner Private Research 17 août 2022



Bill Bonner nous écrit aujourd'hui depuis le Poitou, France...



(Les montagnes entre Salta City et Cafayate, Argentine. Source : Getty Images)

Quant aux crises financières... eh bien, haha, il serait peut-être présomptueux de dire qu'une crise financière ne se reproduira jamais, mais avec nos connaissances actuelles et nos outils de politique monétaire prudentielle, nous pouvons certainement dire qu'une crise financière ne se produira pas de notre vivant.

~ **Janet Yellen**, ancienne directrice de la Fed et actuelle secrétaire d'État au Trésor.

Janet Yellen était encore en vie au premier semestre 2022. Et voilà. Quelques mois seulement après avoir dit une chose aussi stupide... est venue la preuve de son idiotie.

Les 6 premiers mois de l'année ont été incroyablement mauvais. Les actions et les obligations ont baissé. Les cryptomonnaies ont disparu. Un portefeuille traditionnel équilibré - 60 % d'actions, 40 % d'obligations - n'avait jamais connu une période aussi difficile. Et une récession a commencé.

Mme Yellen n'avait aucune idée de ce qui se passait. Mais nous voulions savoir. Nous avons donc posé deux questions simples à nos analystes les plus expérimentés et les plus réfléchis :

"Que pensez-vous qu'il se passe ?"

"Que faites-vous avec votre argent personnel ?"

Sans surprise, les réponses ont été aussi variées que les experts eux-mêmes. Certains ont dit 'hold em'. Certains ont dit "couchez-les". Certains ont dit "laissez tomber". Et d'autres ont dit "courez".

Quelques lecteurs ont demandé nos propres réponses. Au risque de répéter une grande partie de

ce dont nous discutons chaque jour, nous les donnons ici :

Que pensons-nous qu'il se passe ?

Nous pensons que nous sommes dans les premières étapes d'une volte-face de la tendance primaire. D'une tendance haussière à une tendance baissière... d'une inflation faible à une inflation élevée... de taux d'intérêt faibles à des taux élevés... de l'ordre au désordre... et de mal en pis.

Depuis l'introduction de la nouvelle monnaie en 1971, les marchés américains ont davantage réagi aux liquidités de la Fed qu'aux changements réels de l'économie elle-même. Le PIB a augmenté environ 20 fois depuis lors. Mais le marché boursier a augmenté deux fois plus. Plus la "liquidité" (impression d'argent et taux d'intérêt ultra-bas) de la Fed était importante, plus les actions et les obligations augmentaient rapidement. Marty Zweig, un des premiers gourous des bulletins d'information sur les investissements, qui vivait dans l'appartement le plus cher d'Amérique, au sommet du Stone sur la 5e Avenue à New York, a compris ce qui se passait bien avant nous. "Ne vous battez pas contre la Fed", était son sage conseil.

Si vous l'aviez suivi, vous auriez pu simplement acheter le Dow Jones et le faire monter, de 900 en 1982 à 36 000 en 2021. La Fed payait le groupe. Tout le monde dansait.

Le point culminant de cette danse a été atteint en 2020-21, lorsque la Fed a augmenté le volume, avec 4 000 milliards de dollars supplémentaires d'argent frais... utilisés pour financer les mesures de stimulation du gouvernement fédéral, les prêts PPP et les mesures de lutte contre le chômage. L'effet combiné des fermetures de Covid, des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, de l'impression monétaire et des déficits a poussé les obligations à leur sommet à l'été 2020 et les actions à leur sommet à la fin de l'année suivante.

Puis, avec des prix à la consommation à deux chiffres... la Fed a été forcée de changer de cap. C'est la grande différence entre ce ralentissement et tous les autres depuis 1982. Maintenant, si vous ne voulez pas vous battre contre la Fed, vous devez vous retourner. Parce que la Fed draine les liquidités du marché. Il se dégonfle, pas se gonfle. Très lentement. Hésitante. Mais jusqu'à présent, régulièrement.

Jusqu'en 2020, les obligations ont augmenté pendant 40 ans car la Fed a constamment réduit les taux d'intérêt. Maintenant, la Fed augmente les taux d'intérêt. Les actions et les obligations baissent. Et s'il s'agit de la tendance principale à laquelle nous pensons, elle se poursuivra pendant de nombreuses années.

Alors, que faire maintenant ? Plus précisément, que faisons-nous ?

Tout d'abord, nous n'avons pas une confiance illimitée dans nos propres suppositions, c'est pourquoi nous conservons environ un tiers de notre patrimoine familial dans le Woodlock House

Capital Fund de Chris Mayer. Chris est plus intelligent que nous. Il achète des actions de qualité et s'y tient. Les bonnes entreprises produisent de la vraie richesse. Sur le long, très long terme, les posséder sera payant.

Deuxièmement, nous avons un autre tiers en espèces, en or et en énergie. À court terme... qui pourrait être de 10 à 20 ans... il y a des problèmes à prendre en compte. Comment cela va se passer, nous ne le savons pas. C'est pourquoi nous conservons de l'or physique, des actions et des pièces d'or. Nous ne considérons pas l'or comme un "investissement". Il s'agit simplement d'un moyen de conserver des richesses pour les générations futures. Peut-être, un jour, l'or sera-t-il détrôné par une forme de crypto-monnaie. En attendant, nous restons fidèles au métal jaune.

L'énergie, en revanche, est un investissement. Nous nous attendons à ce que les fournisseurs de combustibles fossiles se portent bien alors que les gouvernements tentent de les mettre hors circuit.

Troisièmement, nous avons le reste de notre argent dans des investissements excentriques que nous sommes presque trop gênés pour mentionner. L'immobilier, par exemple. Des créations d'entreprises. Une entreprise de marbre en Amérique latine. Un éditeur de livres en Angleterre. Un peu de ceci... un peu de cela.

Dans un portefeuille, nous choisissons les marchés boursiers les moins performants du monde... et nous les achetons. Nous ne savons rien d'eux. Nous comptons simplement sur la "régression vers la moyenne" pour les ramener à la normale.

Cela a-t-il fonctionné ? Oui... et non. La Russie, par exemple, était l'un des pires marchés boursiers en 2021. Nous l'avons donc achetée pour 2022. Catastrophe ! Il y a toujours des surprises... la plupart d'entre elles, malvenues.

Nous achetons également des terres agricoles en Amérique du Sud. Il s'agit là aussi d'une situation aléatoire, qui tient plus de l'aventure que du véritable investissement.

Les terres cultivables varient considérablement en termes de prix et de productivité. Dans cette région (relativement pauvre) de France, elles se vendent environ 5 000 dollars l'acre. Dans le Midwest américain, elles coûtent plutôt 10 000 dollars l'acre. En Irlande, elle peut atteindre 20 000 dollars l'acre. Mais en Bolivie, une grande étendue de terre cultivable se vendra à 1 200 dollars l'acre. Compte tenu des hypothèses probables concernant le prix des cultures, le carburant, les engrais, la main-d'œuvre, etc., nous sommes en mesure de prévoir un retour sur investissement de 10 %.

Les chances qu'un étranger ignorant, comme nous, parvienne à faire ce travail sont très minces. Et nous ne conseillerions certainement pas à quelqu'un d'autre d'essayer. Mais nous élevons du bétail en Argentine (à perte !) depuis plus de 15 ans... et chaque année, nous en apprenons un peu

plus... et chaque année, nous pensons avoir enfin trouvé la solution.

Alors, nous n'allons pas nous arrêter maintenant ! Pas quand nous sommes si près du but.

▲ [RETOUR](#) ▲

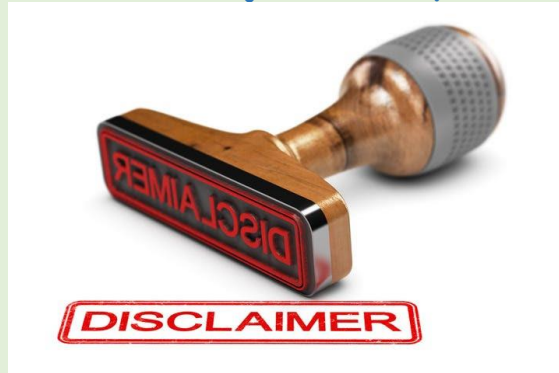
L'IRA : vouée à un échec cuisant

Un examen approfondi de la loi sur la réduction de l'inflation et des risques, fraudes et escroqueries qu'elle comporte.

Bonner Private Research 18 août 2022



Bill Bonner nous écrit aujourd'hui depuis le Poitou, France...



Hier, les journaux télévisés ont rapporté que le président Biden avait signé ce qui est officiellement appelé la **loi sur la réduction de l'inflation**.

La vidéo le montrait assis à son bureau, maniant son stylo, sous le regard approbateur d'un groupe de politicards. Puis, il se lève, met un masque noir, et tout le groupe applaudit comme si quelque chose d'important avait été accompli.

Mais quoi ?

Pendant les années Trump, chaque mot sortant de la Maison Blanche était accueilli avec suspicion. Le corps de presse ne perdait pas de temps pour le soumettre à une analyse intense, expliquant pourquoi il était factuellement incorrect, trompeur ou un mensonge pur et simple.

Mais depuis l'élection de Joseph Biden, les journalistes semblent avoir perdu tout sens du doute. Ils ne remettent plus rien en question. Au lieu de cela, ils prennent les proclamations présidentielles comme si elles venaient de la bouche de Dieu lui-même.

Ainsi, peu de journalistes ont voulu mentionner que la loi sur la réduction de l'inflation était une fraude. Au lieu de cela, ils se sont joints aux journalistes pour applaudir la législation comme une autre grande étape... comme l'entrée dans la guerre du Vietnam ou l'adoption du programme de guerre contre la pauvreté, tous deux en 1964, ou la débâcle de la guerre contre la drogue en

1971.

Des phoques qui applaudissent <comme au cirque>

Une grande chose était en train de se produire ; elle était "transformationnelle" ; elle changeait la donne. Ils n'avaient aucun doute à ce sujet. Mais comment le décrire ?

CNN :

Au fur et à mesure que le projet de loi se rapprochait de sa promulgation, de plus en plus de médias ont commencé à y faire référence comme à un projet de loi sur le "climat et la santé", citant près de 369 milliards de dollars pour des investissements dans la "sécurité énergétique et le changement climatique".

Et puis, le New York Times a développé l'angle "investissement" :

Le projet de loi, promulgué par le président Biden mardi, prévoit 369 milliards de dollars d'investissements dans le domaine du climat et de l'énergie - de loin le plus gros investissement de ce type dans l'histoire américaine.

Appeler cela un "investissement" est également un mensonge, qui rendrait un promoteur boursier passible d'une amende, voire d'une peine de prison, si la SEC était sur le coup. Un investissement est quelque chose qu'une personne fait volontairement, dans l'espoir d'un gain. L'IRA n'est rien de tel. Il prend l'argent d'au moins 150 millions de citoyens qui ne le veulent pas (ils n'investiraient jamais l'argent s'ils avaient le choix) et le déverse dans un assortiment de cadeaux et d'escroqueries.

Si c'était un si bon "investissement", une presse curieuse aurait pu demander "pourquoi le gouvernement fédéral doit-il forcer les gens à le faire ?".

Et en Amérique, la recherche de capitaux d'investissement est une activité fortement réglementée. La SEC exige des promoteurs qu'ils fassent très attention à ce qu'ils disent et qu'ils divulguent tout ce qui peut être pertinent, notamment les "facteurs de risque".

Que feraient les promoteurs de l'IRA s'ils devaient lever leurs fonds honnêtement ? Que dirait la notice d'offre, si elle devait passer l'examen de la SEC ? Ici, nous essayons de répondre à cette question :

L'IRA - Une notice d'offre

" L'investissement actuel a été approuvé par une simple majorité du conseil d'administration (Congrès). Les autres se sont fortement opposés. De nombreux membres du conseil d'administration ont considéré les investissements comme " imprudents ", " improductifs ", " gaspilleurs ", " irresponsables " et bien d'autres adjectifs négatifs que l'on peut trouver dans le dictionnaire Webster.

Même plusieurs des administrateurs qui ont approuvé l'investissement croient que le financement en capital du projet est " inadéquat ", ce qui pourrait empêcher un retour sur investissement réussi.

Il faut également noter que l'initiateur est déjà fortement endetté. Sa dette mesure environ 8 fois ses recettes (fiscales) annuelles, soit un total de 30 000 milliards de dollars, ce qui est effectivement impayable selon toute hypothèse réaliste. L'entreprise est donc effectivement insolvable. Elle a également pris des engagements "non financés" de 100 000 milliards de dollars supplémentaires, à quelques milliers de milliards près.

L'objectif de l'investissement est de faire quelque chose qui n'a jamais été fait auparavant et que de nombreux scientifiques considèrent comme impossible. Selon eux, l'homme ne peut pas, consciemment, contrôler le temps qu'il fait. D'autres scientifiques et analystes réputés estiment que, si le climat peut théoriquement être soumis à l'influence de l'homme, tenter de le modifier en subventionnant les constructeurs de voitures électriques et en punissant les entreprises de combustibles fossiles ne sera pas efficace. S'ils ont raison, les investissements décrits dans cette offre ne parviendront pas à faire baisser les températures de surface de la planète Terre, à réduire les déficits ou à faire baisser les prix à la consommation. Le rendement réel de l'investissement pourrait être nul, voire inférieur.

En tout état de cause, les administrateurs admettent qu'ils sont totalement incompetents pour prendre des décisions impliquant des capitaux aussi importants dans la mesure où la plupart d'entre eux sont des avocats ou des fonctionnaires à vie et n'ont eu que peu de contacts réels avec la science du climat, la thermodynamique, la physique, la mécanique, la finance, l'ingénierie, l'administration des affaires, la comptabilité ou toute autre compétence ou formation susceptible d'être essentielle pour mener à bien ces investissements.

Le conseil d'administration reconnaît en outre qu'il n'a jamais réalisé d'"investissement" fructueux au cours de son histoire de plus de 200 ans et que tout ce qu'il a considéré comme un "investissement" n'a donné lieu à aucun retour positif ou à un [désastre] d'une sorte ou d'une autre. Les investisseurs potentiels sont invités à se reporter aux livres d'histoire pour plus d'explications. De la prohibition à la guerre contre la pauvreté en passant par la guerre contre le terrorisme... tous les "investissements" visant à rendre le monde meilleur se sont soldés par un échec.

Les investisseurs sont également informés que les initiés - y compris les membres du Congrès, leurs conjoints, les lobbyistes, les riches donateurs politiques et autres - peuvent détenir des participations dans les entreprises qui bénéficieront de ces investissements. Les membres du conseil d'administration peuvent déjà être à la recherche de sinécures dans des entreprises extérieures qui recevront de l'argent de ces

investissements. Les lobbyistes ont très probablement déjà reçu des millions de dollars de primes pour faire passer ce paquet d'investissements au Congrès. Et les avocats sont déjà en train de dessiner des plans pour de nouvelles maisons de vacances, persuadés que les litiges ne vont pas tarder.

Il n'est pas prévu de rembourser un jour le capital des investisseurs.

Facteurs de risque supplémentaires :

Les investisseurs doivent tenir compte des facteurs suivants qui pourraient avoir un effet négatif sur les projections de bénéfices :

La météo peut coopérer ou non. Le modèle, utilisé par les activistes climatiques pour justifier ce programme de dépenses, peut ne pas être exact. Les personnes qui gèrent les programmes - à tous les niveaux - peuvent être totalement incompetentes. Il n'existe pas d'indicateurs de succès généralement reconnus ; même si les programmes fonctionnent comme prévu, les retours sur investissement peuvent être négligeables ou non mesurables. Il est peu probable que les programmes fonctionnent comme annoncé. Le programme lui-même peut être sujet à un haut degré de corruption. Au moment où le programme est pleinement mis en œuvre, l'attitude du public peut avoir rendu l'ensemble de la chose hors de propos. (Les gens peuvent être plus préoccupés par leur niveau de vie, ou leur survie, que par la tentative de réduire les températures).

Ce que font les États-Unis peut être annulé par ce que font les autres nations. Les estimations et les projections dans ce domaine n'ont jamais été fiables et peuvent changer sans préavis. L'évolution des conditions du marché pourrait avoir un impact négatif sur le rendement des investissements. Les fournisseurs, les sous-traitants, les fabricants d'équipements, les politiciens de connivence, les "écologistes" qui se mêlent de tout, les experts imposteurs, les scientifiques contrefaits et d'autres tiers peuvent également vouer les investissements à l'échec. Le nombre d'inconnus connus est si important que quelque chose est sûr de mal tourner. Le nombre d'inconnues est infini... chacune d'entre elles pouvant anéantir tout espoir d'un résultat satisfaisant.

Avons-nous oublié quelque chose ? Probablement. Les investisseurs peuvent supposer que quelque chose dans les clauses de non-responsabilité et les facteurs de risque ci-dessus condamnera le projet à un échec cuisant. Si ce n'est pas le cas, quelque chose d'autre le fera.

▲ [RETOUR](#) ▲

Retour à l'USSA

Bienvenue dans la soviétisation d'une Amérique que nous connaissions
autrefois...

Recherche privée Bonner 19 août 2022

Bill Bonner nous écrit du Poitou, France...



Nous sommes envahis par la gratitude. Nous aurions pu naître n'importe quand. Mais nous sommes nés en 1948, lorsque les antibiotiques nous ont sauvé la vie. Nous avons grandi à une époque où la vie était bon marché et facile... et quelle chance !... nous étions si pauvres que nous ne pouvions aller que dans une seule direction - vers le haut.

Nous n'étions pas non plus accablés par les confusions d'aujourd'hui. Aurions-nous mieux fait de nous identifier comme une fille ? Cette idée ne nous a jamais traversé l'esprit. Avions-nous une dent contre nos parents... la société nous avait-elle laissé tomber... devons-nous blâmer quelqu'un d'autre si nous étions malheureux ? Nous ne savions pas que c'était une option.

Nous sommes allés à l'école à l'époque où les Rolling Stones et les Doors sortaient des chansons à succès... et où il était encore possible de "travailler pour aller à l'université". Nous avons créé une entreprise avec presque aucun financement...

...et nous avons réussi à gagner assez d'argent pour pouvoir vivre confortablement.

Et puis, encore de la chance... l'arrivée d'Internet nous a permis de déménager à l'étranger, de développer notre entreprise et d'explorer en profondeur d'autres endroits, d'autres personnes et d'autres cultures.

Et enfin, nous voici... merveille des merveilles...

...dans la 8ème décennie de notre vie.

Muet et stupide ?

Et maintenant, les fédéraux et l'élite éduquée font un si grand spectacle... un si grand spectacle d'ébats et d'ébats ; chaque jour est une fête du rire ! Un grand carnaval de claptrap. Un

Jamboree d'âneries.

Il suffit de lire les titres :

Pourquoi je me sens coupable d'être une mère blanche.

Comment le chapelet est devenu un symbole extrémiste

Lors de la signature, Biden affirme que le projet de loi de l'IRA luttera contre le changement climatique, ...

Quel monde merveilleux. Quel plaisir ! Oui... c'est un bon moment pour être en vie. Seulement... sauf... mais... C'est dommage que les fédéraux gâchent tout.

Attends. Comment c'est possible ? Le gouvernement fédéral existe depuis longtemps. Tout comme les deux partis. Ils n'ont pas encore ruiné le pays.

Sont-ils devenus plus bêtes ? Plus incompetents ? Plus corrompus ?

Oui, ils le sont.

Hé, les gros dépensiers !

Au début de notre carrière, le gouvernement fédéral était une menace évidente pour la société civile, le progrès et la prospérité. Mais il semblait être plus ou moins sous contrôle. Oui, il y avait beaucoup de gens qui voulaient étendre le pouvoir fédéral et l'utiliser pour réaliser leurs fantasmes d'un monde meilleur. Mais il y avait aussi des "conservateurs" - qui étaient généralement, ou finalement, capables de les ralentir.

Le sénateur Robert A. Taft, par exemple, a mené l'opposition au New Deal. Ronald Reagan avait de bons instincts conservateurs, mais il s'est fait rouler dans la farine par ses propres alliés. Ron Paul continue d'être une voix très solitaire en faveur de la modération.

Mais les anciens conservateurs ont largement disparu ; ils ont été remplacés par des va-t-en-guerre, des haltères et des gros dépensiers.

"Alors quel est le problème ?" demande l'observateur naïf. "Vous dites que les fédéraux nous mènent en enfer dans une charrette à bras. Mais en pourcentage du PIB, ils ne sont pas plus nuisibles aujourd'hui qu'ils ne l'étaient sous Nixon ou Reagan."

En 2019, le budget fédéral/PIB était de 20% - presque le même qu'à la mort de Taft en 1953. C'est alors qu'est survenue la panique de Covid. Les fédéraux, de Donald Trump à Bernie Sanders, ont prétendu que la menace du coronavirus était comme le bombardement de Pearl

Harbor. Sans conservateurs pour les arrêter, ils se sont lancés dans des dépenses effrénées. Les dépenses fédérales ont atteint plus de 30 % du PIB.

Retour à l'USSA

Mais ce n'est qu'une partie de l'histoire. Les réglementations fédérales déterminent également où et comment les ressources sont utilisées. Et l'effet est cumulatif. L'université George Washington dispose d'un centre d'études réglementaires. Il garde la trace des réglementations "économiquement significatives", qu'il définit comme celles ayant un impact de 100 milliards de dollars ou plus.

Lorsque nous étions dans la fleur de l'âge, pendant les années Reagan, les fédéraux promulguaient une vingtaine de ces règlements par an, avec un impact économique total d'au moins 2 000 milliards de dollars. Aujourd'hui, l'équipe de Joe Biden est en passe de proposer 63 nouvelles réglementations par an, avec un impact total de plus de 6 000 milliards de dollars.

Ces édits réglementaires représentent une extension considérable et largement inaperçue du pouvoir fédéral. Si nous établissons une moyenne de 40 règlements par an pour les années intermédiaires, nous pouvons supposer un coût total de 160 000 milliards de dollars, soit plus de six fois le PIB actuel, depuis 1980.

Cela permet de mesurer à quel point le gouvernement fédéral est devenu plus autoritaire et plus dépensier. Cela permet également d'expliquer pourquoi les taux de croissance et la productivité ont diminué. Pour la première fois de notre vie, aucun des deux n'est positif. Ils sont tous deux en régression.

En effet, l'économie américaine a été soviétisée, enchaînée par la planification centrale. Comme nous le voyons dans le dernier gâchis - la loi sur la réduction de l'inflation - les valets de Washington décident de plus en plus du type de voiture que vous allez conduire... du type de cuisinière que vous allez utiliser... où et comment vous allez vivre. Et comme dans l'expérience soviétique de 1917-1991, les résultats sont sombres.

Tout ce que nous pouvons faire est de rire.

▲ [RETOUR](#) ▲